

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE JURIDIQUE

SUR

LE "MAUVAIS GRÉ"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

FRANÇOIS DEBOUVRY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT DE LILLE (ANNÉES 1890 ET 1891)

*L'acte public sur le sujet ci-dessus sera soutenu
le Jeudi 8 Juin 1899, à huit heures et demie.*

LES MEMBRES DU JURY SERONT :

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. PLANIOL.
GARÇON.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1899

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE JURIDIQUE

SUR

LE "MAUVAIS GRÉ"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

FRANÇOIS DEBOUVRY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT DE LILLE (ANNÉES 1890 ET 1891)

*L'acte public sur le sujet ci-dessus sera soutenu
le Jeudi 8 Juin 1899, à huit heures et demie.*

LES MEMBRES DU JURY SERONT :

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : { MM. PLANIOL.
GARÇON.



LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1899

*La Faculté n'entend donner aucune approbation,
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

A LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le *mauvais gré* est un ancien usage local qui se rencontre encore de nos jours dans quelques cantons agricoles de la Belgique et du Nord de la France (1). Il se rapporte à différents objets, mais surtout au louage des terres. Il consacre en ces matières, de prétendus droits qui peuvent généralement se réclamer de considérations d'équité, mais qui sont, pour la plupart, en contradiction formelle avec les principes du droit moderne, et il parvient, grâce à des moyens qui lui sont propres, à assurer, au mépris des lois, le respect de ces prétendus droits.

Le *mauvais gré* nous apparaît donc comme une institution étrange et bien digne d'appeler l'attention de plus d'une classe d'hommes d'études.

Pour les amateurs d'histoire locale et régionale — ainsi que pour les collectionneurs de coutumes anciennes et modernes, les *folk-loristes*, comme ils se nomment, — le *mauvais gré* est proprement de leur domaine et il constitue, en effet, une curiosité locale d'une physionomie peu banale.

Mais il peut fournir, en outre, aux amateurs de sciences plus hautes, des aperçus pleins d'intérêt.

(1) V. ci-après, appendice I. — « *Les pays de mauvais gré* ».

Les *moralistes* et les législateurs du *droit naturel* peuvent y considérer cette situation curieuse de populations entières entendant le juste et l'injuste tout à l'encontre de tout le reste du pays, s'attirant pour cette raison la persécution du pouvoir central et résistant à la loi avec une énergie longtemps victorieuse.

Cette résistance s'est quelquefois traduite par des délits d'une nature particulière dont la répression a soulevé des questions intéressantes pour le *criminologiste*.

L'*historien juriconsulte* peut observer dans le *mauvais gré* les vestiges d'anciennes institutions dont notre usage n'est qu'une combinaison.

Le *mauvais gré* fait à la propriété un régime peu en harmonie avec les principes du Code Napoléon et dont la légalité appelle le contrôle du *civiliste*.

L'*économiste*, enfin, peut y découvrir plus d'un point de vue nouveau : il y rencontre, notamment un genre d'amodiation de la propriété rurale, particulier à la région qui était jadis « regardée comme la plus riche pièce de terre de l'Europe » (1) et une solution au problème jamais résolu de l'indemnité de plus-value au

(1) *Tableau et compte annuel de la culture flamande*. Note insérée dans l'édition du *Théâtre d'agriculture et de mesnage des champs* d'Olivier de Serres, publiée par la Société d'Agriculture du département de la Seine. 2 vol. in-4°, Paris, M^{me} Huzard, an xii, tome I, pp. 182-204 et reproduite dans les *Annales de l'Agriculture française*, tome xviii, pp. 5-83.

Ce curieux document, signé F. D. N. (François de Neufchateau.—V. J. Cordier, *Mémoire sur l'agriculture de la Flandre française et l'économie rurale*, 1 vol. in-8, Paris, 1823, p. 471), contient la monographie très détaillée d'une ferme-type de la châtellenie de Lille, en 1776.

fermier sortant — une solution qui a ce mérite d'être issue naturellement des faits et des circonstances, dans le pays où le problème s'est posé il y a le plus longtemps et avec le plus d'intérêt.

C'est ainsi que dès avant ce siècle, le *mauvais gré* avait été déjà mentionné non-seulement par quelques écrivains locaux (1) mais déjà par plusieurs jurisconsultes dont l'attention avait été appelée par les lois draconiennes auxquelles les fermiers de *mauvais gré* étaient alors en butte tant aux Pays-Bas qu'en France (2).

Au commencement de ce siècle, l'anarchie révolutionnaire avait favorisé une recrudescence du *mauvais gré*. Les excès qui furent commis, signalèrent notre coutume aux administrateurs et aux publicistes d'alors, en même temps qu'à ceux qui s'occupèrent du *Code rural* dont la pénible élaboration fut commencée dès cette époque (3).

Vers 1840, une nouvelle recrudescence se détermina particulièrement dans le département du Nord et le Tournaisis. Il y eut de nombreux crimes et de nombreux délits. Le Conseil général du Nord, le Conseil provincial du Hainaut, la Chambre des Représentants

(1) *Entretien d'une mère avec sa fille* (V. Bibliographie, n° 132). — *Supplément à l'Essai sur l'histoire de la Picardie* (Bibliog., n° 148).

(2) Aux Pays-Bas : Matthæi, *De criminibus* (Bibliog., n° 87). — Joannis Voet, *Ad Pandectas*, lib. XLVII, tit. XI (Bibliog., n° 115).

En France : De Fréminville, *Pratique universelle* (Bibliog., n° 52). — Boucher d'Argis, *Code rural* (Bibliog., n° 120).

(3) Dieudonné (Bib., n° 46). — Tessier (Bib., n° 108). — Deverneilh (Bib., n° 44). — Fournel (Bib., n° 50). — Hoverlant (Bib., n° 64).

de Belgique s'y intéressèrent (1). Tous les journaux de l'époque lui consacrèrent des articles, tous les écrits locaux d'alors en firent mention (2).

Jusqu'à cette époque c'est surtout au point de vue criminel qu'on a considéré le *mauvais gré*, ne voyant en lui que le principe d'une série d'actes délictueux plus ou moins extraordinaires. Troplong, dans la préface du *Traité du Louage* paru en 1852, l'envisagea plutôt au point de vue civil; il le nomma une *tenure* (3). Déjà le baron de Ladoucette, et peu de temps après Léonce de Lavergne, en faisaient mention dans des ouvrages d'économie rurale (4).

Il intéressait vers la même époque, certains agronomes du Nord de la France (5).

Mais la première étude spéciale importante qui en ait été faite, est le discours prononcé par M. le Pro-

(1) Conseil général du Nord, sessions de 1839, 1842 à 1845 (*Bibliog.*, n°s 121 à 125). — Conseil provincial du Hainaut, sessions de 1844 et 1845, *Mém. admin.* (*Bibliog.*, n°s 142 et 143). — Chambre des Représentants, 23 et 24 déc. 1843, *Monit. belge* (*Bibliogr.*, n° 145).

(2) *La Belgique judiciaire*, 1844 (*Bib.*, n° 119). — *Le Courrier de l'Escaut*, 1843 et 1844 (*Bib.*, n° 126). — *La Feuille de Tournai*, années 1842, 1844, 1849 (*Bib.*, n° 133). — *L'Echo de la Frontière*, 1848 (*Bib.*, n° 130). — *L'Echo du Nord*, 1839 et années suivantes (*Bib.*, n° 131). — *La Gazette de Mons*, années 1842, 1843 et 1844 (*Bib.*, n° 134). — Hennebert, *Archives Tournaisiennes* (*Bib.*, n° 61) — Leroy et Dinaux, *Arch. du N. de la Fr.* (*Bib.*, n° 81).

(3) Troplong, *op. cit.*, I, p. XLV (*Bib.*, n° 106).

(4) De Ladoucette, *De l'influence des divers modes de location sur le produit des terres* (*Bib.*, n° 69). — De Lavergne, *Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre* (*Bib.*, n° 72).

(5) E. Demesmay, communications diverses au comice agricole de Lille (V. *Bib.*, n°s 41, 42 et 43.) — Defontaine (V. *Bib.* n° 40.) — *Agriculture Française* par MM. les inspecteurs (*Bib.* n° 118.)

cureur général Saudbreuil à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Amiens, le 3 novembre 1864 ; cette étude est très documentée, très intéressante ; toutefois, ce n'est qu'un réquisitoire. M. Saudbreuil ne voit dans le *mauvais gré* qu'une usurpation coupable maintenue par des actes coupables, et il fait appel au concours de tous les magistrats, ses collègues, pour l'aider à exterminer la coutume criminelle (1).

Cette attaque provoqua les partisans du *mauvais gré* à prendre sa défense. Tel est le but des écrits émanés à cette époque de MM. l'abbé Decagny, Gillet et Vion (2). Ces écrits ont peut-être un caractère moins rigoureusement scientifique que l'étude de M. Saudbreuil ; mais, s'ils sont appuyés de moins de documents, ils présentent cet intérêt particulier d'être eux-mêmes des documents précieux, mettant en lumière ce que pensent du *mauvais gré* les gens qui le pratiquent, par suite, ceux qui le connaissent dans ses manifestations ordinaires et régulières et non pas seulement par les excès auxquels il donne lieu très accidentellement. Ces écrits ont ainsi beaucoup contribué à attirer sur le *mauvais gré* les regards du civiliste, de l'économiste, de l'historien jurisconsulte.

C'est à ce triple point de vue qu'il mérita d'être mentionné par MM. Garsonnet et Lefort dans leurs ouvrages sur l'*Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée* — sujet mis au concours en 1872

(1) Saudbreuil (V. Bib.. n° 101.)

(2) Decagny (Bib. nos 37 et 38). — G. (Bib. n° 52.) — Vion (Bib. n° 114.)

par l'Académie des Sciences morales et politiques (1).

Vivement intéressé par notre usage, M. Lefort fit à son sujet de nouvelles recherches dont il condensa le résultat dans un mémoire qui fut lu à l'Académie des Sciences morales et politiques, en août 1876 (2).

Depuis cette époque, il est bien peu d'ouvrages ayant, par un point quelconque, trait au *mauvais gré* qui aient omis de le signaler. Déjà M. Brière, dans sa thèse soutenue quelques jours avant la lecture du mémoire de M. Lefort, avait donné sur le *mauvais gré* des aperçus historiques et juridiques très judicieux (3).

La thèse de M. Prache soutenue en 1882 remit au jour le problème de l'origine du *mauvais gré*; M. Prache reprit et appuya de nombreux arguments, l'opinion de M. l'abbé Decagny, qui voit dans le *mauvais gré* d'anciennes concessions méconnues par les concédants. M. Prache s'efforça aussi de donner de notre usage, une formule juridique qui lui assure le respect et l'appui de la loi moderne. Enfin il soutint, que le *mauvais gré* présentait au point de vue économique, des avantages très appréciables (4).

Plusieurs de ces opinions heurtaient des conclusions présentées par M. Lefort, dans son mémoire de 1876. Cette circonstance le détermina à reprendre encore une fois ses recherches. Il publia le résultat de celles-ci dans un ouvrage de plus de 200 pages, qui

(1) Garsonnet (*Bib.*, n° 55). Lefort (*Bib.*, n° 76).

(2) Séances des 5, 12 et 19 août 1876 (*V. Bib.*, n° 77).

(3) Brière (*Bib.* n° 17).

(4) Prache (*Bib.* n° 94).

parut en 1892 (1) et dont il fut rendu compte dans la plupart des revues savantes (2).

L'ouvrage de M. Lefort donne un exposé de notre usage, en recherche l'origine, le rapproche des pratiques analogues rencontrées ailleurs, en poursuit l'histoire jusqu'à nos jours, en présente au double point de vue économique et juridique, un examen critique auquel il n'y a qu'à souscrire. Des notes savantes, des documents rares, des références multiples, en font une œuvre scientifique de première valeur.

Peut-être ne resterait-il rien à dire sur le sujet, si M. Lefort n'avait pas partagé l'opinion émise par quelques auteurs picards (3), qui prétendent que le *mauvais gré* existant dans l'ancien Santerre (4) où il est le plus souvent désigné sous le nom de *droit de marché*, est absolument différent du *mauvais gré* de la Flandre Wallonne et du Tournaisis, — le *droit de marché*, du Santerre étant seul admis par ces auteurs à se réclamer de considérations d'équité et à se présenter comme une sorte d'ancienne tenure ; — le *mauvais gré* de la Flandre Wallonne et du Tournaisis n'étant au contraire, d'après eux, qu'une contrefaçon du *droit de marché* et un abus coupable ne relevant par suite que de la loi criminelle.

Tant qu'on n'a eu du *mauvais gré* du Santerre

(1) Lefort (*Bib.*, n° 78)

(2) V. *Bib.*, n°s 34, 51, 53, 71, 83, 88, 92, 99, 106, 117, 136).

(3) MM. Daussey, Decagny, Prache.

(4) Ancien pays de Picardie, ville principale Péronne.

qu'une connaissance incomplète, qu'on n'a pas su comment l'envisageaient ses adeptes, dans quelles conditions il se pratiquait, lui aussi n'a été traité que comme un élément délictueux et les criminalistes seuls s'en sont occupés ; mais, quand ses défenseurs l'ont eu mis en lumière, s'est produite l'évolution que j'ai signalée : les juristes, les économistes, les historiens-juriconsultes ont commencé à s'y intéresser. Mettons que l'étude qu'a faite M. Lefort du *mauvais gré* de la Flandre Wallonne et du Tournaisis, n'est pas encore parvenue à la seconde phase de l'évolution dont il est question. M. Lefort ne voit en effet, dans l'usage flamand, que « la prétention blâmable de quelques cultivateurs qui cherchent, au moyen de la violence et de l'incendie, à usurper l'exploitation indéfinie des terres qu'ils occupent ». Dès lors, « ce qui se passe en Dalmatie lui paraît mériter autant son attention ; » il exclut donc le *mauvais gré* de la Flandre Wallonne et du Tournaisis du cadre général de son ouvrage et ne lui accorde guère qu'une note — une note qui est, à la vérité, très importante et très documentée.

J'espère établir au lieu qu'il conviendra, l'inexactitude de cette proposition, sans doute inspirée à ses auteurs par leur zèle extrême à défendre le *droit de marché*, et peut-être insuffisamment contrôlée par M. Lefort. En tous cas, je me félicite de la circonstance qui, ayant détourné les regards de cet auteur, m'a permis de trouver encore à glaner quelque chose derrière un chercheur aussi persévérant et m'a laissé le champ de recherches dont j'ai goûté l'intérêt captivant.

Toute ma famille habite dans la Flandre Wallonne ou le Tournaisis et s'y occupe à l'agriculture. J'ai ainsi, de longue date, connu le *mauvais gré* qui se pratique dans cette contrée et il y a plusieurs années que cette étrange coutume a éveillé ma curiosité. Déjà, en 1891, j'avais réuni le résultat de mes modestes recherches en un petit mémoire auquel mes excellents maîtres de la Faculté libre de Lille ont eu la bonté d'accorder quelque intérêt.

Depuis j'ai repris et j'ai poursuivi cette étude dans laquelle j'ai été soutenu par les encouragements de M. le professeur Chénon, que je ne saurais assez remercier de la profonde bienveillance qu'il ma témoignée, non seulement en cette circonstance.

Les faits et les indications diverses que j'ai recueillis, les conclusions auxquelles j'ai abouti peuvent se grouper sous trois chefs :

1. — L'exposé détaillé de ce qu'est le *mauvais gré* ;
2. — Son histoire ;
3. — Les appréciations qu'il comporte aux différents points de vue, de l'équité, de l'économie politique et de la légalité.

Réduit à ne pouvoir traiter avec le développement proposé, qu'une partie seulement de ce programme, je me suis borné à présenter dans les pages qui vont suivre le CODE DU MAUVAIS GRÉ.

Le *mauvais gré* constitue une sorte de système législatif assez semblable à celui que devaient présenter

nos anciennes coutumes avant leur rédaction. Je me suis efforcé de dégager ses règles souvent confuses, de les ramener à des principes et de les coordonner — faisant en quelque sorte office de rédacteur de la coutume.

Toutefois, comme je n'avais pas à édicter un texte législatif qu'on promulgue et qu'on n'a pas à justifier, mais que je devais, au contraire, ne rien avancer dont je ne rapporte la preuve, c'est plutôt à *une enquête par tourbe* que je comparerai mon travail.

On sait que l'*enquête par tourbe* (ou *par turbe*) *inquisitio per turbam* (1) était le mode de preuve spécial auquel on recourait autrefois pour élucider la coutume, lorsqu'elle était douteuse. Il consistait à recueillir les opinions que professaient sur le point contesté, un certain nombre d'hommes expérimentés habitant la région, et « un desdits témoins que l'on appeloit Rapporteur de la tourbe, pour luy et tous les autres présens, ... disoit et rapportoit la délibération et résolution de tous lesdits témoins (2). »

Telle est à peu près la méthode que j'ai suivie : à l'appui des règles que j'ai essayé de déterminer, j'ai présenté tous les témoignages que j'ai pu rassembler, affirmations avancées par les auteurs qui ont écrit sur le *mauvais gré*, faits de *mauvais gré* recueillis dans les archives ou dans les collections de journaux,

(1) V. Esmein, *Cours d'histoire du droit*, pp. 725 et s. et autorités citées. — Les enquêtes *par tourbes* ont été supprimées par l'ordonnance de 1667, art. 13. V. Cl. de Ferrière, *Commentateurs de la Coutume de Paris*, 2^e édit. Paris, 1714, tome I, p. 34.

(2) Imbert, *Pratique*, p. 302.

renseignements communiqués par des personnes habitant les cantons où se rencontre le *mauvais gré*, constatations personnelles ; j'ai même une fois emprunté la plume d'un romancier parce qu'elle décrivait mieux que j'aurais pu faire, un ensemble de faits de l'exactitude desquels je pouvais d'ailleurs me rendre garant.

Voici comment j'ai divisé mon travail :

J'ai observé que le *mauvais gré* pouvait s'analyser en deux éléments :

1° *Certaines prétentions* que les habitants des *pays de mauvais gré* revendiquent comme des droits dignes de tous respects, bien que ces prétentions soient en opposition formelle avec les principes du droit moderne.

2° La *sanction* que les partisans du *mauvais gré* s'efforcent d'assurer à ces prétendus droits par toutes sortes de moyens, et particulièrement par une étroite solidarité entre les gens d'un même village, par tout un système d'intimidation, et à l'occasion, par des vengeances atroces.

J'ai tiré de cette analyse la division de mon travail, lequel comprendra trois chapitres :

Dans un premier chapitre, j'étudierai les *prétentions* qui ont cours aux *pays de mauvais gré*.

Dans le second, l'autre élément du *mauvais gré*, la *sanction* de ces prétentions.

Dans le troisième, je m'efforcerai d'établir une définition du *mauvais gré* et d'en préciser la terminologie ;

j'y examinerai, en outre, quelques questions se rapportant à ce sujet.

Soucieux d'approprier ce modeste travail à sa destination de thèse inaugurale pour le doctorat en droit, j'ai fait suivre l'exposé du *mauvais gré* des quelques considérations d'ordre juridique, qu'il m'a suggérées et que j'ai présentées sous forme de conclusion.

Un appendice termine cet ouvrage ; il contient :

I. Un bref aperçu des *pays de mauvais gré*, c'est-à-dire des régions où notre usage a été jadis en vigueur, de celles d'où il a disparu, de celles où il se rencontre encore.

II. Une *table* des nombreux *documents législatifs*, — dispositions coutumières, édits des rois de France ou des souverains des Pays-Bas, règlements de cours souveraines, — émanés à l'effet de combattre et d'exterminer le *mauvais gré*.

III. Un *index bibliographique* de tous les ouvrages imprimés qui, à ma connaissance, ont fait mention du *mauvais gré*.

Les deux premiers articles de cette appendice sont destinés à suppléer au caractère incomplet de l'ouvrage et à en faciliter l'intelligence.

Le troisième, l'*index bibliographique*, outre qu'il peut avoir en soi son intérêt, se justifie encore par cette considération « qu'il est de toute équité qu'une mention au moins soit accordée aux auteurs qui ont porté leur attention sur l'usage qui fait l'objet de ce volume (1). »

La justice aussi m'en ferait un devoir, mais le

(1) Lefort, *Le droit de marché*, p. vii.

sentiment bien doux de la reconnaissance m'amène tout spontanément à adresser ici mes sincères remerciements, à tant de personnes — amis ou correspondants inconnus — professeurs, magistrats, praticiens, archivistes, publicistes ou simples laboureurs — à l'obligeance desquelles je suis redevable de la plus grande partie des éléments de ce travail.

Puissé-je n'avoir pas trop maladroitement mis en œuvre tant et de si précieux matériaux mis à ma disposition par ces désintéressés collaborateurs.

Genech, le 1^{er} mai 1899.

.



CHAPITRE PREMIER

LES PRÉTENTIONS DU MAUVAIS GRÉ

Les prétentions qui ont cours aux *pays de mauvais gré* sont d'ordre très différents. C'est par l'objet de ces différentes prétentions que se distinguent les différentes variétés de *mauvais gré*.

Il y a, en effet, plusieurs espèces de *mauvais gré*.

La variété de *mauvais gré* la plus curieuse et celle qui fait à elle seule presque tout le sujet de cette étude — celle que je nommerai le *mauvais gré des fermiers* — sera analysée dans la première section de ce chapitre.

Les autres variétés, d'importance et d'intérêt beaucoup moindres, — mais qu'il y a lieu de bien discerner de la première — seront examinées dans la seconde section.

PREMIÈRE SECTION

Le mauvais gré des fermiers.

C'est cette variété du *mauvais gré* qui est connue en Picardie sous le nom de *droit de marché* — nom sous lequel elle a fait l'objet de plusieurs savantes recherches et notamment du remarquable ouvrage de M. Lefort (1). — C'est elle qu'on nomme encore *haine de cense*, *mauvais gré agraire*, quelquefois *scopélisme* et en flamand *haet van pacht* ou *boeren-spijt* (2).

(1) Lefort. *La condition de la propriété dans le Nord de la France : le droit de marché*. 1 vol. in-8. Paris, 1892.

(2) V. ci-après, chap. III où il est rendu compte de ces différentes expressions.

Je ne résiste pas au plaisir de rapporter ici un curieux document qui donne une idée générale de ce qu'est le *mauvais gré des fermiers*. C'est une note trouvée dans les papiers de Fénelon, par M. le docteur Le Glay, ancien archiviste du département du Nord — cette note est écrite de la main de l'abbé des Anges, secrétaire intime de Fénelon — et publiée, pour la première fois, par Le Play. *Ouvriers européens*, 2^e édition, tome V ; *Les ouvriers de l'Occident*, 2^e série ; *Les populations ébranlées* ; *Maître blanchisseur de la banlieue de Paris*. pp. 419 et 420.

Voici cette note :

« Les propriétaires des censes ou des terres du Cambrésis les ayant » une fois données à ferme, n'en peuvent plus disposer dans toute la » suite en faveur d'autres fermiers. Les peuples se sont fait un point » d'honneur de demeurer chacun dans leurs occupations de censes » ou de terres, malgré les propriétaires et malgré ceux qui » voudroient les en déposséder. D'autres fermiers n'osent ni enchérir » les fermes, ni les prendre à un moindre prix ; car, ou bien ils » seroient tuez dans le temps qu'ils seroient le moins sur leurs » gardes, ou bien la cense ou la grange où ils auroient mis les grains

Le *mauvais gré des fermiers* tend à faire prévaloir une conception toute particulière du contrat de bail à ferme.

Le contrat de bail à ferme est usité depuis très longtemps dans tout le nord de la France et la Belgique, par conséquent dans *les pays de mauvais gré* (1). Légalement, ce contrat, tel qu'il était et est encore pratiqué dans ces régions, ne comportait autrefois et ne comporte davantage aujourd'hui — non plus dans *les pays de mauvais gré* qu'ailleurs, — aucune clause particulière, aucun caractère distinct d'importance essentielle (2).

Notamment, toujours et partout, il a été temporaire — ce qui est d'ailleurs, de l'essence du bail à ferme — et même de durée fort réduite, neuf ans au plus généralement (3) et il n'a jamais été question qu'il emportât

» de leur première récolte seroient infailliblement brûlées. Ce malheur
» fait gémir plusieurs provinces entières, comme le Hainaut, le Cam-
» brésis, l'Artois, la Chastellenie de Lille, la plus grande partie de
» la Flandre et la Picardie..... »

On sait que *cense* a la signification de *ferme*, dans le langage du nord de la France. V. Merlin, Rep. de jurispr. v° *Cens*, tome II, p. 483.

(1) V. De Calonne, *La vie agricole sous l'ancien régime dans le nord de la France*, pp. 63 et s. — A. Young, *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, trad. Lesage, 2^e édit., II, p. 201. — Dareste de la Chavanne, *Histoire des classes agricoles en France*, p. 270. — V. Brants, *Histoire des classes rurales aux Pays-Bas jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*, p. 147 et note 2.

(2) V. notamment Baucarne-Leroux, *Le laboureur de la Flandre française*, *Archives de l'agriculture du Nord de la France*, année 1863, pp. 246 et 247.

(3) V. notamment De Calonne, *loc. cit.*, p. 67. — Baudrillart, *Rapport sur l'état moral, intellectuel et matériel des populations agricoles de la Picardie*. (Séances de l'Académie des Sciences morales et politiques. Comptes-rendus, année 1881, 1^{re} sem., p. 63).

démembrement de la propriété, constitution d'un droit réel au profit du preneur (1).

Cependant, il arrive souvent que les fermiers des *pays de mauvais gré*, une fois en possession de la terre ou de la ferme qu'ils ont prises à bail, prétendent soumettre ces biens à un régime qui ressemble assez à celui qui résultait de plusieurs de nos anciennes tenures, telles que l'*emphytéose perpétuelle* ou le *bail à rente*, c'est-à-dire un régime emportant à leur profit une sorte de démembrement de la propriété, sinon l'attribution de la propriété elle-même, et surtout la perpétuité du titre.

Il faut ajouter, à la vérité, qu'ils reconnaissent, au moins dans certaines régions, et qu'ils ont reconnu autrefois dans d'autres, au bailleur, différents droits exceptionnels qui, non plus que les droits prétendus par eux-mêmes, ne sont de la nature du contrat de bail à ferme tel que nous le concevons sous le régime du code civil, et qui ont plutôt analogie, elles aussi, avec les prérogatives réservées par le concédant dans les anciennes tenures (2).

J'examinerai dans les trois paragraphes de cette section :

I. — Les droits prétendus par les *fermiers de mauvais gré*.

II. — Les droits exceptionnels qu'ils reconnaissent parfois à leur bailleur.

(1) Opinion de Troplong. — *Traité du louage*, tome I, p. 65 et suiv.

(2) Prache. *De la condition juridique et économique du preneur dans le bail à ferme, etc.* Thèse, Paris 1882, p. 159. — Garnier. Répertoire de l'enregistrement. I. art 2960, v^o Bail, p. 790.

III. — Quelques modes de *constitution* du *mauvais gré* des fermiers.

I

DROITS PRÉTENDUS PAR LES FERMIERS DE MAUVAIS GRÉ

Toutes les prétentions des fermiers de *mauvais gré* pourraient peut-être se résumer en une seule : la perpétuité du titre ; « *demeurer chacun en leurs occupations de censes ou terres* », comme dit Fénelon (1). Mais il y aura intérêt de clarté à distinguer ces diverses prétentions. Elles peuvent se formuler en quatre propositions :

A) Nos fermiers prétendent ne pouvoir être contraints dans aucun cas, à quitter le bien qu'ils tiennent à bail.

B) Ils n'admettent pas, — du moins en principe, — que leur fermage puisse être augmenté.

C) Si le bien qu'ils occupent vient à être mis en vente, ils prétendent être seuls admis à l'acheter pour le prix qu'ils veulent bien en offrir, et à l'exclusion de tous autres amateurs, du moins, de tous autres amateurs habitant la contrée.

D) Et le droit bizarre, faisceau de ces trois prétendus droits, nos fermiers ont la prétention d'en disposer comme de toute autre chose leur appartenant et effec-

(1) Cité par Le Play.

tivement, ils le transmettent, à *titre gratuit*, par donation, notamment par constitution de dot, et par succession testamentaire et *ab intestat* — et à *titre onéreux*, par une sorte de cession qu'ils nomment quelquefois *déport*, moyennant un prix qu'ils nomment *chapeau* (1).

L'ordonnance du 13 août 1585 exprime assez exactement, en son pittoresque langage, trois de ces prétentions; — celle dont il ne parle pas semble bien ne s'être affirmée qu'à une époque postérieure (2).

..... « plusieurs censiers, et aultres mauvais garnemens, dit cet ancien texte... ores qu'ils ayent fait fin de cense ou qu'aultrement ils soient du tout impuissans de retenir » les terres et dîmes qu'ils occupent à bail, « (A) s'efforcent de continuer en l'occupation d'icelles pour eux (D) ou leurs enfans » (il faudrait ajouter et autres bénéficiaires) « contre le gré des propriétaires, (B) sans paier rendaige oultre que bon leur semble, usans de menaches, etc. »

A

« Se perpétuer en leur jouissance contre la volonté des propriétaires » (3).

« Continuer en l'occupation des terres qu'ils ont à

(1) V. ci-après, chap. III, où le sens de ces expressions sera expliqué.

(2) G..., ancien notaire, *Le Droit de marché; son passé, son présent, son avenir ou sa transformation*, p. 35. — D'après cet auteur, la prétention dont s'agit ne serait apparue qu'après la Révolution.

(3) A. Bouthors. — *Les usages locaux du département de la Somme*, p. 55, 66, 104.

titre de cense contre le gré et volonté de leur maître » (1).

« Estendre et continuer l'occupation des biens pris en ferme après le bail finy aultant de temp que bon leur semble sans aucun titre du moins valable, contre la volonté des propriétaires » (2).

« Empêcher que les fermes soient louées à d'autres que ceux qui les occupent » (3).

« Conserver indéfiniment sa jouissance » (4).

« Ne vouloir souffrir leur dépossession... se maintenir réciproquement dans l'indue possession des biens qu'ils ont à ferme, sans qu'aucun puisse prendre le bail de l'autre ni le déposséder de sa jouissance » (5).

« Se perpétuer dans la jouissance des terres qu'ils avoient à ferme sans que dans aucun cas les propriétaires puissent reprendre les dites fermes, en demander compte, ni les donner à d'autres fermiers » (6).

Autant de formules, autant d'affirmations répétées de cette prétention mise en avant par les fermiers de *mauvais gré*, prétention si extraordinaire — j'oserai dire, à première vue, si extravagante — que l'on doute-

(1) Ordonnance des Archiducs du 11 novembre 1619. — Pour les mots *cense* et *maître*, v. ci-après, chap. III.

(2) Arrêt du Conseil Souverain de Tournai du 26 juillet 1663.

(3) Conseil général du Nord. — Procès-verbaux des délibérations. — Session de 1839, p. 163.

(4) Brière. — *Etude théorique et pratique sur les droits du preneur à bail*, etc., p. 193.

(5) Arrêt du Conseil du 25 mars 1724.

(6) Arrêt du Conseil du 21 mars 1747. — « Rustici seu coloni... a dominis migrare jussi... impediunt ne quis ad eorum agrorum culturam accedat », dit encore Voet : *Ad Pandectas*, édit. Cologne, 1788. Tome II, p. 832.

rait que des gens sensés pussent l'émettre. En effet, comme dit l'ordonnance des Archiducs du 11 novembre 1619 (1), est-il « rien de plus raisonnable que les » propriétaires puissent faire de leurs biens ce que bon » leur semble, sans qu'aucun les y puisse troubler ny » empêcher? » et de Fréminville, se posant la question « s'il n'est pas défendu aux fermiers de se perpétuer » dans la jouissance des biens qu'ils tiennent à ferme, » malgré les propriétaires », observe qu'il « seroit » nouveau dans bien des provinces, de présenter cette » question, qu'on ne sauroit présumer en *saine* » *raison* » (2).

Tout exorbitant qu'il paraisse, tel n'en est pas moins le droit prétendu par les fermiers de *mauvais gré*. En principe, pour n'importe quel motif, au profit de n'importe qui, ils n'admettent que leur propriétaire leur reprenne, contre leur gré, le bien sur lequel cependant ils ne peuvent légalement prétendre qu'un simple droit de bail, une créance de jouissance pour un temps limité. C'est, au contraire, un droit perpétuel de posséder et de jouir, une sorte de co-propriété qu'ils veulent se faire reconnaître.

Dès lors, l'époque de l'expiration des baux et de leur renouvellement est pour nos fermiers une date sans intérêt. Aussi arrive-t-il souvent que même des exploitations importantes se trouvent louées sans bail écrit, suivant une sorte de tacite reconduction

(1) V. ci-après, Appendice II.

(2) De Fréminville. — *La pratique universelle pour la rénovation des terriers*, etc. — Question XLV. Tome V, p. 380.

indéfiniment renouvelée. Le fermier bien assuré qu'un autre ne viendra pas le troubler dans sa possession, ne se préoccupe pas de se procurer un bail dont il devrait supporter les frais en pure perte ; il craint, au contraire, que son propriétaire, à qui il irait demander un bail, ne profite de l'occasion pour tâcher d'obtenir de lui un *pot-de-vin* ou une augmentation. Il arrive ainsi que lorsqu'il existe un bail écrit, c'est généralement le propriétaire, ou simplement son notaire qui l'ont exigé — le propriétaire pour imposer une augmentation ou toucher un *pot-de-vin*, s'il peut les obtenir, le notaire pour ajouter un numéro à son répertoire.

« In a raison, dit un poète paysan (1).

In a raison quand ech'proupriétaire.
Vous parle ed' bail d'êt' dins l'débalation,
I feu payi avu de l'ougmintation
Drot d' bal, pout d' vin, sins oublyi ch'noutaire ;
Tous chés geins là, avu ch'persécuteux,
In a bieu faire, in n'fouat pau d'troup pour eux.

(1) Crinon. — *Satires picardes*, 2^me édit., p. 23.

J'emprunterai plus d'un extrait à l'œuvre de Crinon. A mon humble avis, nulle poésie n'a peut-être exprimé plus sincèrement l'âme du vrai paysan, honnête et rude.

Crinon est né et a vécu à Vraignes en Vermandois (canton de Roisel). Son père était cultivateur. Lui-même fut toute sa vie le pauvre *haricotier*, « ch'haricoutchi » dont il a tracé le vivant tableau, (*Satires picardes* pages 20-22). Il s'est rendu remarquable en Picardie par ses satires en patois. On dit qu'il sculptait aussi avec habileté. Il mourut le 4 septembre 1870.

Ses *Satires picardes* ont eu deux éditions, l'une en 1863, l'autre en 1876. L'édition de 1876 est précédée d'une notice par M. l'abbé Gosselin (vii pp.). On peut encore consulter sur Crinon, un article de M. l'abbé

J'ai dit qu'en principe pour n'importe quel motif et au profit de n'importe qui, nos fermiers n'admettent que leurs propriétaires leur reprennent contre leur gré, le bien qu'ils tiennent en ferme. S'il fallait en croire certains auteurs qui ont écrit sur le *droit de marché*, ce principe souffrirait une exception, la *faculté de dépointement* du propriétaire, c'est-à-dire la faculté au propriétaire de reprendre le bien affermé des mains du fermier, — ce qui se nomme *dépointer* (1); — mais seulement pourvu que ce soit pour l'exploiter lui-même et sous la condition d'indemniser le fermier (2).

Toutefois ces auteurs ne sont pas bien d'accord sur différents points relatifs à cette prétendue exception.

D'après l'un d'eux (3), on la rencontrerait seulement

Corblet, *La Picardie*, année 1863, pages 424-432, et M. l'abbé Decagny, *Histoire de Péronne*, II, 791.

Voici comment M. Breuil traduit le passage rapporté ci-dessus. (Traduction citée par l'abbé Corblet, *loc. cit.*, p. 430).

« Quand le propriétaire vous parle de bail, on a raison vraiment de se désespérer. Il faut payer non seulement son fermage augmenté, mais aussi le droit de bail, le pot-de-vin, sans oublier le notaire. Pour tout ce monde là et pour le percepteur, on ne donne jamais assez... »

(1) V. ci-après chap. III, l'explication des mots *dépointer* et *dépointement*.

(2) Cette faculté a quelque ressemblance avec celle accordée en droit romain par la loi de *Æde*, la faculté au bailleur de reprendre la maison louée pour l'habiter lui-même. Cette disposition était reproduite par la coutume du baillage de Lille (réaction de 1565), chap. xvi, art. 3. (Le droit romain était droit supplétif de la coutume de Lille. — Delepoulle, *Immutabilité des conventions matrimoniales*. La coutume du baillage de Douay et Orchies refusait au contraire cette faculté. (B. de Richebourg, *Nouv. coutumier gén.*, II, 979). — V. Clément, *Études sur le Droit rural, civil, etc.*, n° 165, pp. 264 et 265,

(3) Daussy, Discours, 26 août 1856. (*Mémoires de l'Académie de la Somme*. Tome X, 1854-57, p. 452). — Cité par Lefort, *loc. cit.*, p. 159

en Hainaut, et elle constituerait une différence entre le *mauvais gré* du Hainaut, ou *mauvais gré* proprement dit, et le *mauvais gré* du Santerre qu'on nomme plus souvent *droit de marché*.

Cette proposition ne me semble pas exacte. La *faculté de dépointement* n'est pas admise dans la partie du Hainaut où se rencontre le *mauvais gré*, l'ancien Tournaisis, non plus que dans la Flandre Wallonne. Les fermiers de cette contrée ne tolèrent jamais que leur propriétaire leur reprenne leur terre *contre leur gré*, fut-ce pour la cultiver lui-même. Un écrivain local (1) s'en exprime en ces termes : « Vous reprenez vous-même votre ferme, vous la cultivez pour votre propre compte, parceque cela vous est utile ou agréable ; le *mauvais gré* vous poursuivra, vous, propriétaire. Pour y échapper vous devrez obtenir le *bon gré*, le consentement du dernier occupateur. » Je pourrais rapporter de nombreux faits à l'appui de cette assertion, dont j'ai d'ailleurs moi-même, contrôlé l'exactitude.

Ainsi, dans la nuit du 10 au 11 janvier 1843, à Frasnès-lez-Buissenal (2), quatre coups de fusil furent tirés dans les fenêtres de la maison habitée par un homme qui avait consenti à travailler pour le marquis d'Auxy. La raison de cette vengeance était que le marquis, ne s'accordant plus avec ses tenanciers, s'était

et par Brière, *loc. cit.*, p. 193, note 2. — M. le V^o d'Avenel, (*Histoire économique de la propriété*, etc., I, p. 242) reproduit aussi cette erreur.

(1) Fred. Hennebert, *Le mauvais gré* (*Archives tournaisiennes*, etc., I, p. 336).

(2) Chef-lieu de canton, arrondissement de Tournai.

mis à exploiter directement ses terres (1). C'est donc que les fermiers de Frasnés-lez-Buissenal n'admettaient pas que leur propriétaire put reprendre ses terres pour les cultiver lui-même.

L'affaire Hottin, de Phalempin (2), nous offre un exemple analogue se rencontrant dans la Flandre Wallonne. Marchand, propriétaire de terres occupées par Hottin, avait manifesté à celui-ci l'intention de les occuper lui-même, à la saint Remi de l'année 1848. Cette proposition était si peu admise par Hottin, que le premier janvier 1848, au soir, aidé d'un nommé Delfosse, il battit Marchand « à outrance » (3).

La *faculté de dépointement* n'existe donc ni dans l'ancien Tournaisis, ni dans la Flandre Wallonne.

C'est au contraire dans le Santerre que certains auteurs en affirment l'existence. Quel serait, d'après ces auteurs, le taux de l'indemnité à servir par le propriétaire qui use de la faculté de *dépointer*? D'après M. Lefort (4), la somme à payer au locataire par le propriétaire qui veut rentrer dans la plénitude de son droit, varie entre le $\frac{1}{8}$, le $\frac{1}{4}$ et même la $\frac{1}{2}$ de ce droit, c'est-à-dire qu'elle n'est rien moins que

(1) *Belgique judiciaire*, 18 janvier 1844, col. 223.

(2) Commune du canton de Pont-à-Marcq, arrondissement de Lille.

(3) *L'Écho de la Frontière*, 15 février 1848. — Hottin fut condamné en 13 mois de prison et 50 francs d'amende, Delfosse en 4 mois de prison et 25 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Lille.

(4) Lefort, *loc. cit.* p. 102. — Ailleurs (p. 141), M. Lefort donne comme termes extrêmes : du $\frac{1}{3}$ à la $\frac{1}{2}$, limites beaucoup plus précises. — Une autre source (*Intermédiaire des Chercheurs*, 10 mars 1867, IV, col. 134, sous la signature Z. A.), fixe la somme au $\frac{1}{4}$ ou au $\frac{1}{5}$ de la valeur capitale de l'immeuble.

fixe. Dans la formule que M. Prache (1) donne *du droit de marché*, il accorde au propriétaire la *faculté de dépointement* et fixe l'indemnité au montant de la somme versée lors de la constitution *du droit de marché*, « augmenté de dommages-intérêts, s'il y a lieu. » Il n'y a donc pas de règle précise déterminant le montant de l'indemnité à payer.

En somme, cette indemnité est fixée le plus souvent d'un commun accord et en toute liberté entre propriétaire et fermier. Ainsi s'explique la variabilité de son montant. Mais alors, ce n'est plus *contre le gré* du fermier que le propriétaire reprend son bien, c'est le fermier qui, « *de bon gré* », cède son *droit de marché* à son propriétaire comme il le céderait à n'importe quel tiers (2). La *faculté de dépointement* dont on parle, ne constitue donc pas en ce cas une exception aux règles générales du *mauvais gré*.

Quand, au contraire, propriétaire et fermier ne se mettent pas d'accord pour la cession — en particulier, quand un fermier d'humeur peu combative ou doutant de l'appui de ses compatriotes, hésite à engager la lutte contre le propriétaire qui veut lui reprendre sa terre, — il arrive bien quelquefois, si le propriétaire offre une indemnité, que le fermier l'accepte, quelle qu'elle soit, se disant que mieux vaut prendre ce qu'on lui donne que de tout perdre. Mais il ne se tient pas pour cela pour satisfait : le droit prétendu par les fermiers, ce n'est pas, en effet, de ne pouvoir être

(1) Prache, *loc. cit.*, p. 203. — Cité par Lefort, p. 107.

(2) V. ci-après, transmission à titre onéreux *du droit de marché*.

dépossédés sans une indemnité (1), mais de ne pouvoir être dépossédés sans leur consentement, de conserver le bien affermé indéfiniment, tant qu'il leur plaise le conserver, et s'ils veulent le quitter, de le céder à qui bon leur semble. Le fermier que son propriétaire, usant de la soi-disant *faculté de dépointement*, contraint à se retirer malgré soi, prend donc l'indemnité, si on lui en offre une, mais garde rancune, « porte *mauvais gré*. » Aussi, M. Lefort (2) constate-t-il que le *dépointement* soulève souvent la réprobation dans le pays et qu'il expose le propriétaire qui l'exerce à encourir les sanctions du *mauvais gré*. C'est donc que la *faculté de dépointement*, ainsi exercée, n'est point admise aux pays de *mauvais gré*.

(1) Comme dans la formule du *droit de marché transformé*, présentée par M. Prache, *loc. cit.*, p. 204.

(2) Lefort, *loc. cit.*, p. 103. V. aussi lettre de M. Lefort à M. Sidney-Dean. — Sidney-Dean, *Le droit de marché. — Réforme sociale*, 16 décembre 1892, p. 915, note 3.

« Le fermier considère le rachat comme un vol, écrit M. Lefort, parce que cette opération empêche la famille du tenancier de se perpétuer sur le domaine et surtout de profiter des améliorations faites antérieurement pas les tenanciers précédents. Je n'explique pas la défaveur de l'opinion publique à cet égard, je la constate simplement. »

L'explication me semble assez simple, quoi qu'on en dise. Il n'y a pas entente, pas consentement absolument libre du fermier qui a accepté l'indemnité qu'on lui offre plutôt que de tout perdre. Il y a là un résultat de la décadence du *mauvais gré*. Autrefois, quand l'institution avait encore toute son énergie, le fermier, plus fort que son propriétaire, aurait toujours refusé à celui-ci le droit de reprendre possession des terres.

En tous cas, il ne peut être question d'expliquer la rancune des fermiers contre les dépointements par la crainte de voir des terres libres s'établir au milieu d'eux.

La fameuse affaire des frères Duret (1) met complètement en lumière cette situation : M. Ducellier, bourgmestre de Celles-lez-Pottes, avait acheté le 25 janvier 1840, 6 hectares 31 ares de terre à labour sur Escanaffles. Ces terres étaient louées à un nommé Mat de Celles-lez-Pottes, moyennant un fermage que M. Ducellier trouva insuffisant. Il demanda une augmentation. Mat refusa l'augmentation et quitta les terres. Il y eut une expertise des « droits de l'occupateur. » Le montant de ces droits fut fixé à 1.800 fr. Mat toucha la somme. Cependant, il n'était pas satisfait : ce qu'il aurait voulu, c'eût été, d'abord, que M. Ducellier n'achetât pas ses terres (2), ensuite qu'à tout le moins, il les lui laissât en location pour le même fermage. Il prit l'indemnité plutôt que de tout perdre, mais il garda rancune, il *tint maugré*. Les frères Duret, ses voisins, approuvaient et partageaient son sentiment : ils le vengèrent.

Ainsi, peut-on dire, la *faculté de dépointement* n'existe pas :

Ou bien, le dépointement, le départ du fermier, a lieu absolument d'accord, et alors, ce n'est pas un dépointement proprement dit, c'est une cession « de bon gré, » un « *déport* » ; (3)

(1) Aff. Duret. V. *Gazette de Mons*, nos des 6 et 9 mai, 2, 3 et 4 juin 1844. — *Courrier de l'Escaut*, mêmes nos. — *Belgique judiciaire*, 1844, 12 mai, col. 750. — 30 juin, col. 985 à 987.

Celles-lez-Pottes est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Tournai. Escanaffles une commune du canton de Celles.

(2) V. ci après, le prétendu *monopole d'acheter*.

(3) V. ci-après l'explication du mot « *déport* », chap. III.

Ou bien, il a lieu contre le gré du fermier, et alors, il n'est pas admis et il expose au contraire, le propriétaire qui l'exerce quand même, à la réprobation et aux vengeances qui sont la sanction du *mauvais gré* (1).

B

La seconde prétention des fermiers de *mauvais gré*, c'est — en principe du moins — l'invariabilité du fermage, la « fixité de la redevance (2). *En principe*, donc, les fermiers se refusent à subir toute *augmentation* de fermage, mais il ne leur arrive pas non plus de solliciter de *diminution*.

1. — *Pas d'augmentation.*

« Ces Messieurs, paysans de Rumes, dit Hoverlant, lorsque le propriétaire veut augmenter ses fermages, s'y refusent, laissent leurs terres en jachères et mena-

(1) Des auteurs, G., *loc. cit.*, pp. 18 et 19, et Brière, *loc. cit.*, p. 193. avancent que la faculté au propriétaire de reprendre le bien loué pour le cultiver lui-même existait dans le Santerre avant la Révolution, mais qu'elle a disparu depuis. Il semble, au contraire, qu'elle n'a fait son apparition que depuis que le *mauvais gré* est en décadence. En tous cas, les auteurs précités la présentent comme étant actuellement toujours reconnue.

Ces contradictions confirment mon opinion que cette faculté n'est pas reconnue, n'existe pas.

Vion, *Le Droit de marché*, p. 24. exclut aussi la faculté de dépointer telle qu'elle est présentée par les auteurs qui en affirment l'existence.

(2) Prache, *loc. cit.*, pp. 160, 161, « Redevance annuelle irrévocablement fixée ». — Saudbreuil, *Discours de rentrée à la Cour d'appel d'Amiens, le 3 novembre 1864* : « Redevance dont la quotité est invariable ». — V. aussi *Intermédiaire des Chercheurs*, année 1867, IV, p. 278.

cent de la vie ceux qui oseroient les louer à d'autres ;... de manière que les propriétaires y sont les très humbles serfs de Messieurs les hauts, puissants et indépendants locataires du village de Rumes (1). »

L'affaire Potiez, d'Eswars, connue sous le nom d'*Affaire du mauvais gré* (2), constitue un exemple remarquable de cette résistance de nos fermiers à « se laisser augmenter », poussée jusqu'aux pires excès : En 1863, M. Ribeaupville, propriétaire de plusieurs terres, sises à Eswars, dont l'une, louée à un certain Potiez à raison de 50 francs la *mencaudée* (3) (soit environ 142 francs l'hectare) (4), demanda de ses fermiers une augmentation de 5 fr. la *mencaudée* (14 fr. 20 l'hectare). Tous refusèrent. Il réduisit son exigence à 2 fr. 50 la *mencaudée*. Les autres fermiers acceptèrent. Potiez refusa. M. Ribeaupville ne demanda plus que

(1) Hoverlant de Beauwelaere, *Essai chronologique pour servir à l'histoire de Tournay*, tome LXXII, pp. 378 et 379.

Rumes, village belge du canton d'Antoing, arrondissement de Tournai.

(2) *Affaire Potiez*. — V. Lefort, *loc. cit.*, p. 86 et note 2. — Pinard, *Œuvres judiciaires*, tome II, p. 6 et s. — *La Gazette des Tribunaux*, n^{os} des 13 et 15 février 1863. — *Le Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais*, n^{os} des 12 et 13 février 1863. — *L'Écho du Nord*, mêmes numéros. — *Le Mémorial de Lille*, n^o du 11 février 1863.

(3) *Mencaudée* du Cambrésis, 35 ares 26 centiares. — Sur les *Mesures anciennes en usage dans le département du Nord*. — V. Guilmot. *Archives historiques et littéraires*, de Leroy et Dinaux, 1^{re} série, tome II. — V. aussi, du même auteur, *Mémoire sur les anciennes habitations rurales du département du Nord, sur les terres affectées à chacune d'elles et la diversité de leurs mesures*.

(4) Bonnier. *Statistique agricole et industrielle de l'arrondissement de Valenciennes*, donnait, en 1862, comme moyenne de la valeur locative des terres de l'arrondissement de Valenciennes le taux de 187 fr. 50.

50 centimes d'augmentation à la *mencaudée* (soit 1 fr. 40 l'hectare). Potiez refusa encore. Un autre fermier, Deneufbourg, vivement pressé par le propriétaire, eut l'audace de reprendre la terre, en consentant cette modique augmentation de 50 centimes. Toutefois, craignant le mauvais gré de Potiez, en retournant, il lui offrit par plusieurs reprises de lui laisser son marché : « Je te remettrai ta terre quand tu voudras, tu peux la reprendre tout de suite. » (1). Potiez refusa toujours.

Le soir même, on retrouvait sur la route de Ramillies le cadavre de Deneufbourg. Il avait été tué sous les coups d'un gros pieu d'orme qu'on trouva à quelques pas du cadavre. Le meurtrier avait frappé avec une sauvagerie inouïe ; « la figure était méconnaissable ; on retrouva éparés sur la route des débris de la mâchoire et des dents ; il y avait des esquilles d'os incrustées dans le pieu » (2).

Potiez fut convaincu d'avoir commis ce crime odieux, avec la complicité de Hoez, son neveu (3). Il avait tué Deneufbourg avec cette rage, parce que Deneufbourg l'avait mis dans le cas de subir une augmentation de 50 centimes la *mencaudée*.

Je pourrais encore mentionner que dans tel village de l'arrondissement de Lille, une prairie est louée à

(1) Déposition de la cabaretière Lerouge. (*Gazette des Tribunaux*, 15 février 1863, p. 160, col. 3.)

(2) Acte d'accusation.

(3) Ils furent condamnés tous les deux aux travaux forcés à perpétuité. (Cour d'assises du Nord, arrêt du 11 février 1863.)

raison de 4 francs *le cent de verges* (1) (soit environ 44 francs l'hectare), c'est-à-dire moins de moitié de sa valeur, que de mémoire d'homme, le fermage a été tel et que le propriétaire serait probablement mal venu à vouloir l'augmenter.

Je pourrais donner de très nombreux exemples d'une situation analogue (2).

M. Prache cite le village de Mons-en-Chaussée, où, dit-il, on paie encore les fermages modiques et *invariables* d'autrefois (3).

Mais, ajoute cet auteur, c'est peut-être le seul village du Santerre qui soit encore dans ce cas. En effet, cette prétention à un fermage invariable, si elle a jamais

(1) De 8 a. 86 c. 66 (verge de Lille). Les anciennes mesures des environs de Lille sont : le *bonnier*, qui vaut 4 *quartiers*, — ou 16 *cents*, — 1.600 *verges*. On distingue :

Le bonnier de Lille qui vaut 1 h. 41 a. 86 c.

Le bonnier d'Orchies qui vaut 1 h. 53 a. 75 c.

Le bonnier de Saint-Amand qui vaut 1 h. 21 a. 98 c.

V. Testelin, *Rapport sur les monnoies, poids et mesures de la commune de Lille, en réponse à la circulaire*, etc. 1 broch. in-8°, Lille, 1807. — Vermesse, *Dictionnaire du patois*. v^{is} *Bonnier* et *Verge*. — Guilmot, *loc. cit.*

(2) L'affaire Poutre, de Château-l'Abbaye (1855), en est un. — Poutre payait à M. Baligand 35 francs pour un 1/2 bonnier (70 ares), soit 50 francs l'hectare. De mémoire d'homme, divers membres de sa famille qui avaient occupé ce bien, en avaient donné ce fermage. Quand M. Baligand se décida à chercher un autre locataire, il trouva facilement, malgré qu'il s'agissait de reprendre de *mauvais gré*, un fermage double, 70 francs, soit 100 francs l'hectare. Ce fermage était encore sensiblement inférieur au taux moyen.

V. *Jurisprudence de la Cour de Douai*, année 1856, tome XIV de la coll., p. 136. — Château-l'Abbaye, commune du canton de Saint-Amand rive droite, arrondissement de Valenciennes.

(3) Prache, *loc. cit.*, p. 160, note. — Mons-en-Chaussée, village de l'arrondissement et canton de Péronne.

Vion, *loc. cit.*, p. 29.

constitué une règle absolue (1) — telle qu'est encore la prétention à la perpétuité de la tenure — semble avoir depuis longtemps perdu ce caractère. Le taux des fermages reste plutôt modique (2), mais il ne serait pas exact de dire qu'il n'a généralement pas subi d'augmentation. Au contraire, un auteur qui écrivait en 1865, assurait que, depuis 50 ans, les fermages avaient plus que doublé dans le Santerre (3), et M. Lefort rapporte que les fermiers consentent assez facilement, lors du renouvellement des baux, à subir une augmentation de fermage sur le pied de 1 % par période de dix-huit années (4), ce qui donnerait un accroissement de 50 à 60 francs par siècle pour une rente de 1.000 francs (5).

2. — L'invariabilité du fermage comporterait un autre terme — celui-là profitable au propriétaire.

(1) Ce dont je doute. — M. Prache est amené à affirmer l'invariabilité des fermages par son système sur l'origine du *droit de marché*. V. Prache, *loc. cit.*, pp. 177 et s.

(2) G..., *loc. cit.*, p. 36. — Vion, *loc. cit.*, p. 29. — Lefort, *loc. cit.*, pp. 112 et 113.

(3) G..., *loc. cit.*, p. 36.

(4) Lefort, *loc. cit.*, p. 148, « Progression constante depuis un demi-siècle », p. 113, note. — Convert, *La propriété, constitution, estimation, administration*, 1885, p. 35, cité par Lefort, *loc. cit.* — Crinon, *loc. cit.*, p. 23.

I feut payi avu d' lougmeintation...

(passage déjà cité)

même page :

— S'il ont souveint d' lougmeintation

Cha n' nous in fouat pau moins d' ma à nou painche

Feut bien passer : i' tcheint' ell' pell' pa' l' mainche.

C'est-à-dire : « S'ils (les propriétaires) obtiennent souvent de l'augmentation, c'est tout de même bien malgré nous. Mais il faut passer par leurs exigences : ils tiennent la poêle par le manche. »

(5) S. Dean, *loc. cit.*, p. 916.

Pas de diminution.

Un auteur affirme que « le fermier ne s'est jamais servi du droit de marché pour obtenir une diminution de redevance (1). » L'affirmation me paraît trop absolue.

Sans doute, les fermiers n'avaient guère autrefois l'occasion de faire réduire leurs fermages, généralement peu élevés, comme j'ai déjà dit. En outre, c'est une loi économique que la part du propriétaire dont le produit de l'exploitation tend toujours à *croître* (2). D'autre part, c'est un fait également constant que le pouvoir de l'argent va ordinairement *décroissant* (3) ; par double conséquence, le taux des fermages — particulièrement de ceux payables en argent, et c'est la généralité aujourd'hui (4) — doit toujours tendre plutôt à s'élever qu'à s'abaisser.

Cependant, il n'en est pas moins certain que les fermiers de *mauvais gré* qui s'opposaient autant qu'ils le pouvaient à toute aggravation de leurs charges, au temps où les propriétaires croyaient pouvoir exiger d'eux des augmentations, depuis que la crise agricole

(1) G. *loc. cit.*, p. 36.

(2) V^{ie} d'Avenel, *Hist. écon.*, I. pp. 368-403. Augmentation considérable des fermages en Flandre de 1600 à 1895.

En Belgique, de 1830 à 1866, les fermages ont augmenté de 70 0/0 (de Norguet. *Rapport sur l'Enquête agricole de 1866*. — *Arch. Agr. Nord de la France*, année 1869, p. 126.)

(3) V. notamment V^{ie} d'Avenel, *Hist. écon.* et *La Fortune privée à travers sept siècles*, 1 vol., Paris, Colin 1895, *passim*.

(4) V. notamment V^{ie} de Calonne, *loc. cit.*, pp. 72 et s.

a rendu lourds même les fermages qui paraissaient jadis légers, ne manquent pas de solliciter des réductions, et que la paix entre propriétaire et fermier est plus souvent rompue aujourd'hui parce que le propriétaire refuse de réduire le fermage, que parce qu'il veut l'augmenter.

De ce fait aussi, je pourrais citer plus d'un exemple (1).

De tout ce qui précède, je conclus que cette seconde prétention des fermiers de *mauvais gré* que j'avais nommée avec M. Prache, « la fixité de la redevance » se formulerait plus exactement dans les termes qu'employait l'ordonnance de 1585 « ne paier rendage oultre que bon leur semble, » c'est-à-dire *rendre* un fermage non pas *invariable*, mais *modique*, inférieur au taux normal, « non proportionné aux circonstances des temps » comme dit l'arrêt du Conseil, du 25 mars 1724.

Troplong écrivait, en effet, qu'il « n'était pas rare de rencontrer en Santerre, des terres détenues de temps immémorial, par des fermiers, à un taux s'élevant au 1/4 ou au 1/5 de leur valeur locative (2). »

L'administration des contributions directes (3)

(1) V. notamment Crinon, *loc. cit.*, p. 20. Crinon adresse sa satire, *Petites Misères de la Vie des Campagnes*, à M. Bazot, notaire à Amiens, son propriétaire. « Héreux, dit-il...

... Héreux, si j' pux, ein coutant nou guignon
Avoir vou quiamp à meilleur' condition. »

(2) Troplong, *Traité du Louage*, préface, I, p. XLVII.

Cité par Lefort, *loc. cit.*, p. 111.

(3) *Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances*, avril 1880, pp. 330 et s.

— Cité par Lefort, *loc. cit.*, p. 112, note 2.

A l'occasion de la nouvelle évaluation des revenus territoriaux terminée par l'administration des contributions directes, le directeur

évaluait en 1882 à la moyenne de 36.50 0/0 la diminution des fermages causée par le *droit de marché*, dans les cantons de Combles, Chaulnes, Ham, Nesles, Péronne et Roisel (arrondissement de Péronne.)

de la Somme a eu à évaluer le taux moyen du droit de marché dans les six cantons de l'arrondissement de Péronne, où on le rencontre le plus habituellement. Le tableau suivant résume ses recherches pour chacun de ces cantons.

TAUX MOYEN DU DROIT DE MARCHÉ

CANTONS	Revenu net moyen par hectare de terre	Valeur moyenne par hectare, du droit de marché	Variations du droit de marché par hectare, d'après les baux
Combles	105 francs	27 francs	de 19 à 41 francs
Chaulnes	126 —	32 —	de 12 à 60 —
Ham	141 —	44 —	de 25 à 57 —
Nesle	145 —	38 —	de 27 à 63 —
Péronne.....	107 —	28 —	de 15 à 52 —
Roisel.....	114 —	32 —	de 20 à 48 —

Un deuxième tableau donne la valeur moyenne du droit de marché et la dépréciation qui en résulte pour les propriétés affermées, en classant ces propriétés d'après l'importance des baux.

TAUX DU DROIT DE MARCHÉ D'APRÈS L'IMPORTANCE DES BAUX

PRIX DES BAUX	Nombre de baux	Contenance des propriétés afferchées	Prix net des fermages	Dépréciation produite par le droit de marché	Rapport du droit de marché au prix net des fermages	Valeur du droit de mar- ché par hectare
De 500 fr. et au-dessus	277	904 hect.	75.843 f.	30.797 f.	41 %.	34 fr.
De 501 à 1.000 fr...	174	1.234 »	117.553 »	45.711 »	39 »	37 »
De 1.001 à 2.000 fr.	73	1.101 »	101.936 »	40.285 »	40 »	37 »
De 2.001 à 3.000 fr .	31	843 »	76.059 »	26.156 »	35 »	31 »
De 3.001 à 5.000 fr..	11	507 »	38.646 »	16.800 «	43 »	33 »
De 5.001 à 10.000 fr.	12	961 »	88.140 »	29.350 »	33 »	31 »
De 10.000 et au-dessus	5	889 »	84.542 »	23.575 »	28 »	27 »
TOTAUX....	583	6.439 hect.	582.719 f.	212.674 f.	36.5 %.	33 fr.

J'ai déjà cité plusieurs exemples (1) de fermages plus que modiques rencontrés dans la portion française du foyer de *mauvais gré* de Flandre et Tournaisis. En voici un exemple pris dans la portion belge : c'est l'affaire des frères Duret (2) qui nous le fournit. Mat — celui que vengèrent les frères Duret, payait seulement 466 francs de rendage pour les 6 hectares 31 ares sis à Escanaffles, qu'acheta M. Ducellier, soit 74 francs l'hectare. M. Ducellier, en demandant 631 francs — soit 100 francs l'hectare — exigeait encore « moins que le taux ordinaire. (3) »

Encore une fois, ce que veulent les fermiers de *mauvais gré*, c'est souvent un fermage *invariable*, parce que les anciens fermages sont généralement moins élevés que ceux actuels, mais c'est « toujours un fermage fort modique (4) », *fair rent*, un « beau » rendage comme disent les Irlandais.

C

« *Le droit de marché* donne en outre à tout occupeur la faculté *entièrement exclusive* dans sa commune

(1) Dans l'arrondissement de Lille, prairie louée à 4 francs le cent de verges (environ 44 francs l'hectare). Déjà cité.

— Aff. Poutre, de Château-l'Abbaye (1855). (V. ci-dessus). Terre louée à 50 francs l'hectare, tandis que la valeur moyenne des *moindres* terres de l'arrondissement de Valenciennes était estimée quelques années après (Bonnier, *loc. cit.*, ouvrage paru en 1862, p. 79) à 125 francs.

(2) Déjà mentionnée.

(3) Acte d'accusation. — V. *Gazette de Mons*, 8 mai 1844.

(4) *Correspondance d'un subdélégué*, citée par M. Lefort, *loc. cit.*, p. 75.

Dans le même sens. Vion, *loc. cit.*, p. 9.

d'acheter les terres qu'il tient à ferme, lorsque celles-ci sont à vendre (1).

C'est ce qu'un auteur nomme un *droit de préemption* (2). L'expression n'est peut-être pas très exacte. Il me semble, en effet, qu'un droit de préemption dont je disposerais, consisterait pour moi en ceci : une chose étant à vendre, si je m'en porte amateur, je dois être préféré à tel autre ou à tous autres, selon le caractère relatif ou absolu de mon droit ; mais, si je n'use pas de cette faculté qui m'est accordée, tout autre personne sera parfaitement libre de faire le marché dont je ne me suis pas soucié. Or, les fermiers de *mauvais gré* n'admettent point ceci. Le bien qu'occupe un fermier est mis en vente. Si le propriétaire trouve un amateur étranger au pays, le fermier se désintéresse de la vente (3). Mais si un amateur se présente dans le pays, surtout si cet amateur est cultivateur, et qu'il habite le même village que l'occupeur, celui-ci n'admet absolument pas que ce cultivateur fasse l'affaire ; il ne l'admet pas alors même que personnellement il ne se soucie pas de faire le marché, soit parce qu'il n'a pas le moyen d'acheter et ne veut pas chercher de bailleur de fonds, soit pour toute autre raison. C'est là que réside la différence entre le droit prétendu par les fermiers et un véritable droit de préemption. Ce n'est pas un *privilege*

(1) G., *loc. cit.*, p. 8. — V. aussi Lefort, *loc. cit.*, p. 92.

(2) Brière, *loc. cit.*, pp. 193 et 194.

(3) G., *loc. cit.*, p. 40. — Rapprocher de ce cas l'un des modes de constitution du *mauvais gré*, l'achat au *taux du revenu* pratiqué dans les conditions exposées dans la communication de M^e Liénart, notaire à Leuze. V. ci-après.

— le privilège d'être préféré, s'il est amateur — que prétend l'occupéur ; c'est un *monopole*, le droit d'être *seul* de son village à pouvoir acheter le bien qu'il occupe.

Est-il nécessaire de faire remarquer que ce monopole contribue peut-être plus encore que les autres désagréments ménagés par le *mauvais gré* au propriétaire, à avilir le prix de vente des biens soumis au *mauvais gré*. Il arrive, à cause de lui, par exemple, que telle terre valant 4.000 francs l'hectare, doit être abandonnée pour 2.700 ou 2.500 francs seulement, c'est-à-dire avec une dépréciation de 1.300 et même 1.500 francs à l'hectare (1).

On a pu dire que de nos jours, les fermiers tendant de plus en plus à devenir propriétaires, ce monopole d'acheter est devenu peut-être le privilège le plus précieux du *droit de marché* (2).

J'ajouterai seulement ici que cette prétention se

(1) G., *loc. cit.*, p. 40, donne le chiffre de 2.700. M. Vion fils, cultivateur à Sainte-Émilie — à l'obligeance duquel j'ai plaisir à rendre hommage, — propose le chiffre de 2.500 francs. C'est le taux d'une transaction réalisée dans le canton de Roisel, en 1892, et qu'on peut prendre, paraît-il, pour type.

Il est à remarquer que ces chiffres concordent aussi exactement que possible avec les données de la statistique rapportée plus haut. Cette statistique évalue en effet à 36,50 % la dépréciation des fermages résultant du *droit de marché*. La dépréciation de la valeur vénale doit, ce semble, varier dans la même proportion. Une terre qui vaudrait 4.000 francs l'hectare, si elle était libre, subira donc, par suite de l'existence d'un *droit de marché* une dépréciation de $\frac{4.000 \times 36,50}{100}$ soit 1.460 francs, chiffre très voisin comme on voit, de ceux présentés. par G., *loc. cit.*, et M. Vion fils, 1.300 et 1.500.

(2) G., *loc. cit.*, p. 40.

rencontre dans l'ancienne Flandre Wallonne (1) et le Tournaisis (2) aussi bien qu'en Picardie. Notamment, c'était le premier reproche que Ferdinand Duret faisait à M. Ducellier « d'avoir acheté le bien des autres (c'est-à-dire le bien occupé par un autre), *mal gré* (3). »

D

Ces trois prétendus droits : droit à la perpétuité de la tenure, droit à un fermage modique, droit exclusif d'acheter, réunis en un faisceau sont bien près d'absorber tous les attributs du droit de propriété. Le propriétaire nominal perd à tout jamais par la perpétuité de la tenure le droit *d'user* (jus utendi) personnellement de sa chose ; le *fruit* (jus fruendi) qu'il en retire, n'est pas en proportion avec celui qu'elle donne ; enfin, son *droit d'abuser* (jus abutendi) est entravé de mille façons. Son rôle semble réduit à celui d'un simple créancier (4) ; sa chose est devenue celle du preneur plutôt que vraiment la sienne ; sa propriété n'est plus que *fictive* (5) ; c'est le preneur qui est le propriétaire effectif.

(1) *L'Agriculture Française*, par MM. les inspecteurs de l'agriculture. — Département du Nord. — 1 vol. Paris, 1843, p. 57.

(2) Note de M. le gouverneur du Hainaut à M. le ministre de l'intérieur de Belgique, du 29 octobre 1842. *Mémorial administratif de la province de Hainaut*, 1844, p. 225.

(3) Cour d'assises du Hainaut, 6 mai 1844. *Gazette de Mons*, 8 mai 1845. Aff. Duret.

(4) De Calonne, *loc. cit.*, p. 70.

(5) Correspondance d'un subdélégué, citée par Lefort, *loc. cit.*, p. 75. — V^{ie} d'Avenel. *Hist. écon.* I, p. 242.

Cette sorte de propriété, l'occupateur la considère en tous points comme un droit faisant partie de son patrimoine et il en dispose à ce titre. « Les fermiers de ces cantons, — du Santerre — dit le procès-verbal de l'assemblée provinciale de Picardie tenue en 1787, mettent les biens de leurs propriétaires dans le commerce, soit en vendant à d'autres la faculté de les exploiter, soit en les donnant en dot à leurs enfants, soit en les laissant dans leur succession à partager entre leurs héritiers (1). »

C'est, en effet, encore une prétention de nos fermiers de *transmettre* leur tenure en toute liberté : « ils la transmettent en héritage, ils la donnent en dot à leurs enfants, ils la cèdent à titre gratuit ou onéreux, ils la divisent ou la lèguent par testament sans que, pour aucun de ces différents actes, ils songent même à consulter leurs propriétaires (2). »

La transmission a lieu à *titre gratuit* ou à *titre onéreux*.

1. — A *titre gratuit*.

A titre gratuit, elle se réalise par tous les modes en usage pour la propriété : par donation entre-vifs, et en particulier, par constitution de dot, par succession testamentaire, par succession ab intestat.

« Ech' quiamp q'sin père l' li a donné in mariage

» Ou qu'après s'mort il a ieu in partage,

(1) De Lavergne, *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*. 1 vol. Paris, 1864, p. 133. — Lefort, *loc. cit.*, p. 77.

(2) Sautbreuil, *loc. cit.*

dit Crinon, en parlant d'une *terre à marché* (1). »

Effectivement, le droit prétendu par les fermiers trouvesouvent sa place dans les actes de famille (2) : il est prisé dans les inventaires comme une valeur successorale (3) ; il est repris dans les partages ; il fait l'objet de licitations (4). Un testament dicté à un notaire de l'arrondissement de Lille en 1844, s'exprime ainsi : « Je donne et lègue en outre, audit Pierre-Joseph L..., mon frère, le *droit d'occupation des terres appartenant à des propriétaires étrangers et dont je décèderai occupeur*. » C'est le *droit de marché* que désigne cette longue périphrase. Dans un partage passé tout récemment dans le même arrondissement, on voit certains des héritiers qui reprennent les terres occupées par le défunt, verser à la masse des sommes calculées, à raison de 50 francs du *cent de verges* (environ 550 francs l'hectare) pour, dit l'acte, *droit de reprise des terres à maîtres* (5). C'est encore le *droit de marché* qu'on désigne par cette expression.

Ce n'est pas, en effet, généralement sous le vocable de « *droit de marché* », — même dans les régions où cette façon de s'exprimer est ordinaire, — que les

(1) Crinon, *loc. cit.*, p. 289. « Terre à marché, » terre soumise au *droit de marché*, par opposition à terre libre. V. ci-après, chap. III.

(2) G., *loc. cit.*, p. 7.

(3) Lefort, *loc. cit.*, p. 83.

(4) ... « les partagent en succession en autant de portions qu'ils sont de co-héritiers, ou, en cas de difficulté sur le partage, les font adjuger au cri public au plus offrant. » Édit du 25 mars 1724.

(5) Terres en location. V. ci-après, chap. III.

notaires (1) désignent notre prétendu droit. En outre des locutions ci-dessus « *droit d'occupation des terres appartenant à des propriétaires étrangers* » et « *droit de reprise des terres à maîtres* », ils emploient encore les suivantes : « *droit au bail* », « *droit de jouissance fermière* », « *droit à la jouissance* » (2).

Les tribunaux de la région ont souvent homologué des partages dans lesquels il était fait état de ce prétendu droit. Les Cours d'appel d'Amiens et de Douai (3), les Tribunaux de Tournai et de Mons (4) ont plus d'une fois rendu des décisions sur des contestations soulevées à son sujet.

L'Administration de l'Enregistrement a eu, elle aussi, à s'y intéresser pour la perception de ses droits (5). A ce point de vue, la situation équivoque du droit des fermiers donne souvent lieu à des difficultés. Ainsi, c'est une question de savoir quand il y a lieu d'en tenir

(1) Clément, *loc. cit.*, p. 289, prétend que « depuis plusieurs années, les notaires ne peuvent plus relater le *droit de marché* dans leurs actes » ; l'ouvrage de M. Clément a paru en 1877. — Le partage dont je parle à l'alinéa précédent, et qui date de 1895, est sous seings-privés.

(2) Prache, *loc. cit.*, p. 55. — Garnier, *loc. cit.*, p. 79. — Lefort, *loc. cit.*, p. 83.

(3) G..., *loc. cit.*, p. 7. — Lefort, *loc. cit.*, p. 97.

(4) Rapport sur le *mauvais gré* par M. le procureur du Roi Humbert du 3 décembre 1849 (*Arch. du parq. de Tournai*).

« Le chapeau entre héritiers est aussi porté en compte à celui qui reprend la terre et parfois il a été, devant les tribunaux, pris en considération pour l'estimation des rapports ; ce dernier point cependant, je dois le dire, est controversé depuis que la justice s'occupe sérieusement de la répression du *mauvais gré* et les allocations de ce chef dépendent de l'appréciation des circonstances... »

(5) Brière, *loc. cit.*, p. 192, note 1. Une solution du 19 octobre 1863 concernant le *droit de marché* a été rendue spécialement pour le département de la Somme par l'Administration de l'Enregistrement. V. Lefort, *loc. cit.*, p. 83, note 1.

compte et quand il n'y a pas lieu (1) ; quand il présente matière à perception, c'est une autre question que celle de savoir quel est le caractère à assigner à ce prétendu droit : droit de créance ou droit réel immobilier ? (2).

(1) V. Garnier, *loc cit.*, p. 79. — Lefort, *loc cit.*, pp. 83 à 85, note.

D'après Garnier, tels sont les principes de la matière : Le *droit de marché* n'a aucune existence juridique ; par suite, sa transmission ne donne jamais lieu, par soi, à l'application des droits. Il en résulte que l'administration ne saurait soumettre à l'enregistrement, ni les cessions verbales opérées entre-vifs, ni les mutations par décès, même celles faites par testament (le legs est en effet nul, legs de la chose d'autrui ou d'une chose non-existante). Mais quand l'aliénation fait l'objet d'un contrat écrit et que ce contrat est soumis à la formalité de l'enregistrement, l'administration, n'étant pas juge de la validité des actes, ni de l'existence des droits transmis, est fondée à percevoir les droits.

(2) Quand le fermier, dit Garnier, *loc. cit.*, dispose dans un acte du *droit de marché* comme d'une co-propriété immobilière lui appartenant, l'application du tarif des cessions d'immeubles est pleinement autorisée. On n'hésite jamais en pratique, ajoute-t-il, à les percevoir.

M. Prache condamne cette perception. V. Prache, *loc. cit.*, p. 203, cité par Lefort, p. 108, note. M. Prache s'efforçant de régulariser le *droit de marché*, lui donne la formule d'un droit de créance. Cette manière de voir lui permet de décider que « lorsque le preneur dispose de son droit de marché, comme il ne transmet pas un droit de co-propriété immobilière, ni même un droit réel, il n'a aucune transcription à opérer et l'administration de l'enregistrement n'a pas le droit d'appliquer, ainsi qu'elle le fait, à cette mutation le tarif des cessions d'immeubles. »

L'intérêt de la question est de savoir si le droit à percevoir sera, en principal, de 5.50 % (4 %, droit sur les ventes d'immeubles + 1.50 %, droit de transcription) ou seulement de 1 %, droit sur les cessions de créances.

A mon humble avis, tantôt le droit de 5.50 % sera régulièrement perçu, tantôt on ne pourra exiger que 1 % ; cela dépendra de la nature que les parties paraîtront reconnaître au *droit de marché*. En effet, le *droit de marché* n'ayant pas d'existence légale, n'est pas autre chose que ce que les parties le font.

Normalement, il se présente comme un démembrement de la propriété, sinon comme la propriété elle-même. Dès lors, si les parties ne s'expliquent pas de la nature qu'elles veulent lui assigner,

On s'est encore demandé s'il fallait pour la perception des droits d'enregistrement sur les transmissions des biens soumis au *droit de marché*, prendre égard à la dépréciation de valeur vénale et locative infligée à ces biens par l'existence de notre usage.

L'Administration des Contributions directes a eu son attention appelée sur la même question (1)

elles ne peuvent faire reproche au fisc, s'il traite ce prétendu droit comme un droit réel immobilier dont la mutation à titre onéreux est soumise au droit de 5.50 %.

Mais, il en sera autrement si les parties adoptant les formules rapportées par M. Prache, *op. cit.*, pp. 55 et s. (V. ci-après) appliquent au *droit de marché* la conception qu'en propose cet auteur. Les formules auxquelles il fait allusion sont des actes de constitution du *mauvais gré* par propriétaire à fermier, à l'occasion d'un premier bail. Dans ces actes, les bailleurs prennent l'engagement de rembourser la somme (intrade) qui leur est versée, si à l'expiration du bail concédé ils refusent d'en accorder le renouvellement en de mêmes conditions aux preneurs ou ayants-droit des preneurs. Le système de M. Prache fait donc du *droit de marché* la créance du preneur correspondante à cette obligation facultative souscrite par le bailleur. Peut être cette conception du *droit de marché* ne correspond-elle pas exactement à celle que s'en font les fermiers et les formules mentionnées dénaturent-elles le *droit de marché*; c'est là une autre question. Mais il me semble hors de doute que le *droit de marché* étant ainsi réduit à une créance du fermier contre son propriétaire, la cession qu'en consentira le fermier à un nouveau preneur constituera non pas une cession d'immeuble soumise au droit de 5.50 %, mais une cession de créance soumise au droit de 1 % seulement.

(1) Garnier, *loc. cit.*, p. 79, traite aussi cette question.

« Le *droit de marché* n'ayant aucune existence juridique, dit-il en substance, par voie de conséquence, la mutation de la propriété opérée du chef du bailleur, doit en principe acquitter l'impôt sur la valeur totale, sans tenir compte du prétendu droit de co-propriété usurpé par le preneur.... Toutefois quand il existe une cause générale de dépréciation, comme celle résultant du *droit de marché*, il y a lieu, ce semble, d'en tenir compte, puisque la valeur vénale ou locative d'un bien quelconque n'est en somme que le prix du revenu moyen qu'on en peut obtenir; or,

Cette prétention des fermiers de transmettre le bien qu'ils occupent à leurs enfants et autres héritiers n'est en somme que l'un des aspects de la perpétuité du titre, la prétention essentielle des fermiers. D'autre part, la circonstance que de père en fils, quelquefois depuis des siècles, « d'vieux des vieux (1), » la famille d'un fermier a toujours occupé la ferme qu'il exploite, contribue à donner un caractère respectable, à procurer une sorte de consolidation à la prétention de ce fermier de s'y maintenir toujours même contre le gré du propriétaire (2). Aussi cette prétention se trouve-t-elle men-

il est impossible dans l'état de choses existant, d'obtenir davantage. »

A certaine époque, d'après M. Saudbreuil, les administrations de l'enregistrement et des contributions directes, frappées de la perte que ce régime fait éprouver au Trésor, avaient imaginé de prendre la valeur réelle des biens pour base de leurs perceptions. Mais elles ont dû y renoncer, leurs tentatives arrêtant les transactions et n'ayant d'autre résultat que de frapper d'une charge nouvelle une propriété déjà grevée outre mesure (Saudbreuil, *loc. cit.*)

V. aussi *Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des finances*. Avril 1882, déjà cité.

(1) « D'vieux des vieux ». De tout temps.

Crinon, *loc. cit.*, p. 24. — Mgr Hautcœur, *Histoire du chapitre de Saint-Pierre de Lille*, p. 240. — Brants, *loc. cit.*, p. 150.

(2) Bricoult de Bévillers (Bévillers, village, canton de Carnières, arrondissement de Cambrai), a tué Turotte pour fait de *mauvais gré*. Turotte avait, en effet, repris la ferme des « dismes et terraiges de ceux du chapitre de Saint-Géry » de Cambrai, seigneurs fonciers de Bévillers — qui était précédemment concédée à la veuve Bricoult, mère du meurtrier. Dans la requête, à fin de rémission, que Bricoult adresse au Souverain des Pays-Bas (Philippe IV, 1652), il commence par exposer que « de tems immémorial, ses ancêtres jusques à Grégoire Bricoult, son père, et depuis sa mort, sa vefve, mère du suppt, avoient tousiours occuppé lesdits droicts de dismes et terraiges ». (Arch. dép. Nord, B, 1283, f^o lvij verso — fonds de la Chambre des Comptes). — Comme si cette circonstance devait lui être un titre particulier à l'indulgence du Souverain.

tionnée dans tous les documents ayant trait à notre coutume (1), comme en constituant l'un des principaux attributs, et c'est en effet, l'une des prérogatives auxquelles nos fermiers tiennent le plus (2).

2. — *A titre onéreux.*

La transmission du droit des fermiers a encore lieu à *titre onéreux* : « ils vendent (leurs exploitations) devant notaires à qui bon leur semble et à des prix qui égalent presque la valeur des fonds », dit un vieux document (3).

Ce contrat de cession se nomme quelquefois *déport* (4) dans le patois de la Flandre Wallonne et du Tournaisis ; on dit du cédant qu'il *se déporte* ; le prix de cette cession se nomme *chapeau* (5) : on dit du cessionnaire qui paie le chapeau qu'il *contente* le cédant, qu'il *lui fait son contentement* (6).

(1) V. notamment ordonnance du 28 juillet 1585, arrêt du Conseil du 25 mars 1724.

(2) Je rendrai compte plus loin de l'intéressant *Roman d'un propriétaire*, par M. Ch. d'Héricault, vivant tableau de la réprobation qui frappe celui qui a enfreint les règles du *mauvais gré*. La raison pour laquelle M. d'Ecaux encourt cette réprobation, c'est qu'au décès de son fermier, Antoine Copin, il a retiré à la veuve et aux enfants de Copin, la ferme que celui-ci occupait, faisant ainsi « une chose qui ne s'est jamais faite ! » lui dit un ancien du village (*loc. cit.*, p. 28).

(3) Arrêt du Conseil du 25 mars 1724.

(4) « C'est ce qu'on appelle dans le jargon du pays : obtenir son *déport* ». Note de M. le Gouverneur du Hainaut à M. le Ministre de l'Intérieur de Belgique, déjà citée, p. 225.

(5) Chapeau. V. ci-après, chap. III.

(6) « Contenter », « contentement ». V. ci-après, chap. III.

La vente a lieu de gré à gré ou par adjudication publique (1).

C'est en toute liberté que le fermier consent ces ventes ; il choisit donc son successeur, s'accorde avec lui du montant du chapeau, ou bien s'en remet de ce choix et de cette fixation au résultat des enchères ; et, l'accord intervenu, ou l'adjudication prononcée, transmet à son acquéreur la possession, sans que pour tout cela, il soit le moins du monde nécessaire de consulter le propriétaire. Quand on ne se munit pas de bail écrit, le propriétaire ignore généralement pendant assez longtemps qu'il a un nouveau locataire.

Dans certaines régions, le propriétaire au changement d'occupateur, est admis à se faire payer une certaine redevance qu'on nomme *droit d'intrade*. Dans les régions où le *droit d'intrade* ne se pratique pas, le propriétaire parvenait autrefois à se faire verser à l'occasion du premier bail qu'on lui faisait signer, un *pot-de-vin* double ou triple. Mais l'intervention du propriétaire ne saurait aller au-delà ; là se borne tout son droit. En un mot, on dispose de sa terre souvent à son insu, toujours sans son assentiment.

Le *chapeau* ou prix du *droit de marché*, a varié selon les époques et à une époque déterminée, varie selon les lieux et selon les circonstances spéciales de

(1) Bouthors, *loc. cit.*, p. 104. — Lefort, *loc. cit.*, p. 91. — Dans le Santerre des affiches annoncent en propres termes « Vente par adjudication de droits de marché. » — Dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis, il n'est pas rare de lire dans les affiches publiant l'adjudication de terres ou de mobilier de culture, ces mots : « On traitera de la cession des terres en location. »

la cession, dans des proportions qui déconcertent. Il suffit que je dise ici que le *chapeau* comporte deux éléments :

a) Le prix des *grais*ses et *amendices* laissées dans la terre par le cédant, et quelquefois le prix de *l'avoïement* (1) de ferme qu'il cède par même occasion et sans faire de prix distinct.

b) Le prix du *bon gré* de ce fermier, c'est-à-dire le prix de son consentement à se dépouiller en faveur du cessionnaire, des divers avantages que procure le *mauvais gré* à l'occupéur : perpétuité de la tenure avec droit de la transmettre — fermage modique — monopole d'acheter — avantages qui sont d'un prix plus ou moins considérable suivant les circonstances.

II

DROTS EXCEPTIONNELS RECONNUS A LEURS BAILLEURS PAR LES FERMIERS DE « MAUVAIS GRÉ ».

J'ai annoncé que les fermiers de *mauvais gré* reconnaissaient parfois à leurs bailleurs certains droits exceptionnels (2) qui ne sont pas davantage de la nature du bail à ferme que les prétentions extraordinaires

(1) Il faut comprendre sous ce vocable tout ce qui sert à *faire marcher*, *avoyer* la ferme, bestiaux, instruments, provisions, récoltes. — V. Baucarne Leroux, *loc. cit.*, p. 246.

(2) Brière, *loc. cit.* p. 195. — On remarquera pour la plupart des droits exceptionnels du bailleur, que s'ils ne sont pas de la nature du bail à ferme, ils pourraient faire valablement l'objet de stipulations accessoires, tandis que les droits prétendus par les fermiers ne pourraient être valablement constitués.

des preneurs. J'arrive à l'examen de ces droits exceptionnels.

Que je dise de suite que ces droits sont loin d'être reconnus par l'unanimité des fermiers de *mauvais gré*.

Deux d'entre eux se rapportent au fermage qu'ils tendent en quelque sorte à consolider. L'autre consiste en des redevances exceptionnelles.

A

D'après un auteur (1), la *fixité du fermage* existerait au profit du propriétaire comme au profit du fermier. En d'autres termes, les fermiers s'interdiraient de réclamer jamais aucune diminution de fermage, ce qui, évidemment, constituerait dans certains cas, un avantage exceptionnel pour le bailleur.

J'ai déjà exposé ce qu'il fallait, à mon avis, penser de cette assertion.

B

Un autre avantage exceptionnel que les fermiers de *mauvais gré* reconnaissent quelquefois à leurs propriétaires, ce sont *des garanties spéciales pour le paiement du fermage*.

Ces garanties se rapportent à l'hypothèse d'une transmission du droit du fermier. Elles consistent dans *l'obligation solidaire* imposée à d'autres person-

(1) G., *loc. cit.*, p. 36.

nes que l'occupeur, d'assurer le service du fermage. Voici quelles sont ces personnes :

Au cas de transmission entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, le cédant reste solidairement tenu avec le cessionnaire.

Au cas de transmission d'un seul à plusieurs, soit entre vifs, soit par décès, les différents bénéficiaires sont tenus, non seulement de régler personnellement la quote-part de fermage afférente à leur portion, mais en outre *solidairement* avec tous les autres, de procurer le paiement du fermage total. Il arrive que l'un des occupants spécialement désigné, soit chargé d'apporter la totalité de la redevance au bailleur : il y a là, comme on l'a fait remarquer, une sorte de mandat propre au *droit de marché*.

Cette solidarité a lieu *ipso facto*, du simple fait de la transmission ; quand il est dressé un bail écrit, le bailleur agit prudemment en la faisant consigner en termes exprès.

Cette solidarité cesse quand le bailleur donne quittance à l'un des co-obligés de sa quote-part en son nom ; celui-là peut se considérer comme dégagé du lien solidaire.

Plusieurs auteurs mentionnent ces garanties spéciales comme rentrant dans le régime normal du *droit de marché* (1) ; c'est d'après l'un d'eux (2) que j'en présente ci-dessus les règles ; on en signale l'existence dans le Tournaisis aussi bien que dans le Santerre (3).

(1) Brière, *loc. cit.*, p. 195. — Sautbreuil, *loc. cit.*, pp. 69 et 70.

(2) Lefort, pp. 98, 139 et 140.

(3) Hennebert, *loc. cit.*, p. 336.

Il me semble, cependant, qu'elles ne sont pas unanimement reconnues et consenties, et que les cas où elles se rencontrent, constituent plutôt des exceptions que la règle.

C

Les redevances exceptionnelles consenties parfois par les fermiers à leurs propriétaires constituent un profit plus sérieux et d'un caractère plus général, que les deux autres avantages dont il vient d'être parlé.

Ces redevances sont :

- 1° Le *pot-de-vin* ;
- 2° L'*intrade* dans le Santerre ;
- 3° Les *doubles* ou *triples pots-de-vin* et le *chapeau*, dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis.

1. — *Le pot-de-vin* (1).

Le *pot-de-vin* n'est pas une institution spéciale aux

(1) Dans le principe on buvait effectivement un pot de vin. De nombreux textes en font foi.

Quelquefois c'étaient les parties qui trinquaient ensemble, l'affaire une fois terminée « le contrat est passé et minuté ; d'un costé sont apportez vins et espices », Rabelais édit. 1732, iv, p. 81 (V. *Intermédiaire des Chercheurs*, xx, pp. 609, 691, 748 — xxi, p. 22 — xxvi, p. 681 — xxviii, p. 36, 186, 257 à 269). — « Le 24^e de février 1647, Emile et Pierre Martin, frères, du village de Walincour au pays de Cambrésis » se sont « treuvés audit lieu ensamblement avecq Jacques leur frère, soldat pour y boire le vin du louaige du labouraige de certain preit appartenant à leur mère » (Arch. dép. Nord. Ch. des Comptes. B. 1820 f° 55 r°). — Flameng et Pottier laboureurs à saint Hubert ont, le 30 juillet 1644, discuté au sujet de la location d'un « ruyssoir » puis ils sont tombés « d'accord dudict louage pour le tems et rendage convenus entre eux, moiennant aussy trois florins au boire quy furent

pays de mauvais gré. Des *pots-de-vin* sont payés un peu partout, comme chacun sait, et à l'occasion de transactions qui n'ont rien de commun avec le bail à ferme.

Lui-même, le *pot-de-vin* payé à l'occasion du bail à ferme se rencontre ailleurs que dans les pays de *mauvais gré* (1), notamment dans le Nivernais, sous le nom d'*épingles* ou *chaîne de la dame*.

Toutefois, dans les pays de *mauvais gré*, il est — ou plutôt, il était autrefois — d'un usage presque général ; il existait dans le Santerre aussi bien que dans la Flandre Wallonne et le Tournais (2).

lors despensez » (Arch. dép. Nord. Ch. des Comptes. B. 1820-f° 68 R°).

Quelquefois, c'était une gratification aux gens de la maison, une *dringuelle* (flamand : *Drinken*, boire) comme on dit encore dans le Nord, un *pourboire*. — Une charte d'une abbaye du Perche parle ainsi d'une somme remise aux serviteurs *ad potum ut inde biberent*.

Encore au siècle dernier, l'argent prélevé sous le nom de *pot-de-vin* par les administrateurs des biens de main-morte à l'occasion des baux qui étaient passés de ces biens, servaient souvent « à acquitter des frais de repas et de buvette que ces administrateurs n'auroient pu porter dans leurs comptes sans contrevenir aux réglemens ». *Arrêt du Parlement de Flandres du 6 juillet 1780*. — Recueil Peterinck-Cramé, année 1780, n° xxxviii.

(1) Prache, *loc. cit.*, p. 164.

Lefort, *loc. cit.*, p. 25, note 1.

(2) V. par exemple *Arch. dép. du Nord* : Fonds chap. Saint-Géry, Cartulaires, Collection des registres de baux. — V. en particulier « *Registrum censarum etc., ab anno 1550 ad annum 1597* » N° 229. — Tous les baux recueillis indiquent *pro vino*, tant de livres. Quand il n'y a pas eu de *pot-de-vin* stipulé, le registre en fait mention : *nihil pro vino*. Voir par exemple f° 9, r°, bail du 19 janvier 1553.

Ces indications démontrent combien l'usage des *pots-de-vin* dans les baux était déjà répandu à cette époque.

Un arrêt du Parlement de Flandres du 6 juillet 1780 déjà cité

Il consiste en une redevance supplémentaire que paie le locataire au propriétaire à chaque renouvellement de bail. Le montant de cette redevance varie : il est souvent d'une 1/2 année de fermage (1), quelquefois d'une année entière (2).

Jadis le pot-de-vin se payait en une seule fois, à la signature du bail (3). On critiquait cette manière de procéder. L'usage s'est introduit de le répartir sur toutes les années de l'occupation, en sorte qu'il tend à se confondre avec le fermage — dont juridiquement il n'est d'ailleurs qu'un élément (4). La crise agri-

constate que « l'usage s'est introduit presque généralement de faire payer une somme au renouvellement des baux. »

V. en outre Hennebert, *loc. cit.*, p. 336. — Demesmay, *Le Droit de marché ou chapeau. Arch. de l'Agr. du Nord de la France*, année 1857, p. 59. — Demesmay, *Rapports sur les pots-de-vin*, même collection, année 1866, pp. 425 et 426. — Baucarne-Leroux, *loc. cit.*, p. 247. — Réponses du Comice agricole de Lille pour l'Enquête agricole de 1866. *Arch. agr. du Nord de la France*, 1866, p. 609. — Rapport de M. le Procureur du roi Humbert sur le *mauvais gré*, 6 mai 1848. *Arch. parq. Tournai*. — Clément, *loc. cit.*, p. 272. — Prache, *loc. cit.*, p. 164. — Lefort, *loc. cit.*, p. 25. — Tant pour *pout d' vin*, contrat eq' pour muyage, Crinon, *loc. cit.*, p. 65.

V. encore Baudrillart : *L'état moral, etc. des populations agricoles de l'Artois. Acad. des Scic. mor. et polit.* 1882. 1^{er} sem. T. CXVII, p. 12 et 13. — *de la Flandre*, même collection, 1882, 2^{me} sem. T. CXVIII, p. 225 et 226.

(1) Demesmay. Rapport sur les pots-de-vin, *loc. cit.*, p. 425. — Baucarne-Leroux, *loc. cit.*, p. 247. — Comice agricole de Lille. Enquête 1866, *loc. cit.*, p. 609.

(2) Clément, *loc. cit.* p. 272. — Lefort, *loc. cit.*, p. 97. — Prache, *loc. cit.*, p. 204. — Hennebert, *loc. cit.*, p. 336, parle de 2 francs l'hectare ; c'est évidemment par erreur.

(3) Arrêt du Parlement de Flandres précité.

(4) Clément, *loc. cit.*, p. 272. — Le Comice agricole de l'arrondissement de Lille, en 1866, invitait l'administration préfectorale à insister près des institutions charitables du département — pour la plupart propriétaires de biens fonciers considérables — pour les amener à renoncer à cet usage. *Arch. agr. N. de la Fr.*, 1866, p. 426.

cole a contribué à accélérer la disparition du *pot-de-vin* ; c'est aujourd'hui presque un fait accompli.

2. — *L'intrade*.

L'intrade (1) ou *entrade* (2), ou *droit d'intrade* (3), ne se pratique, du moins sous ce nom, que dans le Santerre. Mais dans le Santerre, son usage est à peu près général (4).

C'est une sorte de droit de mutation (5) que le propriétaire se fait payer à chaque changement de fermier.

L'intrade se perçoit lorsque la transmission a lieu à titre gratuit, aussi bien que lorsqu'elle a lieu à titre onéreux. Il n'y a d'exception que pour le cas où la transmission a lieu par donation ou succession d'un père à ses enfants. Dans ce cas, il n'est généralement pas perçu de *droit d'intrade* (6) ; ou s'il en est réclamé un, le taux en est moins élevé, « insignifiant » dit un auteur (7).

(1) Corblet, *Glossaire étymologique et comparatif du patois picard ancien et moderne*. v° *intrade*, p. 451.

(2) Communication de M. Vion fils.

(3) Prache, *loc. cit.*, p. 164, dit encore *droit d'agrération* ou *droit d'agrément*. — G., *loc. cit.*, p. 37. — Brière, *loc. cit.*, p. 195, dit aussi *droit d'entrée*. — V. Lefort, *loc. cit.*, *passim*.

(4) Communication de M. Vion fils. — Prache, *loc. cit.*, p. 200, cite comme une exception M. Blondeau, propriétaire à Péronne, qui ne stipulait ni *pot-de-vin*, ni *intrade*.

(5) C'est sans doute *l'intrade*, que Crinon, *loc. cit.*, p. 65, désigne par le mot *muyages*, quand il dit dans un vers déjà cité :

Tant pour pout d' vin contrat eq' pour *muyages*.

Le *muyage* était une sorte de droit de mutation se rapportant au bail à cens. — V. Lefort, *Histoire des contrats de location perpétuelle*, etc, p. 212.

(6) Lefort, *loc. cit.*, p. 99. — Communication de M. Vion fils.

(7) Brière, *loc. cit.*, p. 195.

C'est ainsi que le taux du *droit d'intrade* varie, à l'exemple de nos droits de mutation, selon la qualité du nouveau preneur par rapport à l'ancien : l'*intrade* est fort élevée, si le nouveau fermier est étranger à l'ancien, mais elle est moindre, s'il est son parent (1), d'autant moindre qu'il l'est à un plus proche degré.

Le taux de l'*intrade* varie en outre selon les localités (2).

Je ne puis donc donner qu'une idée assez vague de l'importance de cette redevance. Pour une terre du canton de Roisel qui, libre, serait vendue 4.000 francs l'hectare et louée 110 francs, et qui, grevée du droit de marché, a été achetée, en 1892, 2.500 francs et se loue 75 francs l'hectare, on évalue le taux moyen de l'*intrade* à 100 francs l'hectare (3). Dans certaines communes, il s'élève jusqu'à 160 francs (4). Le taux de 25 francs le *septier* — 75 francs l'hectare — paraît donc un minimum plutôt qu'un maximum (5).

Est-il nécessaire de faire ressortir que l'*intrade* se distingue nettement du *pot-de-vin* ? (6) Ce dernier se rapporte très directement au fermage dont il n'est qu'un supplément ; c'est ainsi que son montant se calcule en fonction du taux du fermage (moitié ou

(1) Lefort, *loc. cit.*, p. 99.

(2) Prache, *loc. cit.*, p. 187, note 1.

(3) Communication de M. Vion fils, déjà mentionnée.

(4) Prache, p. 187, note 1, mais, ajoute l'auteur, il est de beaucoup moins élevé dans d'autres localités.

(5) Lefort, *loc. cit.*, p. 139.

(6) Brière, *loc. cit.*, p. 211, note. — Lefort, *loc. cit.*, p. 99, note. — Prache, *loc. cit.*, p. 187.

égal) ; il se perçoit à chaque renouvellement de bail, le bail fût-il consenti toujours au même fermier.

L'*intrade* n'est perçue que lors du premier bail passé à un *nouveau fermier*, ce qui en fait un revenu nullement régulier et fixe comme le *pot-de-vin*, mais éventuel et d'un profit impossible à supputer exactement ; en outre, son taux est très variable et on ne peut assigner de base rigoureuse à son calcul ; enfin, c'est une question de savoir quel est son sens, son caractère : est-elle le prix du droit de marché (1), ou le vestige d'une sorte de *profits censuels* (mainmorte et lods et ventes), d'un droit de mutation ? (2)

3. Les doubles ou triples pots-de-vin.

Dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis, on ne connaît point l'*intrade*.

Mais il arrivait fréquemment (3), à l'époque où les *pots-de-vin* étaient encore d'un usage presque général, que, lors d'un changement de fermier, le propriétaire, surtout si on lui demandait un bail écrit,

(1) Brière, *loc. cit.*, p. 211, note. — Lefort, *loc. cit.*, p. 99.

(2) Prache, *loc. cit.*, p. 187. — V. Garsonnet, *op. cit.*, p. 408.

(3) Il est notamment fait allusion à cette pratique dans le rapport fait au Conseil communal de Tournai, sur le budget de la ville et des établissements charitables, pour l'année 1867 : « A l'occasion du budget du bureau de bienfaisance, dit le rapporteur, vous êtes appelés à examiner la question relative à la *perception d'indemnités spéciales par les administrations de charité, en cas de rétrocession de baux par les locataires de leurs propriétés*. Cette perception nous a paru offrir de graves inconvénients et être notamment de nature à entretenir le *mauvais gré* dans nos campagnes ». — *Arch. comm. de Tournai*, collect. Desmazières, v° *Agriculture*.

faisait difficulté à accepter le nouveau fermier qu'on prétendait lui imposer et parvenait à se faire payer la signature qu'il donnait au bail, au prix d'un *double* ou *triple pot-de-vin*.

Cette redevance exceptionnelle recevait quelquefois le nom de *deniers d'entrée* (1), dénomination qui, on le remarquera, ressemble singulièrement à celles d'*intrade*, droit d'*intrade*, quelquefois *droit d'entrée* (2), appliquées à la redevance picarde. Si on remarque, en outre, que le montant d'un *double* ou *triple pot-de-vin* se rapporte assez exactement au taux *moyen* de l'*intrade*, on conviendra qu'il y a une grande analogie entre les deux redevances (3).

III

COMMENT « SE CONSTITUE » LE MAUVAIS GRÉ DES FERMIERS.

J'ai indiqué (4) comment *se transmet* le droit complexe prétendu par les fermiers des *pays de mauvais gré* sur les biens à eux affermés. Il me reste à examiner de quelle manière ce prétendu droit *se constitue*.

(1) Rapport sur le *mauvais gré*, par M. le procureur du Roi Humbert, du 6 mai 1848 (*Arch. du parq. de Tournai*).

(2) Brière, *op. cit.*, p. 195.

(3) Cette remarque a son intérêt au point de vue de la question de l'identité du *mauvais gré* en Flandre et en Santerre. — J'aurais peut-être pu identifier l'*intrade* et les *double* ou *triple pots-de-vin*. Je ne l'ai pas fait, parce que la redevance de la Flandre Wallonne et du Tournais n'a jamais eu le caractère de généralité de l'*intrade* du Santerre, et qu'elle n'est plus perçue aujourd'hui, tandis que l'*intrade* se rencontre encore toujours en Santerre.

(4) En exposant la prétention des fermiers de *transmettre* leur droit.

Cette question — faut-il en faire l'observation — est bien différente de celle de rechercher comment a pu naître et se maintenir, à travers les âges, tout ce système de prétentions étranges, appuyées d'une sanction non moins étrange, cette *sorte d'institution* d'un ordre particulier que constitue le *mauvais gré*.

Il s'agit seulement ici d'exposer comment, à l'occasion de quels faits, de quelles situations, il arrive de nos jours, sous nos yeux, qu'un fermier vienne à prétendre l'ensemble des prérogatives réclamées par les fermiers de *mauvais gré*, sur une terre qui était jusque-là *libre*, exempte de cette servitude.

Cela arrive dans différents cas.

Dans plusieurs de ces cas, la prétention des fermiers se présente avec l'apparence, sinon de la légalité, du moins d'une certaine équité — et il semble que le respect de cette prétention doive, dans ces cas, s'imposer à la conscience d'un homme scrupuleux.

A

Achat au taux du revenu.

Telle est, en particulier, la situation qui résulte de l'opération que l'on désigne du nom *d'achat au taux du revenu*.

Voici le principe de cette opération :

Il y a des capitalistes qui ne se résignent pas à placer leur argent à moins de 5 0/0, fut-ce en acquisition de terre. — Cependant, les fermages ne rapportent guère au-delà de 2 à 3 0/0 de la valeur vénale du sol.

— Pour qu'un capitaliste achetant une terre, trouve dans le fermage un revenu de 5 0/0 du prix d'achat qu'il débourse, il faut donc que ce prix soit inférieur à la valeur vénale de la terre achetée, et la différence entre cette valeur et le prix d'achat, il faut que quelqu'un la perde (1).

Dans les pays de *mauvais gré*, il y a quelqu'un qui consent volontairement et en connaissance de cause, à faire son affaire de cette perte, permettant au capitaliste de réaliser son sordide calcul. Ce quelqu'un, c'est le fermier qui doit prendre la terre à bail des mains du nouvel acquéreur.

Mais, pour prix de son sacrifice, il revendique sur le bien qui lui est affermé dans ces conditions, les droits prétendus par les fermiers de *mauvais gré* — et c'est ainsi que le *mauvais gré* se constitue sur des terres qui pouvaient fort bien ne l'avoir jamais subi.

Tel est le principe de l'opération.

(1) Un petit calcul précise ce raisonnement :

Désignons le fermage par f , la valeur vénale de la terre par v , le taux du fermage par rapport à la valeur vénale par a , le prix que le capitaliste peut mettre pour obtenir 5 % de revenu par p .

Nous avons donc :

$$\begin{aligned} p &= \frac{100 f}{5} \\ v &= \frac{100 f}{a} \\ \text{d'où } \frac{p}{v} &= \frac{a}{5} \\ \text{soit } p &= \frac{v a}{5} \\ \text{et } v - p &= v - \frac{v a}{5} \\ &= v - \frac{(5 - a)}{5} \end{aligned}$$

Celle-ci se réalise suivant deux types distincts.

La différence qu'il faut que quelqu'un perde et dont le fermier consent à faire son affaire :

1. Ou bien, il la supporte *indirectement*, en *touchant moins*. Ce cas se présente quand c'est un fermier *propriétaire* d'une terre qui, ayant besoin d'argent, *vend* la terre dont il est propriétaire, mais la vend pour *un prix moindre* que sa valeur réelle, moindre de tout le montant de la différence qu'il faut que quelqu'un perde.

2. Ou bien, il la paie bien *directement et réellement* en deniers comptants et pris dans son bas de laine, entre les mains de l'acquéreur qui, joignant cette différence à la somme qu'il met lui-même, est en mesure de compter au tiers vendeur, un prix égal à la valeur vénale.

1. M. Prache (1) expose ainsi le premier procédé :

« Certains capitalistes, dit-il en substance, ne donnent jamais des terres qui leur sont offertes par

Si nous appliquons ces formules à l'hypothèse $a = 2,5$, soit le taux du fermage de 2,50 % de la valeur vénale, nous avons :

$$\begin{aligned} p &= \frac{v \times 2,5}{5} \\ &= \frac{v}{2} \\ v - p &= v \frac{(5 - 2,5)}{5} \\ &= \frac{v}{2} \end{aligned}$$

Le prix que versera l'acquéreur dans cette hypothèse ne sera donc que de 1/2 de la valeur vénale et la différence ($v-p$) qu'un autre devra supporter, sera égale à ce prix.

(1) Prache, *loc. cit.*, p. 200. — V. Lefort, *loc. cit.*, p. 146. note 1.

des fermiers obérés, que la somme nécessaire à produire à 5 % un intérêt égal au fermage. La différence entre le prix réel des terres et le prix d'achat, représente la valeur d'un *droit de marché* que réserve à son profit le vendeur qui de propriétaire devient fermier. »

Vion (1) donne un exemple d'un *droit de marché* constitué de cette manière :

Une fermière de Malassise, raconte-t-il, « avait été réduite sous le Premier Empire, à vendre une bonne partie de ses propriétés pour exonérer ses fils du service militaire. Elle aurait pu les vendre à un voisin qui en aurait donné toute la valeur, mais qui en aurait pris possession aux yeux de tous pour les cultiver lui-même. Et nul ne sait ce que souffre le paysan qui voit entrer dans son champ la charrue du voisin. Elle aima mieux le vendre à un citadin pour un prix moindre de moitié, en continuant d'en jouir comme fermière avec un loyer en rapport avec le prix de vente. »

2. — Le second procédé est exposé en ces termes dans la communication faite par un notaire, au parquet de Tournai :

« Je ne terminerai pas sans vous apprendre, car il pourrait se faire que vous ignoriez ce fait, qu'il existe encore aujourd'hui des propriétaires assez mal inspirés pour acquérir des propriétés avec l'argent de leur locataire ... : Un locataire va trouver un propriétaire et le prie d'acheter la terre qu'il occupe, laquelle est à

(1) Vion, *loc. cit.*, pp. 7 et 8.

vendre ; il lui dit : « A combien *pour cent* placez-vous votre argent, en bien fonds ? » Supposons que le propriétaire réponde : « à 2 1/2. » -- « Eh bien, reprend le locataire, nous achèterons et je suppléerai de ma bourse à ce que vous ne consentiriez pas à mettre pour le prix, alors que ce prix dépasserait vos prévisions du revenu à 2 1/2 0/0. »

» Et voilà qu'ainsi quelquefois un locataire paiera 300, 400 et jusqu'à 500 francs du prix de l'hectare acquis par son propriétaire. Ce dernier lui passera bail pour neuf ans, je le suppose, et à la fin du bail, il voudra reprendre sa terre pour la cultiver lui-même ou la louer à un autre fermier. Mais, évidemment cela n'est pas juste ; et doit-on être surpris que le fermier ainsi lésé soit de mauvaise humeur ? ... (1) »

Le correspondant du parquet de Tournai supposait le cas particulier où le fermier occupait déjà la terre mise en vente. Mais l'opération de « *l'achat au taux du revenu* » peut se pratiquer et se pratique effectivement tout aussi bien dans le cas où la terre est libre, étant exploitée par son propriétaire, ou affermée à un autre fermier. Dans le cas exposé il y a seulement ceci de particulier que la circonstance que l'acquéreur est d'accord avec celui-là même qui occupe la terre, lui fait obtenir celle ci à moindre prix, l'occupeur écartant tous amateurs *du village* (2).

La situation de celui qui *achète au taux du revenu*

(1) Lettre de M. le notaire Liénart de Leuze. Rapport de M. le Proc. du roi Humbert, 6 mai 1848. *Arch. du parquet de Tournai*.

(2) V. ci-dessus, *monopole d'acheter*.

serait trop avantageuse s'il avait l'indélicatesse d'en vouloir abuser et si la police du *mauvais gré* ne se chargeait de l'en empêcher.

Prenons, pour nous en convaincre et préciser nos idées, l'exemple d'une terre de qualité moyenne dans l'arrondissement de Lille. Supposons un hectare de cette terre vendu au taux du revenu il y a un peu plus d'un siècle, en 1787, à l'époque où A. Young voyageait en Flandre (1).

D'après Young, une terre moyenne aux environs de Lille valait en ce temps-là, de valeur vénale, environ 3,100 francs l'hectare, et de valeur locative, environ 80 francs (2).

Le capitaliste qui aurait acheté cette terre au taux de 5 % de revenu n'en aurait donc donné au cultivateur propriétaire, qui serait venu la lui offrir, que

$$\frac{80 \times 100}{5} = 1,600 \text{ francs.}$$

Si le *mauvais gré* n'y avait mis obstacle, il aurait

(1) Arthur Young, *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, trad. Lesage. — 2 vol. Paris, 1882.

Young fut à Orchies le 3 novembre 1787, et à Lille le 4, *loc. cit.*, I, p. 131.

(2) A. Young, *loc. cit.*, II, p. 52. — Chiffres donnés par Young :

Valeur vénale : 1,200 liv. le quartier (soit exactement 3,102 francs l'hectare) ;

Valeur locative : de 24 à 36 liv. le quartier (soit de 64 fr.10 à 93 fr.35 l'hectare). — Il est à remarquer que ce chiffre se rapporte exactement aux indications données dans le *Tableau et compte annuel de la culture flamande*, précieux document remontant à peu près à la même époque (1776). — V. *Théâtre d'agriculture et de mesnage des champs*, d'Olivier de Serres, édition de la Société d'agriculture du département de la Seine, 2 vol. in-4°, Paris, an XIII, tome I, p. 182-204.

Le *Tableau* donne, en effet, le chiffre de 30 liv. le quartier.

pu *immédiatement*, en expulsant le vendeur et en revendant à un amateur qui aurait donné la valeur réelle, réaliser un profit de $3,100 - 1,600 = 1,500$ fr.

Mais dans la suite des temps, sans le *mauvais gré*, les bénéfices que son opération aurait pu lui procurer auraient été bien plus considérables encore, car il aurait pu profiter de la hausse générale du prix de la terre, tant en valeur vénale qu'en valeur locative.

En 1866, par exemple, d'après l'enquête agricole faite à cette époque (1), l'hectare de terre moyenne, dans l'arrondissement de Lille, était estimé en valeur vénale *4.500 francs* et en valeur locative *110 francs*.

Que les ayants-droit de notre capitaliste aient vendu à cette époque, sans aucune entrave de *mauvais gré*, c'eût été un profit de $4.500 - 1.600$, soit de *2.900 francs* qui leur serait revenu.

Qu'ils soient parvenus à élever le fermage originaire au taux moyen alors admis, ils auraient majoré leur revenu de $110 - 80$, soit de 30 francs.

Mais le *mauvais gré* entravant la vente des terres, mettant obstacle à l'augmentation du fermage, réduit l'opération de notre capitaliste à ce qu'elle était. Cette opération n'était en somme qu'un *prêt*. La vente dont on lui a donné la forme, ne devait, dans l'esprit des parties, que procurer au prêteur une garantie spéciale. De nos jours encore, en attendant une loi qui permette

(1) V. *Enquête agricole de 1866*. Réponses du Comice agricole de Lille. *Arch. agric. du N. de la Fr.*, année 1866, pp. 607 et 608. — Lecat-Butin, *Coup d'œil sur quelques points intéressant l'agriculture*, même collection, 1866, pp. 301 et 302.

V. aussi Beaucarne-Leroux, *loc. cit.* (en 1863), p. 247.

et organise l'hypothèque de la batellerie fluviale (1), ne recourt-on pas à une vente, pour donner en *nantissement* le bateau qui doit rester en possession de son ex-propriétaire ? C'est un acte tout semblable que réaliseraient notre capitaliste et notre fermier. Dès lors, ne paraît-il pas légitime, comme le prétendent les fermiers de *mauvais gré*, qu'il ne soit pas loisible à leur propriétaire de dénaturer la convention originaire, en augmentant le fermage — lequel n'est que l'intérêt d'un prêt — en leur enlevant leur terre — laquelle, bien qu'engagée à la garantie d'un prêt, n'en est pas moins toujours leur propriété ? (2).

Les « *Achats au taux du revenu* » étaient jadis d'une

(1) Proposition de loi de M. Jean Plichon, député du Nord, déposée le 21 février 1895 (v. *J. Off.*, 1895, *Documents parlementaires de la Chambre des Députés*, annexe n° 1190, pp. 215 et s.). — Rapport sommaire le 20 mars 1895 (*J. Off.*, 1895, *loc. cit.*, annexe n° 1240, p. 312). — Rapport le 16 décembre 1896 (*J. Off.*, 1896, *loc. cit.*, annexe n° 2177, pp. 1627 et s.). — Rapport supplémentaire le 5 juin 1897 (*J. Off.*, 1897, *loc. cit.*, annexe n° 2491, p. 1359).

On ne me pardonnerait pas de ne pas signaler ici l'analogie du procédé de nos fermiers avec l'*aliénation fiduciaire jure pignoris* qui constitue, en droit romain, le premier terme de l'évolution historique de l'hypothèque (V. à ce sujet : Gaius, II, 59-60. — Paul, II, 13. — Accarias, tome I, n° 285. — Labbé, sur *Ortolan. Instit.*, tome III, append. 3, p. 919. — Girard, *Manuel*, pp. 502-508, 742 et 750, n° 1.)

(2) Une situation se rapportant assez au second procédé d'*achat au taux du revenu*, est la suivante : Le fermier ne débourse aucun argent. Il se contente de faire acheter, par un capitaliste, la terre dont il est locataire et qui vient à être mise en vente. Le capitaliste achetant dans ces conditions obtient la terre au même prix que celui pour lequel l'occupateur l'aurait obtenue, c'est-à-dire pour un prix très modéré. Cette opération procure, ce semble, une sorte de *confirmation* au titre du fermier, qui assurément, ne manquerait pas de « porter *mauvais gré* », si le nouveau propriétaire voulait lui reprendre la terre, et le ferait avec d'autant plus de vigueur que le propriétaire se serait évidemment enrichi à ses dépens.

pratique fort répandue. Vion (1) assure que la majeure partie des *droits de marché* se sont constitués de cette manière. Dans la Flandre Wallonne, beaucoup de personnes sont convaincues que l'institution elle-même du *mauvais gré* n'a point d'autre origine que cette pratique que les emprunteurs d'autrefois employaient indifféremment avec d'autres combinaisons réglementées et mieux connues, les contrats de *mort-gage* et de *vif-gage* (2).

Depuis un demi-siècle, les achats au taux du revenu deviennent rares (3). Il ne faut pas regretter leur disparition. On a peine à s'expliquer comment les gens des campagnes, d'ordinaire défiants à l'excès, se décidaient à s'engager dans une combinaison qui les mettait, à ce point, à l'entière discrétion d'autrui.

B

Versement d'une somme (intrade, chapeau) au propriétaire d'une terre libre par le premier fermier.

Quelquefois, le *mauvais gré* est constitué avec le concours du propriétaire.

Voici le cas :

Une terre est *libre* — soit qu'elle ait été jusqu'ici exploitée directement par son propriétaire, ce qui

(1) Vion, *loc. cit.*, p. 8.

(2) V. Merlin, *Répertoire de Jurisprudence, his verbis*. — De Ghewiet, *Institutions du Droit Belgique*, II, pp. 8 à 10.

(3) Prache, *loc. cit.*, p. 200. — Lefort, *loc. cit.*, p. 146.

exclut l'hypothèse même du *mauvais gré* ; — soit qu'étant louée et grevée de *mauvais gré*, le propriétaire auquel elle appartenait l'en ait affranchie en s'arrangeant avec le fermier qui l'occupait et qui consent à se retirer de *bon gré* (1).

Le propriétaire de cette terre peut en disposer en toute liberté ; notamment, s'il veut la louer, il peut la donner au fermier de son choix.

Qu'il prenne ce parti d'affermir sa terre, le propriétaire et le fermier choisi conviendront du taux annuel du fermage — lequel sera quelquefois, — il l'était toujours jadis, — majoré d'un *pot de vin* (2).

Mais, généralement, il interviendra, entre eux, encore une autre convention :

Le propriétaire stipulera et le fermier promettra, ou plus souvent versera de suite, une certaine somme.

Cette somme se nommera *intrade* en Santerre (3),

(1) Ces sortes d'accord ont lieu, en particulier, avec des fermiers en retard pour le paiement de leurs fermages. Les propriétaires obtiennent quelquefois d'eux, moyennant remise des termes arriérés — et souvent, versement en outre d'une certaine somme — la faculté de reprendre la terre et d'en disposer au profit d'un autre fermier ou de la cultiver eux-mêmes.

Ces accords sont ce qu'on nomme en Santerre le *dépointement*, — le dépointement qui n'est encore rien moins que facultatif au propriétaire quoique le contraire ait été écrit.

(2) C'est à tort que des fermiers se sont quelquefois prévalu de ce qu'ils payaient un *pot de vin* au renouvellement de leurs baux, pour prétendre qu'ils étaient titulaires d'un *droit de marché* légitime. Le pot de vin n'est qu'un supplément de fermage ; il ne représente pas le *droit de marché*. C'est l'*intrade* ou *chapeau* versé à un propriétaire lors d'un premier bail d'une terre libre, qui, seule, à mon avis, a ce résultat.

(3) Distinguer cette sorte d'*intrade* de l'*intrade-mutation* payée à tout changement de fermier.

elle se nommera *chapeau* (1) dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis.

Le montant de cette somme sera égal au montant de celle que le nouveau fermier eût payée à l'ancien pour prix de son *déport*, si la terre au lieu d'être *libre*, eût été déjà aux mains d'un fermier et soumise au *mauvais gré*.

Il ne se passe presque pas de *premier bail* d'une terre *libre* sans qu'une somme soit ainsi versée à titre de *chapeau* ou *intrade*, par le fermier au propriétaire.

Quelquefois, il est dressé acte de cette remise d'une somme ; on profite alors de la circonstance d'un écrit, pour y bien préciser la convention qui intervient entre propriétaire et fermier et pour assurer à cette convention, en la dénaturant légèrement, une existence légale, et par suite, la possibilité de la faire exécuter, le cas échéant, par les voies ordinaires de la justice (2).

(1) V. ci-après, chap. III.

(2) Telles sont les formules communiquées à M. Prache par un avocat et un principal clerc de notaire de Péronne, et que je me reprocherais de pas reproduire ici :

1. — *Extrait d'un bail sur Bouchavesnes du 5 février 1848.*

« Avant de terminer, il a été convenu entre les parties, comme condition de rigueur étroite et absolue, qu'au cas de refus par les *premiers comparants* de continuer à M. et M^{me} X... à l'expiration du présent bail, la location des terres ci-dessus, au taux de fermage et autres conditions susfixés et pour le terme de 15 années, lesdits premiers comparants seront alors tenus, pour chacun en ce qui le concerne, de payer aux seconds dénommés à titre d'*indemnité de droit de jouissance fermière*, ou *droit de marché*, une somme de 200 francs par chaque quantité de 40 a. 99 c. de terrain non conservée par ces derniers. »

Mais le plus souvent, le fermier ne retire même pas quittance de la somme qu'il verse, en sorte que la convention ne résulte alors d'aucun document explicite. Le propriétaire a demandé pour *chapeau* telle somme ; le fermier la lui a versée. On ne s'est pas livré à d'autre explication. Par quelle valeur est désormais repré-

Les *premiers comparants* sont manifestement les propriétaires bailleurs.

2. — *Extrait d'un bail sur Monchy-Lagache, du 15 février 1873.*

« Il est convenu entre les parties comme condition expresse qu'à l'expiration du présent bail, pour quelque cause qu'elle arrive ou de ceux subséquents *la bailleresse ou ses successeurs* pourront reprendre la libre culture de leurs terres ou les affermer à d'autres, en payant aux preneurs à titre d'*indemnité de droit de marché* une somme de 400 francs par quantité de 26 ares 68 centiares de terre affermée, sauf bien entendu, compensation jusqu'à due concurrence avec tout ce qui pourra être due à M^{me} Y... par les fermiers. Le refus du preneur de continuer leur location aux conditions du bail expiré ou annulé pour cause d'inexécution des conditions, les privera seul de leur droit à l'*indemnité* fixée ci-dessus. »

3. — *Extrait d'un bail sur Cartigny, du 5 juillet 1879.*

« Enfin, il est convenu, comme condition essentielle des présentes, qu'à la fin du bail, M. Z..., ou ses successeurs pourront reprendre la libre culture de ladite terre ou l'affermier à d'autres, en payant au preneur à titre d'*indemnité de droit de marché* une somme de 600 francs.

Le refus du preneur de continuer la location aux conditions du bail expiré ou annulé pour cause d'inexécution des conditions, le privera seul de son droit à la dite indemnité de 600 francs. »

4. — *Extrait d'un bail sur Doingt, du 30 janvier 1864.*

« Il est expressément convenu :

1°

2° Que M. (bailleur) pourra à la fin du présent bail faire telles conventions qu'il jugera convenables au sujet du renouvellement dudit bail ; mais que, s'il exigeait une augmentation de fermage à laquelle M. (preneur) ne voudrait pas consentir et reprenait tout ou partie de la pièce affermée à ce dernier, il serait obligé de lui payer à titre d'*indemnité de droit de marché* avant de se mettre en jouissance, une somme de 100 francs par chaque quantité de 41 ares affermée et qu'en cas de résiliation du bail faute de paiement ou

sentée dans le patrimoine du fermier, la somme dont il s'est dessaisi ? Quel est le sens de la convention dont cette remise d'une somme n'est qu'un terme ?

C'est une question.

Des propriétaires soutiennent quelquefois que le *chapeau* versé dans ces conditions représente simplement le prix des *grais*ses et *amendices*.

J'ai dit que l'un des éléments du *chapeau* payé par le fermier entrant au fermier sortant était en effet, le prix des engrais et améliorations non épuisés laissés en terre et dont va profiter le preneur. Mais il faut

d'abandon desdites terres sans qu'il ait été exigé d'augmentation de fermage, il ne serait tenu à aucune indemnité. »

5° « Reçu de M. A... à ... la somme de ... pour *droit d'intrade* ou *de marché* de la pièce du bois Basset, défriché, terroir de Doingt, avec promesse de bail expirant le 1^{er} octobre 1884, — laquelle somme serait remise en cas de reprise de ladite terre des mains du sieur A... lui-même ou d'abandon par lui par suite d'exigence d'augmentation de fermage, mais dans ces deux cas seulement ; une rétrocession à un tiers éteignant tout droit à réclamation.

Péronne, le 1869. »

V. Prache, *op. cit.*, pp. 197 à 199. — Lefort, *op. cit.*, pp. 81 à 83 en note.

Tous ces actes sont des exemples de *constitution* de droits de marché : c'est le propriétaire lui-même qui à l'occasion d'un bail passé à son fermier, reçoit de lui une somme et en retour, lui reconnaît le droit à l'expiration du bail, de se le faire renouveler aux mêmes conditions, et en cas de refus par le propriétaire, le droit de se faire rembourser *l'intrade* versée (les formules extraites d'actes notariés n'expriment pas nettement la remise de fonds par le fermier au propriétaire, sans doute pour éviter un droit d'enregistrement.)

Mais ce ne sont pas des exemples de ces *transmissions des droits de marché* entre fermiers successifs pour lesquelles « le propriétaire n'intervient pas et n'est même pas consulté. » V. Lefort, p. 81.

V. Hennebert, *loc. cit.*, p. 336. — Rapport de M. le procureur du roi Humbert, du 7 déc. 1849 (*Arch. parq. Tournai*).

Demesmay, *Arch. agr. du Nord de la France*, année 1847, pp. 59 et s.

Lefort, *op. cit.*, pp. 98 et s.

remarquer que cet élément n'est pas le seul ; il y a en outre dans le *chapeau*, payé entre fermiers, le prix du *bon gré* — et tandis que, le premier élément n'est qu'éventuel, c'est-à-dire peut fort bien ne pas exister, le second est essentiel ; c'est le *bon gré* qu'on achète en payant le *chapeau*, et accessoirement, on acquiert les graisses et amendices.

Or, prenons le cas d'un propriétaire-cultivateur qui se dispose à quitter la culture :

Même quand il a l'intention de louer ses terres en bloc avec son corps de ferme — mais surtout s'il pense à louer son marché par portions (1) jamais il ne manque d'épuiser son sol. Autant que l'assolement le permet, il prend en suivant jusqu'à trois ou quatre *éteules blanches* ; il vend ses récoltes sur pied, réduit son bétail, ne fait plus de fumier. Quels sont les engrais qui peuvent rester en terre après trois ou quatre années de ce régime d'épuisement ?

« Pour celui qui a vu comment les choses se passent, écrit un cultivateur, les arrière-fumures qu'on paie à chers deniers, n'existent bien souvent que dans l'imagination de l'acheteur (2) », — quand elles y existent.

(1) La location par portions est d'ordinaire beaucoup plus avantageuse au propriétaire. — Baudrillart (*loc. cit.*, année 1880, pp. 710 et 711) attribue à ce procédé la hausse excessive des fermages dans l'arrondissement d'Amiens. — M. le gouverneur du Hainaut, dans une circulaire du 10 octobre 1842, invitant les administrations à louer leurs biens par lots, cite l'exemple de la ferme de l'Hôpital appartenant aux pauvres de Boussoit, d'une importance de 33 hectares, qui louée d'un seul tenant 1.800 francs, divisée en 36 lots, avait donné en 1841 un produit total de 4.906 francs (*Mémor. adm. prov. Hainaut*, année 1842, p. 458.)

(1) Demesmay, *loc. cit.*, année 1858, p. 658.

L'un de mes amis, particulièrement compétent pour ces sortes de travaux, a bien voulu m'établir le bilan des engrais restant dans une terre qui a ainsi porté trois *éteules blanches* (blé, avoine, seigle) sans recevoir d'autres fertilisants que quelques engrais chimiques immédiatement assimilés. Ce bilan, d'une exactitude rigoureusement scientifique fixe la valeur des engrais restant en terre après la troisième *éteule*, à la somme de 125 fr. 30 par hectare; — encore faut-il dire que la terre considérée avait porté en tête d'assolement, une récolte de betteraves à sucre (avant blé) pour laquelle elle avait reçu une fumure complète (1).

Cependant, il n'est pas rare aujourd'hui encore, malgré la crise agricole, de voir un propriétaire-cultivateur exiger du fermier qui prend sa terre à bail,

(1) Je regrette de ne pouvoir rapporter ici en son entier cet intéressant travail. Voici seulement les chiffres représentant chaque année la valeur des engrais en terre :

I. — La fumure complète que reçoit la betterave venant en tête d'assolement, s'ajoutant aux engrais existant précédemment, donne une valeur totale de..	696 fr. 40
II. — Il reste après la betterave	448 fr. 40
III. — Après le blé le solde est réduit à.....	326 fr. 62
IV. — Après l'avoine, il ne reste plus d'engrais que pour.	218 fr. 37
V. — Nous arrivons après le seigle, au chiffre rapporté plus haut de.....	125 fr. 30

Dans la méthode employée, on compte au prix du jour, les éléments chimiques (azote, acide phosphorique, potasse, etc.), représentés par les engrais enfouis; on estime d'après le même prix, les mêmes éléments enlevés par les récoltes; on tient compte des déperditions par voies étrangères. Les chiffres donnés plus haut représentent les soldes après chaque récolte.

V. le *Modèle* (établi sur une autre méthode moins rigoureuse) d'estimation d'arrière-fumures à payer à fermier sortant dans *Arch. de l'Agric. du N. de la Fr.* Année 1855, pp. 234 à 238.

un *chapeau* s'élevant jusqu'à 50 francs le *cent* — environ 550 francs l'hectare. Il y a de la marge entre cette somme et celle de 125 francs 30, valeur des engrais !

Qui peut maintenir devant ces chiffres que ce sont seulement les *graisses et amendices* non épuisés que le fermier paie à ce prix ?

Non, ce qu'il paie en versant le *chapeau* ou *intrade*, c'est la concession du *droit de marché* sur sa terre, la constitution du *mauvais gré*.

D'ailleurs, ne sommes-nous pas au *pays du mauvais gré* ? Propriétaire et fermier ne connaissent-ils pas le *mauvais gré* et ses règles ? Si le propriétaire exige un chapeau, c'est que, sachant bien que le *mauvais gré* se constitue souvent abusivement, il se dit que si à la fin du bail, il veut reprendre sa terre, le fermier portera probablement *mauvais gré*, aussi bien s'il n'a pas donné de chapeau à l'entrée en bail que s'il en avait payé un (1). Quant au fermier, il trouve naturel de payer à son propriétaire des mains duquel il prend la terre, la même somme qu'il eut payée à l'occupateur de cette terre, si elle eut été affermée. Au reste, cette circonstance se présente souvent qu'un cultivateur se retirant, ait à la fois des terres en location et des terres en propriété et qu'il retire de ces dernières exactement le même chapeau qu'il prend sur les premières. Pourquoi fait-il ainsi sinon parce qu'il concède sur ses propres terres le même droit qu'il transmet, déjà existant, sur ses *terres à maîtres*, c'est-à-dire le droit de

(1) G, *op. cit.*, p. 37.

marché, le droit de jouissance fermière qui aurait été formellement promis et stipulé, si la convention eut été dressée par écrit ?

Quelle autre valeur que le droit d'occupation, pouvait bien représenter le *chapeau* exorbitant payé à un propriétaire dans le cas suivant rapporté par un ancien magistrat du parquet de Tournai :

« Je connais un propriétaire qui, après s'être entendu avec le fermier sortant, a exploité lui-même les terres reprises ; il les a ensemencées de luzerne, dont il a vendu toutes les récoltes chaque année pendant toute la durée de la plante ; après quoi, quand la plante fut épuisée, il a loué ces terres par hectare pour un terme de 18 ans, au fermage ordinaire avec pot-de-vin et en percevant en sus, le chapeau énorme de 1.800 francs par hectare, remboursable à raison de 900 francs, si le propriétaire reprenait ses terres après neuf ans, mais non remboursable s'il les retirait après 18 ans ! Ce sont là des clauses léonines dont l'effet serait de créer le *mauvais gré* là même où il n'existerait pas ! » (1).

C

Fumures et arrière-fumures.

Cette question des engrais laissée en terre m'amène à envisager un troisième cas où la prétention des

(1) Rapp. de M. le Proc. du Roi Humbert, 3 déc. 1849. *Arch. du parq. de Tournai*.

Hennebert, *loc. cit.*, p. 336, donne les chiffres de 8 à 10.000 fr. pour une ferme de 20 à 30 hect.

fermiers peut encore — dans une certaine mesure du moins, — se réclamer de l'équité : le cas où le fermier se voit obligé par suite du congé qu'on lui signifie plus ou moins inopinément, d'abandonner avec le sol affermé, non seulement le reliquat d'engrais ou d'amendements non épuisés, mais quelquefois des constructions, des plantations, un drainage ou autres travaux de dessèchement, des irrigations, des chemins, des nivellements, des défrichements (1) — en un mot, des améliorations plus ou moins durables dont le profit enrichira le propriétaire puisqu'il exigera à cause d'elles, du nouveau fermier un fermage plus élevé ; — et où ce propriétaire, se réclamant d'une législation qu'on n'a pas encore modifiée (2),

(1) On peut rapprocher de ce cas la concession d'un *droit de marché* pour prix de défrichements dont Vion, *op. cit.*, pp. 16 et 17, cite un exemple. Mais logiquement l'exemple rapporté par Vion, doit être rangé dans le paragraphe précédent parmi les *droits de marché* constitués par *concession* directe du propriétaire.

(2) Il y a longtemps que nos Parlements ont été saisis pour la première fois de cette question.

Il y a eu une proposition Pezerat, du 30 octobre 1848 ; une proposition Morellet et autres, du 19 novembre 1850 ; une proposition de Ladoucette, en 1854 ; une proposition Gagneur, du 28 mars 1870.

A une époque plus récente, il y a eu la proposition de MM. Maxime Lecomte et autres, du 27 mars 1888 (*Journal officiel*, doc. parl., Ch. des députés, 1889, annexe 79) ; celle de MM. Thellier de Poncheville, de Mun et autres, du 28 novembre 1889 (*J. O., loc. cit.*, annexe 118 ; celle de M. Dugué de la Fauconnerie, déjà présentée le 26 mars 1887, modifiée et représentée le 20 mars 1890 (*J. O., loc. cit.*, 1887, annexe 1692) ; celle de MM. Lesouef et autres, du 7 juin 1888 ; celle de MM. Dubois, Coget et autres, du 14 décembre 1893 (*J. O., loc. cit.*, 1893, annexe 164) ; enfin celle de MM. Lechevalier, Breton et autres, du 20 janvier 1894 (*J. O., loc. cit.*, 1894, annexe 287). — V. rapport de M. Dubois, du 21 novembre 1895 (*J. O., loc. cit.*, 1895, n° 1618).

Dans cet ordre d'idées, la législature précédente avait voté la loi du

refuse au fermier sortant toute indemnité (1).

Un fermier occupait sans bail une ferme de 30 à 40 hectares aux environs de Lille. Depuis plus de deux cents ans, sa famille occupait cette ferme; il n'avait jamais existé de bail écrit. La ferme fut vendue à l'insu de l'occupateur. Celui-ci reçut un jour congé pour la Saint-Remi suivante. Ses terres étaient en plein *avoisement*, sa cour remplie de fumier, ses granges bondées de pailles. Il dut réaliser à perte ses bestiaux et ses instruments aratoires. Il dut abandonner les engrais restant en terre (2); il dut laisser pailles et fumiers. Et pour tout cela, engrais, pailles, fumiers, il n'obtint pas un centime d'indemnité, ne pouvant

8 février 1897 (*J. O.*, n° du 9 février), portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les *domaines congéables*, qui accorde au *domanier* qui fait *exponse*, une indemnité pour les *édifices et superficies*, et ce nonobstant toute renonciation du *domanier*.

La loi du 8 mars 1898 sur les *vignes à complant* (*J. O.*, 11 mars) s'inspirait du même esprit de bienveillance pour les cultivateurs.

Il est regrettable que ce même esprit ne soit pas parvenu à déterminer nos législateurs à voter les conclusions favorables du rapport précité de M. Dubois, du 21 novembre 1895, sur les différentes propositions de loi sur l'indemnité de plus-value.

Je ne sache pas qu'aucune de ces propositions ait été reprise sous la présente législature.

(1) V. sur l'*Indemnité de plus-value*, la thèse de M. Ernest Behaghel, Caen, 15 juin 1897 et nombreuses autorités citées à l'*Index bibliographique*. — V., en outre, de Bourouil, *Rapports entre propriétaire et exploitant du sol* (Revue d'Economie politique, 1894). — Pascaud, *Indemnité de plus-value au fermier sortant* (Acad. des Sc. Mor. et Pol., 1890). — Baudrillart (*Journal des Économistes*, 4^e série, tomes XLVII et XLVIII), etc.

En mars dernier (1899), présentation à la Chambre des Représentants de Belgique d'une proposition de loi sur la matière.

(2) C'est une valeur fort importante surtout aux environs de Lille où la culture est très intensive. Le chiffre de 448 francs l'hectare, cité plus haut, peut être considéré comme un minimum.

établir que son ayant-cause originaire ne les avait pas reçus gratuitement (1). Il perdit du fait de cette brusque dépossession plus de 30,000 francs.

On peut combattre par des arguments juridiques d'une valeur incontestable — la propriété, droit absolu ; la prétendue liberté des contrats — le principe de l'indemnisation *obligatoire* de la plus value au fermier sortant (2). Il semble que la voix de la conscience publique s'élève plus haut que ces ingénieux raisonnements, pour proclamer cette maxime de la morale universelle que *nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui*. Et si le fermier qui fut victime des procédés extrêmes que j'ai rapportés et qui pouvaient entraîner sa ruine, eut appelé à son secours les sanctions du *mauvais gré*, quel juré aurait-il lui refuser le bénéfice des circonstances atténuantes ?

Voici donc trois cas (3) dans lesquels il semble que

(1) L'art. 1778, C. civ., dispose que le fermier sortant doit laisser ses pailles et fumiers, si lui-même les a reçus à son entrée ; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation.

Quand une indemnité est-elle due ? Lequel des deux, propriétaire ou, locataire, est-il chargé de faire la preuve que le fermier a reçu gratuitement, à son entrée, les pailles et fumiers — ou qu'il les a payés ? Comment faire cette preuve ? Autant de questions.

V. Paul Pont, *Revue critique et de jurisprudence*, I, p. 139. — Clément, *loc. cit.*, n° 178, pp. 301 s. — Patou, *Commentaires sur les coutumes de la ville de Lille*, tome II, tit. XV, art. 9, glose II, par. 50 et 52. — Behaghel, *op. cit. passim*, Jugements du Trib. civ. de Lille, 15 déc. 1887 et 27 avril 1893.

(2) V. Behaghel, *op. cit.*, pp. 133 et s. — Pascaud, *loc. cit.*

(3) V. plus loin un quatrième cas résultant « du droit de famille. » Peut-il se réclamer de l'équité ?

le fermier puisse invoquer, à défaut de la loi, certaines considérations d'équité en faveur de son prétendu droit.

Dans les deux premiers cas, il peut se réclamer d'une *sorte de contrat* — auquel dans le second cas, au moins, le propriétaire a pris une participation très directe.

Dans le troisième cas, c'est une sorte de *quasi-contrat*, la règle que *nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui*, qu'il peut invoquer — en équité, s'entend — pour s'attribuer non pas précisément tous les prétendus droits que comporte le régime des fermiers de *mauvais gré* : perpétuité du titre, modicité de la redevance, monopole d'acheter, mais, par exemple, le droit à n'être congédié qu'avec un délai suffisant pour épuiser les engrais en terre — ou mieux, le droit d'exiger un *chapeau* (1), c'est-à-dire une indemnité tant pour les engrais laissés dans le sol, que pour les amendements et les améliorations diverses qui tournent au profit du propriétaire.

Il faut dire que le plus souvent les fermiers font confusion sur ce point et que dans ce troisième cas, où l'équité n'autoriserait que le droit à une indemnité pour le fermier à qui son propriétaire donne congé à fin de bail, ordinairement ce fermier prétend ne pas quitter la terre, ne pas laisser augmenter son *fermage*

(1) V. sur ce point : Potié, *Origine du droit aux engrais et arrière engrais. Bulletin de la société des agriculteurs du Nord*, n° de juillet 1897, pp. 202 et s. Cet auteur nomme *terres à chapeau* les terres pour lesquelles le fermier sortant peut exiger légalement indemnité pour les graines et amendices.

Il y a là un nouveau sens du mot *chapeau*.

et trouve mauvais, en cas de vente, qu'un autre fermier du village se présente pour acheter. Et ainsi existe, présentant seulement certaines relations avec l'équité, un troisième cas de constitution du *mauvais gré*.

D

Mauvais gré constitué abusivement.

Malheureusement, il arrive souvent que, tout à fait en dehors de ces trois cas, nos fermiers prétendent s'attribuer le régime du *droit de marché* dans des conditions que ne justifie aucune considération, même d'équité et que les partisans du *droit de marché* eux-mêmes sont contraints de réprouver.

En voici des exemples (1) :

Une terre était exploitée par son propriétaire, absolument *libre* par conséquent. Cette terre fut donnée à bail, bien qu'elle fut en excellent état, le propriétaire ne voulut en demander aucun *chapeau*. En cours de bail, le preneur se trouva « contraint par suite d'une occurrence nouvelle qui l'empêchait de cultiver » de se chercher un successeur. Quand il l'eut trouvé, il demanda au propriétaire la permission de sous-louer (2). Le propriétaire autorisa la sous-location sous l'affirmation formelle que lui donnèrent le

(1) Ces exemples sont tirés du rapport de M. le Procureur du roi Humbert du 3 décembre 1849. (*Archives du Parquet de Tournai*).

(2) Les baux de notre région portent généralement interdiction de sous-louer. — V. Baucarne-Leroux. *op. cit.*, p. 246. — Clément, *op. cit.*, p. 277.

preneur et le sous-preneur et qui fut consignée dans l'acte de sous-location, qu'aucune somme n'avait été remise à titre de *chapeau* par le nouveau fermier à son prédécesseur, et sous la promesse qui fut également exprimée dans l'acte, qu'aucune somme ne serait payée par l'un à l'autre à pareil titre. Le propriétaire ne tarda pas à apprendre cependant, que le premier fermier, malgré les conditions dans lesquelles avaient eu lieu son entrée et sa cession, avait stipulé et reçu de son successeur, une somme de 200 francs pour prix de son *bon gré*; en sorte que, malgré les précautions prises, il fallait s'attendre à première difficulté, à voir le successeur se réclamer du *mauvais gré*.

« On a vu un cultivateur décéder sans enfants et n'ayant pour héritiers que des collatéraux habitant des régions éloignées où on ne connaît pas le *mauvais gré* et ces héritiers louer au premier venu, sans réclamer de *chapeau*. Pense-t-on qu'à la fin du bail, ce fermier, n'ayant pas obtenu renouvellement, s'en soit allé sans murmurer? Nullement; c'était un locataire dépossédé; il lui fallut un *chapeau*, moins élevé peut-être que s'il en eût payé un à son entrée, encore fut-il juge de ce point, mais il lui en fallut un » (1).

C'est devant des faits semblables que non seulement des adversaires du *mauvais gré*, mais jusqu'aux auteurs qui en ont parlé avec entière impartialité (2), en sont

(1) Humbert, *loc. cit.*

(2) V. notamment Sautbreuil, *loc. cit.* « le propriétaire aura beau faire reconnaître dans l'acte (le premier bail), que ses terres sont

venus à poser en thèse générale, la règle suivante :

« Que le propriétaire d'un fonds rural *libre*, vienne à le donner en bail, aussitôt son bien est grevé de la servitude; — nul ne peut échapper à la coutume; alors même que le propriétaire qui afferme son domaine, ferait constater par le bail que son bien est affranchi de la servitude en question, il n'en devrait pas moins la supporter (1). »

Je ne saurais souscrire à la règle posée en termes si absolus.

A la vérité, je connais de nombreux faits analogues aux exemples rapportés plus haut. Les partisans les plus dévoués du *droit de marché* conviennent qu'il existe des faits de cette sorte. Mais tous les réprouvent et prétendent qu'ils constituent l'exception.

« Il existe en Santerre, dit M. Prache, une distinction traditionnelle entre les *terres libres* et les *terres à marché* — et une terre *libre* ne devient pas une *terre à marché* par le seul fait qu'elle est louée » (2). Un autre partisan (3) du *droit de marché* et qui pense qu'il faut distinguer le *droit de marché* et le *mauvais gré* (4), établit même la distinction sur cette

exemples de tout *droit de marché*, par la seule force du préjugé, par la seule puissance de ses instincts, le *droit de marché* apparaîtra à la fin du bail et s'imposera au propriétaire. » — La note de Fénelon rapportée plus haut, est conçue dans le même esprit. — Troplong, *op. cit.* p. XLVI. — Lefort, *op. cit.*, pp. 90 et 91.

(1) Lefort, *op. cit.*, pp. 90 et 91.

(2) Prache *op. cit.*, pp. 175 et 176.

(3) Abbé Decagny. *Histoire de l'arrondissement de Péronne*, tome I, p. XIX.

(4) Sur cette question, V. ci-après, chap. III.

base, nommant *mauvais gré* les *droits de marché* prétendus indûment par les occupants de terres récemment louées et dénommant *droits de marché* proprement dits les *droits de marché* reconnus de temps immémorial sur les « terres d'ancienne location. » Il reconnaît qu'il existe des cas de *mauvais gré*, mais dénie absolument qu'ils constituent la règle.

Je crois que la vérité est là :

Souvent, l'abus cotoie le droit — mais généralement on sait les distinguer — et je dirai plus loin que dans le cas qui nous occupe, les gens du pays de *mauvais gré* savent faire la distinction.

Néanmoins, il y a certainement danger pour le propriétaire alors même qu'il n'a pas prélevé de *chapeau*, de voir son fermier faire du *mauvais gré* lorsqu'il le congédiera. C'est la raison pour laquelle il n'est pas rare que des propriétaires avisés se fassent payer un *chapeau*, en donnant une terre *libre* en premier bail, — s'efforçant de tirer profit de ce qu'ils ne peuvent empêcher. J'ai examiné plus haut cette convention par laquelle des propriétaires constituent ainsi eux-mêmes bien volontairement le *mauvais gré* sur leurs terres.

II^e SECTION

Autres variétés de mauvais gré.

Le *mauvais gré* se rencontre en dehors de l'hypothèse d'un bail à ferme ; — en d'autres termes, les prétentions singulières émises aux *pays de mauvais gré* par les titulaires de baux à ferme, ne sont pas les seules auxquelles s'applique le système de solidarité et de vengeance qui constitue la sanction du *mauvais gré*. On rencontre aux *pays du mauvais gré* d'autres prétentions émises par les gens des campagnes et qui sont sanctionnées par les mêmes moyens que le *mauvais gré* des fermiers.

Un autre caractère de ces prétentions c'est qu'elles sont connues, elles aussi, sous la dénomination générale de *mauvais gré*.

Je n'ai pas l'ambition de détailler toutes ces prétentions.

Le domaine qu'elles embrassent n'est pas nettement limité ; il ne se distingue pas clairement, du domaine d'une autre question, l'étude de cette sorte de résistance ordinairement passive que rencontre dans tous les pays, particulièrement dans les campagnes, l'application de certaines lois modernes.

« La loi, en effet, telle qu'on la fabrique aujourd'hui, n'a pas toute la vertu qu'on lui suppose (1). »

La coutume, dans sa « bigarrure (2), » savait varier suivant les temps, suivant les lieux, pourvoyant aux besoins nouveaux, nés de temps nouveaux, consacrant les aspirations différentes de races et de contrées différentes. Aussi recueillait-elle l'assentiment unanime de ceux qu'elle régissait ; bien mieux, elle consistait uniquement dans cet assentiment lui-même.

La loi moderne n'a point cette « souplesse et cette conformité constante avec le vœu des populations (3). » La loi moderne est un produit artificiel ; elle est édictée par un ou plusieurs princes, *une* pour tout le pays ; quand elle ne répond plus aux besoins qui l'ont dictée, elle continue néanmoins d'être encore applicable tant qu'une autre loi, fabriquée de même manière, soit venue l'abroger.

Aussi arrive-t-il trop souvent que des lois ne sont jamais ou ne sont plus depuis longtemps, en harmonie avec les aspirations de telle région, par exemple, à laquelle, cependant, on les impose. Il apparaît alors que « la force de la loi ne lui vient, en définitive, que de l'assentiment de la masse et que l'autorité est impuissante à obtenir le respect des volontés du législateur, quand la conscience de la population s'oppose

(1) Honoré de Balzac, *Scènes de la Vie de Campagne ; les Pay-sans*, édit. de la Librairie Nouvelle. Paris, 1857, p. 157.

(2) Merlin, *Rép. de Jurisp.*, v^o Coutume, tome III, p. 261, en parlant des coutumes en Flandre.

(3) Esmein, *Cours élémentaire de l'Histoire du Droit Français*, p. 724, expressions employées par l'auteur en parlant de la coutume.

d'une façon continue à l'application de la loi (1). »

C'est surtout dans les campagnes que se manifeste cet état de contrariété et d'insoumission sourde à certaines lois ; pourquoi ? C'est qu'on n'y saisit pas l'esprit de la loi, opine un auteur dont on a beaucoup vanté la puissance d'observation et qui affirme qu'il « y a, en France, cent villes seulement où les lois jouent dans toute leur vigueur, où l'intelligence des citoyens s'élève au problème d'intérêt général ou d'avenir que la loi veut résoudre » ; mais que « dans le reste de la France, où l'on ne comprend que les jouissances immédiates, l'on s'y soustrait à tout ce qui peut les atteindre (2). » Peut-être vaut-il mieux dire tout simplement, avec un homme des champs, que « l'empire des traditions est très puissant dans les campagnes et que le fonds d'idées dans lequel on y puise des appréciations et des jugements, s'accroissant et se renou-

(1) Dicey, *England's case against Home rule*, 2^e édit. Londres, 1886, p. 93. — V. Lefort, *loc. cit.*, p. 137, note 1.

(2) Balzac, *loc. cit.*, p. 157.

On me suggère une autre raison du peu de zèle des campagnards à seconder les vues du législateur. Ne serait-ce pas plutôt qu'ils se rendent, au contraire, un compte trop exact de l'esprit qui anime le plus souvent le législateur à leur égard, qu'ils croient s'apercevoir qu'ils sont aux yeux de ceux qui font les lois, le bon peuple pacifique et travailleur qu'on peut tailler et sacrifier sans merci et sans crainte, parce qu'il ne fait pas de grèves et pas de révolutions, que les lois qui les concernent sont inspirées contre eux, que celles qui leur seraient profitables n'aboutissent jamais, qu'ils paient d'impôts plus que leur part, en sorte qu'ils sont aujourd'hui comme autrefois, Jacques Bonhomme, éternelle victime qu'on rançonne ou qu'on pille. (V. certaines justifications de ce point de vue dans les travaux de la Ch. des Députés, juillet-novembre 1897, interpellations de M. Jaurès sur la crise agricole et réponses de MM. Deschanel et Méline).

velant très lentement, peut se trouver en retard sur la marche des événements (1) » et des idées ambiantes.

Quelle qu'en soit la cause, cette sorte d'*anarchie des campagnes*, comme l'appelle un auteur contemporain, s'est peut-être atténuée depuis l'époque où Balzac écrivait. Mais bien certainement elle subsiste toujours (2).

Des auteurs ont voulu appliquer à cet état de choses la dénomination de *mauvais gré*. Cette manière de voir a amené l'un d'eux à avancer que « ce qu'en Artois et en Belgique on appelle *mauvais gré* a lieu partout en France (3) » et un autre à considérer que « toutes les révoltes auxquelles les paysans ont pris part, par exemple le refus du fermage par les paysans d'Amérique et la fédération des paysans Hongrois et Bohèmes sous Joseph II, ne sont que des aspects divers du *mauvais gré* (4) ».

(1) Vion, *loc. cit.*, p. 25.

(2) C'est cet état de choses que M. V. Sardou, dans *Nos bons Villageois* a dépeint avec l'exagération que nécessite la mise en scène. C'est aussi de cet état de choses que se sont inspirés à l'excès, les romanciers contemporains, plus ou moins disciples de Balzac, qui, écrivant sur la terre et les paysans, se sont efforcés de démontrer que le peuple des campagnes qu'on aime à se représenter et qui est en effet, généralement laborieux, moral, religieux, n'est en réalité que fripon, ladre, âpre au gain, fesse-mathieu.

(3) Balzac, *loc. cit.*, pp. 93 et 94. Ailleurs, *op. cit.*, p. 157, Balzac nomme « un *mauvais gré général* », l'opposition passive à la loi qu'il signale par toute la France, « en dehors de cent villes » seulement.

(4) A. D..., de Lille, *Réponse à M. Auguste Orts* (*Belgique judiciaire*, 1846, 26 juillet, col. 1107 et 1108).

Sur les guerres des paysans. — V. Pergameni, *Les guerres des Paysans*, 1 vol., Bruxelles, 1880.

Le refus de fermage des paysans d'Amérique est l'agitation des *Anti-*

Ces conclusions mêmes auxquelles en viennent ces auteurs, démontrent, à mon sens, l'inexactitude de leur proposition :

Il est bien entendu qu'une certaine résistance à adhérer à certaines lois se rencontre un peu partout. Je veux bien admettre aussi que le *mauvais gré* est une des manifestations de cet esprit d'insoumission. Mais il faut remarquer qu'il n'en est qu'une manifestation locale et tout-à-fait caractérisée ; il n'en est que l'espèce, il n'est pas le genre. On veut appliquer la dénomination de *mauvais gré* au genre tout entier, mais on perd de vue qu'en dehors de quelques régions très circonscrites du Nord de la France et de la Belgique, l'expression *mauvais gré* est absolument inconnue. Dans ces régions mêmes, elle n'est pas appli-

renters aux Etats-Unis. — V. à ce sujet : Lefort, *Le droit de marché*, pp. 176-186, et nombreuses autorités citées.

Sur la révolte des paysans hongrois et bohêmes. — V. notamment : Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, pp. 432 et 438.

La conception du *mauvais gré*, que présentent les auteurs précités, amènerait à comprendre dans le cadre de cet ouvrage, non seulement toutes les pratiques analogues au *droit de marché*, étudiées par M. Lefort, *loc. cit.*, chap. VIII, pp. 154-186, mais en outre toutes les guerres des Paysans passées en revue dans l'ouvrage de M. Pergaméni. A tout quoi, il ne faudrait pas manquer d'ajouter les agitations agraires toutes récentes, notamment l'agitation agraire en Italie et particulièrement en Sicile (V. sur cette question, c^{te} J. Grabinski. *Le mouvement révolutionnaire en Italie* dans le *Correspondant*, 1894, n^{os} des 25 avril, 10 mai, 10 juillet et 25 juillet), — les *Mouvements agraires en Roumanie* (V. dans les journaux du mois de février dernier, 1899, communiqué Havas, 6 février. Séance de la Ch. des Députés de Roumanie, 15 février. — V. aussi Grueuber, avocat, *La Question agraire en Roumanie* (Revue d'Economie Politique) et un fait divers qui date de quelques jours seulement, *les Turbulences des usagers de la Forêt de la Teste, près d'Arcachon* (journaux du 22 mars 1899).

quée à désigner d'une manière générale l'esprit de résistance à la loi, toutes les prétentions individuelles ou collectives qui se soulèvent en face de la loi, mais seulement certains cas de cette résistance, *certaines* de ces prétentions que la loi réprouve mais que l'accord des populations et quelquefois des procédés moins avouables parviennent à faire respecter : ce qui constitue une sorte de système législatif, en tout cas, un état de choses bien spécial à ces contrées, et lequel seul, y est connu sous le nom de *mauvais gré*.

L'expression *mauvais gré* ne comporte pas de sens plus étendu, et ce ne sont donc que ces quelques prétentions — et encore, celles-là seulement dont le caractère local est bien accusé — qu'il m'appartient de passer en revue ici.

Ce cadre limité ne comprend guère que :

1. Le *mauvais gré des biens de famille* ou « *droit de famille* (1). »

2. Le *mauvais gré des gens de service*.

3. Un certain *mauvais gré* qui a pour fin d'écarter la concurrence des achats ou des locations de toutes sortes de choses mobilières ou immobilières, quand elles sont à la *convenance* particulière d'un habitant d'une commune.

Après avoir examiné ces trois espèces de *mauvais gré*, je jetterai, en outre, un coup d'œil sur quelques autres prétentions rencontrées aux pays de *mauvais gré* et que l'on peut, peut-être, comprendre sous la dénomination de *mauvais gré*, mais qui ne se distin-

(1) G., *loc. cit.*, p. 34.

guent pas suffisamment, à mon avis, du *mauvais gré général*, comme l'entend Balzac.

I

LE MAUVAIS GRÉ DES « BIENS DE FAMILLE » OU « DROIT DE FAMILLE »

C'est le monopole, le droit exclusif prétendu par l'habitant d'une commune d'acheter ou de prendre en location les biens *ayant appartenu* en propriété, ou même à titre de *terres à maîtres*, à un *membre de sa famille*, lorsque ces biens sont mis à vendre ou à louer.

Le fait suivant, qui s'est présenté dans une commune de l'arrondissement de Lille, dans le courant de l'année 1897, va mettre en lumière cette situation :

M^{me} X..., femme d'un officier ministériel de ma connaissance, était propriétaire de terres lui provenant de ses père et mère, situées dans la commune de T... où habite un frère de M^{me} X... qui y exerce la profession de cultivateur. M. et M^{me} X... habitent une autre localité.

En 1897, ils se proposèrent de vendre les terres dont s'agit. Ils avisèrent de leur intention plusieurs habitants de la commune de T..., qu'ils savaient devoir être amateurs de ces terres. Aucun des amateurs présumés ne répondit à l'offre. Sur de nouvelles instances, l'un d'eux proposa le prix de 200 francs du *cent* (environ 2.200 francs l'hectare) prix inférieur de

plus de $1/2$ à la valeur des biens. M. X..., ne connaissait pas le *mauvais gré* ; justement intrigué, il se renseigna. Il apprit que les amateurs restaient à l'écart, parce qu'ils croyaient que le frère de M^{me} X... habitant T... avait l'intention d'acheter les terres mises en vente par sa sœur et qu'ils ne voulaient pas l'empêcher d'user de ce qui, à leur sens, était son droit. Celui qui s'était enhardi jusqu'à proposer le prix de 200 francs le *cent*, avait probablement le dessein, s'il avait fait l'affaire, de proposer au frère de M^{me} X... de lui céder son marché, ou de lui verser pour le *contenter*, la différence entre le prix ridicule qu'il offrait et la valeur véritable du bien.

Fort heureusement, le frère de M^{me} X... n'avait pas le dessein d'user de la prérogative que lui reconnaissait l'usage (1). Quand M. X... s'en fut assuré, il pria son beau-frère de se présenter avec lui chez les amateurs pour leur donner pleine garantie qu'il se désintéressait de la vente et ne *porterait pas mauvais gré* à l'acquéreur ; le beau-frère y consentit. Le premier amateur chez qui ils se présentèrent ensemble, n'hésita plus, dans ces conditions, à offrir le prix de 450 francs le *cent* (soit environ 5,000 francs l'hectare), prix très raisonnable que M. X... accepta.

S'il s'était agi de donner les biens en location, M. X... aurait rencontré les mêmes difficultés et n'en serait venu à bout que par les mêmes moyens.

Un homme moins désintéressé que le beau-frère de

(1) L'exemple eût été rare autrefois — et serait encore exceptionnel aujourd'hui dans beaucoup de communes — d'un fermier se désintéressant ainsi du sort de terres ayant appartenu à sa famille.

M. X... aurait pu se faire payer à chers deniers, la démarche qu'il consentit à faire près des amateurs.

Des faits de ce genre sont communs. On m'en signale un entièrement analogue survenu la même année 1897 dans le canton d'Arleux.

L'an dernier (1898) dans un village de l'arrondissement de Lille, des terres étaient vendues moins de $1/2$ de leur prix, parce que les parents de la venderesse habitant le village où ces terres étaient situées, avaient fait entendre qu'ils en étaient amateurs ; personne ne se présenta à l'adjudication ; les parents obtinrent le bien pour le prix qu'ils en offrirent. J'ai dit que ce prix n'atteignit pas la $1/2$ de la valeur réelle.

C'est, en effet, le résultat de ce prétendu droit, en écartant toute concurrence, de mettre le vendeur ou le bailleur à la discrétion de son parent, ou du parent de son auteur — amateur unique. Et il va de soi que dans de telles conditions, le prix de vente ou de location dont le propriétaire est réduit à se contenter, est toujours inférieur — et souvent même de beaucoup, — à la valeur réelle.

On a comparé ce prétendu droit au *droit d'aînesse*(1).

Il semble, en effet, qu'il procède du même principe, le désir de ne pas fractionner le bien de famille, de ne pas amoindrir la maison. Le droit d'aînesse prévient ce fractionnement ; le *droit de famille* le répare quand il

(1) G., *loc. cit.*, p. 40 et 41. — Brière, *loc. cit.*, p. 194. — Lefort, *loc. cit.*, p. 95.

a eu lieu, en facilitant la réunion dans la même main des biens qui ont fait partie du même patrimoine et qui ont été divisés par les partages.

Mais la comparaison eût été plus appropriée si l'on eût rapproché le *droit de famille* d'un privilège qui tendait à la même fin que le droit d'aînesse, mais s'en distinguait absolument par un point, par lequel il se rapproche justement du droit de famille : je veux dire le *privilège du plus jeune* consacré par certaines coutumes, pour la transmission héréditaire de certaines espèces de biens, notamment le droit de *juveigneurie*, particularité de la tenure convenancière dans l'usage de Rohan (1), et surtout le privilège que l'on rencontre au pays même du *mauvais gré*, du *droit de maisneté* institué par la coutume de la Salle de Lille dans les successions en ligne directe des biens tenus en *cotterie* (2) : « Par la coustume, quand père ou mère termine vie par mort, délaissant plusieurs enfans et un lieu manoir et héritage cottier, venant de son patrimoine, au fils maisné appartient droit de maisneté audit lieu et héritage (3). »

(1) *Usement de Rohan*, art. 17 et suivants :

V. Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*, tome IV, p. 408 ; — Garsonnet, *loc. cit.*, pp. 401 et 402, et autorités citées, notamment Furic, *L'Usement du domaine congéable de l'évêché et comté de Cornouailles*, Rennes, 1664 ; — Lefort, *Hist. des loc. perp.*, p. 263 ; le *Droit de Marché*, p. 156 ; — Chénou, *Les Démembrements de la propriété foncière en France*, 1 vol., Paris 1881, p. 81, note 2 ; — De Villeneuve, *Du Domaine congéable ou Bail à convention*, etc., 1 vol., Paris 1883, p. 41.

(2) Sur le *Droit de Maisneté* ou *Maineté*, V. Merlin, *Rép. de Jurisp.*, v^o *Maineté*, x, pp. 273 et s.

(3) *Coustumes et usages généraux de la Salle, Bailliage et Chastellenie de Lille*, 1 vol. in-4^o. Lille, à la Bible d'Or, 1688, p. 27. Titre vi : Du droit de maisneté, art. 1.

C'est en effet généralement le plus jeune enfant de la famille qui se trouve dans le cas de se prévaloir du « *droit de famille* ». Après l'établissement de ses frères et sœurs, c'est lui, le plus souvent, qui est demeuré avec les vieux parents. A leur décès, ou même avant, il a repris la ferme paternelle qu'il a fallu alors diviser pour faire leurs parts à ses consorts. Que, lors de ce partage ou dans la suite, l'un de ses frères ou sœurs ait la pensée de louer la terre à un étranger, ou bien de la mettre en vente, le *droit de famille* interviendra pour empêcher tout étranger, écarter tout concurrent et permettre à notre « maisné » qui a repris la ferme paternelle de conserver en location ou de réunir en propriété, au *bien de famille*, la portion qui courrait ailleurs, le risque d'en être démembrée.

Mais si l'on veut trouver dans l'ancien droit une institution analogue au *droit de famille*, ce n'est ni dans le droit d'aînesse, ni dans le droit de maineté qu'on doit les chercher. Ces deux droits s'appliquaient dans l'hypothèse d'une succession déférée à des descendants et ils consistaient à attribuer à l'un des héritiers, une part de certains biens plus forté que sa portion congrüe. C'est à ce second point de vue seulement, que le *droit de famille* présente avec eux quelque analogie, — et seulement encore dans le cas particulier où il est invoqué par le frère habitant la ferme paternelle contre le frère ayant quitté le pays et vendant ses terres ; il aboutit en effet, dans ce cas, à procurer au frère resté dans le pays, l'avantage d'acheter sans

concurrence, et par suite pour un prix inférieur à leur valeur vénale, les biens de son frère expatrié et il se résout ainsi en un privilège assez semblable au droit d'aînesse et au droit de maineté (1).

Mais l'hypothèse dans laquelle s'exerce le droit de famille est toute différente de celle dans laquelle interviennent nos autres droits. L'exercice du *droit de famille*, en effet, ne suppose pas une succession ouverte, il suppose une *vente*, la *vente*, ou plus exactement le projet par un propriétaire de vendre un bien qu'il tient de sa famille ; si un autre membre de la même famille habite le lieu où est situé l'immeuble mis en vente, il prétend l'acheter à l'exclusion de tout étranger.

L'institution analogue rencontrée dans l'ancien droit est plutôt le *retrait lignager*, ou mieux encore le *droit de préférence des proches* consacré par certaines coutumes (2).

Le *retrait lignager* et le droit de préférence des proches supposaient comme le *droit de famille*, la vente réalisée ou simplement projetée d'un bien de famille — d'un *propre*, comme on disait. — Le *retrait lignager*, supposant la vente réalisée, consistait dans le

(1) J'ai encore observé qu'il semblait procéder du même principe : la conservation du bien dans les familles, le souci des anciens législateurs de ne pas fractionner le bien de famille. V. ci-dessus.

(2). V. sur ces institutions, Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, tome VII, pp. 561 et s., et nombreuses autorités citées ; — V. notamment Merlin, *op. cit.*, *hoc verbo*, tome XV, pp. 356 et s. ; — Claude de Ferrière, *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, 3^e édit. Paris, 1749, *hoc verbo*, II, pp. 797 et s., et v^o. Prémesse II, p. 515 ; — Denisart, *Collection de Décisions nouvelles*, etc., 7^e édition. Paris, 1771, *hoc verbo*, IV, pp. 331 et s.

droit reconnu au parent lignager le plus proche du vendeur, de reprendre le bien entre les mains de l'acquéreur, dans l'an et jour de l'ensaisinement, à charge d'indemniser cet acquéreur du prix et des accessoires (1).

Le *droit de préférence des proches* supposait la vente simplement projetée : en vertu de ce droit, celui qui se proposait de vendre un bien de famille, devait aller *l'offrir* à ses proches et c'était seulement sur leur refus de l'acheter, qu'il pouvait le vendre à un étranger.

Cette obligation faite au vendeur d'un *propre*, d'aller l'offrir à ses proches, semble un moyen terme entre l'ancienne co-propriété de famille du droit germanique, — laquelle devait logiquement exclure toute aliénation par un individu, — et le régime du *retrait lignager* qui en principe autorise la vente, mais seulement la soumet à l'éventualité d'une résolution par l'exercice du retrait (2).

Aussi se rencontre-t-elle très anciennement ; elle est consacrée notamment dans la *Loi des Saxons* (3), qui

(1). V. Glasson, *op. cit.*, p. 567.

Le retrait lignager est désigné dans les coutumes sous les appellations diverses de *prémesse*, *primessa*, *proisneté*, *droit de proximité*, *proismèce*, *proismèche*, *promesse*, etc. V. Glasson, *op. cit.*, p. 568 et autorités citées, et Fréd. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, v^o Proismèce, tome VI, p. 430.

Il n'est pas douteux que ces différentes dénominations tirent leur origine de *proximus*. — *Contra*, Laferrière, *Histoire du Droit français*, tome II, p. 101, qui leur attribue une origine celtique.

(2) M. Chénon, *à son cours*.

(3) *Loi des Saxons*, tit. 62 et 64. — V. *Dionysii Gothefredi, Corpus Juris civilis*, édit. Paris 1628, 2 vol. in-f^o, *Libri Feudorum*, lib. II, titre III, 1, notes (tome II, col. 494) ; — Glasson, *op. cit.*, p. 563.

semble avoir eu une grande influence sur les coutumes du pays du *mauvais gré* ; on la rencontre encore dans les *Libri Feudorum* (1) et dans les *Assises de la Cour des Bourgeois* (2). Elle s'est maintenue dans les *Coutumes du chef-lieu de Mons-en-Hainaut* (3), c'est-à-dire au pays même du *mauvais gré*.

Le droit de famille se rapproche particulièrement du droit de préemption des proches. Il s'en distingue toutefois à un point de vue : c'est qu'il n'appartient pas, comme le droit des proches ou encore le retrait lignager, au parent *le plus proche* en degré, quel que soit le lieu de son domicile, mais qu'il est réservé au parent, cultivateur, habitant le lieu où est situé le bien mis en vente, quel que soit le degré de sa parenté et alors même qu'il existerait un autre parent plus proche, si celui-ci habite un autre village. A cet égard, le droit de famille se combine à une autre institution coutumière qui ne se rencontrait guère que dans quelques pays de Flandre et d'Artois, le *retrait de bourgeoisie*

(1) *Libri Feudorum*, lib. I, tit. viii, l. 1 ; lib. II, tit. iii, l. 1 et lib. II, tit. xxxix.

Denis Godefroy dans ses notes sur les *Libri Feudorum*, nomme ce droit de préférence des proches *jus προτίμησης*, et le rapproche d'un privilège analogue consacré par une constitution de l'empereur Constantin, qui fut abrogée par les empereurs Valentinien, Théodose et Arcadius, au *Code*, l. 14, *De contrahenda emptione*, iv, 38.

V. Dion. Gothefredus, *op. cit.*, II, col. 494 ; — Glasson, *op. cit.*, p. 563, note 2.

(2) *Assises de la Cour des Bourgeois*, chap. 30 et 31, édit. Beugnot, tit. II, p. 35, cité par Glasson, *loc. cit.*

(3) *Coutumes du chef-lieu de Mons*, chap. XLIX ; « d'offres de rentes en cas de vente, » dans *Coutumes du pays et comté du Hainaut*, par Faider, 3 vol. in-4°, Bruxelles 1878, tome III, p. 212. — V. *Assises* chap. LI, « de retraites par proximité, » *loc. cit.*, p. 215.

ou *d'habitation*, le « droit des bourgeois de certaines villes ou habitans de certains lieux, de se faire subroger dans l'achat qu'un étranger avait fait d'un fonds situé dans l'étendue de ces villes, bourgs ou cantons (1). »

J'ai énoncé que le *mauvais gré des biens de famille* se rapportait à la location de ces biens aussi bien qu'à leur vente. C'est à ce titre qu'il a été mentionné par la plupart des auteurs qui ont écrit sur le *droit de marché* ou *mauvais gré des fermiers* (2).

A la vérité, *mauvais gré des biens de famille* et *mauvais gré des fermiers* sont deux institutions bien distinctes ; les situations auxquelles elles s'appliquent sont absolument différentes ; les principes dont elles procèdent, n'ont pareillement, rien de commun ; les opinions émises sur l'origine du *mauvais gré des fermiers*, ne s'adaptent pas au *mauvais gré des biens de famille*. Un examen plus attentif aurait permis de les discerner.

Ce qui les a fait confondre, c'est qu'ils se rappro-

(1) V. sur le *Retrait de Bourgeoisie ou d'Habitation*, Merlin, *op. cit.*, *hoc verbo*, tome XV, pp. 345 et 346 et v° : *Retrait local ou coutumier*, tome XV, p. 360.

Le *retrait de bourgeoisie* était, vers la fin de l'ancien régime, généralement tombé en désuétude. D'après Merlin, il n'existait plus que dans cinq coutumes : en Artois, celles de Hesdin, de Fillieures et de Langle, et, en Flandre, celles de Bourbourg et de Bergues-Saint-Winock.

Ce retrait a probablement son origine dans les privilèges qui existaient entre *vicini*, dans le très ancien droit germanique. (V. Garsonnet, *op. cit.*, pp. 202 et s.

(2) G., *loc. cit.*, pp. 40 et 41. — Sautbreuil, *loc. cit.* — Brière, *loc. cit.*, p. 194, — Lefort, *loc. cit.*, pp. 92, 95, etc.

chent singulièrement à trois points de vue : *a)* la *terminologie* : On emploie, en effet, les expressions *mauvais gré*, *droit de marché*, *porter maugré*, etc., tout le vocabulaire du *mauvais gré*, aussi bien dans l'hypothèse du *mauvais gré des biens de famille*, que dans celle du *mauvais gré des fermiers*; — *b)* La *sanction* : le droit de famille n'a actuellement pas plus de fondement légal que les prétentions des fermiers de *mauvais gré* ; son observation est procurée par les mêmes moyens que le respect de tous les autres droits semblables prétendus au *pays de mauvais gré*; — *c)* enfin, le droit de famille, se présentant comme l'une des situations à raison desquelles les prétentions qui constituent le *mauvais gré des fermiers* viennent s'imposer à des biens qui en étaient libres jusque-là, doit être considéré comme l'un des modes de constitution de ce *mauvais gré*. Et à ce titre, je l'aurais mentionné au paragraphe III de la section précédente sous la rubrique : « Comment se constitue le *mauvais gré des fermiers* » si je n'avais pas eu à m'en occuper ici sous un titre spécial.

J'ai fait remarquer au paragraphe précité que parmi les modes de constitution du *mauvais gré*, les uns pouvaient se réclamer de l'équité, tandis que d'autres étaient d'incontestables abus. Faut-il classer le *droit de famille* dans la première de ces catégories ou dans la seconde ? Je ne répondrai pas à la question, me contentant de faire remarquer combien en pareille matière, la notion de l'équité est sujette à variation.

Furic qui condamnait le *privilège du juveigneur*, le trouvant « contraire à *la nature*, puisqu'il dépouille l'aîné de ses avantages pour en revêtir le cadet — et contraire à la loi de Dieu qui a toujours donné les avantages du bien à celui qui avait reçu ceux de la naissance, (1) » condamnerait probablement pour les mêmes motifs, le droit de famille qui privilégie généralement le cadet. Beaucoup de gens aujourd'hui, réprouvent aussi ce mode de constitution du *mauvais gré*, mais non assurément pour les mêmes raisons que Furic.

II

LE MAUVAIS GRÉ DES GENS DE SERVICE (2)

On se plaignait déjà autrefois de l'insubordination et des exigences des ouvriers agricoles. En particulier, il arrivait souvent qu'ils quittassent leurs maîtres, sans avoir terminé le temps de service pour lequel ils s'étaient engagés ; plusieurs édits royaux et de nombreux règlements locaux s'occupaient d'y mettre bon ordre (3). Aujourd'hui, cette sorte de mal sévit plus

(1) Furic, *loc. cit.*, p. 61. — V. Garsonnet, *loc. cit.*, p. 402.

(2) Edit du 25 mars 1724. (V. *Code rural*, etc., attribué à Boucher d'Argis, 2 vol. in-12. Paris 1772, pp. 576 et 582). — Edit du 21 mars 1747 (*Code rural*, p. 612). — Fournel. *Les lois rurales de la France*, etc. Paris 1819. T. 1, p. 402. — Tessier, *Annales de l'Agriculture française*. Paris, an ix. T. VII, p. 43, note 1. — Brière, *loc. cit.*, p. 71. — Dieudonné. *Statistique du département du Nord*. Douai, an VII, tome III, pp. 216, 221 et 222. — Saudbreuil, *loc. cit.* — G., *loc. cit.*, pp. 8 et 28. — Lefort, *loc. cit.*, pp. 56, 57, 62, 63, 68, 69 et 96.

(3) De Calonne, *loc. cit.*, pp. 118, 131, 132. — Brants, *loc. cit.*, p. 66. — Clément, *loc. cit.*, pp. 317 et suivantes.

que jamais et décourage véritablement l'agriculture de certaines régions (1).

C'est un abus tout contraire — et fort rare de nos jours, — que l'édit du 25 mars 1724, signalait et punissait comme l'une des manifestations du *mauvais gré* :

« Cet abus, disait l'Édit, en parlant du *mauvais gré*, s'est étendu jusqu'aux simples commissions ou emplois des villages, comme de Moissonneurs, Batteurs en grange, Bergers, Gardes de bois et autres de même nature qui sont également regardés comme héréditaires, de manière qu'il n'est plus possible d'associer ni de substituer personne à ceux qui les remplissent, que les associés ou substitués soient immédiatement exposés aux derniers excès (2) ».

Les ouvriers et titulaires quelconques des emplois et commissions des villages émettaient donc quant à leurs charges, des prétentions fort analogues à celles des fermiers sur les biens affermés (3) : ils voulaient que leur emploi ne pût leur être enlevé de leur vivant, et ils entendaient même le transmettre à leurs enfants, à leur décès (4) ; en outre, ils n'admettaient pas que le

(1) Surtout aux environs des villes industrielles et en particulier autour de Lille, Roubaix et Tourcoing. — V. aussi pour la Picardie. Baudrillart, *loc. cit.*, 1881, pp. 64 et suivantes.

(2) Édit du 25 mars 1724. V. *Code rural* précité, p. 576.

(3) Un adversaire du *mauvais gré*, M. Saudbreuil, y voit une « juste punition » pour les fermiers. V. Lefort, *loc. cit.*, p. 96.

(4) Remarquer que la vénalité et l'hérédité des offices n'eurent pas à l'origine de fondement plus légitime que la prétention des gens de service. — V. sur ce sujet Esmein. *loc. cit.*, pp. 410 et s., et nombreuses autorités citées. Il y a d'ailleurs plus d'une analogie entre la question des offices et le *mauvais gré*.

taux de leurs salaires fut réduit, ni même que le produit en fut diminué par l'adjonction qui leur aurait été faite de compagnons de travail. Les fermiers se trouvaient donc obligés d'employer toujours les mêmes ouvriers, pris dans les mêmes familles et aux mêmes conditions.

L'un des cas les plus curieux de cette sorte de prétention est le singulier *droit de picoré* ou *picorée* (1) prétendu jadis par les pauvres des villages de Cysoing et de Louvil (2) et subsistant encore à la veille de la Révolution. « Depuis plusieurs siècles il étoit, en effet, d'usage esdits lieux, dès que les grains étoient parvenus à maturité, de faire sonner la cloche pour assembler les pauvres des deux Paroisses et les distribuer aux différens Fermiers pour faire leur moisson, à l'exclu-

(1) Mentionné par de Calonne, *loc. cit.*, p. 122 (qui commet à ce sujet une légère erreur.) — *Ordonnance de M. de Calonne, intendant de Flandre et d'Artois*, du 27 juillet 1782, — qui ordonne que le prétendu Droit de Picorée dans les villages de Cysoing et de Louvil demeurera pour toujours aboli et supprimé. (*Recueil des édits, arrêts, etc.*, de la librairie Peterinck-Cramé, Lille, année 1792, n° xxxi.) — *Arrêt du Parlement de Flandres* du 29 juillet 1782, qui déclare « nulle et incompétemment rendue » l'ordonnance précitée de M. l'Intendant. (*Recueil des édits, déclarations, lettres, patentes, etc.*, enregistrés au Parlement de Flandres, etc., 12 vol. in-4°, Douay, collection arrêtée en 1790, tome xii, p. 908, n° 2242.) — Cet arrêt du Parlement de Flandres, fut, paraît-il, l'occasion d'un conflit entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative. Une lettre de M. d'Ormesson à M. Senac de Meilhan du 5 septembre 1782, demande des « éclaircissements à propos de cette entreprise du Parlement sur l'autorité du Conseil d'Etat » lequel, dit-elle, « peut seul réformer les ordonnances » de l'Intendant. (*Arch. dép. Nord. — Fonds de l'intendance de Hainaut*, non classés, carton 67.)

(2) Cysoing, chef-lieu-de canton, arrondissement de Lille. — Louvil, commune du canton de Cysoing.

sion de tous Étrangers et de leur abandonner pour récompense de leurs travaux, la vingt-cinquième gerbe à Cysoing et la vingt-deuxième à Louvil (1). »

Le salaire de la vingt-deuxième et surtout celui de la vingt-cinquième gerbe étaient, d'eux-mêmes, très modiques, puisqu'ils étaient inférieurs de $1/2$, aux salaires fixés par les Règlements (2). Mais, nos moissonneurs improvisés, savaient, à ce qu'assure un document, agir en sorte que les fermiers ne leur fussent redevables de rien : « les laboureurs... voyoient, — en effet, — presque toujours leurs moissons à la discrétion de ceux qui, tumultueusement et dans le plus grand désordre, alloient couper les *bleds* et enlevoient souvent au-delà de la vingt-cinquième gerbe — ce qui dégénéroit en un brigandage d'autant plus révoltant qu'à la faveur de l'exercice de ce prétendu droit, on se permettoit des vols dont il étoit impossible de se procurer la preuve (3) »

Ces abus et la tournure plus qu'équivoque du *droit de picoré* n'empêchaient pas ses partisans de soutenir dans leur requête au Parlement de Flandres que cet usage « étoit aussi ancien que constant et n'avoit jamais été interrompu, ni éprouvé la moindre atteinte

(1) Ordonnance de M. de Calonne précitée.

(2) Clément, *loc cit.*, p. 318, constate que dans un grand nombre de localités, le moissonneur lève, à son profit, la *dixième* ou la *onzième* gerbe des céréales d'automne.

Deux ordonnances rapportées par M. de Calonne, *op cit.*, pp. 121 et 122, note, l'une du 16 juillet 1588, l'autre de 1717, fixent la part des moissonneurs : la première à la *dixième* ou la *onzième* botte, la seconde à la « *douzième* gerbe, pour piquer et lier le grain d'hiver. »

(3) Ordonnance précitée de l'Intendant de Flandres.

de qui que ce fût, tellement qu'il avoit formé une sorte de droit au profit desdits pauvres et étoit devenu entre leurs mains, un objet de propriété dont ils ne pouvoient être privés, sans leur porter le plus grand préjudice et sans contrevenir à la justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient (1). »

Le *mauvais gré* des gens de travail semble appartenir surtout au passé (2). Et pourtant, il est encore des villages au *pays de mauvais gré*, où personne n'aurait la témérité de rechercher la place de tel garde de bois, de tel moissonneur — dont le père et le grand-père ont tenu le même emploi et à qui ils ont succédé, — on craindrait trop d'avoir à s'en repentir.

III

MAUVAIS GRÉ CONTRE LA CONCURRENCE DANS LES VENTES ET LOCATIONS QUELCONQUES

C'est le lieu d'observer que le *mauvais gré* est l'adversaire mortel de la concurrence.

Tous les cas de *mauvais gré* examinés jusqu'ici peuvent, en effet, se ramener au type suivant :

Une situation se présente, laquelle, *légalement*, est ouverte à la libre concurrence de tous ceux à qui elle peut convenir ; nos campagnards, refaisant la loi, décident que cette situation doit être réservée à tel d'entre eux qui, pour telle ou telle raison, se désigne à ce

(1) Arrêt précité du Parlement de Flandres, du 29 juillet 1782.

(2) G., *op. cit.*, p. 8 « anciennement. »

privilège, et que tous autres, quelque amateurs qu'ils en soient, doivent l'abandonner à celui-là, sans compétition.

C'est, par exemple, une terre qui est à vendre ou à louer ; peut-être, plaît-elle à plus d'un habitant du village, qu'aucune disposition légale n'empêche de faire l'affaire ; eh bien ! tous doivent se tenir à l'écart et laisser acheter cette terre ou la laisser prendre en bail, soit par le fermier qui l'occupe déjà, soit par celui à la famille duquel elle a précédemment appartenu. C'est tel « emploi ou commission de village », — pour employer les termes de l'édit, — qu'il me plairait, par exemple, remplir, dont je me chargerais même pour un moindre prix que le titulaire actuel ; le *mauvais gré* me fait une loi de ne point rechercher cet emploi, mais de le laisser à celui qui le détient, et, après lui, à ses enfants ; il m'est même défendu de compromettre le profit de la fonction, en laissant entendre que je consentirais à m'en acquitter à meilleur marché.

Dans ces différents cas, nous voyons donc le *mauvais gré* écarter, chasser jalousement la concurrence. Nous le découvrons encore, sous ce point de vue, dans un grand nombre d'autres cas.

On a même pu dire qu'à certaine époque il s'était étendu à tout ce qui pouvait faire l'objet d'une location quelconque (1) — j'ajouterai : et d'une vente : « par

(1) Lefort, *op. cit.*, p. 96.

« Le 30 juillet 1644, entre deux « laboureurs » de Saint-Aubert (probablement Mont Saint-Aubert, près Tournai), difficultés suivies de coups de couteau, au sujet du louage d'un « ruyssoir — que sont cer-

mauvais gré, dit, en effet, un magistrat qui connaît fort bien notre usage, il faut entendre non seulement les procédés d'intimidation, les violences, les actes criminels, dont sont victimes ceux qui reprennent une terre contre le gré de l'occupé et sans lui payer de chapeau, *mais les mêmes actes exercés sur les mêmes individus qui, dans les ventes publiques, ne laissent généralement rien aux autres* (1). »

C'est ainsi que l'on faisait autrefois du *mauvais gré* à propos de la ferme des dîmes et des terrages (2). Le bailli d'Hollain, en Tournaisis, se plaignait, en 1781, que « depuis l'an 1773, il ne s'étoit presque plus passé d'adjudication de dîmes audit village, que des scélérats, présomptivement du lieu, dans le dessein d'empêcher aucun habitant des villages circonvoisins, d'enchérir sur les adjudicataires, n'aient répandu la terreur dans le païs par des menaces affichées (3) dans différens lieux, de mettre à feu et à sang les possessions des habitans circonvoisins (4) ». Les « gens du Conseil pro-

tains fossez propres à y mectre ruyr (rouir) et blanchir les lins. » *Arch. dép. du Nord, Ch. des comptes*, B. 1820, f° 68, r°.

Il n'y aurait, paraît-il, que les bois dont la location n'aurait jamais donné lieu au *mauvais gré* (*Interm. des cherch.*, n° 10, mars, 1867, iv, col. 134). C'est simplement que les bois ne se louent pas d'ordinaire : « Pourquoi affermer des bois?... » Villermé, *La propriété rurale en France* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars, 1861, p. 409).

(1) *Arch. parq. Tournai*, Rapport Antoing.

(2) V. ci-dessus, Aff. Bricoult, de Bévillers.

(3) V. plus loin, le texte de deux de ces affiches.

(4) *Arch. gén. du roy. de Belgique*. Fonds du conseil privé. Carton n° 684, 4^e farde.

Hollain, commune du canton d'Antoing, arrondissement de Tournai, province du Hainaut.

La dime de Hollain appartenait à l'abbaye de Saint-Pierre, de

vincial de Tournay-Tournésis » distinguaient ce cas de la *haine de cense* ordinaire et hésitaient à lui appliquer les peines édictées contre la *haine de cense* par l'ordonnance de Marie-Thérèse du 27 août 1778 (1).

C'est encore ainsi que l'on a quelquefois fait du *mauvais gré* à propos des places d'églises et places de marché (2) ; tel occupait telle place à l'église, telle place au marché ; il semblait qu'il eût le droit de la garder envers et contre tous, et il était défendu, sous la sanction du *mauvais gré*, — une sanction proportionnée sans doute à l'importance de l'intérêt en cause, — de lui concurrencer sa place.

Je parle au passé des deux cas précités, dont il ne me serait pas possible de rapporter des exemples récents. Mais voici un ordre de faits toujours actuel :

Vers Saint-Amand et Antoing, la Scarpe et l'Escaut sont bordés de prairies appartenant à de grands propriétaires et dont les herbes sont vendues chaque année par portions, en adjudication publique, aux cultivateurs de la région. Eh bien, il est constant que l'acquéreur habituel de telle portion ne verra jamais

Gand ; elle lui avait été donnée par Godefroid le Captif, comte de Verdun, sans doute en 979. V. Lecouvet. *Notice historique sur la commune de Hollain, en Tournaisis*, dans *Messenger des sciences historiques*, etc., de Belgique, année 1853, pp. 416 à 448. V. particulièrement pp. 438 et 439,

(1) Requête en date du 5 juillet 1781. — Consultation du conseil privé du 20 août 1781. — Déclaration au nom de l'Empereur et Roi du 8 septembre 1781. (*Arch. gén. du roy. de Belgique*, conseil privé, cart. 684, 4^e farde).

(2) V. G., *op. cit.*, p. 8 ; — Lefort, *op. cit.*, p. 96.

personne mettre un prix supérieur à celui qu'il offre (1). Le prix obtenu dans de pareilles conditions est naturellement fort modique. Cependant, il n'est pas possible de changer cette situation : un propriétaire avait cru, en engraisant ses prairies pour y faire pousser de plus belles herbes, parvenir à les vendre mieux ; il n'obtint rien de plus.

En dehors des hypothèses déjà relatées, du *droit des fermiers* ou du *droit de famille*, les ventes d'immeubles peuvent encore être l'occasion du *mauvais gré*.

Un immeuble situé dans un village est-il à la *convenance* particulière de tel cultivateur du village, soit que ce cultivateur possède déjà un immeuble voisin et que celui-là s'ajouterait avantageusement à celui-ci, ou bien, parce que notre cultivateur prend passage sur le terrain mis en vente pour aboutir à son champ enclavé, ou pour toute autre raison de ce genre ? Notre amateur fera connaître son intention ; un soir,

(1) Cette situation est particulièrement signalée dans le village belge de Laplaigne (arrondissement de Tournai, canton d'Antoing). Cette commune, limitée par la frontière française, l'Escaut et des bois, est absolument isolée : aussi le *mauvais gré* y est-il intense.

Vers 1880, le régisseur de M. le prince de Ligne avait refusé de laisser adjuger certaines portions d'herbes pour lesquelles leurs adjudicataires habituels ne faisaient pas d'offres suffisantes, selon lui ; il fit couper ces herbes et les fit faner. Le foin était en moyettes ; une nuit, les gens de Laplaigne tentèrent de jeter les moyettes dans la rivière. (*Arch. du parq. de Tournai*).

V. *Affaire des frères Beaury et autres*, de Maulde-Mortagne (canton de Saint-Amand, arrondissement de Valenciennes), du 25 juin 1783 ; arrêt de la Cour de Parlement de Flandres, du 27 octobre 1784. (V. recueil précité, Douay, Derbay, 12 vol. in-4°, tome XII, p. 950 et suivantes).

il dira au cabaret : « je n'ai jamais fait d'affront à personne ; j'espère bien que personne ne m'en fera !⁽¹⁾ C'est assez. On se dira au village : « le bien est à la *convenance* d'un tel ; il en a besoin pour agrandir sa grange ou se ménager un passage ; il faut le lui laisser acheter... » Quelqu'un qui porterait une enchère sur le prix offert par l'amateur, encourrait son ressentiment et la critique du public.

Il en était déjà ainsi en l'an 1552 : « au mois de juing de l'an XV^e lij, Guillaume de le Cambre, labourier, demourant en la paroiche de Lambersart... sur plain jour ouvrier, à l'après disner, estant au devant de sa maison... illecq (survint) feu de Hennion, lequel dist » à Delecambre : « gros dos, je t'ay païé et baillié ung carolus plus que je ne te devoye... » Delecambre contesta, on disputa ; « sur quoy ledt Hennion dist : je sçay bien que vous me gardez ung grain sur la langue et je vous en garde ung aussy... » La dispute s'envenimant, tous les deux rentrèrent chez eux et revinrent, chacun « garny d'une fourcque à picquotz de fer... » Quelqu'un intervenant, Hennion lui dit « qu'il l'effondreroit avecq sa fourcque. » Finalement, Delecambre « donna ung coup de sa fourcque sur la teste dudict Hennion » lequel « aulcuns iours ensuyvans, termina vye par mort. »

Or, savez-vous pourquoi Delecambre et Hennion se « gardoient ung grain sur la langue » et d'où vint leur dispute ? C'était « pour raison de certain héri-

(1) Saudbreuil, *loc. cit.*,

taige que Delecambre avoit mis à pris et rehaussé de trois renchières, lequel héritage, Hennion avoit depuis rehaussé, en sorte qu'il lui estoit demouré (1): »

Peut-être observera-t-on que cette prétention d'un amateur d'écarter les concurrents ne constitue pas une situation spéciale aux *pays de mauvais gré*, qu'on la trouve, au contraire, un peu partout. J'en conviendrai et répondrai que, peut-être, ne trouve-t-on pas généralement ailleurs le même accord de la population à respecter unanimement cette prétention, du moins quand elle est justifiée par une certaine convenance de voisinage ou de passage, par exemple; — et qu'au surplus, dans les régions où a cours l'expression *mauvais gré*, le sens de cette expression est étendu à ce cas, — ce qui serait presque une raison suffisante pour que je n'omette pas de le mentionner ici.

Mais je ne noterai que pour mémoire deux autres ordres de faits qui ont, assurément, plus d'un rapport avec le *mauvais gré* — consistant, en effet, comme lui, en des prétentions contraires à la loi, et que l'état d'esprit des populations parvient cependant à faire prévaloir quelquefois, — mais qui, n'étant nullement spéciaux aux *pays de mauvais gré*, ressortent plutôt de la résistance qu'éprouve, dans tous les pays, particulièrement dans les campagnes, l'application de

(1) *Arch. dép. Nord*, fonds de la Ch. des Comptes, Chartes de l'audience, B, 1764, f° 100 v°. — C'est en remboursant à Delecambre « la carité dudit marché » et les trois « hauches » que Hennion croyait lui avoir versé en trop « ung carolus d'or ». — Lambersart, arrond. et cant. de Lille.

certaines lois modernes, c'est-à-dire du « mauvais gré général », comme l'appelle Balzac (1).

Je veux parler :

1. — De l'opposition aux exécutions par justice ;

2. — Des prétentions qui se rapportent aux anciens droits d'usage.

1. — Que des biens de campagne, meubles ou immeubles, soient mis en vente sur saisie, il est rare, s'ils trouvent adjudicataires, que le prix pour lequel ils sont vendus, ne soit de beaucoup inférieur à leur valeur réelle. Personne ne se présente à la vente, par crainte de *déranger* le saisi ou sa famille. Très souvent, l'un des parents du saisi s'est déclaré amateur ; en ce cas surtout, personne ne voudrait enchérir. Avec le motif tiré de la « convenance » du saisi ou de son parent, il y a le *droit de famille* pour écarter les amateurs (2).

Il n'y a guère que les créanciers hypothécaires non couverts, qui prennent l'audace d'enchérir ; encore, préfèrent-ils souvent perdre leur argent plutôt que de s'exposer aux représailles qui sont à craindre.

2. Ce n'est qu'à une époque relativement récente que nos lois ont consacré d'une façon absolue le principe

(1) Balzac, *loc. cit.*

(2) Le rapport d'un magistrat du ressort du Tribunal de Tournai mentionne parmi les manifestations du *mauvais gré* le fait suivant : « ... Une vente se fait-elle sur saisie ? pas d'amateur : on craint le *mauvais gré*. »

Je pourrais citer de nombreux faits récents de cette espèce de *mauvais gré*.

de l'individualisme de la propriété foncière, la propriété quiritaire. Longtemps, il fut admis qu'un chacun pouvait tirer de l'immeuble d'autrui tout ce qui lui serait utile, sous la seule condition de ne pas causer préjudice au propriétaire (1).

D'autre part, presque tous les bois, landes, marais, bruyères, constituèrent jadis et restèrent jusqu'à une date plus ou moins éloignée de nous, des propriétés collectives, soumises à la jouissance commune de tous les habitants de la paroisse ou village (2). Un certain nombre de ces biens sont encore soumis à ce régime sous le nom de *communaux*; les autres ont été autrefois appropriés par les seigneurs. Ce fut souvent par des moyens d'une légitimité équivoque que cette appropriation fut réalisée (3). Aussi arriva-t-il souvent

(1) Doniol, *Histoire des classes rurales en France*, pp. 207 et s. — « *Potest quisque facere in alieno fundo quod ei prodest et domino fundi non noceat* » Corvaruvias, *Quæstiones*, cap. xxvii — cité par Doniol, *op. cit.*, p. 208.

(2) La marque *non divisée*. — V. Brants, *op. cit.*, pp. 177 et s., et autorités citées. — E. de Laveleye, *Les formes primitives de la propriété*, passim. — Glasson, *Histoire des communaux*, passim. — Esmein, *loc. cit.*, p. 46 et notes. — d'Avenel, *La Fortune privée*, p. 186. — L. Vanderkindère, *Notice sur les magistrats communaux et l'organisation de la marque dans nos contrées au moyen-âge. Bulletin de l'Académie de Bruxelles*, 2^e série, tome xxxviii.

(3) V. notamment Brants, *op. cit.*, p. 278. — Doniol, *op. cit.*, pp. 217 et s.

Plus d'une fois, quand ces usurpations avaient un caractère plus odieux, l'autorité royale intervint pour faire lâcher prise aux usurpateurs.

V. en particulier, édit de Henri III, du 1^{er} février 1574. — Ordonnance de Blois (1579), art. 284. — Déclaration de Louis XIV du 22 juin 1659 (communautés de Champagne). — Edit d'avril 1667 (pour tout le royaume.)

que les manants prétendirent conserver sur les biens dont on les dépossédait, tout ce qu'ils purent maintenir des droits d'usage dont ils jouissaient anciennement, et les seigneurs durent tolérer ces prétentions.

De ces deux causes subsistent encore plus d'un résultat que la loi reconnaît : tels le *glanage*, le *rate-lage*, la *vaine pâture*, qui se rapportent plutôt à la première cause (1), les *droits d'affouage*, de *glandage* et analogues, issus surtout de la seconde.

Ce sont aussi ces deux causes qui ont souvent amené, particulièrement autrefois, les gens des campagnes à ne pas traiter la propriété d'autrui, surtout certaines propriétés, avec tout le respect qu'exige la loi moderne. Il y a des maximes comme celles-ci : « *Quand on est de bois, on vit de bois ; quand on est d'eau, on vit d'eau* (2) » qui ont encore cours près de certaines gens et qui justifient, aux yeux de leurs adeptes, le braconnage, la pêche clandestine, les déprédations dans les bois.

Cet état de choses a existé et subsiste encore au pays du *mauvais gré*, comme il se rencontre aussi un peu partout (3). Balzac qui, dans *les Paysans*, se propose

(1) Clément, *op. cit.*, pp. 381 à 401, pp. 436 à 442. — Les lois du 9 juillet 1889 et 22 juin 1890 sont venues modifier les règles exposées par l'auteur (ouvrage paru en 1877) sur la *vaine pâture*.

Le droit de chasse pourrait être ajouté à cette liste. Avant le XVI^e siècle, la chasse était libre. — V. d'Avenel *loc. cit.*, pp. 215 et s.

(2) Bouthors. *Usages locaux du département de la Somme*, p. 7.

(3) V. notamment : ordonnances 4 mai 1619, 17 novembre 1620, 2 juin 1627. (*Arch. dép. du Nord.* Inventaire imprimé. III, 454). Dégâts dans les bois de la Howardrie, de Bercus, de Templeuve-en-Pévèle ; « ceux qui font lesdits larcins et desgatz, d'ordinaire viennent

de faire un tableau du *mauvais gré* (1) ne présente que des faits de ce genre. Il est vrai que ces faits

à main-forte et en grand nombre, si comme de douze, vingt, vingt-cinq, voire trente et plus, avecq promesse de s'entr'aider.» (Howardrie, village belge, canton d'Antoing, arr. de Tournai. — Bercus, hameau de Mouchin. — Templeuve et Mouchin, communes du canton de Cysoing, arr. de Lille). — 13 juillet 1621, autre ordonnance concernant les bois. (*Arch. comm. de Lille*. Registre Albert, aa, 11, n° 62).

— V. dans les collections spéciales, nombreux « placcards touchans les bois », en particulier Mandement du prince-évêque de Liège, du 8 mai 1675. (*Recueil des anciennes ordonnances de la Belgique*, Bruxelles, imp. royale. — Liège, 2^e série, III, p. 242); « foudres et désordres se commettent journellement tant dans nos bois et forêts que ceux des particuliers, par nos sujets et autres qui, sous prétexte de récréations du mois de mai, du grand feu au caresme, des festes du vénérable Saint Sacrement et autres particulières, vont sans aucun ordre ni permission, à leur bon plaisir et à force attroupés, au grandissime intérêt et dérèglement desdits bois et forests, pour prendre, couper, abattre et emporter de beaux arbres, etc. »

— V. de l'Hervillers. *Des droits d'usage dans la forêt de Compiègne, la Picardie*, année 1863, tome XX, pp. 451 à 462, 510 à 521 et 551 à 564.

— Sur le Brigandage rural par toute la France à l'époque de la Révolution. V. *Annales de l'Agriculture française*. Police rurale, I, pp. 53-55, 390 et s. XIII, pp. 246 et s. XIV, pp. 316 et s., pp. 365 et s.

— Curieuse affaire des *Mazarins* à Fretin.

Les *Mazarins* ou *Masarains* étaient des « turbulens » qui, quelque temps avant la Révolution de 1789, prétendaient que les « habitants du village de Fretin, » (arr. de Lille, cant. de Pont-à-Marq), « étoient propriétaires du marais dudit Fretin » et s'autorisaient de cette prétention pour y couper les récoltes qui s'y trouvaient et les emporter. V. à ce sujet, Prosper Derode, *Histoire de Lille*, tome III, p. 16, et *Jugemens prévotaux* de Pierre-Michel Mounet, convaincu d'être l'un des chefs des « Masarains » et condamné « à être pendu et étranglé, jusqu'à ce que mort s'ensuive, à une potence dressée sur la grand'place de Lille, et son corps mort y demeurer deux heures, et ensuite être porté aux fourches patibulaires » (28 juillet 1789) — et de Scholas-tique Herbaux, condamnée à être fouettée de verges et bannie trois ans « pour avoir fauché 2 bottes d'avoine en verd sur les marais de Fretin » (13 août 1789). *Bibliothèque de la ville de Lille*. F. Z. 627 et 628.

(1) Balzac, *op cit.*, p. 93.

aboutissent aussi bien que le *mauvais gré* des fermiers, par exemple, « à faire de la propriété quelque chose qui est et qui n'est pas (1) » ; qu'ils ont eu, particulièrement à certaines époques, un caractère effrayant de généralité, étant, sinon toujours pratiqués, du moins ordinairement approuvés par les populations entières ; et qu'ils ont ainsi souvent participé au régime du *mauvais gré*.

Cependant je ne puis, sans étendre l'expression *mauvais gré* au-delà du sens qu'elle comporte dans les régions où elle est connue, comprendre ces faits sous cette dénomination et les faire entrer dans le cadre de cette étude ; il ne faut y voir que des cas particuliers de cette résistance à la loi qui se rencontre un peu partout dans les campagnes et qu'on peut, si l'on veut, dénommer avec Balzac une sorte de « *mauvais gré général*. »

(1) Balzac, *eod. op.*, p. 2.

CHAPITRE II

LA SANCTION DU MAUVAIS GRÉ

J'ai exposé, dans le chapitre précédent, les prétentions qu'on émet aux *pays de mauvais gré*.

Il est inutile de remarquer que « ce ne sont, certes, ni la loi ni les tribunaux qui consacrent de pareilles interventions » (1).

Par quel moyen parviennent-elles donc à s'imposer au respect des populations ?

L'objet de ce chapitre sera l'exposé de ces moyens qui procurent au *mauvais gré* une sanction plus efficace que celle des lois, puisqu'au mépris des lois, cette sanction maintient des usages condamnés par elles.

La sanction du *mauvais gré* réside :

- I. — Dans la conscience morale individuelle ;
- II. — L'opinion publique ;
- III. — La solidarité entre les habitants d'un même village ;
- IV. — L'intimidation ;
- Et V. — Parfois, la vengeance.

(1) Saudbreuil, *loc. cit.*

L'ensemble de ces différents agents de coaction constitue tout un système de « police » (1) à la fois *préventif* et *répressif* :

Préventif, qui assure, en général, par des considérations de morale et d'intérêt, et au besoin, par la crainte, le respect des droits prétendus ;

Répressif, qui frappe de châtiments souvent excessifs, l'atteinte portée à ces droits.

Ce n'est pas le côté le moins curieux de ces recherches que la question que j'aborde ici de déterminer ce que pensent du *mauvais gré* les populations qui le pratiquent ; en d'autres termes :

I. — Comment les individus le jugent dans leur *for intime* ?

II. — Quel est à son égard l'état de l'*opinion publique*, résultante ordinaire de l'état des consciences individuelles ?

I

LE « MAUVAIS GRÉ » DEVANT LA CONSCIENCE MORALE INDIVIDUELLE.

« Les populations habituées à cet usage, écrit M. Lefort (2), ne l'envisagent point du même œil que nous, et peut-être le jugent-elles mieux ? »

Assurément, l'auteur (3) qui a avancé que l'histoire du *droit de marché* « n'était que l'histoire de l'incendie,

(1) G., *loc. cit.*, p. 41, « la police du droit de marché ».

(2) Lefort, *loc. cit.*, p. 150.

(3) Daussy, *loc. cit.*

du meurtre, des crimes les plus odieux », avait de notre usage une opinion fort incomplète.

Les personnes qui n'auraient jamais ouï parler du *droit de marché*, pourraient croire, comme cet auteur, que le *mauvais gré* n'est que le fait isolé de quelques paysans sans conscience, capables de toutes les injustices (1) ; elles seraient dans l'erreur.

Dans les pays où le *mauvais gré* se pratique, ce sont les honnêtes gens qui l'observent et les gens sans scrupules, qui l'enfreignent. Ce n'est pas un « point d'honneur (2) » que ses partisans se sont donné ; c'est leur conscience qui est ainsi formée que les prétentions si contraires à nos lois que j'ai exposées dans le chapitre précédent, — selon eux, constituent le bien et le juste et l'atteinte portée à ces prétentions constitue l'injuste et le mal (3).

Dans un ancien ouvrage qui n'a nullement le caractère d'une polémique sur le *droit de marché*, une « paysanne de Picardie » déclare en toute sincérité, que « ceux qui *dépointent*, c'est-à-dire ceux qui enchérissant sur les anciens fermiers, les déplacent, *font une chose injuste*. (4) »

(1) Au contraire, un arrêt de 1747 constate que même parmi les auteurs de faits de vengeance, il n'y a ni bandits, ni gens sans aveu. V. Lefort, *loc. cit.*, p. 64.

(2) V. note de Fénelon rapportée ci-dessus.

(3) « ... La haine de cense semble chose juste, raisonnable et toute naturelle... » *Disc. de M. Savart-Martel à la Chambre des Représentants de Belgique*, séance du 22 décembre 1843. *Moniteur Belge*, n° 23, déc. 1843. — Troplong, *loc. cit.*, p. XLVII. « Tous m'ont paru pénétrés de sa justice et de sa moralité. »

(4) *Entretien d'une mère avec sa fille sur le bonheur de la campagne*. Amsterdam et Paris, 1770, p. 4. — Cité par Lefort, *loc. cit.*, p. 75, note 1.

D'ailleurs, y a-t-il des gens plus honorables que les trois auteurs picards (1) qui se sont chargés courageusement de la défense du *droit de marché* ?

« Je suis fermier, écrit Vion (2) d'une faible partie des terres que j'exploite et pour laquelle j'ai payé un *droit de marché* à mes devanciers, parce que j'ai cru que ce droit existait en leur faveur. « Mon argent, au dire d'un des adversaires du *droit de marché*, aurait » été plus utilement employé à acheter des engrais, à » perfectionner mes instruments de culture et mes » assolements, etc. » Cela est incontestable et n'a pas besoin d'être démontré. Mais l'utile et l'honnête ne sont pas d'accord dans ce cas ; et je suis heureux d'établir que mon sentiment, à cet égard, est partagé par des propriétaires qui s'y soumettent encore de nos jours... »

Il respecte donc les *droits de marché* des autres ; mais il n'hésite pas à se faire tenir compte des siens. Il raconte, à ce sujet, comment des terres qu'il occupait furent mises en vente ; il en offrit un prix inférieur à celui des terres *libres* ; il exposa ses raisons aux vendeurs ; ceux-ci eurent l'honnêteté d'y avoir égard et lui cédèrent la terre, pour le prix qu'il en offrait. Il prend « plaisir » à publier dans sa brochure les noms de ces personnes qui ont respecté son droit et à rendre « hommage à leurs mémoires honorées (3). »

(1) Abbé Decagny, *loc. cit.* — Vion, *loc. cit.* — G..., ancien notaire, *loc. cit.*

(2) Vion, *loc. cit.*, p. 7.

(3) Vion, *loc. cit.*, pp. 7 et 8.

Ailleurs, parlant de la campagne qu'il mène pour la défense du *droit de marché* : « Nous combattons pour le droit, dit-il, tel que le droit nous apparaît; nous sommes avant tout les amants de la vérité ! (1) »

C'est lui qui dit encore : « N'élevons, ne soutenons jamais de prétentions au *droit de marché*, à moins qu'en notre âme et conscience, elles ne nous paraissent solidement fondées (2). »

Un autre, un prêtre, parlant des propriétaires qui « abusant de leur pouvoir légal, supprimeraient le *droit de marché* sans indemnité », déclare que « cette mesure rigoureuse, malgré sa légalité intrinsèque, n'en serait pas moins, non-seulement une indécatesse, une inconvenance, mais bien une violation manifeste de la loi naturelle de l'équité dans le for de la conscience (3). »

Si quelquefois un fermier n'affirme pas précisément que le *mauvais gré* constitue un droit au sens strict, il y voit toujours au moins un intérêt éminemment respectable, le *droit au travail*, le *droit au pain*.

« Jehan Agache d'Anstain » (4) a repris « demy bonnier de pret » qu'occupait Jaspar Frayère; Frayère rencontrant Agache « le vingt-deuxiesme du mois de iuing XC^e octante-trois », lui tient entre autres propos : « *Vous me faictes grand tort et ne voudriez poinct souffrir*

(1) Vion, *loc. cit.*, p. 42.

(2) Vion, *loc. cit.*, p. 30.

(3) Abbé Decagny, *loc. cit.*, p. 20. — Vion, *loc. cit.*, p. 12.

(4) Anstaing, commune de l'arrondissement de Lille, canton de Lannoy.

qu'on vous feist pareil tort. » Et comme « ledt Agache garny d'une fourque de fer », se met en posture de l'en frapper, Frayère, qui s'était « aussy garny de pareille fourque (doubtant ledt Agache) », lui en décharge un coup « sur la teste dont peu après il termine vye par mort (1) ».

De notre temps, un fermier d'Anstaing où de n'importe quel *pays de mauvais gré*, dans la même situation, tiendrait exactement le même langage, rappelant à celui qui lui porte un préjudice parfois si sensible, cette maxime qui est l'un des fondements de la morale naturelle : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez point qu'on vous fit. »

Peut-être même, plus d'un agirait-il comme Frayère. Et en effet, pour un fermier, n'est-ce pas le plus souvent

..... *sin pain* qu'in y inyève.

In l'li r'preindant ses terres sans raison?...

Ech' quiamp...

In l' laissant là, i feut qui s' mette valet,

Qu'i serve es' z'eute ou bien prenne ess' saclet ! (2)

« Ton beau-père, dit Malrée (3) au gendre de celui qui lui a repris sa terre, — ton beau-père, il m'a *ôté mon pain*, il n'est qu'un *los* ! »

(1) *Arch. dép. Nord.* — Ch. des Comptes, reg. B, 1587, f° 180, v°.

(2) Crinon, *Sat. pic.*, p. 24. — « Son pain qu'on lui enlève — en lui reprenant ses terres, sans raison?... — Ce champ... — en le quittant, il n'a plus qu'à se mettre domestique, — qu'à servir les autres ou bien qu'à se mettre à mendier (prendre sa besace).

(3) Affaire Malrée de Haine-saint-Paul. (Cour d'assises du Hainaut, 30 mai 1842). V. *Gazette de Mons* 31 mai 1842. — Haine-saint-Paul, canton de Rœulx, arrondissement de Mons, en Hainaut.

« *Los* (1) », « *agosille* (2) », « *jean foutre* (3) », tous les synonymes d'*homme de rien*, tels sont les qualificatifs ordinairement appliqués par les gens du pays à l'homme qui n'a pas respecté le *mauvais gré*. En Santerre, on dit quelquefois seulement « *dépointeur* », comme si ce nom renfermait toutes les hontes (4).

J'ai déjà signalé que le *mauvais gré* était quelquefois *constitué abusivement*. Il y a d'autres abus auxquels il se prête : il arrive que le titulaire d'un *droit de marché* équitablement constitué ait le mauvais dessein de profiter de la situation que lui assure le concours de ses concitoyens, pour tenter d'imposer à son propriétaire des exigences excessives, par exemple, pour lui extorquer une réduction de fermage non justifiée, ou le contraindre à vendre pour un prix dérisoire.

(1) *Los*, fem. *lostière*, méchant, malicieux, vicieux, vaurien, etc., Sigart, *Glossaire étymologique montois*, v° *los*, p. 234.

(2) *Agosille*, en Artois *argousil*. Dans le patois de la Flandre et de l'Artois, synonyme de *homme de rien*.

Ce mot vient de l'espagnol *alguazil*, magistrat d'ordre inférieur en Espagne. On a sans doute connu aux Pays-Bas les *alguazils* aux temps de la domination espagnole; ils ont du y laisser une mauvaise réputation.

(3) « *Jean foutre*. » — Potié à Deneufbourg : « Je te croyais bien jean f..., mais pas si jean f... » (Déposition femme Lerouge,) *Gaz. des trib.*, n° 15, février 1863.

(4) De Calonne, *loc. cit.*, p. 70. — « Un mot, le comble de la haine et du mépris. » — Vion, *loc. cit.*, p. 6, parlant d'un cultivateur qui avait enchéri les terres occupées par un de ses voisins : « Je ne le nomme pas, dit-il, mais les gens de ce temps là l'ont appelé *dépointeur* ! »

Voici un fait :

Dans tel village de l'arrondissement de Lille, un fermier occupait son marché pour un rendage plus que modéré. Ce fermier, ayant recueilli une succession, se jugea assez riche pour acheter ses terres ; il fit connaître son intention à son propriétaire ; celui-ci répondit qu'il n'était pas décidé à vendre ; le fermier déclara qu'il abandonnait les terres ; celles-ci restèrent deux ans incultes. Ce temps passé, le propriétaire se décida à demander au fermier le prix qu'il offrait ; le fermier fit une offre dérisoire : 100 francs le *cent* (environ 1.100 francs l'hectare.)

Ce cas constitue évidemment un abus. Le fermier peut prétendre acheter, à l'exclusion de tous autres, sa terre, quand elle est mise en vente par le propriétaire ; encore doit-il en donner un prix raisonnable. Mais vouloir, comme fit celui-ci, contraindre son propriétaire à vendre quand il n'en a pas le dessein, — et surtout à vendre à de telles conditions, — excède évidemment les droits reconnus au fermier, et constitue donc un abus.

Que pensent des abus de cette sorte, les fermiers de *mauvais gré* ?

Qu'en pense *celui* qui s'en rend coupable ?

Qu'en pensent *les autres* ?

Celui qui commet l'abus est souvent de bonne foi. Les lois du *mauvais gré* ne sont écrites nulle part, elles sont transmises par la tradition ; l'opinion publique est le seul tribunal dont elles relèvent. C'est dire qu'elles sont assez peu précises et qu'on peut se méprendre sur leur

sens. Et puis, il y a l'intérêt, mauvais conseiller, qui se charge de faire taire le scrupule (1).

« In s'erot tertous à peu pris comme i feut »
comme dit Crinon (2).

En tous cas, *les autres*, ceux qui ne sont pas intéressés, sont généralement plus clairvoyants, et ils savent discerner l'abus. « Si le fermier, déclare Vion, est parvenu à usurper un *droit de marché* sur une terre *libre*, achetée *libre* par un propriétaire, il est évident que celui-ci est *volé*... Nous ne prétendons pas que cette hypothèse ne se réalise jamais. L'erreur et la convoitise ne sont le privilège d'aucune classe, et les fermiers n'en sont pas plus exempts que les propriétaires... On a donc vu des fermiers qui n'ont pas même pour eux la présomption du *droit de marché*, essayer cependant d'imposer leurs injustes prétentions et y réussir. C'est là l'*Abus*, l'abus qui compromet et tue le droit. Si les fermiers étaient bien inspirés, ils renieraient eux-mêmes ces frères illégitimes et repousseraient toute solidarité avec eux » (3).

C'est ce qu'ils firent dans le cas que j'ai rapporté plus haut. Le propriétaire repoussa l'offre ridicule de 100 francs le *cent* et mit la terre en vente. Le jour de l'adjudication, personne ne se présenta. Mais à quelque temps de là, on apprit que des fermiers du village étaient allés offrir, de certaines terres du marché, un prix qui avait été jugé acceptable, et qu'ils les avaient, en effet,

(1) Vion, *loc. cit.*, p. 4.

(2) Crinon, *Sat. Pic.*, p. 12 : « Chacun se croit à peu près comme il faut. »

(3) Vion, *loc. cit.*, pp. 4 et 5.

achetées. Le fermier, cependant, s'obstinait à ne pas hausser son offre. Devant la désapprobation que l'opinion publique infligeait à ce procédé, un neveu du fermier et son héritier présomptif, craignant que les terres non encore vendues, ne tardassent pas à trouver acquéreurs et que son oncle perdît tout, en voulant trop gagner, s'empressa d'aller offrir un prix, d'ailleurs peu élevé, qui fut accepté.

J'ai déjà dit que l'infraction au *mauvais gré* comportait des sanctions plus rigoureuses que les reproches de la conscience individuelle ou les critiques des gens du village. Je montrerai plus loin comment l'opinion publique détermine parmi ses adeptes — et ils sont unanimes — une véritable coalition pour soutenir la résistance du *dépointé* et, à l'occasion, assurer le châtimement du *dépointeux*. Je parlerai aussi des actes criminels auxquels se portent parfois les vengeurs du *mauvais gré*.

Que pensent de cette sanction à ses différents degrés, les fermiers des *pays de mauvais gré* ?

Sur ce point encore, Vion nous donne son sentiment. Il distingue : « La résistance appuyée sur la justice et respectée par *l'assentiment sympathique* des cultivateurs voisins, » — en d'autres termes, la coalition pour ne pas dépointer, — il l'autorise, il la conseille même ; — « telle est, dit-il, l'arme que nous laissons au fermier, elle lui conciliera l'opinion des honnêtes gens qui console et refait le courage alors même qu'elle ne donne pas la victoire (1). »

(1) Vion, *loc cit.*, pp. 30 et 31.

Mais il répudie les actes criminels : « La *violence* est indigne de nous, dit-il ; du reste, elle n'en imposerait pas à l'opinion. Pourquoi chercher à *intimider* ?... (1) »

Et cependant, quand il s'agit de faits anciens, de faits entrés dans l'histoire et dont l'horreur semble atténuée par le temps, Vion en parle avec un sentiment qui est plus que de l'indulgence : « Ces paysans, serfs et parias, étaient-ils si coupables, lorsqu'ils essayaient de se réunir, de se concerter, de se coaliser même, pour mettre à l'abri des atteintes de leurs ennemis, le seul bien qui leur restât : le droit de passer leur vie sur ce sol arrosé de leurs sueurs et de mourir dans la chaumière où ils étaient nés ? Ils croyaient d'une foi entière à leur droit, à un droit que la loi écrite méconnaissait bien plus qu'elle condamnait absolument ; et ils se révoltaient contre cette loi pour *frapper* ceux qui violaient leur droit (2). »

Et quand il a évoqué le souvenir des vaillants ancêtres, de la persécution impitoyable qu'ils soutinrent, de leur « résistance héroïque, » de leur « invincible opiniâtreté, » grâce auxquelles ils sont parvenus à transmettre à leurs enfants ce « bien que tant d'autres se sont laissé ravir, le *droit de marché* qui subsiste encore, meurtri mais non abattu, objet d'ardentes contradictions, mais résistant toujours... » Il a un cri d'admiration enthousiaste : « Honneur, s'écrit-il, honneur au fermier picard ! » (3).

(1) Vion, *loc. cit.*, p. 39.

(2) Vion, *loc. cit.*, p. 22.

(3) Vion, *loc. cit.*, p. 17 et 19.

Tel est donc le sentiment de Vion : il réproouve la violence et la déconseille aux fermiers de son temps, et cependant c'est presque en les excusant, qu'il parle des excès commis aux anciens temps et il a des élans de lyrisme en parlant des luttes des ancêtres.

Or, Vion est un homme instruit et il s'adresse au public.

Mais, dans les campagnes, il y a encore beaucoup de gens, natures primitives et rudes, qui, devant le révoltant mépris de la foi publique que constitue à leurs yeux le *dépointement*, devant les conséquences navrantes qu'il entraîne souvent pour celui qui en est victime, ne sauraient se ranger au parti de sage modération que leur conseille Vion. C'est peut-être le lieu de rappeler qu'un trait qui caractérise les guerres des paysans de tous les temps et de tous les pays, « c'est avec une indiscipline désolante, une sauvagerie véritablement bestiale : triste conséquence, pense un auteur, du genre de vie de ces déshérités de la civilisation (1). »

Les paysans, exaspérés par l'injustice qui frappe soit eux-mêmes, soit l'un d'eux, se laissent donc trop souvent entraîner sinon à commettre eux-mêmes, du moins à encourager, en les approuvant, ou en concourant à leur impunité, ces atroces vengeances qui déshonorent l'histoire du *mauvais gré* (2).

Ceci m'amène à mettre en regard des opinions de Vion, fermier éclairé et bourgeois, les propos de

(1) Pergameni, *Les Guerres des Paysans*, Bruxelles 1880, p. 9.

(2) « ... A leurs yeux les violences sont légitimes et leur répression constitue une iniquité judiciaire... » A. O., *Le mauvais gré. Belgique judiciaire*, 9 juillet 1846.

Ferdinand Duret — un paysan celui-là, et de la race de ceux qui tenaient tête avec le couteau et la torche, aux rigueurs de Louis XIV.

J'ai mentionné plus d'une fois l'affaire des frères Duret et dit dans quelles conditions M. Ducellier avait repris les terres de Mat, leur voisin. Déjà M. Ducellier avait essuyé plusieurs vengeances. C'était à l'époque où cinq vaches lui appartenant, venaient de périr empoisonnées. — On en causait entre voisins. — La femme Gourdin plaignait M. Ducellier. — « Qu'est-ce que vous dites ? s'écria Ferdinand Duret, mais c'est encore peu ! *Un homme pareil, on devrait le bouillir et le réduire en poussière (sic)*, lui qui achète le bien des autres *mal gré* et qui reprend des terres à l'un et à l'autre ! » — Son frère et sa sœur approuvaient ce langage, ajoute l'acte d'accusation (1).

Il faut observer que ce n'étaient pas les frères Duret eux-mêmes qui avaient été lésés par M. Ducellier, que ce n'était que leur voisin, le nommé Mat; c'était la solidarité qui leur inspirait ces sentiments; c'était par solidarité qu'ils incendièrent les meules de colza de M. Ducellier dans la plaine d'Éscanaffles; par solidarité, les gens de Celles n'auraient pas dû consentir à aller témoigner contre eux, ils auraient dû, au contraire, s'efforcer de procurer l'impunité à ces vengeurs de la cause commune. — Voilà de quelle manière les frères Duret comprenaient *le devoir*. Aussi, comme le ministère public avait cité devant la Cour d'assises de nombreux témoins à charge, et que plusieurs avaient

(1) Aff. Duret, de Celles-lez-Pottes. *Gazette de Mons*, 8 mai 1844.

accablé les accusés, ceux-ci, pendant que le jury délibérait, se mirent à invectiver ces témoins, leur disant entre autres choses : « *Vous rendrez compte de notre condamnation devant le tribunal de Dieu !* (1) » C'est ainsi que les frères Duret avaient la conscience faite.

Il y a encore un trait à ajouter à cette sorte de *psychologie du fermier de mauvais gré*, que j'ai tâché d'esquisser :

Souvent, tout en désapprouvant intimement la prétention abusive de l'un d'eux ou sa vengeance excessive, nos campagnards n'en font ni plus ni moins que s'ils les approuvaient : ils se gardent bien d'intervenir dans le conflit du propriétaire et du fermier, et de blâmer ouvertement l'abus ou l'excès qu'ils condamnent cependant en leur conscience ; et si un acte criminel vient à être commis, même s'ils sont cités comme témoins, ils s'efforcent de cacher le coupable.

Quand il en est ainsi, quand, au fond, ils estiment condamnable le fait de leur confrère, s'ils semblent cependant le soutenir, ce n'est plus par solidarité qu'ils agissent de la sorte. Pourquoi alors ?

Quelquefois, c'est par une *sorte de réserve* qui peut se formuler par ces maximes : « *Mêlons-nous de nos affaires ; laissons les autres s'arranger comme ils l'entendent* (2). »

(1) V. *Gazette de Mons*, loc. cit.

(2) En 1853, un cultivateur d'Havinnès (arrond. et cant. de Tournai) qui avait oublié ce précepte, se le fit rappeler sévèrement. Un de ses voisins, petit ménager, avait repris une terre de *mauvais gré*. Plusieurs années après, il pria notre cultivateur de lui prêter un

Le plus souvent, c'est par la *crainte des représailles*.

Qui ne sait que la sécurité des personnes et des biens n'est pas assurée à la campagne comme en ville ? La justice elle-même, est stupéfaite parfois en découvrant quelles atrocités sans nombre, un sinistre chemineau, roulant par monts et par vaux, peut commettre impunément. Plus particulièrement dans les campagnes de la Flandre et du Tournaisis, où les maisons ne sont pas amassées en villages, mais espacées et comme semées par toute la plaine (1), il faut se soucier de n'avoir point d'ennemis.

Sans doute, les campagnards mériteraient l'éloge des citoyens en prêtant à la justice un concours plus entier ; mais, leur prudence est-elle, après tout, si blamable ? j'hésiterais, pour ma part, à la qualifier de « complicité (2). »

cheval et une charrue pour labourer ce champ. Le cultivateur y consentit. Le voisin, le travail terminé, ramena la charrue et la laissa devant sa maison. Le lendemain, on ne l'y trouva plus. Elle avait été transportée à quelques minutes de là, où on l'avait sciée en morceaux « comme bois à brûler. » A côté fut relevé un billet portant cette inscription : « *Mêlez-vous de vos affaires.* » (*L'Économie*, journal de Tournai, 29 mai 1853. *Arch. de la ville de Tournai*, coll. Desmazières, v^o Agriculture.

(1) L'Abbé Lemire, *L'habitat de la Flandre française. Réforme sociale*, n^o 16, juillet 1892, pp. 205-213. V. notamment p. 306, « ... dans toute la région, les fermes sont isolées. Il en a été ainsi de temps immémorial... » — Cf. Tacite. *De moribus germanorum*, xvi.

(2) Comme l'appelle un romancier contemporain. « ... Et il y avait encore au fond de ce crime accepté, de ce silence volontaire, cette *complicité* des paysans avec les révoltés des campagnes, les voleurs, les braconniers, les tueurs de gardes-chasse, dont ils ont peur et qu'ils ne livrent pas. »

II

LE « MAUVAIS GRÉ » ET L'OPINION PUBLIQUE

Les villages où le *mauvais gré* se rencontre, forment des régions presque exclusivement agricoles, la plupart des habitants de ces villages, c'est à-dire ceux qui forment le *public* de la contrée, se trouvent donc dans le cas de s'intéresser au *mauvais gré* et d'avoir individuellement à son sujet les manières de voir que j'ai exposées dans la section précédente.

Ces manières de voir, ces convictions particulières — en tant qu'elles sont communiquées d'individu à individu et par le moyen de cette communication entretenues, renforcées, entraînées par des convictions parallèles — constituent un état *d'opinion*.

L'opinion est en quelque sorte, le législateur et le juge du *mauvais gré*. Il n'existe pas de lois écrites, réglementant notre usage; c'est l'opinion publique qui garde et transmet ses principes. Et c'est elle, aussi, qui applique ses règles aux particuliers, déterminant si tel excède son droit ou si simplement il en use, et infligeant la flétrissure du mépris public, pareille à la *nota* antique, à celui qui enfreint la coutume.

Il y a des institutions — par exemple, le *fideicommiss* à Rome (1) — qui ne se sont soutenues pendant longtemps que par l'opinion publique. L'opinion publique constitue, aujourd'hui surtout que les violences

(1) V. Cicéron, de finibus II, 17; II^a in Verrem, I, 47.

deviennent plus rares, la principale sanction du *mauvais gré* (1),

Une œuvre d'imagination — mais si parfaitement observée qu'elle vaut à mes yeux un document *vrai* — le *Roman d'un propriétaire* par M. Charles d'Héricault (2) présente un vivant tableau du rôle joué dans le *mauvais gré* par l'opinion publique :

La scène se passe dans le Boulonnais. Un gentilhomme campagnard, M. Philippe d'Ecaux, possède, à quelque distance de son château, une ferme, le *fort de Questrecque*, qui est louée à un nommé Antoine Copin. Depuis des générations, une foule de Copin ont servi les d'Ecaux. Aussi les relations de propriétaire à fermier ont-elles conservé quelque chose de ce qu'elles étaient dans l'ancien temps et jamais une difficulté n'est survenue entre eux, bien que Copin ne paye guère son fermage.

Mais voici qu'Antoine Copin se sent près de mourir ; il fait prier M. d'Ecaux de venir le voir. Copin avait des motifs de rancune et de défiance contre sa femme. Après s'être fait promettre par M. d'Ecaux que celui-ci lui accorderait tout ce qu'il lui demanderait à cette heure suprême, il lui demande, et M. d'Ecaux se voit obligé de promettre, qu'aussitôt que Copin serait décédé, il ferait expulser sa femme de la ferme et que jamais il

(1) Lefort, *loc. cit.*, p. 148, « ce qui fait la force du *droit de marché* et ce qui sera toujours un obstacle sérieux à sa destruction, c'est l'état de l'opinion publique. »

(2) 1 vol. in-12, VIII-271 pp. Paris, Périn, 1890. — V. Sidney Dean, *loc. cit.*, p. 910, note 1.

ne révélerait à personne que c'était sur la demande du fermier défunt, qu'il avait agi de la sorte.

Copin meurt ; l'huissier « Coupe-en-Deux » expulse la veuve qui proteste, injurie, menace (1).

Cette exécution a lieu pendant que M. d'Ecaux passe l'hiver à Paris. Il revient à Hautville avec les beaux jours :

« C'était toujours pour moi, raconte-t-il, une joie exquise que ce retour. J'étais connu, choyé, aimé à plusieurs lieues à la ronde... J'étais donc habitué à voir cent visages souriants apparaître aux portes et aux fenêtres et me guettant, car c'était un heureux événement que mon retour...

» Je ne vis personne... ou plutôt, oui, je vis bien quelques visages, mais aucun ouvert et avenant. A la maison où c'était chaque année un déluge d'embrasades, regards humides, visages luisants d'attendrissement, je crus remarquer quelque contrainte (2).

» Je ne tardais pas à comprendre que j'étais *excommunié* ; il n'y avait pas d'autre mot.

» Cette amitié parfaite et affectueuse, qui avait toujours existé entre moi et la race champêtre était rompue. « Je n'étais plus leur homme ». J'avais trompé mes amis, les paysans. En renvoyant de la ferme du Fort la femme et les enfants du défunt, j'avais agi comme un bourgeois, nouveau propriétaire, comme un citadin, ayant récemment et pour la première fois, acheté une terre, n'eût pas agi. Pour un homme de ma

(1) *Loc. cit.*, p. 94.

(1) *Loc. cit.*, p. 95.

sorte, c'était inexcusable, presque un crime, et en tous cas, une méchanceté impardonnable.

» Je résume bien la série des impressions. Je ne veux pas revenir sur les mille faits qui me la dévoilèrent (1).

» Nos paysans, prudents, ne disaient rien ; mais ils ne voulaient pas montrer un sentiment de confiante affection qu'ils n'avaient plus. Personne dans le peuple n'eût osé me demander pourquoi j'avais agi ainsi. Les gros fermiers, un peu prétentieux, mais au fond hommes dignes et sincèrement fiers, furent plus hardis. Ils étaient plus que tout autre membre de la classe champêtre, atteints dans leur vanité et dans leurs intérêts, par cette raideur de conduite que j'inaugurais. Quelques-uns firent allusion à l'affaire, et, aussi poliment que possible, me demandèrent des explications. Je n'en voulus donner aucune ; je craignais de laisser deviner ce que j'avais juré à Antoine de cacher... Cette volonté de ne pas m'expliquer étonna plus que tout le reste... Je fus décidément classé parmi les gens qui ont trompé l'humanité... (2).

» ... Je me dis que je pourrais ramener à moi une forte partie de la population, si je parvenais à mettre de mon bord le père Descamps, qui jouissait d'une grande autorité parmi les notables fermiers du canton. J'allais le voir.

» Il était le plus outré de tous, parce qu'il avait été le plus fier de mon amitié.

« — Non, non, me dit-il, feu madame (la mère de

(1) *Loc. cit.*, p. 96.

(2) *Loc. cit.*, p. 98.

M. d'Ecaux), aurait mieux aimé manger de l'herbe sans vinaigre que de faire une pareille chose et je croirais bien que je la vois là-haut dans le Paradis, remuer sa quenouille, comme elle faisait ici-bas quand elle était en colère. Qui est-ce qui l'aurait cru, qu'on verrait un d'Ecaux qui ferait ce qui ne s'est jamais vu en fait de méchanceté d'un propriétaire à son fermier, ce qu'un nègre ne ferait pas, non, ni un prussien, mordienne ! ni un juif, parlant par respect !... Ce n'est point l'avarice qui vous a poussé ; ce n'est pas l'intérêt : *votre ferme n'est pas louée et ne le sera pas parcequ'on a menacé qu'à tout fermier qui viendrait, on mettrait le feu à ses récoltes* (1). »

Le dimanche « quand j'entrai pour la grand'messe à l'église de Hautville, j'entendis un murmure, un très fort murmure qui saluait mon entrée et qui m'escorta jusqu'au haut de la nef où je pris ma chaise habituelle. Après la messe, d'habitude, beaucoup de paysans m'attendaient à la sortie pour me saluer. Ce jour-là, chacun avait passé lestement de chaque côté de ma personne. Deux jeunes fermières, auxquelles, selon l'usage, j'adressai un salut cordial, me répondirent par un froncement de lèvres, un froncement de dégoût... (2). »

On avait, en effet, fait courir sur son compte les calomnies les plus absurdes et l'opinion lui était devenue si défavorable qu'on avait tout cru. — « Beau-

(1) *Loc. cit.*, pp. 99, 100, 101.

(2) *Loc. cit.*, pp. 104 et 105.

coup de monde fut convaincu, et je fus généralement méprisé des honnêtes gens (1). »

Sur ces entrefaites, M. d'Ecaux demande la main de M^{lle} Blanche de Solesmes, fille du châtelain de Bernieulles, village voisin. Il est agréé quand les calomnies qui ont cours dans le pays, pénètrent au château de Bernieulles ; on l'éconduit.

Là dessus, il part pour l'Amérique et y demeure cinq ans. À son retour, la masse du populaire semble avoir oublié son crime. « Mais ceux qui vous aimaient le plus, dit le père Descamps, les plus honnêtes gens, pour vous le dire, y pensent toujours, et le père Descamps plus que tout le monde ! (2). »

Cela est si vrai que la veuve Copin, que l'alcoolisme a rendue folle, ayant, dans un accès de furie, tué ses deux plus jeunes enfants, Descamps, étant saoul, accuse formellement M. d'Ecaux d'être l'auteur de ce meurtre, tant il le croit capable de tout (3).

Faut-il que j'appuie d'un document authentique ce tableau auquel on pourrait peut-être reprocher d'être imaginé ?

Je rapporterai la lettre écrite et signée par un fermier et adressée par lui à un journal, dans laquelle il

(1) *Loc. cit.*, p. 109.

(2) *Loc. cit.*, p. 165.

(3) *Loc. cit.*, p. 177.

Comme bien l'on pense, il se découvre un jour que M. d'Ecaux n'a expulsé la veuve Copin que pour remplir la promesse faite au défunt. Alors tout le monde lui pardonne, tout le monde oublie les calomnies dont on l'a poursuivi et il se marie en grand triomphe avec une jeune châtelaine du voisinage.

dépeint la vie de réprouvé qui est faite à lui et aux siens, depuis qu'il a repris une ferme de *mauvais gré*, — la lettre de Fournier, fermier à Esplechin, en date du 28 décembre 1843, au rédacteur en chef de la *Gazette de Mons* (1) :

« Monsieur,

» Occupé que vous êtes à détruire l'odieux abus du *mauvais gré*, je viens vous confier une part de mes tribulations, dans l'espoir de recevoir de vous quelques bons conseils pour en finir avec mes terribles adversaires.

» Depuis que je suis entré dans ma nouvelle ferme, je n'ai plus un seul moment de repos, ni de jour, ni de nuit. Nous devons être constamment sous les armes pour repousser nos ennemis qui ne manqueraient pas de nous égorger, s'ils parvenaient à entrer dans la maison. Nous ne sortons jamais sans crainte.

» Un jour, mes filles ont essayé d'aller à l'office divin. A la sortie de la messe, leurs vêtements ont été mis en lambeaux, en présence de la foule qui les injurait loin de protéger leur faiblesse.

» Récemment, un berger vint faire paître ses moutons dans un de nos champs ensemencés. Mon fils s'en aperçut et alla le prier de partir, en lui faisant observer le tort que cela nous causait. Pour toute réponse, le berger tira un couteau et poursuivit mon fils en menaçant de l'égorger.

(1) V. la *Gazette de Mons*, 4 janvier 1844. — V. aussi la *Belgique judiciaire*, 1844, 11 janvier, col. 191.

» Il y a quelques jours, le 22 décembre, deux jeunes gens se sont rendus près de mon fils qui labourait et l'on forcé de fuir, en lui disant qu'il ne passerait pas l'hiver à Éplechin.

» Je ne sais plus que faire, Monsieur, je vois ma ruine assurée. De grâce, rendez-moi service, si vous pouvez.

» Éplechin, le 28 décembre 1843.

» F. FOURNIER. »

On le voit, c'est une mise hors la loi. C'est une peine assez semblable à celle que la loi des XII tables prononçait contre celui qui, lui aussi, manquant à la foi publique, avait déplacé une borne : « *Qui terminuin exarassit, ipsus et boveis sacrei sunt* (1) » ; c'est une sorte d'*interdit* (2) qui frappe le propriétaire, qui frappe le fermier qui ont contrevenu au *mauvais gré*, qui frappe leur famille, leurs domestiques, tout ce qui les touche.

Il est évident, par exemple, que les filles de Fournier, si cruellement houspillées devant toute la population et ne trouvant pas un défenseur, devaient bénéficier d'assez peu de sympathie près des jeunes gens d'Espelchin. Un vieil historien de la Picardie raconte, en effet, que « le déshonneur, la tâche ineffaçable qui frappait le dépointeur et les siens allait jusqu'à priver toutes

(1) Cette loi est plutôt de Numa. — V. D. Godefroy, *Corpus juris civilis*, 1628, II, XII *tabularum fragmenta*, p. 27.

(2) Lefort, *loc cit.*, p. 94.

les filles d'une maison de trouver un parti pour le mariage (1). »

De nos jours, on s'en doute, le *mauvais gré* a son influence dans les petits évènements de la *politique locale*.

Qui n'est persuadé, en effet, que c'eût été en vain, par exemple, que Fournier se serait présenté aux suffrages de ses concitoyens ?

M. Ducellier, dont les meules furent incendiées par les frères Duret, était, à cette époque, bourgmestre de Celles-lez-Pottes. — Après la condamnation des incendiaires à laquelle il contribua, « non seulement il ne fut pas réélu à la fin de son mandat, mais tous les autres membres du conseil communal qui avaient pris parti pour lui et aidé la justice de leur concours, furent remplacés par les partisans du *mauvais gré* — et le secrétaire communal et le garde-champêtre éprouvèrent tous les deux, de nombreux tourments pour la même cause (2). »

Par contre, dans un village de l'arrondissement de Lille, vers 1848, un fermier, qui pour cause de *mauvais gré*, avait usé de voies de fait envers un autre fermier et qui avait même été de ce chef condamné à une peine correctionnelle, était, à quelque temps de là, élu maire de sa commune.

(1) *Supplément à l'Essai sur l'Histoire de la Picardie*, etc. 1 vol. Londres et Abbeville, 1774, p. 178. — Baudrillart (*loc cit.*, 1881, p. 59) attribue à Deverité cet ouvrage anonyme. — Lefort, *loc cit.*, p. 94.

(2) Rapport de M. le Proc. du roi Humbert sur le *mauvais gré*, du 3 déc. 1849. (*Arch. du parquet de Tournai.*)

Lors des élections de 1895 au Conseil général, dans un canton de la même région, deux candidats étaient en présence : l'un, un fermier, avait repris une ferme de *mauvais gré*; l'autre, un propriétaire, ayant acheté une ferme quelque temps auparavant, avait donné entière satisfaction à l'occupé. Le propriétaire disait dans l'une de ses circulaires : « Mon dévouement aux » intérêts agricoles ne saurait être suspecté. Je suis » fier, en effet, d'appartenir à la grande famille des » cultivateurs de ce canton, *pour y être entré, la » main dans la main du précédent cultivateur, et » après m'être scrupuleusement conformé aux anti- » ques coutumes du pays.* » Le propriétaire fut élu. Je connais plus d'un fermier qui a voté pour lui, en haine de ce qu'avait fait son adversaire.

III

LA SOLIDARITÉ DANS LE MAUVAIS GRÉ

On a vu avec quelle énergie particulière, l'opinion publique contribue à faire respecter le *mauvais gré*.

Peut-être ne faut-il voir que l'un des modes de cette énergie dans cette « espèce de complot (1) », cette « coalition (2) », cette « ligue (3) », ce « pacte una-

(1) Fournel, *Les lois rurales de la France, rangées dans leur ordre naturel*, tome I, p. 401.

(2) Savart-Martel, disc. à la Ch. des Représentants de Belgique, *Moniteur belge*, n° 23 déc. 1843. — V. Deverneilh, *loc. cit.*, I, p. 19. — V. Lefort, *loc. cit.*, p. 109 et autorités citées.

(3) Edit du 25 mars 1724, « *Une ligue criminelle unit tous les fermiers.* »

nime (1) », unissant étroitement tous les fermiers, particulièrement ceux d'un même village, que constatent tous les documents relatifs au *mauvais gré*, et qui constitue bien vraiment l'un des traits les plus caractéristiques de notre curieuse coutume, et peut-être aussi l'un des moins explicables (2).

« Les fermiers, dit M. Saudbreuil, ont pris la devise des étudiants de la pensive Allemagne : « *Un pour tous, tous pour un !* » La solidarité est générale, l'accord est unanime (3). »

On pourrait peut-être, avec plus d'à-propos, prêter pour devise à nos paysans, le farouche cri de guerre des vilains de Normandie, révoltés à la mort du duc Richard-sans-Cœur, et qui furent plus tard (4), eux aussi, s'ils ne l'étaient déjà, des fermiers de *mauvais gré* :

.... Alium nus par serement....
.... Nos aveir et nus defendrum
Et tuit ensemble nus tenum (5)

La solidarité constitue une sanction à la fois *préventive* et *répressive*.

a) *Préventive*.

Préventive, elle retient un quiconque, si amateur soit-il, de conclure l'opération, absolument licite aux

(1) Saudbreuil, *loc. cit.*

(2) Sidney-Dean. *loc. cit.*, p. 913.

(3) Saudbreuil, *loc. cit.*

(4) Le *mauvais gré* a existé, en effet, en Normandie (V. de Fréminville, *La Pratique universelle*, etc., tome V, p. 380.)

(5) Robert Wace, *Le Roman de Rou*. C'est en 997 qu'eut lieu cette formidable prise d'armes des paysans Normands.

yeux de la loi, mais que le *mauvais gré* réproouve, parce qu'elle porte atteinte au droit prétendu par quelqu'un du pays.

Vous avez voulu hausser le fermage : votre fermier s'y est opposé ; vous lui avez donné congé : il a quitté le bien. Vous pensez louer à un autre. Eh bien ! personne ne se présentera. Vous irez trouver des fermiers chez eux, vous leur offrirez votre terre sans augmentation de rendage ; bien mieux, vous proposerez de réduire encore le fermage que payait le fermier congédié et que vous aviez trouvé trop peu élevé. Il n'importe ; personne n'acceptera. Vous offririez à un fermier d'occuper sans payer de rendage, qu'il n'accepterait pas.

Devant cette situation, que ferez-vous ?

Peut-être, songerez-vous à exploiter votre bien, vous-même ? Mais vous êtes sans doute un bourgeois de Lille ou d'ailleurs, puisqu'un fermier du pays, s'il est honnête homme, respecte le *mauvais gré* ? Vous ne pouvez raisonnablement former le projet d'aller bâtir une ferme et de cultiver vous-même. D'ailleurs, la parcelle n'en vaut peut-être pas la peine. Et puis, il ne faut pas oublier que si vous échappiez à la solidarité, le *mauvais gré* a d'autres sanctions dont il vous appliquerait peut-être d'impitoyables coups.

Mais tenteriez-vous par impossible, d'aller ainsi vous-même exploiter votre bien, vous n'échapperiez pas à la coalition. Il vous faudrait bâtir ; vous ne trouveriez pas dans le pays d'ouvriers de bâtiment. Vous auriez besoin d'instruments aratoires ; quand vous les achèteriez au

dehors, il faudrait bien quelquefois que vous les fassiez réparer : tous les jours, il arrive qu'il manque une dent à une herse, qu'on perde une vis ou une cheville, qu'il faille redresser un soc, ou aiguïser un coutre ; vous aurez des chevaux à faire ferrer ; vous aurez des bestiaux malades ; surtout, il vous faudra des domestiques. Et puis, tous les jours, n'a-t-on pas besoin du voisin, pour un cheval ou un instrument à emprunter, un coup de main à donner ?

Eh bien, vous ne trouverez rien de tout cela. Charrons et maréchaux refuseront de travailler pour vous ; s'ils y consentaient, ils pourraient fermer leur atelier ; personne dans le village ne s'adresserait plus à eux. Le vétérinaire qui franchirait le seuil de votre étable, porterait un coup mortel à sa clientèle. Le domestique qui aurait consenti à prendre du service chez vous, ne trouverait plus à se placer, quand vous le congédieriez. Le voisin qui vous viendrait en aide, partagerait la réprobation dont vous êtes l'objet (1).

Un fermier étranger que vous décideriez à reprendre votre ferme, rencontrerait la même coalition dressée contre lui.

S'il s'agit d'une simple partie de terre, peut-être trouverez-vous quelque « haricotier » habitant à une lieue ou deux du village où est située votre terre, qui consentira, moyennant fort salaire, à venir la labourer et l'ensemencer. Mais quelle récolte mettre, quand on

(1) Un fermier des environs d'Orchies, qui avait, vers 1850, repris une ferme de *mauvais gré*, devait aller à St-Amand pour trouver un charron et un maréchal, — et il ne put jamais engager un domestique du pays.

est sans fumier, sans grange, sans ouvriers? Vous ne pourrez guère que semer de la luzerne. Et quand la luzerne sera fanée, qu'en ferez-vous? Ne pensez pas à la vendre à quelqu'un du pays; personne n'en voudrait (1).

Si vous ne préférez pas la laisser pourrir en moyettes, vous devrez la donner pour presque rien à quelque marchand de fourrages, étranger au pays. Quand vous établirez le bilan de votre année, vous trouverez qu'en outre de beaucoup de tracas, vous avez subi une assez forte perte. Il n'en peut être autrement : vous avez dû payer plus cher le cultivateur qui est venu de loin et dans des conditions si fâcheuses, ensemer votre terrain; il est probable que n'étant pas homme très délicat, puisqu'il a consenti à travailler pour vous, il vous a en outre trompé sur le travail et sur le prix; une récolte de luzerne n'est rien moins que lucrative et cependant vous l'aurez encore vendue moins que son prix. Encore une fois, vous y perdrez.

Et je ne suppose pas qu'on a semé de l'ivraie dans votre semis ou qu'on a fait fouler aux pieds des bestiaux, ou détruire sous la herse, la pousse naissante : rien n'est moins impossible; mais je ne considère ici que le résultat de la solidarité.

(2) En 1895, dans un village du canton de Cysoing, toute une récolte de luzerne pourrit sur le champ, personne n'ayant voulu l'acheter.

— M. Baligand (aff. Poutre), avait pendant trois ans fait cultiver par son gendre, le champ délaissé par Poutre. Le gendre de M. Baligand, dit un document, devait venir de plus d'une lieue de Château-l'Abbaye.

V. ci-dessus *Jurisp. Cour de Douai*, année 1856, p. 136.

Ce résultat sera qu'au bout de très peu de temps d'un régime aussi décourageant, vous prendrez le parti, si vous n'êtes pas obstiné, d'aller offrir votre terre au fermier que vous avez congédié, — et qui, peut-être fier à son tour, exigera de vous, pour consentir à reprendre votre bien, une réduction de son ancien fermage, — au lieu de subir l'augmentation que vous vouliez lui imposer. Et il vous faudra tout accorder, trop heureux s'il vous paie régulièrement le fermage diminué.

Ou bien vous ne céderez pas, et quand vous serez las de faire pousser des luzernes, qui vous coûtent plus qu'elles ne vous rapportent, vous laisserez votre terre en friches. Et, de fait, il n'est pas rare aux pays de *mauvais gré*, parmi ces petits champs si soignés, couverts de récoltes superbes, de rencontrer le spectacle attristé d'un misérable coin de terre, où végète l'herbe grise, où se dressent les chardons, sol maudit que la charrue ne féconde plus, pareil au champ frappé de la foudre que les anciens n'osaient plus cultiver.

On a connu, à certaine époque, plus de cent hectares de terres laissées ainsi en friches dans le Santerre et contrées voisines (1). Il y avait de ces terres qui étaient incultes depuis 60 ans (2).

(1) G. *op. cit.*, p. 37.

(2) Ch. Louandre, *la France du Nord, la Picardie. Revue des Deux Mondes*, n° du 15 août 1873, p. 830. — C'est à Mons-en-Chaussée, le village déjà cité comme conservant encore les anciens fermages, que l'auteur signale ce fait de terres en friches depuis plus de 60 ans.

Cette situation a été affirmée par tous les auteurs ayant écrit sur le *mauvais gré*; j'en connais moi-même de nombreux exemples.

V. notamment Hoverlant, *loc cit.*, p. 378 et 379 ; « plusieurs parties

Je n'ai développé que l'hypothèse d'un conflit entre propriétaire et fermier au sujet du rendage.

Mais je dois observer que les autres prétentions qui se rapportent au *mauvais gré des fermiers*, et toutes les prétentions diverses qui constituent les autres espèces de *mauvais gré*, examinées au chapitre précédent — toutes, autant qu'elles le comportent, — bénéficient de la même protection.

Il en résulte, on le conçoit sans peine, qu'il ne se passe guère, au pays de *mauvais gré*, de vente ou de location d'immeubles par voie d'adjudication publique, sans que les amateurs aient à se demander si en portant des enchères ils n'encourront pas le *mauvais gré*, soit d'un tel, soit d'un autre, occupeur, parent, ancien propriétaire, voisin, qui sait ? Aussi, lorsqu'une vente ou une location sont publiées par annonces dans les journaux, ou par affiches, est-il ordinaire dans certaines régions — le Tournaisis, notamment — si la vente a lieu *de bon gré*, d'en faire mention dans la publication (1).

considérables de terre, sises en ce village (de Rumes), restent en friche depuis le code Napoléonien si inconséquemment loué par les hableurs françois ! ! »

(1) V. Rapp. de M. le Proc. du roi Hubert du 6 mai 1848. (*Arch. parq. Tournai.*) « De tout temps des vendeurs ont eu soin d'insérer dans les placards et les feuilles d'annonces, que leurs biens étaient mis en vente *de bon gré*, lorsqu'ils étaient ce qu'on appelle *libres d'occupation*, c'est-à-dire lorsque le locataire sortait *satisfait*, contenté »

Il n'y a guère de numéros des journaux se publiant actuellement à Tournai, où l'on ne pourrait trouver un exemple de ces annonces. En voici une, découpée dans le journal *Le Belge*, n° du 24 avril 1898 :

b) *Répressive.*

La solidarité contribue en outre à procurer le châtiment de ceux qui contreviennent aux règles du *mauvais gré*.

1. Son rôle, à ce point de vue, consiste surtout en une *conspiration de silence* qui paralyse les recherches de la justice et assure l'impunité du coupable.

Tous les auteurs qui ont écrit sur le *mauvais gré* ont mentionné ce trait(1), et il existe dans cet ordre, des faits étonnants.

En 1783, l'abbé Houssard, curé de Dompierre, avait voulu, sans indemniser le fermier, cultiver par lui-même une partie des terres dépendant de sa cure; il fut assassiné à la porte de son église; le nom du meurtrier était su de tous; il ne fut révélé par personne (2).

« On a vu, — disait en 1810, la Commission consultative de Douai sur le projet de Code rural, — dans une église, au milieu de deux cents personnes, un malheureux fermier tué d'un coup de fusil; et sa mort n'a pu

Etude du notaire Amand, à Baugnies. — Baugnies et Callenelle (co mm. du cant. de Peruwelz, arr. de Tournai.)

Commune de Callenelle. — *A vendre de bon gré*. (Suit la désignation de l'immeuble.)

V. Rapport de M. le juge de paix du canton de Celles, *Arch. parq. Tournai*.

(1) Saudbreuil, *loc. cit.* — V. notamment Lefort, *op. cit.*, pp. 92 et s. et *passim*.

(2) Dompierre, commune du canton de Chaulnes, arr. de Péronne.

V. sur ce fait, Decagny, *Hist. de Péronne*, I, 697. — Saudbreuil, *loc. cit.* — Lefort, *op. cit.*, p. 69, etc.

être vengée parce que deux cents témoins ont unanimement déposé avoir vu l'effet du coup et n'avoir aperçu ni le coupable, ni l'arme dont il s'était servi (1).

Le rapport présenté au gouverneur des Pays-Bas, le 28 août 1773, sur les résultats d'une enquête instruite quelque temps avant, à Dilbeek, village de Brabant, dans une affaire de *mauvais gré*, nous met bien en présence des difficultés insurmontables auxquelles viennent se heurter les magistrats, en ces sortes d'affaires.

M. Malo, chatelain de Dilbeek, a voulu hausser le fermage que lui rendait son fermier Walravoens, et sur le refus de celui-ci, l'a congédié. A la suite de ce fait, on a, en différentes fois, coupé et pelé plus de cent arbres et scié deux barrières dans l'une de ses avenues. M. Malo a promis 28 écus à qui lui dénoncerait le coupable. Personne n'a fait de dénonciation. M. Malo a alors informé la justice et il a lui-même désigné les personnes qui pourraient fournir au magistrat instructeur, des indications utiles. Dix-neuf témoins sont ainsi appelés devant le juge. L'un d'eux, Jan de Ridde, pressé de questions raconte qu'il a entendu au cabaret, Hendrick Vandergoten déclarer « qu'il savoit bien qui avoit pelé les arbres ». Vandergoten, interrogé à son tour, reconnaît avoir tenu le propos « mais il affirme n'avoir dit cela que

(1) Deverneilh, *Observations des commissions consultatives sur le projet de code rural*, tome 1. *Série des observations*, n° 56. — V. Lefort, *op. cit.*, pp. 69 et 208.

C'est à Villers-Guislain (canton de Marcoing, arrondissement de Cambrai) que se passa ce fait inouï. V. G., *op. cit.*, p. 27.

par manière de conversation et comme pour rire et intriguer. » Il ajoute « qu'il étoit gris quand il a parlé de la sorte. » Tous les témoins présents confirment le fait.

Un autre témoin, une femme, Johanna Genobos, déclare avoir ouï Anna de Ridde nommer les coupables, au nombre de trois, parmi lesquels Jodocus Walravoens, frère du fermier congédié. Anna de Ridde, interrogée, affirme sous serment « n'avoir jamais ni dit ni ouï dire que ces trois personnes fussent accusées ni soupçonnées comme auteurs des excès incriminés. »

Et c'est tout ce que peut obtenir le magistrat instructeur, des dix-neuf témoins entendus. « Tous, dit-il, déclarent unanimement (à l'exception de Johanna Genobos) ne savoir ni avoir aucunement appris ni ouï dire, directement ou indirectement, qui pourroit avoir commis les excès en question. » Aussi le conseiller-avocat fiscal de Brabant pense-t-il comme lui, « qu'il seroit vraisemblablement inutile de faire des recherches et frais ultérieurs, pour connoître les auteurs des excès dont s'agit (1). »

Les représentants de la police locale, maires et gardes

(1) *Archives générales du Royaume de Belgique, fonds du Conseil privé*, carton 684, 2^e farde.

Sur cette affaire, V. Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, 2 vol. in-8°, Bruxelles 1855, tome I, p. 193; — A. O., *Du mauvais gré ou Haine de cense*, Belgique judiciaire 1846, n° 9 juillet, col. 1018.

C'est cette affaire Malo qui suscita l'ordonnance de Marie-Thérèse, du 29 mars 1774, sur « les torts et excès commis par haine de cense — *by haet van pachte* », — spéciale au Brabant.

Dilbeek, commune du Brabant, à 6 kilom. environ à l'ouest de Bruxelles.

champêtres, n'apportent à la justice aucun concours utile et s'efforcent, au contraire, de dépister ses recherches.

Dans l'affaire Hovinne, de Vaulx-les-Tournay, en 1844, le bourgmestre de la commune, ne pouvant secourir autrement l'accusé, n'avait pas craint de lui délivrer un certificat constatant qu'il était depuis plusieurs années atteint d'aliénation mentale, — attestation absolument fausse, paraît-il. — A la Cour d'assises, le ministère public flétrit en des termes indignés la conduite de ce bourgmestre qu'anathématise à son tour le chroniqueur judiciaire (1).

Vers la même époque, on racontait à la tribune de la Chambre des Représentants de Belgique que « récemment » un magistrat informé d'un meurtre commis pour fait de *mauvais gré*, s'était rendu dans la commune où avait eu lieu le crime et s'était adressé au bourgmestre pour qu'il lui indiquât le logis d'un individu que la rumeur publique signalait comme étant le coupable. Le bourgmestre qui exerçait la profession de brasseur, déclara ne connaître personne de ce nom. Une 1/2 heure s'était à peine écoulée qu'un gendarme arrêta l'individu cheminant vers la France d'un pas

(1) Vaulx, comm. arr. et cant. de Tournai. — Les enfants Hovinne occupaient le moulin de Vaulx. Ce moulin fut vendu. L'acquéreur congédia les enfants Hovinne et loua le moulin à la femme Soyez, veuve Hovinne, leur tante. Ceci se passait en 1839. Dans la nuit du 31 août 1843, on tenta de faire sauter le moulin au moyen d'une caisse de poudre placée au-dessous. Eloï Hovinne fut reconnu coupable de cet attentat, et condamné à mort par la Cour d'assises du Hainaut (audiences des 3 et 4 mai 1844), V. *Gazette de Mons*, n° des 4, 5, 6 et 7 mai 1844, et *Belgique judiciaire*, 1844, n° 9 mai, col. 732.

précipité, et l'on apprit avec étonnement qu'il n'était autre que le tonnelier du bourgmestre brasseur (1) !

Ce sont des bourgmestres de village, qui ne répugnent pas à s'engager dans des compromissions si voisines de la complicité. Il ne saurait être question d'imputer des faits de ce genre aux magistrats locaux d'un ordre plus élevé. Cependant, il est à noter qu'on a souvent reproché à la magistrature des pays de *mauvais gré*, de ne pas apporter toute la rigueur suffisante à assurer le triomphe de la loi sur la coutume.

En Santerre, les ordonnances de Louis XIV et de Louis XV enlevèrent toujours aux justices ordinaires la connaissance des délits de *mauvais gré* pour la confier soit à l'intendant, soit à un commissaire spécial (2), et cette défiance à l'égard des magistrats locaux semble justifiée, si l'on en juge par la manière dont fut traité, en 1787, l'abbé de Saint-Éloi, de Noyon,

(1) Discours de M. Savart-Martel à la Chambre des Représentants, séance du 22 décembre 1843, *Moniteur Belge*, n° 23 décembre 1843.

M. Savart Martel dit encore, parlant des gardes champêtres, qu'il n'est pas rare d'en rencontrer « qui partagent quant à la haine de cense, une opinion transmise de père en fils. »

Le *Rapport de la Commission permanente au Conseil provincial du Hainaut*, en 1844, constate que plusieurs fonctionnaires et agents avaient dû être révoqués pour leur manque de fermeté vis-à-vis de l'abus (*Mém. adm. prov. Hainaut*, année 1844, p. 227).

(2) V. Lefort, *op. cit.*, pp. 48, 51, 63.

L'édit de 1679 réserve à l'Intendant le droit de connaître de la matière. Par l'arrêt du Conseil du 17 juin 1707, Louis XIV déclarait évoquer toutes les poursuites criminelles et remettait la mission de les diriger au Commissaire départi. L'arrêt du 3 novembre 1714 transporte ces affaires au présidial d'Amiens et pour l'appel au Commissaire départi. Le terrible arrêt du 24 mars 1724 maintient ce système.

dans son procès avec la communauté de Vrely, par les magistrats du baillage de Montdidier. L'abbé ayant congédié ses fermiers de Vrely, qui lui refusaient une augmentation de rendage, ne trouvait pas de nouveaux preneurs pour ses terres. L'arrêt de 1764 l'autorisait en ce cas, moyennant certaines formalités, à mettre ses terres non louées à la charge de la Communauté de Vrely. Il avait rempli les formalités prescrites ; il en justifiait et demandait condamnation contre la Communauté. La sentence de Messieurs du Bailliage, sans vergogne, niait que les formalités eussent été remplies, et, en conséquence, déboutait l'abbé et le condamnait aux dépens, « sauf à lui, ajoutait-elle malicieusement, à faire cultiver et exploiter ses terres par qui bon lui semblerait et par qui il aviserait bon être » (1).

Mais ce sont surtout les magistrats du tribunal et du parquet de Tournai, qui ont encouru autrefois ce reproche d'user d'indulgence vis-à-vis du *mauvais gré*. La *Gazette de Mons*, répondant à la lettre de Fournier, que j'ai rapportée plus haut, ne craignait pas de s'exprimer en ces termes : « Si nous ne connaissions la répugnance du parquet de Tournai à poursuivre rigoureusement les crimes de cette espèce, nous dirions : Adressez-vous aux gardiens de la loi. Mais qu'arriverait-il ? Peut-être le parquet ferait-il un semblant de poursuite. Il ferait venir ceux que tout le monde con-

(1) Lefort, *op. cit.*, pp. 69 à 72. « Cette décision montre bien que la justice ordinaire du pays, loin d'adopter les idées du gouvernement, protestait contre les mesures de répression et partageait les préjugés de la population au milieu de laquelle elle se trouvait. » (p. 72).

naît pour être les coupables ; mais, comme ceux-ci jureraient leurs grands dieux qu'ils sont plus blancs que neige, il les relâcherait aussitôt. Ils s'en retourneraient, et le soir même, les granges flamberaient... Comme première mesure répressive, nous croyons que M. le Ministre de la justice devrait donner à un autre parquet que celui de Tournai, la connaissance et l'instruction de ces délits. Qu'il en charge celui de Bruxelles ou de Mons, et le *mauvais gré* disparaîtra (1). »

A quelle cause attribuer cette disposition des magistratures locales ? Je ne puis supposer qu'elle soit le résultat de l'intimidation. Mais j'hésite à croire que ce soit par solidarité. C'est plutôt que, voyant les choses de près, elles se rendent compte que le *mauvais gré* n'est pas le complot abominable que l'on peut croire, qu'il peut généralement se réclamer de l'équité et que les actes criminels qu'on lui reproche, ont été souvent le résultat de provocations inexcusables.

2. Quelquefois, la *solidarité* procure la répression des atteintes au *mauvais gré*, par un concours plus actif que le recel des coupables : c'est elle, en effet, qui a plus d'une fois suscité, directement ou

(1) *Gazette de Mons*, n° du 4 janvier 1844. — M. Valette dans les observations présentées à l'Académie des Sciences morales et politiques à la suite du mémoire de M. Lefort sur le *droit de marché*. (*Séances et Trav. de l'Académie des Sc. morales et politiques*, tome CVII, année 1877, p. 533,) avançait aussi que le *mauvais gré* avait été encouragé dans le Hainaut par l'indifférence de la magistrature locale. — V. aussi Lefort, *op. cit.*, p. 160.

indirectement, ces vengeurs de la cause commune.

C'est ce qui se présente, par exemple, dans l'affaire des frères Duret ; ce n'était pas eux-mêmes, c'était Mat, leur voisin, qui avait été dépossédé par M. Ducellier. Si Mat s'était vengé lui-même, il n'aurait sans doute pas manqué d'être découvert ; c'est en effet, sur lui que naturellement, se sont d'abord portés les soupçons. Les frères Duret, n'ayant de commun avec Mat que la solidarité qui unit entre eux tous les fermiers de *mauvais gré*, pouvaient au contraire espérer l'impunité.

Les vengeance sont donc pratiquées souvent « par intermédiaires » comme dit un magistrat (1). Le fermier dépossédé s'arrange pour pouvoir facilement établir son *alibi*. Au moment où le crime est commis, il est au cabaret en nombreuse compagnie et c'est un autre qui met le feu aux granges ou tire un coup de fusil dans les fenêtres du *dépointeur*.

Sur la frontière, on a même assez souvent, paraît-il, usé du procédé suivant : les habitants d'un village belge, qui avaient une vengeance à exercer, en confiaient le soin à quelqu'un du village français voisin, et ce traité international comportait la réciprocité (2).

C'est encore à la solidarité pour la répression des atteintes au *mauvais gré*, que l'on peut rapporter un fait peu ordinaire, raconté par un ancien historien de

(1) Rapport de M. le juge de paix d'Antoing (*Arch. parq. Tournai*).

(2) *Rapport de la députation permanente du Hainaut*, année 1844, *loc. cit.*, p. 229. — Même rapport, année 1845, *loc. cit.*, année 1845, p. 73.

la Picardie et qui a mérité l'attention des moralistes :

« Un laboureur du Santerre ayant tué celui qui l'avait dépouillé de son *droit de marché*, et, ayant été pendu pour ce fait, la Communauté de son village s'assembla et décida que le laboureur le plus aisé épouserait sur-le-champ la veuve du condamné ; la Communauté se chargeait de lui faire un présent de noce. *Et la chose fut exécutée* », ajoute notre auteur (1).

IV

L'INTIMIDATION

On s'abstient de porter atteinte aux droits reconnus par le *mauvais gré* ; on s'abstient même quelquefois de protester contre les abus dont il est l'occasion. Quand le *mauvais gré* a suscité un acte criminel, on n'a garde de livrer le coupable ; on s'efforce, au contraire, de le soustraire à la justice.

Tous ces faits peuvent souvent s'expliquer par la *solidarité* ; à plusieurs c'est, en effet, la solidarité qui les inspire ; mais chez plus d'un aussi, ils sont le résultat de la *crainte*.

J'ai déjà fait observer combien la sécurité des personnes et des biens est moins grande à la campagne qu'en ville. Dès lors, n'a-t-on pas tout à redouter de

(1) *Supplément à l'Essai sur l'histoire de Picardie*, p. 179. — Summer-Maine, *Etudes sur l'ancien droit et la coutume primitive*, trad. fr., Paris 1884, p. 309 (à propos du « mariage obligatoire »). — Lefort, *op. cit.*, pp. 93 et 94. — Baudrillart, *loc. cit.*, année 1881, p. 59.

gens tels que les frères Duret, par exemple, lorsqu'on a eu le malheur de les indisposer.

« Il fut un temps, disait un magistrat, où pour sauver ses jours le malheureux propriétaire payait et mentait à la justice, en déniait le crime dont il avait été victime (1). »

A cet égard, la déposition de Delivant devant la Cour d'assises du Hainaut en 1842 mérite d'être citée :

Delivant, cultivateur à Haine-Saint-Paul, avait, en 1836, repris une terre occupée par Malrée, ménager, habitant le même village. Quelque temps après, deux meules lui appartenant furent incendiées. Personne ne doutait que le coupable fût Malrée. Cependant, la chambre des mises en accusation avait dû rendre un arrêt de non-lieu, faute de preuves suffisantes. Six ans après, en 1842, le ministère public, en possession de nouvelles indications, s'était décidé à poursuivre Malrée. M. le Président des assises interrogeait donc Delivant : « Dites-nous ce que vous savez de l'incendie dont vous avez été victime.

« — Il y a si longtemps, répond Delivant, si longtemps, M. le Président, que je ne me rappelle plus ; vous avez d'ailleurs ma déclaration. »

M. le Président insiste et Delivant proteste qu'il « se rappelle seulement qu'il a eu deux meules incendiées en 1836, et voilà tout. »

« — Mais, lui dit M. le Président, vous avez eu des

(1) Réquisitoire de M. Demarbaix, ministère public dans l'affaire Hovinne de Vaulx (Cour d'assises du Hainaut, 4 mai 1844). *Gazette de Mons*, 5 mai 1844.

soupçons ; ils ont porté sur telles personnes plutôt que sur telles autres. Dites sur qui vous en avez eu. »

« — Des soupçons, Monsieur le Président, ce ne sont pas des vérités », dit Delivant.

« — Vos soupçons ne tombaient-ils pas sur Malrée ? »

« — Oh ! non, Monsieur le Président. »

« — Que pensez-vous de cet homme ? » reprend M. le Président.

Et Delivant, qui ne peut pas cependant douter un instant que Malrée soit le coupable, assure qu'il « a toujours connu Malrée, pour un brave et honnête homme ! »

Le fils de Delivant et le bourgmestre de Haine-Saint-Paul déposent exactement dans le même sens (1).

Peut-être, quelqu'un leur avait-il soufflé à l'oreille la menace que Ferdinand Duret avait faite au témoin Duhamel. « Si tu as jamais le malheur de me déclarer, je te percerai le ventre avec mon couteau ! (2) »

Mais souvent la menace a des allures plus discrètes.

En général, elle n'a pas besoin d'être exprimée : « la menace plane dans l'air, » écrit un magistrat (3). Un fermier d'Obigies a eu sa ferme incendiée ; le juge de paix informe ; la première réflexion que lui présente le fermier, est celle-ci : « Je n'ai pourtant jamais fait de *mauvais gré* !... » (4)

(1) *Affaire Malrée*, Cour d'assises du Hainaut, audience du 30 mai 1842 (*Gazette de Mons*, 31 mai). — Malrée fut acquitté.

(2) *Affaire Duret*, *Gazette de Mons*, 8 mai 1844.

(3) Rapport de M. le juge de paix d'Antoing (*Arch. parq. Tournai*).

(4) Rapport de M. le juge de paix de Celles-lez-Pottes (*Arch. parq. Tournai*). — Obigies, commune, canton de Celles, arr. de Tournai.

Quelquefois on cherche à produire l'intimidation par des *voies indirectes* ; c'est ce qui se présente, par exemple, dans l'affaire de Maubray :

Les 10 hectares de terres occupés par le fermier Vico avaient été mis en vente. C'est, je l'ai dit, l'une des prétentions des fermiers de *mauvais gré*, d'être seuls à pouvoir acheter leurs terres quand elles sont mises en vente. Vico avait offert 20.000 fr. pour prix des 10 hectares. Un sieur Colin eut l'audace de porter une offre de 27,000 fr., somme pour laquelle il fut déclaré adjudicataire. Mais Colin ne tarda pas à s'intimider devant l'hostilité que cet acte avait soulevée contre lui ; non-seulement, il proposa à Vico de lui laisser les terres moyennant le fermage très modique auquel il les tenait, mais il lui offrit ensuite de lui rétrocéder son acquisition au prix coûtant. Vico prétendit ne rien déboursier au-delà des 20,000 fr. qu'il avait offerts. Comme Colin ne pouvait se résoudre à perdre ainsi plus de 7,000 francs, Vico et ses adeptes résolurent de le réduire à composition au moyen de ce qu'on a appelé la « *Terreur des terres* : »

Un autre cultivateur de Maubray, le sieur Porcelet, ayant, vers la même époque, repris une terre de *mauvais gré*, fut tué d'un coup de fusil au coin de son feu ; l'assassin l'avait ajusté à bout portant par le volet entr'ouvert. Qui avait fait le coup ? Vico ou l'un des siens, dans l'espoir d'intimider par ce moyen Colin et toute personne qui consentirait à reprendre les terres achetées malgré Vico. Ce procédé d'intimidation indirecte est, comme on l'a dit, un « exécrable

raffinement de la malice et de la scélératesse des vendeurs du *mauvais gré* (1).

Voici d'autres procédés :

Ce sont des *affiches* par lesquelles les habitants du village de Hollain, vers 1775, comminaient les châtimens les plus terribles à ceux des autres villages qui ne craindraient pas de disputer à ceux de Hollain, l'adjudication de la ferme des dîmes de cette paroisse. Ces menaces étaient, paraît-il, « affichées en différens lieux. »

I

« *Les étrangers qui auront l'audace d'enchérir au passément des dîmes auront leur maison réduite en cendres et auront à prendre garde à eux pour leur vie. La menace est rigoureuse, mais elle est juste.* »

II

« *Nous jens d'hollain, on avertit à ledains que s'y repraint aucune dîmes à hollain ou donne une paroles pour enchérir, malheurs à seluy quy ne croras point sauvoirs, car ilz seront réduis en poussière tempes ou tarres.* »

Ainsi promulgués, les décrets des « jens d'hollain » devenaient pareils à la loi que personne n'est censé

(1) Rapp. de M. le Proc. du Roi Humbert, 3 déc. 1849. *Arch. parq. de Tournai*. — *Mém. admin. de la prov. de Hainaut*. Année 1844, p. 27.

— C'est dans la soirée du 11 janvier 1844 que Porcelet fut tué ; il était père d'une nombreuse famille. — Maubray est une comm. de l'arr. de Tournai, cant. d'Antoing.

ignorer. « Malheurs à celui qui ne croras point savoirs (1). »

La menace se signifie encore par *lettre anonyme*. Ce procédé présente une grande analogie avec les « lettres de sommation », crime autrefois très répandu dans tout le nord de la France et surtout aux Pays-Bas. C'est sans doute à l'occasion de cette analogie, que le *mauvais gré* et les lettres de sommation ont été souvent rapprochés et presque confondus. Quoiqu'il y ait lieu de bien distinguer ces deux ordres de faits, il n'en est pas moins exact qu'on les rencontre coexistant aux mêmes époques et dans les mêmes régions ; et il y a sans doute là plus qu'une coïncidence (2).

Mais un procédé d'intimidation d'une étrangeté particulière, et qui mériterait à lui seul toute une étude, — une étude qui serait pleine d'intérêt, — c'est la *menace par signe*.

Il n'entre pas dans la nature froide des gens

(1) *Arch. gén. du roy. de Belgique*. Conseil privé. Carton 684. 4^e farde. Requête du conseil provincial de Tournai-Tournais au gouverneur des Pays-Bas (du 5 juillet 1781, — pièces annexées).

— Lesdain, comm., cant. d'Antoing, arr. de Tournai, voisine de Hollain.

(2) « La tactique des « sommeurs » est de faire tenir à un fermier, ou autre particulier aisé, habitant la campagne, un billet anonyme, contenant la menace d'incendier sa ferme, sa maison, s'il ne porte dans un lieu désigné, à jour et heure fixés, la somme de.... dont la quotité est déterminée dans le billet..... » V. Dieudonné, *Statistique du département du Nord*, tome III, p. 214.

Une ordonnance de Louis XIV du 6 mai 1685, motivée par de nombreux faits de ce genre, survenus dans les gouvernements de

du Nord, de faire de grandes démonstrations. S'ils ont une menace à lancer, quelquefois ils la mettront dans un mot de sens équivoque : *Je te ferai éveiller par le coq rouge*, par exemple, signifiera, — on le comprend sans peine, du reste, — menace d'incendie (1).

Mais la *menace par signe* est la perfection du genre.

Les menaces inspirées par le *mauvais gré* « se font souvent par signes, dit un député belge, par une *croix*, par une *boîte d'allumettes...* », et « l'ordre ou la condition renfermés dans ces menaces ne sont compris que trop facilement (2). »

Une *croix* plantée au coin du champ qui a été

Lille et de Cambrai, édictait le supplice de la roue, lorsqu'il n'y avait que sommation et celui du feu, lorsque l'incendie s'en était suivi.

V. aux *Arch. du dép. du Nord*, fonds de l'intendance de Hainaut. Cartons n^{os} 232, 364, 368, etc., nombreux faits de ce genre.

V. aussi aux *Arch. générales du royaume de Belgique*. Conseil privé. Notamment carton 684. Nombreuses affaires de sommation.

V. aussi ordonnance de Marie Thérèse du 19 février 1759. (*Recueil des ordonnances des Pays-Bas*, tome VIII, p. 280).

Ces faits sont aujourd'hui prévus et punis aux art. 305 et s. du code pénal (peines correctionnelles).

Aux archives générales du royaume de Belgique, *Sommeurs et mauvais gré* sont repris sous un même article, et de nombreux documents se rapportant à ces deux ordres de faits sont réunis dans un même carton, le carton 684, du fonds du Conseil privé.

Dieudonné, *loc cit.*, rapprochait ainsi ces deux sortes de délits qu'il considère comme « particuliers à son département et en quelque sorte *endémiques* à quelques-uns de ses cantons. »

(1) « Si quis minitetur alterius incendere domum dicendo (ut est in proverbio). « Rubrum gallum tuas transmittam ad ædes » aut simile tritum dictum, puniendus erit non secus quam si minas opere complisset ». Pauli Christinei, in *Leges municipales civitatis ac provinciae Mechliniensis* (Malines). 1 vol. in-f^o, Anvers, 1657, p. 160, n^o 7.

(2) Savart Martel, *loc. cit.*

enlevé à son occupez, menace de mort le nouveau fermier.

La même menace se signifie encore par un simulacre de *tombe*. Antoine Carpentier, cultivateur à Rumes, qui fut condamné, en 1849, à 8 ans de travaux forcés avec exposition, pour menaces de mort et d'incendie à son propriétaire, M. Bonnet de Froyennes, n'avait pas seulement employé la lettre anonyme pour prévenir son propriétaire des mauvais desseins qu'il nourrissait contre lui ; il avait pénétré la nuit dans le jardin de M. Bonnet et y avait creusé une fosse : une inscription qu'il avait laissée dans le voisinage indiquait que cette fosse attendait le maître du jardin (1).

Une *charge de fusil*, placée pour être vue de celui qui a à se reprocher d'avoir failli aux lois du *mauvais gré*, a pour celui-ci le même sens que la croix ou la fosse.

Pour menacer d'incendie, il y a les *allumettes*. J'ai vu une fermière toute bouleversée pour avoir remarqué aux abords de sa maison, une dizaine d'allumettes chimiques éparpillées ; elle ne doutait pas, quoi qu'elle en fût à se demander pour quelle cause, que quelqu'un lui en voulait et qu'elle serait éveillée, à peu de temps de là, au chant du *coq rouge*. Si elle avait eu loué ou acheté une terre en *mauvais gré*, elle aurait moins encore hésité à reconnaître le sens de la soi-disant menace — laquelle n'était probablement, dans le cas, que le résultat d'un accident.

(1) Affaire Carpentier, de Rumes et Riquier, de Nomain (Cour d'assises du Hainaut, 29 janvier 1849). V. *Arch. comm. de Tournai*, collection Desmazières, dossier Rumes.

Nomain, commune française, canton d'Orchies, arr. de Douai.

Autrefois, quand les toits en chaume étaient encore communs dans les campagnes et que, d'autre part, les allumettes chimiques y étaient encore rares, c'était généralement au moyen d'une *torche* plantée dans la toiture qu'on menaçait d'incendie. Un ancien document nous donne la description de l'un de ces sinistres emblèmes (1).

C'est à l'occasion de ces menaces par signes que d'anciens romanistes ont rapproché le *mauvais gré* d'un crime analogue dont il est parlé au *Digeste* (2) : le *scopélisme* qui se rencontrait, paraît-il, dans la province d'Egypte. Ce crime consistait à placer une pierre à l'angle d'un champ ; pour les gens de la contrée, cette pierre signifiait que si quelque personne avait l'audace de cultiver encore le champ qui en avait

(1) *Arch. dép. Nord*, intendance de Hainaut.

(2) *Dig.*, lib. XLVII, tit. XI, l. 9 (Ulpien : *De officio proconsulis*, lib. 9) ; V. Ant. Matthœi : *De criminibus*, 1 vol. in-4°, Anvers 1670, lib. XLVII. *Dig.* V. chap. II, p. 144 et s.) — Johannis Voet. *Commentarius ad Pandectas*, éd. de Tournes, 1788, 2 vol. in-f°, tome 2, pp. 832 à 834.

Le *scopélisme* fait l'objet de longs commentaires de Matthœus, lequel se demande notamment s'il ne faut pas voir une allusion au *scopélisme* au livre de Job, V, 23. « *Cum lapidibus agri erit fœdus tuum.* »

Certains publicistes contemporains semblent avoir confondu le *scopélisme* avec l'*incantatio* des récoltes, prévue aux XII tables, (tabula VIII, n° 7 et 8, *Enchiridion* de Giraud). « Si quelqu'un se sert d'un enchantement pour les biens de la terre, s'il attire le blé d'autrui dans un champ voisin ou bien l'empêche de croître et de mûrir, qu'il soit immolé. » V. *Magasin Pittoresque*, 1835, pp. 42 et 43. *Dictionnaire Larousse*, v° *scopélisme*.

Le *scopélisme* présente la plus grande analogie avec le *Black mail* des brigands d'Ecosse. (Sur ce sujet, V. notamment de Lavergne, l'Irlande en 1867, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1867, p. 755), ou la pratique des *routiers*, à l'époque de la Guerre de Cent Ans, d'« *ap-pactir* » selon l'expression de Froissart, les populations rurales.

été marqué, cette personne mourrait de mort violente dans les embûches de ceux qui avaient posé la pierre. Cet emblème, dit Ulpien, inspirait une terreur telle que personne n'osait plus cultiver le champ. Les gouverneurs appliquaient les châtimens les plus graves et jusqu'à la peine capitale, à l'auteur du *scopélisme*.

L'emploi de la menace par signes est à peu près le seul point commun que présentent le *scopélisme* et la *haine de cense*, il n'y a donc pas lieu de les confondre. Cependant les membres du conseil privé des Pays-Bas appliquaient volontiers à notre usage, la dénomination peu vulgaire de *scopélisme* (1).

M. Savart-Martel, à la Chambre des Représentants de Belgique, en 1843, déplorait que la législation contenue aux art. 305 à 307 de notre ancien code pénal, n'atteignît pas la menace par signe (2). Lors de la rédaction du nouveau code pénal belge, on tint compte de son observation et le nouveau code renferme, en effet, un article 329 visant les « menaces par gestes ou emblèmes (3) »

V

LES VENGEANCES DU « MAUVAIS GRÉ. »

La sanction répressive du *mauvais gré* consiste surtout dans la vengeance que tirent les adeptes de la

(1) V. ci-après, chap. III.

(2) Séance du 22 décembre 1843, *Moniteur belge*, n° du 23.

(3) Réforme du code pénal belge, loi du 8 juin 1867 (*Moniteur belge*, 9 juin 1867). — V. à ce sujet, Valette : *Observations sur le mémoire de M. Lefort, loc. cit.*, 1877, tome CVII, p. 533.

coutume de celui qui n'a pas craint d'y contrevenir.

C'est par les actes de vengeance qu'il a inspirés, que le *mauvais gré* a le plus souvent appelé sur lui l'attention des législateurs et des écrivains ; ce sont ces actes qui ont amené la plupart de ceux qui se sont occupés de notre coutume, à n'y voir qu'un principe criminel que la loi ne saurait poursuivre trop rigoureusement.

Et il faut convenir, en effet, que les délits commis à l'occasion du *mauvais gré* revêtent souvent un caractère particulièrement odieux. Rarement, ils sont le résultat de l'emportement, la brusque expansion de la fureur. Généralement, ce sont des actes comme l'incendie allumé lâchement, comme le coup de fusil tiré la nuit dans les fenêtres, comme l'ivraie semée dans les récoltes — des actes commis sans colère, froidement, délibérément. Souvent, d'ailleurs, ils sont commis par d'autres que l'offensé lui-même ; ils ont été longuement combinés, ils ne surviennent que longtemps après le fait qui les motive ; il sont exécutés avec précaution — souvent, le visage couvert d'un masque (1). On sent qu'ils sont dictés par une haine opiniâtre, impitoyable.

A la vérité, il se mêle souvent à ce sentiment comme une pensée de justice ; quand l'acte est exécuté par un autre que l'offensé, surtout quand, ainsi qu'il arrive, le vengeur est tout à fait étranger à la victime, on ne peut pas dire, en effet, que ce soit exclusivement par haine et vengeance qu'il agit.

(1) Édit du 3 novembre 1714. — V. Lefort, *op cit.*, p. 53.

Il arrive, du reste, quelquefois, que les vengeurs du *mauvais gré* semblent vouloir mettre une sorte de relation entre certaines circonstances des délits qu'ils commettent et les infractions aux lois du *mauvais gré* dont ces vengeances sont, à leurs yeux, la punition et donner ainsi à leurs actes, le sens d'une pénalité. Par exemple, le plus souvent, ce n'est pas une récolte venue sur n'importe quel champ, à laquelle ils mettront le feu, ce sera celle-là même poussée sur la terre qui a été reprise de *mauvais gré*; ce seront les chevaux qui ont labouré cette terre, dont on tranchera le jarret, la charrue qui y a servi, dont on sciera l'âge : de cette manière, le châtiment renferme comme une sentence.

J'ai déjà montré le rôle de la solidarité dans les délits de *mauvais gré*. Nombreuses fois, c'est elle qui suscite le délinquant; dans tous les cas, elle s'efforce de lui assurer l'impunité.

C'est peut-être la seule particularité (1) que pré-

(1) Cette particularité en avait autrefois entraîné une autre, — au point de vue de la responsabilité des dommages causés.

L'arrêt du 3 novembre 1714 et les édits de Louis XV qui suivirent, avaient en effet, mis les personnes et les biens des *dépointeurs* sous la sauvegarde spéciale des communautés qu'ils rendaient responsables des dommages qui surviendraient (V. Lefort, *op. cit.*, pp. 55 et 56. V. notamment : Arrêt du Conseil du 25 mars 1724, art. x).

Aux Pays-Bas, l'ordonnance du 11 avril 1752, art. 2, appliqua aussi ce système de responsabilité collective (V. *Arch. gén. Roy. Belg.* Conseil privé, Carton 684, 8^e farde). Ce ne fut que sur les instances réitérées des magistrats de Tournai et après l'avoir longtemps repoussé, que le pouvoir central consentit à appliquer ce système, qui fut d'ailleurs abandonné dans les ordonnances postérieures de 1774 et 1778).

V. le décret du 10 Vendémiaire, an iv, titre 4, art. 10 et 12. V. sur l'application du décret de Vendémiaire : *Rapport du préfet du département de Jemmapes au ministre de l'Intérieur* (an viii), dans

sentent ces délits; en effet, par leur nature, ils ne se distinguent nullement des délits de droit commun et les lois actuelles ne les poursuivent plus de rigueurs particulières (1). Il suffira donc de les passer en revue brièvement.

Ils consistent surtout en *des attentats contre les biens*.

J'ai déjà fait remarquer comme les biens de campagne sont généralement à la merci des malfaiteurs. Contre les récoltes en meules ou en moyettes et même contre les bâtiments souvent élevés à l'écart, bondés de foin et de paille, autrefois pour la plupart construits en torchis et couverts en chaume, il y a une arme surtout facile à employer, c'est la torche incendiaire. De fait, l'*incendie* est le genre de vengeance le plus usité dans les campagnes et c'est à lui que les vengeurs

les *Annales de l'Agriculture Française* du C. Tessier, tome VII de la collection, p. 45. — *Conseil général du Nord*, session de 1839, procès-verbaux des délibérations, p. 163. — *Rapport de la députation permanente au Conseil provincial du Hainaut*, année 1844. *Mémorial adm. de la prov. de Hain.*, 1844, p. 227. — Dalloz, *Jurisp. gén. Rép. Alph. v° Commune*, n° 2702; tome X, p. 391. — Il ne semble pas douteux que, même sous le régime du décret de Vendémiaire, il fallait que les dommages eussent été commis par *attroupements* pour entraîner la responsabilité de la commune. *Sic.* Cass. civ., 25 avril 1813 (D. R. v° *Commune*, n° 2662, pp. 371 et 372, note).

Aujourd'hui, sous le régime des art. 106 et suiv. de la loi du 5 avril 1884, ce point est tout à fait certain (V. notamment Dalloz, *Jurisp. gén. Suppl. du Rép. Alph. v° Commune*. — Responsabilité des communes).

(1) Les anciennes ordonnances rendues en ces matières ne sont plus en effet, applicables aujourd'hui (V. Fournel. *Les lois rurales de la France rangées dans leur ordre naturel*, I, p. 465).

du *mauvais gré* ont eu le plus souvent recours (1).

Il arrive aussi maintes fois que l'on *dévaste les récoltes*, soit en faisant passer la herse ou en traînant des pièces de bois au milieu des jeunes pousses, soit en les fauchant en vert, soit en les faisant tondre et piétiner par les bestiaux (2), soit en y semant de l'ivraie ou autres mauvaises herbes, dont le champ reste longtemps empoisonné (3). Quelquefois, c'est

(1) Ils usent « des menaches... de boutter ou faire boutter le feu édifices des censes, comme de faict il est advenu... » (Ordonn. du 28 juillet 1585). — Dieudonné, *Statistique du département du Nord*, tome III, p. 216 à 222, « Incendies par vengeance. » — « La Cour d'assises du Nord était, en 1810, saisie de dix procès sur incendies ou sommations incendiaires occasionnés par les renouvellements des baux. » Deverneilh, *loc. cit.*, I, p. 19. — De 1836 à 1842, on a relevé 43 cas d'incendies volontaires pour cause de *mauvais gré*. (Dicey, *England's case against home rule*, 2^e édit., Londres 1886, p. 93. — V. Lefort, *op. cit.*, p. 160, notes.) — « Depuis 1834, écrit-on en 1842, la ville de Chièvres est le théâtre d'incendies continuels ; il n'y a plus de sûreté pour les propriétés et c'est une terreur générale... A Chièvres, l'incendie c'est la menace habituelle... » (*Gazette de Mons*, n° 4 juin 1842, *Affaire Lécolier*. — Chièvres, chef-lieu de canton, arr. de Mons.

(2) V. ci-dessus la lettre de Fournier, fermier à Esplechin.

Pour empêcher celui qui a repris une prairie de *mauvais gré* d'en tirer profit, on a quelquefois couvert de sable cette prairie et on y a planté des piquets contre lesquels la faux vient s'ébrécher. V. Dalloz, *Jurisp. gén.*, Rép. alph., v° Commune, n° 2662. Tome X, p. 371, note.

(3) A ce sujet s'est posée une intéressante question de droit pénal, la question de savoir si le fait de jeter méchamment de l'ivraie ou autres graines nuisibles dans une terre qui vient d'être ensemencée, — ou même dans une terre qui n'a encore reçu aucune semence, — constitue le délit de *dévastation de récoltes*, prévu et puni à l'article 444 du Code pénal.

Cette question s'est présentée pour la première fois en 1838 devant le Tribunal correctionnel de Valenciennes, dans une affaire ministère public contre les époux Loire, de Noyelle-sur-Selle. Les prévenus, pour se venger d'un sieur Cartigny, avaient semé, sur un champ d'environ deux hectares appartenant à celui-ci, l'énorme quantité de cinq

aux *arbres* qu'on s'en prend ; on les dépouille de leur écorce, ou bien on leur coupe secrètement les racines,

hectolitres d'ivraie, en sorte que la récolte de blé qui fut confiée à ce champ, cette année, s'en était trouvée anéantie.

Seulement, il était à remarquer que l'ivraie avait été jetée avant que le blé fut semé. Les époux Loire invoquèrent cette circonstance pour soutenir qu'aucune récolte n'existant au moment où ils avaient commis l'acte poursuivi : ils ne pouvaient « avoir dévasté des récoltes sur pied. » « ou des plantes venues naturellement ou du fait de l'homme », et qu'ils ne se trouvaient donc pas, par suite, dans les cas prévus et punis aux articles 444 et 445 du Code pénal.

Mais le Tribunal de Valenciennes (jugement du 14 déc. 1838) décida « qu'un pareil système ne pouvait être admis, puisque le fait d'avoir répandu de l'ivraie sur une terre, est une cause incessante dont l'effet continu est évidemment de détruire les espérances du cultivateur, ce qui produit non seulement une dévastation de ses récoltes, mais encore pendant plusieurs années, une détérioration de sa propriété » et, faisant application aux prévenus des articles précités, les condamna chacun en six mois d'emprisonnement.

Les époux Loire ayant fait appel, la Cour de Douai, par arrêt du 4 janvier 1839, infirma le jugement de Valenciennes, et ne relevant, dans les faits imputés aux appelants, que la contravention prévue à l'article 479, n° 1 du Code pénal, réduisit leur peine à 15 fr. d'amende.

Le Tribunal correctionnel de Lille ayant eu, la même année (jugement du 24 décembre 1839), à se prononcer sur une affaire semblable (affaire Pierre-Auguste Sint-Quintin contre Auguste Stien), se prononça dans le même sens que la Cour de Douai.

La question fut posée à nouveau en 1856, à propos de l'affaire Poutre, de Château-l'Abbaye, — affaire dont j'ai déjà parlé.

Gros et Gambier qui avaient repris les 70 ares enlevés à Poutre, les ensemencèrent de blé et de seigle, dans la journée du 18 novembre 1855 ; dans la nuit du 22 au 23 du même mois, Poutre y sema de l'ivraie.

Poursuivi devant le tribunal correctionnel de Valenciennes, Poutre se vit faire application de l'art. 444 du c. Pénal. Le tribunal reprenait sa jurisprudence de 1838, (jugement du 23 décembre 1855). La cour de Douai, devant laquelle Poutre se pourvut en appel, maintint aussi la peine ; bien mieux, elle écarta l'application de l'art. 479, n° 1 du code pénal (dommages aux propriétés mobilières). En effet, l'arrêt de 1839 ne paraît pas facile à justifier, qui consacrait une décision contraire. (V. art. 520 du c. civil) et elle déclara expressément que

de manière à les faire périr ; il arrive aussi qu'on les scie au pied, ou s'ils sont encore jeunes, qu'on les rompe. J'ai parlé plus haut des dégâts de ce genre commis à Dilbeek vers 1774 (1). Il est encore arrivé qu'on

« le fait odieux, » imputé à Poutre, « ne pouvait, dans l'état actuel de la législation que donner lieu à des réparations civiles. » (Arrêt du 26 février 1856).

La Cour de Cassation, saisie de la question, cassa l'arrêt de Douai. (Arrêt du 18 juillet 1856). Elle décida que le jet volontaire d'ivraie ou d'autres mauvais grains dans un champ ensemencé, même depuis quelques jours seulement, constituait bien le délit de dévastation de récoltes sur pied. Les dispositions de l'art. 444 n'ont, en effet, rien de restrictif ni dans leur esprit, ni dans leurs termes ; elles ne limitent pas les caractères de l'acte qu'elles qualifient *dévastation*. Le texte apprécie si la cause d'où ce désastre doit naître est actuelle et si le fait qui constitue cette cause a été commis méchamment ; il lui importe peu que les effets devant en résulter nécessairement, soient futurs ou actuels. D'ailleurs, il ressort de la combinaison de nos lois civiles et de nos lois pénales, que les expressions *récoltes sur pied* sont employées d'ordinaire avec les expressions *récoltes détachées du sol* et constituent les deux catégories principales dans lesquelles sont rangés les fruits nés et à naître de la terre (V. art. 520, C. Civ.). L'art. 444 n'a donc pu limiter le délit au cas unique où la récolte semée serait déjà sortie du sol et se trouverait dans un état plus ou moins voisin de la maturité.

La Cour d'Amiens, devant laquelle l'affaire fut renvoyée, rendit un arrêt conforme aux principes posés par la Cour suprême. (Arrêt du 20 nov. 1856).

Dans un arrêt du 29 juin 1857, la Cour de Douai appelée encore une fois à statuer sur la question, abandonna son ancienne jurisprudence et se rallia, elle aussi, à la doctrine de la Cour suprême.

Communication de M. le Procureur de la République de Valenciennes. *Echo de la Frontière*, janvier 1856. — *Jurisprudence de la Cour d'appel de Douai*, année 1856, pp. 134 à 136 et année 1858, p. 187. — Sirey, 1856-1-694 et 695 (Rapport de M. le Conseiller Nouguiér) 1857-2-59 et 60. — *Bulletin crimin. de la C. Cass.*, année 1856, n° 253. p. 413. — Clément, *op. cit.*, pp. 291 et 292. — Lefort, *op. cit.*, pp. 161 et 162, note.

(1) V. ci-dessus, *Affaire Malo*. — V. *Arch. gén. du Royaume de Belgique*, fonds du C. privé, carton 684, 7^e farde. — Ordonnance du 29 mars 1774.

endommager les *instruments aratoires* laissés la nuit à la porte de l'enceinte des fermes, soit en enlevant des organes indispensables, soit en les faussant, ou en les mettant en pièces. On s'en est pris parfois aux bestiaux ; on a pénétré la nuit dans les écuries et les étables, pour couper d'un coup de rasoir, le jarret aux chevaux, pour égorger les vaches ; on a disposé dans l'herbe des pâtures, des épingles et des clous pointus, — parfois empoisonnés, — auxquels venaient se piquer les pauvres bêtes. Souvent aussi on a recouru au poison.

M. Ducellier essuya toute une série de destructions de ce genre, avant d'avoir ses meules de colza réduites en cendres. Dans la nuit du 4 au 5 avril 1842, une herse avait été laissée dans les champs ; les palonniers qui y étaient restés attachés en furent enlevés. Dans la nuit du 20 au 21 août, ce fut le coutre d'une charrue, fin septembre, ce fut le palonnier d'un chariot qui disparurent ainsi. Fin juillet, plusieurs vaches s'étaient trouvées malades sans qu'on pût découvrir la cause de leur mal, cinq périrent. Le 26 août, presque toutes les vaches de l'étable étaient de nouveau malades ; le vacher aperçut dans des poignées de trèfle vert déposées dans les crèches, des boules de pâte de la grosseur d'un petit œuf : cette pâte contenait de l'arsenic. Le 8 septembre, une servante trouva des boules semblables dans des navets. Les poignées de trèfle et les navets avaient dû être jetés par les trous disposés devant les crèches pour l'aération. En octobre, ce furent les moutons qui furent malades : il en périt

six ; le chaume d'avoine sur lequel ils avaient pâturé avait été empoisonné. En juin et juillet 1843, ce furent des chiens qui périrent, toujours par le poison : on trouva, en effet, dans les fossés voisins de la ferme, du pain et de la viande enduits d'arsenic. Dans la nuit du 18 au 19 août suivant, les meules flambaient... (1).

Les *attentats contre les personnes* étaient communs autrefois ; j'en ai cité plus d'un exemple. Il devait en être ainsi à une époque où il n'était pas prudent d'*aller en Flandre sans couteau* (2), et où l'on ne sortait

(1) Acte d'accusation des frères Duret. V. *Gazette de Mons*, 8 mai 1844. — V. dans Lefort, *op cit.*, pp. 49 et 50, les plaintes du sieur de Monstrelet contre les habitants de Pozière, vers 1692. — Pozière cant. d'Albert, arr. de Péronne.

(2) Sur le proverbe : « il ne faut pas aller en Flandre sans couteau. » V. *Arch. Hist. du Nord de la France*, par Aimé Leroy et Arthur Dinaux. 3^e série, tome II, p. 300, et tome III, p. 112.

Une ordonnance de Philippe II, souverain des Pays-Bas, donnée à Spa, le 22 juin 1589, touchant les homicides, renfermait la disposition suivante : « XI. *Cousteaux pointuz deffenduz au plat pais.* — Et de tant que bonne part desdicts homicides se cômectent par cousteaux que l'on dict taillepains, aians la poincte aiguë, causans souvent la mort soudaine des personnes, au grand dangier de leurs âmes ; Ordonnons qu'au plat pais, on ne pourra plus user desdicts cousteaux pointuz, mais que Iceulx soient cours et aians la poincte rompue ou faicte de telle forme qu'elle ne puisse facilement percer..... » *Arch. com. de Lille*. Registre blanc, f^o CLXXVIII.

Sur le même sujet, V. déclaration de Louis XIV du mois de juin 1669, pour le ressort du Parlement de Flandres et un arrêt de ce Parlement du 9 mars 1678. — De Ghewiet, *Institutions du droit Belgique*, tome II, p. 330.

Des documents des xvi^e et xvii^e siècles, en grand nombre, nous montrent toujours les gens des campagnes « garnis respectivement de couttel taille-pain », souvent même, au cabaret, par exemple, le « tenans nud ès mains » même lorsqu'il ne « pensent à aucune noise ou querelle ». *Arch. dép. Nord*, Ch. des Comptes, B-1887, f^o 95 r^o, B-1818, f^o 74 r^o.

jamais de chez soi sans s'être pourvu d'une « fourcque a picquotz de fer, » ou d'une « harquebuze à fusil, » ou d'une « pochette » ou d'un bâton à massue (1).

En ce siècle, grâce à l'adoucissement des mœurs, et aussi par l'effet des causes diverses qui tendent à faire disparaître le *mauvais gré*, les violences et surtout les meurtres sont devenus rares. Il serait cependant facile d'en citer plus d'un cas. S'il faut en croire un auteur il y eut de 1836 à 1842, 11 assassinats, commis pour cause de *mauvais gré* (2). A une date plus récente, j'ai cité l'affaire d'Eswars, en 1862.

Dieudonné, qui écrivait en l'an XII, parle encore des coups de couteaux comme d'un délit particulièrement commun dans notre région, « Jadis un particulier ne sortait jamais de chez lui, sans s'être muni d'un couteau pointu, nonpliant, à gaine, qu'il portait dans une poche le long de la cuisse. » *Statistique du département du Nord*, tome III, pp. 214, 222 et 223.

Cet usage remonte sans doute aux époques les plus reculées. — V. déjà le port du couteau, signalé chez les *Kerels*, paysans flamands révoltés, qui mirent à mort le duc Charles-le-Bon (en 1127). « Méchants sont les Kerels, dit un chant de guerre flamand du XIII^e siècle... *Voyez les marcher avec leur poignard zélandais qui passe de leur poche !* Ah, puisse le ciel, les maudire à jamais ! nous saurons châtier les Kerels, nous lancerons nos chevaux à travers leurs champs, nous les trainerons sur la claie, nous les pendrons ; ils ne nourrissent que de mauvais desseins !... » V. Louis de Baecker, *Chants patriotiques de la Frandre*. — Pergameni, *op. cit.*, p. 34.

(1) V. *Arch. dép. Nord*. — Ch. des Comptes, B. 1787, f^o 80 v^o. — B. 1820, f^o 43, v^o. — B. 1824, f^o 50, v^o. — Ordonnance de l'Intendant de Flandres, du 16 juin 1778, contre les bâtons à massues, *Recueil de Peterinck-Cramé*.

Ces mœurs violentes étaient surtout le résultat de l'occupation militaire et de l'extrémité où se trouvaient presque tous les jours, les pauvres gens du plat pays d'avoir à défendre leurs personnes et leurs biens contre les attaques des gens de guerre tant Français qu'Espagnols. — V. à ce sujet *Etudes sur les Registres des Chartes de l'audience, etc.*, par Mgr Dehaisnes, Lille, Danel 1863, *passim*.

(2) Dicey, *op. cit.* p. 93. — Lefort, *op. cit.*, p. 160, noté.

Voici une affaire d'incendies et d'assassinat qui date de quelques années, seulement : En 1892, un fermier de Bailleul en Tournaisis, Jules Hubaux, avait repris des terres occupées par Agathon Brunin, fermier dans le même village. Dans la nuit du 10 au 11 octobre suivant, le feu consumait une partie de la ferme Hubaux. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, nouvel incendie; presque tout ce qui restait de la ferme fut détruit.

Une instruction fut ouverte et Agathon Brunin fut arrêté; des soupçons étaient aussi portés sur son frère Charles Brunin, également fermier à Bailleul. — Le 20 décembre, Hubaux, appelé devant le juge d'instruction, s'était mis en route pour Tournai, de grand matin. Vers midi, on trouva son cadavre dans un fossé à peu de distance de chez lui : il avait été étranglé et dévalisé. Cette triple affaire, incendies et assassinat, occupa la Cour d'assises du Hainaut pendant cinq audiences (27, 28, 29, 30 juin et 1^{er} juillet 1893). Agathon Brunin, déclaré coupable d'incendie, fut condamné en vingt ans de travaux forcés. Charles Brunin, déclaré coupable du meurtre de Hubaux, fut condamné à la peine de mort (1).

Celle-ci aussi, est bien une affaire de *mauvais gré*. On reconnaît dans cette série de trois crimes, plus odieux les uns que les autres, perpétrés successive-

(1) V. les journaux de Tournai et de Mons, notamment *L'Économie* de Tournai, n^{os} 23, 25, 28 et 30 décembre 1892, 29 mars, 11 et 30 juin, 2 et 5 juillet 1893.

— Bailleul, comm. belge, arrond. de Tournai, canton de Templeuve-en-Dossemez.

ment et avec des précautions incroyables (1), cette haine froide, persévérante, impitoyable, qui caractérise les crimes de *mauvais gré* et qui fait penser aux atrocités des anciens Jacques, de ceux dont disait Froissart, qu'ils étaient « sans pitié ny mercy, ensi comme chiens enragés » (2).

(1) La Cour d'assises eut à entendre 93 témoins, tellement le ministère public eut de peine à justifier l'accusation et tellement les accusés s'étaient procuré de moyens pour mettre la justice en échec.

(2) Froissart. I, p. 413.

CHAPITRE III

DÉFINITION ET TERMINOLOGIE DU « MAUVAIS GRÉ »

Ce chapitre se divisera en deux sections.

Dans la première, je m'occuperai de la définition du *mauvais gré*.

Dans la seconde, je jetterai un coup d'œil sur la terminologie du *mauvais gré* et examinerai en passant, la question de savoir si, comme on l'a prétendu, il faut distinguer le *droit de marché* ou *mauvais gré* du Santerre, de la *haine de cense* ou *mauvais gré* de la Flandre Wallonne et du Tournaisis.

PREMIÈRE SECTION

Définition du « mauvais gré »

Il suffit, pour établir une définition du *mauvais gré*, de rassembler les éléments analysés dans les deux chapitres précédents.

J'ai montré que ces éléments étaient de deux sortes :

des *prétentions*, qui sont diverses ; une *sanction*, qui s'applique identiquement aux diverses prétentions.

S'il s'agit de définir le *mauvais gré* au sens général, *in globo*, sans faire acception des prétentions diverses qu'il met en avant, — je dirai qu'il consiste en une sorte de coutume, un véritable système législatif, existant dans certaines régions agricoles du nord de la France et de la Belgique, et tendant à assurer par des moyens qui lui sont propres, le respect de certaines prétentions qu'il proclame comme des droits, bien que la loi moderne ne les accepte pas comme tels et leur refuse sa sanction.

Mais, cantonnons-nous dans le *mauvais gré des fermiers* ou *droit de marché*.

La plupart des auteurs, relativement nombreux, qui s'en sont occupés, en ont donné une définition. Les définitions ainsi présentées peuvent se ramener à deux types :

1. Les unes ne rendent compte que de la *prétention* des fermiers ; telles sont celles qui consistent à dire que le « *droit de marché* est, pour le fermier et ses descendants, la possession à perpétuité des terres qu'il occupe aux conditions et au fermage d'un bail ; » — ou, « le droit aux baux successifs des biens qui lui ont été affermés une première fois (1) » — ou bien, « un usage abusif en vertu duquel les fermiers du Santerre se

(1) G., *op. cit.*, p. 7.

M. Lefort, *op. cit.*, pp. 1 et 2, reproduit à peu près ces définitions ; il modifie seulement un peu la première ; il dit « la détention perpé-

perpétuent dans leur jouissance contre la volonté des propriétaires et rétrocèdent leur bail, moyennant un prix qui est quelquefois du quart, du tiers et même de moitié de la valeur de l'immeuble affermé (1). »

Il faut encore rapporter à cette première catégorie la définition suivante : « un droit réel de jouissance, perpétuel, héréditaire, transmissible à titre onéreux ou gratuit et concédé par un propriétaire foncier sous la charge d'une redevance annuelle irrévocablement fixée (2). »

2. Les autres mettent surtout en avant *la sanction du mauvais gré* :

tuelle et à titre de louage des terres appartenant à autrui par un fermier et par ses descendants, moyennant l'accomplissement des clauses et conditions énoncées dans l'acte de fermage, par conséquent sans changement. »

(2) Bouthors, *op. cit.*, pp. 55 et 66.

(3) Prache, *op. cit.*, pp. 160 et 161.

Ainsi qu'on l'a fait remarquer, cette définition ne laisse pas même soupçonner que le *droit de marché* est un abus et qu'il ne peut pas se réclamer de la légalité. V. Lefort, *op. cit.*, p. 2, note 1.

M. Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, tome IV, paru en 1890, p. 437, adopte cependant cette définition.

— L'espèce de définition présentée par Brière, *op. cit.*, p. 191, « Dans une certaine partie de la France, les fermiers de biens ruraux réclament, sous le nom de *droit de marché*, des prérogatives dépassant de beaucoup celles que leur concède notre code », peut aussi être classée sous ce premier chef.

Rentre aussi dans la première catégorie la définition donnée par M. Auguste Orts (*Belgique judiciaire*, 1846, n° du 9 juillet, col. 1.015) : « On entend par ces mots : *mauvais gré*, *haine de cense*, un usage introduit en matière de baux ruraux et qui consiste en ce que le fermier sortant défend au propriétaire de louer le bien à d'autres locataires, à moins que le fermier entrant ou le propriétaire lui-même obtiennent de *bon gré*, par un sacrifice pécuniaire, le consentement au départ du fermier. »

On a dit, par exemple, que le *mauvais gré* était « la *haine* que conçoit le précédent locataire tant contre le nouveau que contre le propriétaire, parce que, par le fait de celui-ci, celui-là se trouve privé du bien qu'il tenoit » (1); — ou bien, « la *vengeance* qu'exerce ou fait exercer celui qui, occupant des terres à titre de locataire, s'en voit privé à la fin du bail, soit parce que le propriétaire veut les cultiver lui-même, soit parce qu'il veut les concéder à un tiers » (2); — ou encore « la *guerre* que font le fermier sortant et ses adhérents tant au propriétaire qu'au nouveau fermier qui ne satisfait pas à son gré le prédécesseur dans ses prétentions de fermier sortant » (3); — ou enfin « on connaît sous le nom de *mauvais gré* les *coalitions* qui existent dans plusieurs cantons du département du Nord et qui ont pour but d'empêcher que les fermes soient louées à d'autres que ceux qui les occupent » (4).

J'observe que les définitions dans lesquelles on ne

(1) Rapport du préfet du département de Jemmapes au ministre de l'intérieur, en l'an VIII. — V. *Annales de l'Agriculture française*, publiées par le C. Tessier, tome VII de la collection. p. 42.

(2) Savart-Martel à la Chambre des Représentants de Belgique. Séance du 22 déc. 1843. *Moniteur belge*, n° 23 déc. 1843.

(3) Rapport de M. le proc. du Roi Humbert, du 3 déc. 1849. (*Arch. du parquet de Tournai*.)

Le même rapport présente une autre définition peu différente : « Le *mauvais gré* est la haine que portent le fermier sortant et ses adhérents à son successeur, lorsque celui-ci le remplace contre son gré, dans tout ou partie des biens de son exploitation. »

— Rapprocher la définition reproduite ci-dessus de celle de M. le Juge de paix du canton de Celles-lez-Pottes.

(4) Conseil général du dép. du Nord, session de 1839, Recueil des procès-verbaux, p. 163.

rend compte que de la *prétention*, procèdent généralement d'auteurs qui ont considéré notre usage dans le Santerre où sa dénomination la plus usitée est celle de *droit de marché*. Ces auteurs ont eu leur attention attirée par l'appellation en quelque sorte juridique de « *droit de marché* » et ont été ainsi amenés à ne considérer dans leur définition que le *droit prétendu*. Par contre, ceux qui ont étudié notre usage dans les contrées où il porte les noms de « *mauvais gré* » et de « *haine de cense* » ont été amenés sans doute un peu par ces expressions mêmes, à mettre surtout en avant l'autre élément du *mauvais gré*, la sanction.

Tachant de tenir compte à la fois des deux éléments, *prétentions* et *sanction*, je dirai que le *mauvais gré des fermiers* ou *droit de marché* est un usage qui se rencontre dans quelques cantons agricoles de la Belgique et du nord de la France et qu'il consiste en une conception particulière du bail à ferme, — surtout avantageuse au preneur auquel elle procure la perpétuité de son occupation, — que les fermiers de ces régions, persuadés d'ailleurs de sa légitimité, parviennent à imposer à leurs propriétaires, au moyen d'une étroite solidarité entre eux et à l'occasion, par l'intimidation et la vengeance.

DEUXIÈME SECTION

Terminologie du « mauvais gré »

Cette section se divisera en deux paragraphes :

I. — Dans le premier, je rendrai compte des différentes appellations qui ont été appliquées à notre usage et des quelques autres expressions qui complètent le vocabulaire du *mauvais gré*.

II. — Dans le deuxième, j'examinerai si les différentes appellations de *mauvais gré* et de *droit de marché* ne correspondent pas, ainsi qu'on l'a prétendu, à des situations différentes, — en d'autres termes, s'il y a bien identité entre le *droit de marché* et le *mauvais gré*.

I

LE VOCABULAIRE DU « MAUVAIS GRÉ »

J'observe d'abord que c'est presque exclusivement du *mauvais gré* des fermiers que j'entends parler ici : les autres variétés de *mauvais gré* que j'ai signalées n'ont pas, en effet, de vocabulaire qui leur soit propre ; on disait des domestiques renvoyés qu'*ils portaient*, qu'*ils tenaient maugré* ; on le dit encore des personnes qui veulent acheter leur « bien de famille » mis en vente, ou qui veulent empêcher la libre adjudication de leurs biens vendus par autorité de justice, — tout comme on le dit des fermiers expulsés.

Tout au plus, y a-t-il l'appellation de *droit de famille* qui soit particulière au *mauvais gré des biens de famille* — mais dont la signification bien claire par elle-même me dispense de tout commentaire.

A

J'ai déjà dit que notre usage était désigné principalement sous les noms de *mauvais gré* et de *droit de marché*, — quelquefois, sous les noms de *haine de cense* et plus rarement de *scopélisme*, — et en flamand, par les mots *haat van pacht* et *boeren-spijt*.

Précisons le sens de ces différentes expressions et cherchons-en l'origine.

1. — « *Mauvais gré* » (1).

On dit encore *maugré* (2), *mal gré*, *mauvais gré*

(1) C'est l'expression employée notamment par Hennebert (en 1842,) *loc. cit.*, p. 335, « Le mauvais gré ». — A. Leroy et A. Dinaux, *Arch. Historiques et Littéraires du N. de la Fr. et du M. de la Belgique* (en 1842), nouv. série, tome IV, p. 466, « Le mauvais gré ». — *Agriculture Française*, par MM. les Inspecteurs (1843), p. 57, « Mauvais gré ». — A. O., *Belgique judiciaire*, 1846, n° du 9 juillet, col. 1015, « Du mauvais gré ou Haine de cense ». — Demesmay, *op. cit.*, *Arch. Agr. N. de la Fr.*, année 1856, tome IV de la coll., p. 658, « ... c'est le droit de marché ou le mauvais gré dans toute sa laideur... »

(2) *Maugré*. — V. Hécart. *Dictionnaire Rouchi-français*, Valenciennes, 1834, v° *Maugré*. — Sigart, *Glossaire étymologique montois*, Bruxelles et Leipzig, 1866, v° *Maugré*. — Vermesse, *Dictionnaire du patois de la Flandre Wallonne*, Douai, 1867, v° *Mau*.

Il y a un village de l'arrondissement de Valenciennes qui a nom *Verchain-Maugré*. On dit dans la région que les habitants de Verchain ont mérité de voir adjoindre le nom de Maugré à celui de leur village à cause de la rigueur particulière avec laquelle ils pratiquaient jadis le *mauvais gré*. Quoique la commune de Verchain ne soit pas comprise dans l'une des régions que je considère comme *foyers de mauvais gré* (V. ci-après, Appendice I), le *mauvais gré* dut cependant

agraire (1).

Ces expressions, celle de *mauvais gré* surtout, sont employées dans toute la région où se pratique notre usage, donc aussi bien dans le Santerre, où on les rencontre concurremment avec celle de *droit de marché*, que dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis, où elles sont beaucoup plus usitées aujourd'hui que celle de *haine de cense*, employée aussi surtout autrefois dans ces contrées (2).

y être pratiqué autrefois, puisqu'il existait à Bermerain, village distant d'une lieue (affaire des frères Gossuin, de Bermerain, en 1752. *Arch. dép. Nord*, fonds de l'Intendance de Hainaut, carton 232); ce qui ne doit laisser aucun doute à cet égard, c'est la violence extrême avec laquelle les gens de Verchain, en juillet 1789, vinrent, au nombre de 300, armés de fusils et de baïonnettes, assaillir l'abbaye de Vicoigne, pour se faire rembourser les frais d'un procès qu'ils avaient perdu. (Jugement prévotal du 31 juillet 1789 condamnant deux d'entre eux à être pendus et exposés. *Arch. dép. Nord*, Intend. de Hainaut, carton 588. V. aussi, A. Pelé, *Saint-Amand aux derniers jours de la Monarchie*, 2^e édit., Saint-Amand, 1889, p. 47). — Mais, il paraît que Maugré est le nom d'une agglomération, d'un hameau faisant actuellement partie de la commune de Verchain et qui y a été réuni à une date relativement récente. V. *Statistique archéologique du département du Nord*.

— On dit encore *Malgré*, v. Hécart, *loc. cit.*; Sigart, *loc. cit.*; Vermesse, *loc. cit.*

(1) « *Mauvais gré agraire*. » Dénomination employée dans la plupart des documents du parquet de Tournai.

(2) « Les mots de *droit de marché* et de *mauvais gré* retentissent encore dans les tribunaux picards. » Baudrillart, *loc. cit.* 1881. T. CXV. pp. 55 et 56.

Quoiqu'on ne la rencontre guère dans les documents antérieurs à 1840, l'expression *mauvais gré* était certainement usitée autrefois. V. notamment un document de 1781, qui s'exprime ainsi : « ... l'opinion que l'on a du *mauvais gré*, que sauroient les locataires, si on les privoit des terres qu'ils occupent, influe très souvent au préjudice des propriétaires... » Requête du conseil provincial de Tournay-Tournésis à Joseph II du 3 sept. 1781. *Arch. gén. du Roy de Belgique*. Cons. priv. cart. 684.

Ces expressions servent à désigner l'usage lui-même : elles sont alors précédées de l'article *le*, on dit : « *le mauvais gré* », « *le maugré* ».

Mais elles sont en outre souvent employées dans les locutions suivantes : « porter, tenir maugré » ou « mauvais gré » —, faire du « mauvais gré » —, « prendre une terre en maugré (1) » —, « reprendre une terre de mauvais gré », — « acheter une terre malgré (2) », — « donner une terre en maugré », — « vendre de mauvais gré », — « il y a du malgré » ou du « maugré (3) », — « sortir de mauvais gré », — « quitter par maugré », etc.

Le sens de ces locutions me paraît de soi assez clair : par exemple, si le propriétaire *donne* (à bail) sa ferme ou sa terre à quelqu'un qui consent à la *reprendre* sans avoir obtenu le *bon gré* de l'occupé, « il y a du maugré », le fermier expulsé « sort de mauvais gré », « quitte par maugré » et en garde rancune, « tient, porte maugré », « fait du mauvais gré ».

Au « mauvais gré » s'oppose tout naturellement le *bon gré* (4) l'assentiment de l'occupé. Et ce rapprochement, aussi bien que les locutions rapportées ci-dessus, nous montre péremptoirement qu'il ne faut pas chercher l'origine de l'expression *mauvais gré* ailleurs que dans le mot « gré » dérivé de *gratus*, — d'où

(1) et (2) Hécart, *loc. cit.*

(2) Aff. Duret, déjà citée.

(3) Rapport de M. le Proc. Humbert. — Sigart, *loc. cit.*

(4) « Prix du *bon gré* » Rapp. Humbert précité. — « A vendre de *bon gré* ». *Affiches et annonces de Tournai*. — « Obtenir votre *bon gré* ». Hennebert, *loc. cit.*, p. 336.

viennent les mots : *gréer* (rencontré si souvent dans les anciens textes (1) *agréer*, *maugréer*. etc. (2)

2. — « *Droit de marché.* »

Cette expression a une signification complexe : elle désigne tantôt le droit au bail prétendu par le fermier, tantôt la somme qu'il a payée en prenant possession de la terre affermée (en ce sens, elle a pour synonymes *intrade* et *chapeau*) et tantôt le droit d'exiger le remboursement de cette somme (3). (on dit encore en ce sens, *contentement*, *chapeau*).

L'expression *droit de marché* n'est guère usitée qu'en Santerre (4).

On nomme *terre à marché* ou simplement *marché*,

(1) « Gréer, loer. » V. notamment Mgr Hautcœur. *Cartulaire de l'abbaye de Flines* ; *Cartulaire de Saint-Pierre de Lille*, et de Coussemaker, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, passim, notamment : « ...avons gréé, loé, accordé, consenti et approuvé, gréons, loons, etc. » Accord de l'abbesse de Flines avec Jean de Mortagne du 1^{er} octobre 1348 (*Cart. Fl.*, n° DXXXI, p. 608). — « ... De son bon gret et libérale volonté ». Acte du 23 fév. 1496 (*Cartul. de l'abbaye de Cysoing*, éd. de Coussemaker, p. 502).

(2) Il serait simplement plaisant de rattacher *gré* à *gewere*, le nom donné au droit du preneur sur sa tenure, dans les anciens baux perpétuels usités en Allemagne. (V. Garsonnet, *loc. cit.*, pp. 431 et 432).

(3) V. Lefort, *op. cit.*, p. 3. — Husson cité par Troplong, *op. cit.*, I, p. XLVJ.

(4) V. cependant *Demesmay*, *loc. cit.*, 1857, p. 59, faisant une communication sur le *mauvais gré* dans l'arrondissement de Lille, lui donne pour titre : *Du droit de marché ou chapeau*.

— Dans le patois du Santerre on dit : « *drot d' marchi* ».

Tous les nève ans, nous somm's poutant m'nachi
Avu nou terre ed'perde ech'drot d' marchi !
Crinon, *op. cit.*, p. 23.

le bien qui est soumis au *droit de marché* (1). On oppose en ce sens *marché* à « héritage » ou à « fonds » qui se disent des *terres libres*, des biens possédés par celui qui les fait valoir. L'usage de nommer *marché* la terre louée vient de ce qu'on donnait souvent cette dénomination à la convention de bail à ferme (2).

Dès lors, on se rend aisément compte de l'origine de l'expression *droit de marché*; cette expression désigne

(1) V. Prache, *loc. cit.*, p. 190. « Le « *marché* », Dezaleux, à Martinsart ». — V. Lefort, *op. cit.*, p. 2,

« D'terre à marchi pourquoi s'imbernater ? »

Crinon, *op. cit.*, *L'ambition*, p. 76. On peut traduire « s'imbernater » par « s'embarbouiller. » — Le mot de Crinon a un sens spécial.

Beaumanoir en décidant que les propriétaires qui ont donné leur terre à bail ne peuvent la reprendre sous de faux prétextes, dit qu'« autrement perdroient souvent li povre et li estranges les bons *marciés* qu'ils prennent à louaige » : cité par Doniol. *Hist. des classes rurales en France*, p. 238.

V. Baudrillart, *loc. cit.*, 1880, cxiv, p. 711.

(2) Sur le mot « *marché*, » pris au sens de bail à ferme, V. de Coussemaker, *Cartulaire de l'Abbaye de Cysoing*, p. 562, « Marchiet. »

V. surtout aux *Arch. dép. Nord* (fonds du chap. de Saint-Géry, de Cambrai), *Cartulaires et Registres de baux* : — V. notamment, *Cartul.*, n° 229 : nouveau bail par le Chapitre à un fermier, de janvier 1552, « Domini mei *Recensarunt* Jacobo Gobet censitori, *suos mercatus*, pro novem annis » (f° 7, r°). — V. dans un bail du 19 janvier 1553 (même registre. f° 9, r°) : « ... *mercato* promissa observare promisit idem censor sub pœna C solidorum ; » — Bail de janvier 1570 (f° 7, r°) : « Domini censarunt, terras arabiles, sitas in territorio de fressies » ; plus loin, on parle de « *mercatus* terrarum de fressies » et on relève une « *error in anno inchoationis mercatus.* »

Comme on le voit, ces textes donnent les mots *mercatum-i* et *mercatus-üs*, avec les deux sens de bail et de bien loué. *Mercatum*, *mercatus* se rattachent à *merx* (marchandise). Il me semble qu'il ne saurait être question de rattacher *marché* à *marcha*. (V. cependant G., *op. cit.*, p. 7, et Prache, *op. cit.*, pp. 190 et 191). Ce dernier auteur invoque Ducange, v° *Marcha* « ... interdum pro modo agri vel pro territorio... » Ce rapprochement n'est pas justifié. (V. Lefort, *op. cit.*, p. 2, note 2).

le droit qu'on prétend avoir sur son *marché*, marché étant pris au sens de *terre louée*, — ou qu'on prétend tenir de son *marché*, marché étant pris au sens de *bail à ferme* (1).

3. — « *Haine de cense* » (2).

Cette expression semble particulière au Tournaisis : je ne l'ai rencontrée que dans des documents relatifs à cette contrée. Par contre, elle y est, elle y était surtout autrefois, presque exclusivement employée. L'expression « *Haine de cense* » a deux significations : elle désigne l'usage considéré en général, et elle est alors synonyme de *mauvais gré* (3) ; elle s'emploie en outre pour désigner un cas particulier de *mauvais gré* et sous cette signification, on la rencontre fréquemment au pluriel (4).

(1) Il ne résulte nullement de cette explication de l'expression *droit de marché* que le prétendu droit auquel elle s'applique a tiré son origine d'une convention intervenue jadis entre propriétaire et fermier. (A. Brière, *op. cit.*, pp. 196 et 197, et Lefort, *op. cit.*, p. 3.)

(2) « *Haine de cense* » supplique du magistrat de Tournai du 11 janv. 1752, (*Arch. gén. du Roy de Belg.*) *loc. cit.*. — On a dit encore quelquefois « *Haine de ferme* » requête du sieur Malo de Dilbeek en 1774. (*Arch. gén. du Roy de Belg.*), *loc. cit.*

(3) « Du *mauvais gré* ou *haine de cense* » A. O. Belg. jud. déjà cité. — « Il y a *haine de cense*.... » Hennebert, *loc. cit.*, p. 336. — « Edit de l'Impératrice Douairière et Reine tendant à faire cesser le *Crime de haine de cense* » (Edit de Marie-Thérèse, de 1778). — « Ce crime est connu dans le pays sous le nom de *haine de cense*. » Rapport du préfet de Jemmapes, *loc. cit.*

(4) « Les *haines de cense* sont aujourd'hui portées à un tel excès... » ; « rien ne sçauroit arrester plus sûrement les *haines de cense*... » ; « les maux de toute espèce que les *haines de cense* procurent... » Avis des Etats de Tournai, 1752 (*Arch. gén. du Roy de Belgique*. Cons. priv., carton 684, viii^e farde).

Si l'on sait que le mot « *cense* » dans le langage du nord de la France et de la Belgique, est synonyme du mot français « *ferme* » (1), on s'explique facilement l'origine de l'expression « *Haine de cense* » : la haine de cense est le ressentiment qu'on éprouve au sujet de la « *cense* » (bâtiment de ferme) dont on est expulsé, ou bien au sujet de la « *cense* » (bail à ferme) que le propriétaire n'a pas voulu renouveler.

Haine est un vieux mot wallon (2).

4. — « *Scopélisme* » (3).

Cette dénomination du *mauvais gré* eut quelquefois cours parmi les magistrats des Pays-Bas qui se piquaient d'érudition (4).

J'ai déjà fait allusion à la circonstance qui la fit

(1) La synonymie s'étend aux significations principales du mot *ferme*, à savoir :

a) Bâtiments à usage d'exploitation agricole. — V. à ce sujet, abbé Lemire. *L'habitat de la Flandre Française*, loc. cit.: *cense* dans le pays wallon ; *hofstede* dans le pays flammingant. « On vivait heureux et libre dans les *cinse*s à *brouettes*, » abbé Lemire, cité *Revue du Nord*, 1893, II^e semestre, p. 332.

b). Louage, bail à *ferme*, ou plus exactement l'objet de ce contrat. (en flamand, *pacht* d'où *pacht-goed*, bien affermé). — V. Denisart, loc. cit., v^o, Ferme, tome II, p. 415; — Merlin, *Rép. de jurispr.*, v^o Cens, tome II, p. 493; — Garsonnet, loc. cit., p. 424, note 2. — Déjà les anciens usages d'Artois disaient : « Uns hom fu qui prist une cense... » V. Adrien Maillart. *Coutumes générales d'Artois*, Paris, 1739, p. 27,

(2) V. Littré, Dictionnaire, *hoc verbo*.

(3) On a encore écrit incorrectement : *schopélisme*; — « le *schopélisme* ou *haine de ferme* », requête de Malo, 1774 (*Arch. gén. Roy. Belg.*, loc. cit.) et *scopulisme*. Rapport de M. le Conseiller de Limpens au Conseil privé, 20 août 1781. (*Arch. gén. Roy. Belg.*, loc. cit.)

(4) « Le crime de haine de cense, crime *plus connu* sous le nom de *scopulisme*. » M. de Limpens, loc. cit.

appliquer au *mauvais gré*. Le *scopélisme* était un procédé d'intimidation par signe, usité dans la province romaine d'Égypte : il consistait à placer une pierre (1) dans un champ ; quiconque à l'avenir cultivait ce champ, s'exposait à périr dans les embûches de celui qui avait placé la pierre (2).

Ce genre de menace par signe et surtout la fin à laquelle tendait cette menace, l'abandon forcé d'une terre cultivée, avaient donné à Antoine Matthieu et après lui à Jean Voet, matière à rapprochement entre le crime *extraordinaire* signalé par Ulpien dans la province d'Égypte et la pratique coupable des Pays-Bas (3).

C'est de la lecture de ces auteurs que nos magistrats tirèrent l'appellation de *scopélisme* qui n'a d'ailleurs jamais été populaire.

5. — «*Haat van pacht*» et «*boeren-spijt*».

Je mentionne seulement pour mémoire, les dénominations appliquées en flamand au *mauvais gré*.

(1) Σκοπέλος d'où son nom de σκοπελισμὸν, — *id est lapidum positio* — et le verbe σκοπελιζειν.

(2) L. 9. Dig. De *extraordinariis criminibus* (lib. XLVII, tit. XI).

(3) On a quelquefois nommé le *mauvais gré* « *droit de santerre* » (*Interméd. des cherch.*, n° 10 mars 1867, tome IV, col. 134; 10 avril 1866, tome IV. col. 187). C'est évidemment par erreur : on a voulu dire le *droit de marché en Santerre*, la coutume du Santerre (même publication, 1867, tome IV, col. 278).

Voici une erreur semblable, d'autant plus plaisante qu'elle est commise par MM. les inspecteurs de l'agriculture. « Cet abus enraciné dans les environs de Péronne dans la localité désignée *sous le nom expressif de sans terre* !... » *Agriculture française*, par MM. les inspecteurs, — dép. du Nord, 1843, p. 47.

La première est la traduction littérale de *haine de cense*. On la rencontre notamment dans l'ordonnance de Marie-Thérèse en date du 29 mars 1774, spéciale au Brabant — et dans la traduction en langue flamande pour les pays flamingants, de l'ordonnance générale du 29 août 1778 (1).

La seconde est usitée particulièrement dans les quelques communes de la Flandre maritime (pays flamingant), où l'on connaît le *mauvais gré* ; sa signification littérale est *dépit, rancune des paysans* (2).

B

Il ne me reste guère qu'à rendre compte des mots *chapeau* et *intrade*.

1. « *Chapeau* » (3).

Dans le vocabulaire du *mauvais gré*, le mot *chapeau* désigne d'une manière générale le prix, la valeur du *droit de marché*, du droit complexe que le fermier prétend sur la terre qu'il tient à bail. On l'emploie en ce sens pour désigner soit le *prix de la constitution* du *droit de marché* par le proprié-

(1) Ant. Matthieu, *loc cit.* — J. Voet, *loc cit.*

(2) Ordonnance 29 mars 1774. « Excessen geschiedende... *bij haet van pachte* (ancienne orthographe). » Excès commis *par haine de cense*. — « Men... *in haet van pachte* sonde beschaedigt hebben 25 groote Boomen... » : on aurait *en haine de cense* endommagé 25 grands arbres. — Ordonnance 29 août 1778. « Om te doen cesseren de misdaeden die begaen worden *uyt haet van pacht* » : pour faire cesser les délits qui se commettent *par haine de cense*.

(3) V. notamment : Rapport de M. le Proc. du Roi Humbert, du 6 mai 1848 (*Arch. parq. de Tournai*) ; — Hennebert, *loc. cit.*, p. 336 ; — *Guide Cloquet*, p. 351.

taire sur une terre *libre* à l'occasion d'un premier bail, — soit le *prix de la transmission du droit de marché* par un fermier à un autre fermier, le prix du *déport*, — soit le *montant de l'estimation* qui est faite d'un *droit de marché*, entre héritiers, à l'occasion d'un partage.

Le mot *chapeau* a encore une autre signification, toutefois assez voisine de celle-ci. On l'emploie quelquefois pour désigner la valeur des *graisses et amendices* à payer au fermier sortant (1). J'ai observé précédemment que la valeur des *graisses et amendices* n'est que l'un des deux éléments du *chapeau*, qu'il n'est même qu'un élément éventuel, que l'élément essentiel c'est le prix du *bon gré* ; — et tel est, en effet, le régime intégral du *mauvais gré*.

Mais, par suite de la décadence où tombe notre usage, par suite de la culture que l'on fait toujours plus intensive, il arrive que le prix du *bon gré* a de moins en moins d'importance et que la valeur des *graisses et amendices* en prend, au contraire, de plus en plus. Le terme final de cette évolution doit être l'élimination du premier élément : le *chapeau* doit en venir à n'être plus que la représentation des engrais laissés en terre par le fermier sortant.

Dans les localités avoisinant Lille, où le *mauvais gré* n'a jamais été aussi vigoureux qu'en plein *plat pays*, et où, par contre, la culture a toujours été encore plus intensive, cette évolution est terminée depuis longtemps. Les fermiers y stipulent donc expressément de

(1) Aug. Potié. *Origine du droit aux engrais et arrière-engrais*, etc., loc. cit.

leurs propriétaires, aux termes de leurs baux, le droit d'être indemnisés en cas de congé, des fumures et arrière-fumures restant en terre; et ils appliquent, en effet, à ce droit, la dénomination de *droit de chapeau* et nomment *terres à chapeau* les terres qui en jouissent (1). Ainsi s'explique que le mot *chapeau* soit quelquefois pris comme synonyme de droit aux graisses et amendices.

Mais je ne connais pas — du moins en Flandre Wallonne et en Tournaisis, — d'autre acception du mot *chapeau*, relative au *mauvais gré*; en particulier, il ne me semble pas exact que l'on prenne quelquefois ce mot pour synonyme de *pot-de-vin* (2).

Il serait curieux d'établir l'origine du mot *chapeau*, employé pour désigner le prix du *droit de marché*. Un magistrat, qui s'est posé la question, la résout de la manière suivante : « Le *chapeau* se paie au locataire

(1) A. Potié, *loc. cit.*, p. 204.

De l'expression *terre à chapeau*, on peut rapprocher celle de *terre à maître*. Cette dernière est employée dans les cantons où le *mauvais gré* est encore en vigueur, pour désigner les terres appartenant à des propriétaires étrangers et tenues en location, par suite les terres sur lesquelles on fait du *mauvais gré*... *Maître* est souvent pris, dans le langage de nos contrées, au sens de propriétaire-bailleur. (V. par exemple Gachard, *Etats généraux de 1600*, p. 741 : « ... les censiers ... rendroient à leurs *maîtres* beaucoup plus, voire volontiers le double de ce qu'ils rendent pour leurs censes.... » (Conditions des députés du Tournaisis, 14-31 octobre 1600).

(2) « *Pot-de-vin* ou *chapeau*, » dit M. Lefort, *op. cit.*, p. 97. — Vers Cassel (arr. d'Hazebrouck), avant la crise agricole, les propriétaires se faisaient souvent payer, à chaque renouvellement de bail, une redevance supplémentaire qu'on nommait en flamand *hoofd-kleed* (*chapeau* : littéralement vêtement de tête).

sortant comme le *pot-de-vin* au propriétaire ; comme cette dernière prestation se paie en quelque sorte en sus du fermage et par surcroît, de manière à permettre au propriétaire une dépense somptuaire, telle que l'achat d'une pièce de vin, d'où le nom de *pot-de-vin*, le *chapeau* se paie aussi au fermier sortant, en sus de ses impenses et, sous certains rapports, également par surcroît : ce qui lui permet aussi quelque dépense extraordinaire, comme l'achat pour lui et les siens de quelques pièces d'habillement ou de toilette, — ce qu'exprime la locution vulgaire de *chapeau* » (1).

Cette explication ne me paraît guère plausible ; mais il me faut avouer que je ne suis pas parvenu à en trouver une autre qui me satisfît pleinement (2).

(1) Rapport de M. le proc. du Roi Humbert, du 6 mai 1848. (*Arch. parq. Tournai.*)

(2) J'ai rencontré quelques documents dans lesquels il était question de *chapels de roses* ou d'autres fleurs que certains magistrats portaient à de certains jours ; il arrivait quelquefois que quelqu'un fut chargé de fournir ce *chapel*, à titre de *cens* ou de *rente*.

Ainsi, le mayeur de Péronne (en Santerre) recevait, le jour de la Jean-Baptiste, à l'instant où il était élu, un « *chappeau de roses vermeilles* », et, par un acte du 20 juin 1415 (*Arch. de Péronne*), Jehan de Hardinchem s'était engagé, pour lui et ses hoirs, à fournir ce *chappeau* à titre de « *loyal cens ou rente* » : le *chappeau* devait être livré « le jour de la Saint-Jean-Baptiste, en dedans huit heures du matin ». H. Dusevel, *1^{re} Lettre sur l'histoire de Péronne*, etc. ; *La Picardie*, 1869, tome XV, p. 52.

On payait aux échevins de Montreuil-sur-Mer, en 1686, pareil *chapeau* ou couronne de roses ou d'autres fleurs. — V. Charpentier, *Censives dues à l'Hôtel-de-Ville de Montreuil-sur-Mer* ; Le Cabinet historique de l'Artois et de la Picardie, années 1890-1891, tome V, p. 103.

Philippe de Hurgès, dans ses *Mémoires d'Eschevin de Tournay* (années 1609 et 1610), raconte ; « le samedi 18 juillet (1609), nos sergents donnèrent, selon la coutume, à chacun de nous, un *ceston ou*

2. «*Intrade*» (1).

Le mot *intrade* n'est usité qu'en Picardie.

Ce mot revêt deux significations bien *distinctes* :

a) Il y a l'*intrade*, prix de la *constitution* du *droit de marché* ; cette *intrade* s'élève à la même somme que le prix du *droit de marché* ; elle est touchée par le propriétaire, à l'occasion d'un premier bail d'une terre libre jusque-là ; elle n'est donc perçue qu'une fois.

Le mot *intrade* pris en ce sens a pour synonyme *chapeau* ; on pourrait nommer cette sorte d'*intrade* : *intrade-chapeau*.

b) L'autre sorte d'*intrade* pourrait s'appeler *intrade-mutation*. C'est la redevance payée au propriétaire à chaque changement de fermier. J'ai indiqué que le taux de cette redevance était très variable, notamment qu'il

chapeau de giroflez, roses et autres fleurs qui signifioit le commandement des vacances dès ce jour... sans que pour cela nous leur soyons obligez de quelque récompense ». — V. *op. cit.*, éd. Hennebert, Bruxelles, 1855, p. 61, et note de Hennebert sur *chapeau, chapelet, chapel* ; — V. encore *eod. op.*, pp. 60 et 75.

Peut-être, pourrait-on rapporter notre dénomination à l'usage qui était fait, paraît-il, d'un *chapeau* comme symbole, dans le cérémonial de la vente d'une ferme, rapporté par Michelet, *Origines du Droit français cherché dans les symboles*, etc., Paris, 1837, pp. 185 et 186 ; V. aussi pp. 135 et 136.

Dans la *tenure en échevinage*, le nouveau bourgeois, acquéreur d'un *bourgage*, devait, en prêtant serment au seigneur, acquitter quatre deniers pour les *gants*. V. Lefort, *Hist. loc. perp.*, p. 282. Peut-être, un nouveau tenancier devait-il, dans des circonstances analogues, acquitter semblable redevance pour droit de *chapeau* ?

(1) J'ai donné précédemment les synonymes très-nombreux du mot *intrade* ; quant à son origine, il est évident qu'elle vient du mot *entrer*. L'*intrade* est le « droit que paie le fermier lors d'un premier bail, pour entrer en jouissance de la terre qu'on lui loue. » Corblet, *Glossaire du patois Picard*. v° *intrade*, p. 451.

était plus ou moins élevé selon que l'ancien et le nouveau fermier avaient ensemble des liens de parenté et que ces liens étaient plus ou moins étroits.

Pour être complet, autant que possible, je consacrerai encore quelques lignes aux mots *depointer*, *deport* et *contenter*.

J'ai déjà signalé le sens de ces expressions au point de vue du *mauvais gré*.

Quand la cession du droit du fermier a lieu de *bon gré*, c'est-à-dire d'un commun accord, en toute liberté, on dit du cédant qu'il se *déporte*. *Déport* est le nom de la transaction considérée au point de vue du fermier sortant ; — on dit du cessionnaire, du fermier entrant qui consent à payer le *chapeau* au sortant, qu'il le *contente*, qu'il lui fait son *contentement*. Quand, au contraire, le fermier sortant est expulsé contre son gré, celui, propriétaire ou nouveau fermier, qui lui reprend sa terre ou sa ferme dans ces conditions, le *dépointe*, c'est un *dépointeux*.

Les deux premières expressions, *déport* et *contenter*, sont surtout usitées dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis ; leur signification n'a rien de spécial au *mauvais gré* et n'appelle aucune explication.

Les mots *depointer* et *dépointeux* n'ont guère cours qu'en Picardie, — au moins avec leur sens spécial relatif au *mauvais gré*. Mais on les rencontrait souvent dans le vieux français et il ne saurait être, assurément, question de les faire dériver de l'anglais (1).

(1) V. La Curne de Sainte-Palaye, *Dictionnaire historique de l'ancien langage français*, etc. Réédition récente, tome V, paru

II

« MAUVAIS GRÉ » ET « DROIT DE MARCHÉ »

J'ai dit que l'expression « *mauvais gré* » était employée aussi bien en Santerre qu'en Flandre Wallonne et en Tournaisis, mais que par contre, l'expression « *droit de marché* » ne se rencontrait guère qu'en Santerre.

J'ai présenté ces deux expressions comme synonymes; elles servent, en effet, l'une et l'autre à désigner notre usage. Peut-être est-il exact que l'expression « *mauvais gré* » évoque plutôt l'idée des « coutumes vindicatives contre le propriétaire réfractaire (1), » c'est-à-dire de la *sanction* des droits prétendus par les fermiers; — et que « *droit de marché* » fait plutôt penser à ces prétendus droits eux-mêmes, aux *prétentions* qui sont l'autre élément que j'ai distingué dans notre usage.

J'ai, en effet, observé en ce sens, que les définitions émanées d'auteurs qui employaient l'expression « *mauvais gré* » mettaient surtout en avant la *sanction*, et que celles données par les auteurs qui employaient

en 1878. v°. *dépointer* (nombreux exemples et nombreuses variantes).

C'est un ancien mémoire, déposé aux archives de la Somme, qui rattachait *dépointer* à un mot anglais, sans doute emprunté au vieux français. MM. Sautbreuil, *loc cit.*, et Lefort, *Hist. Loc. perp.*, p. 256, note 1, avaient reproduit cette opinion. M. Viollet (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1875, p. 159), la rectifia.

V. Lefort, *Le droit de marché*, p. 102, note 1, et Corblet, *op. cit.* v° *dépointer*, p. 366.

(1) Baudrillart, *loc. cit.*, année 1881, t. CXV, p. 56, note 2.

l'expression « *droit de marché*, » ne visaient ordinairement que les *prétentions*. Mais, sous le bénéfice de cette observation, je crois pouvoir maintenir ma proposition qu'il y a synonymie à peu près parfaite entre les deux expressions.

Tel n'est cependant pas l'avis de quelques auteurs (1). Partisans ardents du *droit de marché*, dont ils proclament hautement la légitimité, ils prétendent le distinguer des abus auxquels il donne quelquefois lieu et ils appliquent à ces abus la dénomination de « *mauvais gré*. »

« ... On a vu souvent, dit M. Prache, et on voit encore des fermiers, après avoir pris à bail des terres *libres*, montrer peu d'empressement à déguerpir et se servir à l'encontre des propriétaires, des procédés employés contre les *dépointeurs* d'un *droit de marché*; mais, qu'on le remarque bien, ils ne prétendent nullement avoir acquis un droit opposable au propriétaire, en vertu d'une concession obtenue de ce dernier, un droit ayant une valeur propre et qu'ils puissent en conscience négocier; ils se liguent et veulent rester dans leur tenure: ce n'est que du *mauvais gré*, et le *mauvais gré*, quoiqu'on en ait dit, n'est pas le *droit de marché* (2). » M. l'abbé Decagny avait dit auparavant que le *mauvais gré* n'était que la contrefaçon du *droit de marché* (3).

(1) Decagny, *loc. cit.*, p. xix; — Prache, *loc. cit.*, pp. 176 et 191.

(2) Prache, *loc. cit.*, p. 176.

(3) Decagny, *loc. cit.*, p. xix.

Il est certain — j'ai moi-même rapporté ce fait en son lieu ; — qu'aux *pays de mauvais gré*, et notamment en Santerre, on discerne généralement le droit considéré comme légitime et l'abus qui est fait de ce droit. S'il y avait lieu de distinguer par des appellations différentes, le *droit* et l'*abus*, il semble naturel d'appliquer au *droit* l'expression « *droit de marché*, » dont la tournure juridique lui mérite cet honneur, et d'infliger à l'*abus* l'épithète plutôt maussade de *mauvais gré* : c'est ce qu'ont fait nos auteurs.

Mais, qu'en fait, dans le langage courant du Santerre, on réserve à la prétention équitable, la dénomination de *droit de marché* et que l'on qualifie la prétention injuste de *mauvais gré*. Tel n'est point l'usage.

En fait, on dit à peu près indifféremment *droit de marché* ou *mauvais gré* ; tout au plus, observe-t-on la légère nuance signalée plus haut. Ce fait, je l'ai constaté moi-même et si je dois appuyer mon affirmation d'une autorité, je citerai Baudrillart dont l'attention s'est portée sur ce point et qui rapporte dans le sens que j'indique, un témoignage non équivoque (1).

Mais, on a voulu, encore à un autre point de vue, distinguer *droit de marché* et *mauvais gré*. On a prétendu que l'usage qui se rencontre dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis, c'est-à-dire dans la région où l'expression *mauvais gré* est presque exclusivement employée, n'était pas *identique* à l'usage

(1) Baudrillart, *loc. cit.*, 1881. T. CXV, pp. 55, 57.

du Santerre lequel est dénommé le plus souvent *droit de marché* — et qu'il n'y avait pas lieu de les confondre.

M. Lefort avait avancé cette opinion dans le mémoire lu en 1877 à l'Académie des Sciences morales et politiques et, malgré la critique qu'en a faite Baudrillart (1), l'a maintenue dans son ouvrage paru en 1892 (2). D'après lui, le *mauvais gré* n'était que la prétention blâmable de certains cultivateurs du Hainaut qui, en recourant à la violence, fréquemment à l'incendie, cherchaient à usurper l'exploitation indéfinie des *biens* dits *libres* pris à bail même à une époque rapprochée. Cette pratique, ajoute-t-il, ne reposait sur aucun titre ; elle avait été encouragée par l'indifférence de la magistrature locale ; mais elle a disparu depuis que l'autorité a pris des mesures énergiques et a fait prononcer des condamnations capitales contre les incendiaires.

On peut ramener à trois, les points de différence entre le *droit de marché* et le *mauvais gré*, qui paraissent résulter de cet exposé : *a)* le *mauvais gré* n'est que le fait de *certain*s cultivateurs, tandis que le *droit de marché* est, en général, observé par l'unanimité des populations ; *b)* le *mauvais gré* ne repose sur *aucun titre*, il n'est qu'une *usurpation* perpétrée au moyen de la *violence* et de *l'incendie* ; il porte, en effet, sur des biens libres, pris à bail même à une époque rapprochée ; *c)* enfin, le *mauvais gré* n'appartient plus aujourd'hui qu'au passé : il ne se soutenait

(1) Baudrillart, *loc. cit.*, p. 56, note 2.

(2) Lefort, *op. cit.* pp. 157 et s.

que grâce à l'indifférence de la magistrature locale et il a disparu depuis qu'on l'a réprimé avec plus d'énergie.

Ce dernier trait, M. Lefort l'emprunte à la communication faite par M. Valette, à l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1877 (1). Ce trait ne constitue pas précisément un caractère distinctif et il n'a pas à fixer notre examen au point de vue qui nous occupe. Mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer à quel degré M. Valette était inexactement renseigné sur ce point. Le *mauvais gré* a si peu disparu du Hainaut, qu'en 1892, il suscitait trois crimes à Bailleul (2), et en 1893, un autre crime à Estaimbourg (3). L'enquête officieuse, entreprise l'année dernière (1898) par M. le Procureur du Roi près le tribunal de Tournai, démontre que sur onze cantons qui composent le ressort de ce tribunal, il y en a six dans lesquels le *mauvais gré* est toujours très vivace et que les cinq autres n'en sont pas encore complètement débarrassés (4).

J'établirais facilement que les deux autres points de différence relevés plus haut ne sont pas plus exacts ; mais il me suffit de faire la remarque que M. Lefort

(1) *Académie des Sciences morales et politiques*. Séances et travaux, 1877, tome CVI, p. 533.

(2) *Affaire des frères Brunin*, mentionnée plus haut.

(3) Estaimbourg, village belge, arr. de Tournai, cant. de Templeuve. — V. *l'Économie*, journal publié à Tournai, n° du 29 janvier 1893.

(4) Je saisis l'occasion d'adresser l'hommage de ma respectueuse reconnaissance à M. le Procureur du Roi qui a bien voulu entreprendre cette enquête à mon intention.

les a empruntés à l'ouvrage de M. Decagny et que cet auteur, mettant en opposition *mauvais gré* et *droit de marché* ne prétendait nullement comparer l'usage du Santerre avec l'usage de la Flandre Wallonne et du Tournaisis (Hainaut); — il ne fait d'ailleurs, aucune mention de la pratique usitée en cette dernière région; — mais que M. l'abbé Decagny, n'envisageant que la coutume picarde, opposait l'application légitime qui peut en être faite et qu'il nommait *droit de marché*, à l'abus dont elle est quelquefois l'occasion et qu'il nommait *mauvais gré*. Il n'y avait donc pas lieu de transporter dans notre question, les appréciations présentées par M. l'abbé Decagny sous un point de vue absolument différent.

On a soulevé un autre point de dissemblance entre la coutume picarde et la coutume usitée dans la Flandre Wallonne et le Tournaisis : M. Daussy a avancé que « dans le Hainaut, le *mauvais gré* n'existe pas contre le propriétaire qui reprend sa terre pour la cultiver lui-même, tandis que dans le Santerre, le *droit de marché* s'oppose à cet exercice du droit de propriété (1). » M. le Vicomte d'Avenel a reproduit cette opinion (2).

J'ai indiqué en parlant de la prétendue *faculté de dépointement* du propriétaire, ce qu'il fallait penser de cette affirmation. En particulier, les affaires Hottin et Duret nous démontrent surabondamment qu'il faut en faire bon marché.

(1) Daussy. Discours d'ouverture à l'Académie de la Somme, 26 août 1855. (*Mémoires de l'Académie de la Somme*, tome X (1854 à 1857), p. 452, cité par Lefort, *op. cit.*, p. 159, note 2.

(2) V^{ie} d'Avenel. *Histoire économique*, etc., tome I, p. 242.

Enfin, on pourrait observer que l'*intrade* perçue en Santerre par le propriétaire à chaque changement de fermier, l'*intrade - mutation*, comme on pourrait l'appeler, n'a pas son équivalent dans la coutume de la Flandre Wallonne et du Tournaisis.

Actuellement, du moins, il en est ainsi; tandis qu'en Santerre les propriétaires touchent encore régulièrement, une redevance assez importante à chaque changement de fermier, — rien de pareil n'existe dans les deux autres régions.

Ce point m'embarrasserait, si je ne me souvenais que les propriétaires de la Flandre Wallonne et du Tournaisis exigeaient souvent autrefois, lors d'un bail qu'ils signaient à un nouveau fermier, un *pot-de-vin double ou triple*, — qu'on a quelquefois nommé *denier d'entrée* : en sorte que, même par son appellation, cette redevance usitée dans la coutume de la Flandre Wallonne et du Tournaisis correspondait aussi exactement que possible, à l'*intrade-mutation* de la coutume picarde et que, non plus à ce point de vue qu'à aucun autre, il n'existe donc de dissemblance entre le *mauvais gré* et le *droit de marché* (1).

(1) C'est d'ailleurs l'opinion rencontrée dans la plupart des documents. C'était notamment l'opinion des « Consaux » de Tournai qui, demandant qu'on appliquât à leur ressort « l'arrest du Conseil d'Etat du roy très chrétien, en datte du 25 novembre 1724, » disaient que ce règlement avait été adopté « à l'occasion de désordres *pareils* à ceux qu'on vouloit écarter. » (Observations des Consaux de Tournay sur l'ordonnance projetée, 1^{re} mai 1752), *Arch. gén. du roy. de Belg.*, *loc. cit.* — V. G., *op. cit.*, p. 18 ; — Brière, *op. cit.*, p. 191 ; — et surtout Baudrillart, *loc. cit.*,

CONCLUSION

J'ai jeté, en passant, un rapide coup d'œil sur quelques difficultés d'ordre juridique soulevées par le *mauvais gré*.

Mais j'ai réservé, pour l'examiner ici, la question de savoir quelle est la *condition légale* du *mauvais gré*.

Il y a lieu de préciser cette question.

En ce qui concerne les différentes variétés de *mauvais gré* exposées dans la section II du chapitre I^{er}, c'est-à-dire le « droit de famille », le *mauvais gré* des gens de service, etc., en un mot les variétés autres que le *mauvais gré des fermiers*, la question ne saurait se poser. La plupart des prétendus droits qui font l'objet de ces variétés de *mauvais gré*, présentent, il est vrai, certaines relations avec différentes institutions de l'ancien droit. Mais, si l'on peut faire appel à ces analogies pour expliquer l'origine de ces prétentions, on ne peut penser un moment à y chercher leur justification. Ces prétendus droits ne peuvent se réclamer d'aucun titre. Il n'a donc jamais été et il ne saurait être question de les examiner au point

de vue du droit ; il n'y a qu'à dire d'eux, que ce sont des abus ne reposant sur aucun fondement juridique.

Très souvent, le *mauvais gré* des fermiers ne saurait lui-même, mériter d'autre jugement.

Assurément, il en est ainsi dans le cas du *droit de marché* qu'un fermier prétendrait sur une terre qu'il a reprise *libre*, à une date rapprochée et sans payer au propriétaire aucune somme à titre de *chapeau* ou *intrade* ; il n'y a pas lieu de s'arrêter à examiner cette prétention qui est manifestement abusive (1).

Peut-être n'y a-t-il guère lieu de s'arrêter davantage devant l'hypothèse — très fréquente, cependant, — d'un *droit de marché* portant sur une « terre d'ancienne location » et considéré par les fermiers comme absolument légitime, lorsque l'occupateur ne pourrait établir régulièrement qu'une somme a été payée à titre d'*intrade* ou *chapeau* par son ayant-cause originaire à l'ayant-cause du propriétaire. On se demande, en effet, quel titre peut bien invoquer devant la loi, l'occupateur ainsi désarmé ; j'observe toutefois qu'il pourrait peut-être, dans une certaine théorie, invoquer la prescription acquisitive en faveur de l'espèce de droit immobilier auquel il prétend, et je reviendrai donc sur ce point.

Mais il est un cas où la question se pose. Le voici : Un fermier prenant une terre *libre* des mains du propriétaire, a versé à celui-ci une somme à titre d'*intrade* ou de *chapeau*. Il peut justifier de ce versement qui,

(1) Brière, *op. cit.*, p. 209.

comme je l'ai établi, représente incontestablement le prix de la concession d'un *droit de marché*. Quelle est la nature du droit que le fermier peut invoquer dans ces circonstances ? C'est la question.

Demandons-nous d'abord quelle est la formule juridique que le *droit de marché* tend à réaliser ?

Je dirai que cette formule, c'est, à quelques détails près, celle de l'ancien *bail à rente foncière perpétuelle*.

Le bail à rente foncière emportait translation par le crébirentier au débirentier de la propriété du bien baillé, sous la réserve d'un droit retenu, la rente. Tel est, à peu près, en fait, le régime d'un bien soumis au *mauvais gré*. Le fermier de *mauvais gré*, j'en ai déjà fait la remarque, s'empare, en somme, de tous les attributs de la propriété, sous la réserve seulement du fermage dont il reconnaît le droit au bailleur.

Le bail à rente foncière constituait un démembrement du droit de propriété : il en est donc de même du *droit de marché*; — du moins, il en est de même de la conception juridique que le *droit de marché* tend à réaliser.

Mais peut-il atteindre ce résultat dans notre droit actuel ?

Cette seconde question nous amène à nous demander s'il est permis, sous le régime du Code civil, de créer des démembrements de la propriété autres que ceux visés à l'article 543 de ce Code. — Il est, en effet, évident que le *droit de marché* ne rentre dans aucun des trois types prévus à l'article 543, puisqu'il ne cons-

titue ni la propriété pleine, ni une servitude personnelle, ni un service foncier.

Cette question de savoir si l'article 543 a un caractère nettement limitatif, est une question classique (1).

On sait donc que quelques auteurs (2) et la jurisprudence accordent aux particuliers le droit de *cisailler* leur propriété, suivant toutes les combinaisons qu'il leur plaît d'adopter, toutes les fois que ces combinaisons n'ont rien de contraire à l'ordre public. On motive cette opinion en invoquant la grande règle que tout ce qui n'est pas défendu est permis et qu'aux termes de l'article 544 du Code civil, tout propriétaire a le droit de disposer de sa chose de la manière la plus absolue.

Mais, comme on sait aussi, l'opinion contraire est généralement préférée et elle est en effet, justifiée à l'évidence, ce semble, par les travaux préparatoires : notamment, Treilhard, présentant au Corps Législatif, l'exposé des motifs du livre II du Code Civil, ne déclarait-il pas en termes formels, que « l'usufruit et l'habitation avec les services fonciers sont *les seules* modifications dont les propriétés soient susceptibles dans notre organisation politique et sociale, et qu'il ne peut exister sur les biens aucune *autre espèce de droit* (3) » ?

(1) Sur cette question, V. surtout Chénon, *Les démembrements de la propriété foncière*, n° 58, pp. 167 et s.

(2) Toullier, *Droit civil français*, t. III, n° 96 ; — Laurent, *Principes du Droit civil*, t. VI, n° 84 ; — Colmet de Santerre, *Cours analytique de Droit civil*, t. IX, pp. 144 et 145 ; — V. Chénon, *loc. cit.*

(3) Séance du Corps Législatif du 24 nivose an xii (16 janvier 1804), Locré, t. VIII, p. 51. — V. Chénon, *loc. cit.*

Il faut donc décider que le droit acquis par le fermier en représentation de la somme par lui versée à titre d'*intrade* ou *chapeau*, NE PEUT ÊTRE UN DROIT RÉEL IMMOBILIER, la constitution d'un pareil droit n'étant plus autorisée par la législation actuelle.

Dans l'ancien droit, la prohibition introduite par l'art. 543 du Code Civil, n'existant pas encore, rien n'eût empêché notre droit démembré, de se constituer très régulièrement à côté des mainfermes, des censives, des emphytéoses, des rentes foncières, et autres *cisaillements* multiples que comportait alors le régime de la propriété foncière en France. Donc, si comme le prétendent certains de ses partisans (1), le *droit de marché* avait eu dans l'ancien droit le caractère d'une *tenure* régulière, peut-être, pourrait-il aujourd'hui, à l'exemple de l'emphytéose (2), esquiver

(1) Cette proposition déjà mise en avant par l'abbé Decagny, *op. cit.*, p. xix, a été longuement développée par M. Prache, qui s'est efforcé de la justifier, *op. cit.*, p. 161 et *passim*. — M. Glasson, *Histoire du Droit et des Inst. de la France*, tome IV, pp. 436 et s., semble avoir adopté cette opinion.

(2) A l'Ecole, c'est encore toujours une question de savoir si l'emphytéose échappe véritablement à l'art. 543. V. sur cette question, Laurent, *op. cit.*, VIII, n° 340 et s. (Longs développements sur l'emphytéose); — Chénou, *op. cit.*, n° 57; — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Traité théorique et pratique de Droit civil: des Biens*, n° 189. pp. 141 et s.). — La jurisprudence est depuis longtemps fixée pour l'affirmative. (V. notamment Alger, 8 avril 1878, S. 78.2.96; — Cpr. Cass., 22 juin 1885. S. 88.1.131; D. 86.1.268).

Le projet de Code Rural actuellement soumis à la Chambre des Députés, reconnaît le contrat d'emphytéose et le réglemeute sous le tit. V du Liv. I (V. notamment les Rapports de M. G. Graux, *Journal Officiel*, annexes de la Chambre; année 1879, n° 537, p. 141 et n° 799, p. 871.)

la prohibition de l'art. 543. Mais de quelle législation relèverait-il en ce cas ?

Ce serait, semble-t-il, du décret de la Constituante, des 18-29 décembre 1790 sur les rentes foncières et les locatairies perpétuelles. C'est en effet, ai-je dit, au bail à *rente foncière*, que le *droit de marché* peut être rapporté avec le plus d'exactitude ; dès lors, le fermier de *mauvais gré* pourrait donc se considérer comme propriétaire absolu du bien occupé, sous le simple droit retenu d'une rente, le fermage à servir à celui qui se présente sous le nom de *propriétaire-bailleur*, mais qui ne serait au fond, qu'un créancier (1) et il pourrait toujours s'exonérer de cette charge par la voie du rachat à effectuer dans les conditions déterminées aux titres II et III du décret précité.

Mais, il faut reconnaître que sous l'ancienne législation, le *droit de marché* ne s'est jamais présenté sous cet aspect d'une *tenure régulière*, de sorte que lors de l'abolition des anciennes tenures, il n'a jamais été fait aucune allusion, même lointaine, à ce prétendu droit (2). Aussi ne faut-il considérer la situation examinée dans les lignes précédentes, que comme le développement d'une pure hypothèse.

(1) Le bail à rente est en effet, le type des « Baux qui transfèrent la propriété. » V. Garsonnet, *op. cit.*, pp. 420 et s. ; — Chénou, *op. cit.*, n° 21, p. 58 ; — V. en outre Brière, *op. cit.*, p. 210.

(2) Dans une plaquette fort rare, datant de 1791 et intitulée « *Les Administrateurs du département de la Somme aux François de ce département* » (Amiens, imp. Caron, petit in-4°), on s'occupe de l'application des décrets de 1790 aux anciennes tenures pratiquées dans la région : il n'y est aucunement question du *droit de marché*. (V. Brière, *op. cit.*, p. 210 ; — Lefort, *op. cit.*, p. 30.)

Mais, quand même, le *droit de marché* ne tomberait pas sous le coup de l'article 543, qui ne peut l'admettre *en tant que droit réel immobilier*, il ne pourrait néanmoins obtenir une place dans notre droit qu'en sacrifiant un autre de ses caractères : la *perpétuité du titre*, qui est la prétention essentielle des fermiers de *mauvais gré*, — celle qui est le principe de toutes les autres.

On ne peut plus, en effet, désormais, donner à bail contre une redevance en argent ou en fruits, pour plus de quatre-vingt-dix-neuf ans ou trois vies. — Cette règle résulte, à la fois, et de l'article 1, tit. I du décret déjà cité des 18 et 29 décembre 1790 et des art. 530 et 1709 du Code civil (1).

Ainsi donc, le *droit de marché*, avec son double caractère de *démembrement de la propriété* et de *perpétuité*, ne peut même pas recevoir l'existence, naître viable, sous l'empire du droit actuel.

Quel sera donc le sort de la convention intervenue entre propriétaire et fermier et dont le versement d'un *chapeau ou intrade* était un terme ?

Cette convention sera *inexistante*, comme ayant pour objet la création d'un état de choses contraire à l'ordre public actuel : le droit stipulé par le fermier en représentation de la somme versée ne pouvant prendre naissance, il en résultera que le versement qu'il aura effectué, se trouvera *sans cause*. Puisqu'il ne

1. V. Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, t. II, p. 452 ; — Garsonnet, *loc. cit.*, p. 548.

recevra rien en retour de la prestation qu'il aura fournie, il pourra donc répéter cette somme.

Mais pour cela, il faudra qu'il justifie qu'elle a été versée. — Cette réflexion m'amène à considérer le sort des titulaires de *droits de marché* réputés légitimes, mais remontant à une date très éloignée, de *droits de marché* portant sur les terres « d'ancienne location », comme on les appelle.

Si le *droit de marché* avait une existence légale, les titulaires de ces droits pourraient peut-être les justifier au moyen de la prescription acquisitive ; — j'observe toutefois, à ce point de vue, que leur possession serait le plus souvent dans le cas d'être réputée *équivoque*. — Mais il ne peut être question de prescrire un droit qui ne peut pas exister.

Nos fermiers ne pouvant justifier d'une *intrade* versée originairement par leur ayant cause, ne peuvent donc, devant la loi, se réclamer d'aucune espèce de droit, du moins au regard du propriétaire.

Peut-être pourraient-ils, lorsqu'ils ont acquis leur *droit de marché*, par *transmission à titre onéreux*, et qu'ils sont expulsés par le propriétaire, exercer contre le fermier cédant une sorte d'action en garantie. Mais je me demande s'il n'y a pas lieu de présumer que la cession qui est faite entre fermiers d'une valeur aussi aléatoire qu'un *droit de marché*, n'exclut pas implicitement toute garantie ; et il semble, en effet, que le cédant actionné en garantie par le cessionnaire expulsé pourrait lui répondre à juste titre : « Mais,

vous connaissiez bien, lors de la cession, le danger que court toujours un fermier, même au pays de *mauvais gré*, de ne pas se voir renouveler le bail à son expiration ! » (V. art. 1629, C. civ.)

Revenons à l'hypothèse envisagée d'une somme versée au propriétaire à titre d'*intrade* ou *chapeau*, lorsque le fermier peut faire la preuve du versement. J'ai dit que le fermier pourra répéter cette somme.

Contre qui devra-t-il diriger l'action en répétition ?

Cette action est personnelle, elle n'a aucune relation avec la propriété du bien affermé ; ce sera donc seulement à celui qui a touché la somme ou à ses héritiers, que notre fermier pourra s'adresser. Au cas où ce propriétaire aurait, après avoir touché l'*intrade*, vendu à un tiers le bien affermé, ce ne serait donc pas à l'acquéreur qu'il faudrait réclamer la somme.

Il est vrai qu'en vertu de l'article 1743, C. civ., l'acquéreur est tenu, moyennant certaines conditions, de respecter le bail consenti par le vendeur ; mais, la convention relative au versement de l'*intrade* ou *chapeau*, quoique intervenue à l'occasion du bail et négociée en même temps, n'a rien de commun avec le bail et par suite ne saurait de ce chef, s'imposer à l'acquéreur, être pour lui la cause d'aucune espèce d'obligation. Aussi, comme on l'a fait remarquer, « le propriétaire qui a reçu un droit d'*intrade*, fera sagement, s'il aliène l'immeuble, d'insérer dans le contrat une clause mettant à la charge de l'acquéreur le rem-

boursement de l'*intrade* en cas d'expulsion (1). » — Observons que ce sera en quelque sorte, un supplément de prix qui sera ainsi stipulé indirectement.

Donc, en résumé, le *droit de marché* tendant à constituer un *démembrement du droit de propriété* non prévu à l'art. 543 du C. civ., et à constituer en outre, un *droit perpétuel de jouissance moyennant redevance*, nature de droit actuellement prohibée à la fois par le décret des 18-29 décembre 1790 (art. I, titre II), et les articles 530 et 1709 du C. civ., — ne peut pour ce double motif, être *constitué*, ni par conséquent être *transmis* valablement.

Dès lors, la somme qui a été versée sous le nom de *chapeau* ou d'*intrade*, par un fermier à son bailleur, pour prix de ce droit qui ne peut prendre naissance, cette somme se trouve *sans cause* aux mains du bailleur et peut être répétée par le fermier.

Donc, le seul droit que, dans la législation actuelle, puisse prétendre le fermier qui a payé à son bailleur *chapeau* ou *intrade*, c'est une action en répétition contre le bailleur ou ses héritiers de la somme ainsi payée *sans cause*.

Et c'est seulement dans cette hypothèse (2) et seu-

(1) Prache, *op. cit.*, p. 203, — Lefort, *op. cit.*, p. 101.

(2) J'estime, en effet, que je n'ai à examiner ici ni la situation des fermiers, qui ont passé avec leur propriétaire des conventions semblables à celles dont j'ai rapporté plus haut les formules, d'après M. Prache, *loc. cit.*, p. 55 et suiv. Ces formules consacrent ce qu'on a nommé le *droit de marché transformé*; or, le *droit de marché transformé* n'est plus le droit de marché; — ni la question de l'indemnité de plus-value au fermier sortant: cette question a des relations avec le *mauvais gré*, mais elle n'est nullement spéciale à notre matière.

lement dans cette mesure, que les fermiers de *mauvais gré* peuvent appeler au secours de leurs droits méconnus, la sanction de la justice. Pour défendre toutes les autres prérogatives qu'ils prétendent — et qui cependant, dans plus d'un cas, peuvent se justifier en équité, — ils ne disposent que des sanctions du *mauvais gré*.

APPENDICE

I

Les « pays de mauvais gré »

Il y a des pays où le *mauvais gré* existe, en quelque sorte, à l'état « *endémique* » (1). Aussi loin qu'il est possible de le suivre dans la nuit des âges, on le rencontre dans ces pays s'y maintenant sans intermittence. Je nommerai ces pays : les *foyers* du *mauvais gré*.

A de certaines époques, sous l'influence de causes diverses, le *mauvais gré* a franchi les limites de ces foyers et s'est répandu comme une *épidémie* sur des contrées très étendues, d'où il a disparu depuis et où on ignore actuellement jusqu'à son nom. Les limites renfermant ces contrées constituent ce que je nommerai le *périmètre d'extension du mauvais gré*.

Examinons successivement *foyers* et *périmètre d'extension*.

A. — *Foyers*.

Il y a trois foyers de *mauvais gré* :

1° Le plus ancien a pour centre Liège. On y rencontre le *mauvais gré* dès le *xiv^e* siècle (2) ; il y est particulièrement signalé encore au commencement de ce siècle (3). J'ai recueilli

(1) Note du préfet du département de Jemmapes au ministre de l'intérieur (*Annales de l'Agriculture française* du C. Tessier, *loc. cit.*).

(2) La *Modération de la Paix de Waroux*, « ...forcommandeurs de terres... » V. Raikem, *Anciennes coutumes de la Belgique* : Liège, t. II, p. 5. — V. aussi la *Paix de Saint-Jacques*, 28 avril 1487 : Raikem, *loc. cit.*, p. 202.

(3) *Commission consultative de Liège sur le projet de Code rural*, 1810 : Deverneilh, *loc. cit.*, pp. 260 et 261.

un fait de *mauvais gré* survenu en 1844 sur le territoire en dépendant (1). Mais il semble cependant que ce foyer tend à s'éteindre (2), et il m'a été impossible d'en délimiter exactement le pourtour.

2. — Je suis mieux renseigné sur le second foyer. Celui-là rayonne autour d'une ligne qui serait tirée de Tournai à Orchies. On le circonscrirait assez exactement par des lignes droites, reliant les localités suivantes : Evregnies, Ellezelles, Ath, Quevaucamps, Péruwelz (3), Saint-Amand, Marchiennes, Douai, Carvin (4), Evregnies.

Une partie de ce territoire dépend aujourd'hui de la France : elle correspond assez exactement à l'ancienne Pévèle, dont une portion, ville principale Cysoing, faisait partie de la chatellenie de Lille ; l'autre portion avait pour villes principales Orchies et Saint-Amand (*Sancti Amandi in Pabula*). Dans la division administrative actuelle, ce territoire embrasse : le canton de Cysoing, quelques communes de celui de Lannoy, une partie de celui de Pont-à-Marcq, dans l'arrondissement de Lille ; le canton d'Orchies et quelques communes de celui de Marchiennes, dans l'arrondissement de Douai ; le canton de Saint-Amand rive gauche et quelques communes du canton rive droite (arrondissement de Valenciennes).

Le reste du territoire comprenant les anciennes divisions de Tournai et sa banlieue, le Tournaisis (5) et ce qu'on a

(1) Affaire Thibeu de Grandville (Limbourg) : Jugement du tribunal correctionnel de Tongres du 28 décembre 1844 (*Belgique judiciaire*, 19 janvier 1845, col. 239).

(2) On semble présenter l'affaire Thibeu comme extraordinaire dans la région : *Belgique judiciaire*, *loc. cit.*

(3) Localités belges ; d'Evregnies à Ellezelles, limite nord de la Flandre orientale et du Hainaut.

(4) Localités françaises. Carvin, dépendant jadis de la chatellenie de Lille, aujourd'hui arr. d'Arras, dép. du Pas-de-Calais.

(5) Moins Mortagne (Mortagne-du-Nord) qui est aujourd'hui territoire français.

nommé le Hainaut adjoint, fait aujourd'hui partie de la Belgique et correspond à l'arrondissement *administratif* de Tournai presque en entier (cantons de Templeuve-en-Dossemez, Celles-lez-Pottes, Tournai, Leuze, Antoing, et partie de celui de Péruwelz), le canton de Frasnes-lez-Buissenal, quelques communes des cantons d'Ath, Chièvres et Quevau-camp dans l'arrondissement d'Ath ; enfin, la commune d'Eudeghien, canton de Lessines, arrondissement de Soignies.

Ce foyer de *mauvais gré* couvre environ 190 communes, dont 80 en territoire français et 110 en territoire belge, et une surface totale d'environ 125,000 hectares, dont 55,000 en France et 70,000 en Belgique.

Le *mauvais gré* est signalé pour la première fois dans la châtellenie de Lille, Douai et Orchies par l'ordonnance de Philippe II, roi d'Espagne, souverain des Pays-Bas, en date du 28 juillet 1585, et dans le Tournaisis par l'ordonnance des archiducs Albert et Isabelle, souverains des Pays-Bas, en date du 11 novembre 1619.

Le *mauvais gré* n'a cessé d'exister depuis lors, dans cette région, et il a nombreuses fois appelé l'attention et même l'intervention de l'autorité, surtout en Tournaisis.

3. — Le troisième foyer et le plus considérable a pour centre Péronne en Santerre.

Il comprend l'ancien pays de Santerre et partie du Vermandois (1), territoire qui correspond aujourd'hui à l'arrondissement de Péronne (département de la Somme) presque en entier ; (il n'y a, sur les huit cantons de l'arrondissement de Péronne, que celui d'Albert dont quelques communes seulement pratiquent notre usage ; dans les sept autres, l'usage est général) ; — aux cantons de Rosières-en-Santerre, Roye et Moreuil et à quelques communes du canton de Montdidier, dans l'arrondissement de Montdidier, à quelques communes

(1) Et du « Meige » (?) : Decagny, *loc. cit.*, p. xviii.

de l'arrondissement d'Amiens, canton de Corbie ; aux cantons du Catelet, de Vermand, de Saint-Simon et de Moy, dans l'arrondissement de Saint-Quentin (département de l'Aisne), à plusieurs communes du canton de Marcoing, arrondissement de Cambrai (Nord), enfin à une partie des cantons de Bertincourt et de Bapaume (arrondissement d'Arras, département du Pas-de-Calais.)

Ce territoire peut être assez exactement circonscrit par des lignes droites reliant les localités suivantes : Marcoing, Le Catelet, Moy, Montdidier, Moreuil, Albert, Bapaume et Marcoing.

La superficie qu'il couvre comprend 250.000 hectares et 338 communes dont 252 dans le département de la Somme, 58 dans l'Aisne, 6 dans le Nord et 22 dans le Pas-de-Calais.

Le document le plus ancien relatif à ce foyer de *mauvais gré*, est le règlement du Conseil provincial d'Artois du 25 mars 1670 ; il fut suivi de près par l'édit de Louis XIV, en date du 4 novembre 1679, pour le Santerre. Cet édit fut suivi de beaucoup d'autres plus sévères les uns que les autres.

B. — *Le Périmètre d'extension.*

Il ne faut pas songer à délimiter le périmètre d'extension avec la même exactitude que les foyers.

L'époque à laquelle le *mauvais gré* semble avoir affecté la plus grande étendue de territoire me paraît être la fin du siècle dernier.

Deux documents législatifs émanés à cette époque, l'un en France, l'autre aux Pays-Bas, vont, au moyen de l'indication qu'ils contiennent des circonscriptions judiciaires dans lesquelles ils ont été publiés, nous rendre à peu près un compte exact des limites atteintes par le périmètre d'extension du *mauvais gré*.

Ces documents sont :

En France, la déclaration du 20 juillet 1768 qui fut publiée dans les sénéchaussées de *Soissons, Laon, Coucy, Marle,*

Ribécourt, Noyon, Crépy-en-Valois, Laferté-Milon, Clermont, Château-Thierry, Ham, Chauny, Amiens, Boulogne, Péronne, Abbeville, Saint-Quentin, Montreuil, Calais, Ardres, Montdidier, Roye, Châlons, Troyes, Épernay, Sézanne, Reims, Langres, Chaumont, Vitry-le-François, Sainte-Menehould, Fismes, Barsur-Aube et Saint-Dizier.

Aux *Pays-Bas*, l'édit du 27 août 1778 fut adressé à toutes les Cours Souveraines de la Domination : « ... Si donnons en mandement à nos très-chers et féaux les Chefs et Présidents et Gens de nos Privé et Grand Conseils, Chancelier et Gens de notre Conseil de *Brabant*, Président et Gens de notre Conseil à *Luxembourg*, Chancelier et Gens de notre Conseil de *Gueldre*, Gouverneur de *Limbourg*, Président et Gens de notre Conseil de *Flandre*; Grand-Bailli, Président et Gens de notre Conseil de *Hainaut*; Gouverneur, Président et Gens de notre Conseil de *Namur*; Président-Grand-Bailli, et Gens de notre Conseil de *Tournai* et *Tournésis*; Ecoutette de *Malines*, et à tous autres nos Justiciers, Officiers et Sujets auxquels... CAR AINSI NOUS PLAÎT-IL. »

Il y a lieu d'ajouter aux territoires mentionnés dans ces deux documents : la Normandie (1), l'Artois, la Flandre et le Hainaut français (2).

Le *mauvais gré* a existé en outre dans la région qui forme aujourd'hui la Hollande. Plusieurs documents très anciens (3) l'y signalent. Je pense, d'ailleurs, que le *beklemrecht*, la curieuse tenure usitée en Hollande, n'est, en somme que l'une des formes du *mauvais gré*; mais le *mauvais gré* de Hollande a bénéficié de l'évolution que l'on suit à travers l'ancien droit, l'ascension de la tenure vers la propriété, la consolidation

(1) De Fréminville, *loc. cit.*, p. 380.

(2) Une déclaration du roi de France, du 11 juin 1779, semble en outre le viser dans le Barrois. — V. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. xxvi, p. 94, n° 1115.

(3) Edit de Charles-Quint, du 22 janvier 1515; — Décision des Etats de Hollande, en 1580. (V. Voet, *loc. cit.*)

graduelle du droit de l'occupeur, tandis que dans nos régions ce mouvement ascensionnel s'est trouvé entravé et les tenanciers du *mauvais gré* sont tombés avant la victoire (1).

(1) Violet, *Précis de l'Histoire du Droit français*, 1 vol. in-8°. Paris, 1886, p. 624.

II

Table chronologique des documents législatifs :
— *Dispositions coutumières, — Edits des rois de France et des souverains des Pays-Bas, — Règlements de Cours souveraines — émanés à l'effet de combattre le « mauvais gré ».*

1. — 1355.

La Modération de la Paix de Waroux [(au pays de Liège). — Article visant les « forcommandeurs de terres ».

Texte publié par Raikem, Recueil des anciennes coutumes de la Belgique : coutumes du Pays de Liège, t. II, p. 5.

2. — 1487 — 28 avril.

La Paix de Saint-Jacques (au Pays de Liège).

Texte publié par Raikem, *loc. cit.*, II, p. 204.

3. — 1515 — 22 janvier.

Edit de Charles-Quint (concernant la Hollande).

Cité par Joh. Voet, Ad Pandectas, lib. XLVII, tit. XI, éd. de Tournes, 2 vol. in-8°, 1778, t. II, p. 833.

— Voet donne comme référence « Placita Hollandiæ, vol. I, p. 363. »

4. — 1580.

Décision des Etats de Hollande.

Cité par Voet, loc. cit.

— Voet donne comme référence « *Politica ordinata Ordinum Hollandiæ, anno 1580, art. 30 et seqq.* »

5. — 1585 — 28 juillet (1).

Ordonnance de Philippe II, roi d'Espagne (concernant la châtellenie de Lille, Douai et Orchies).

Texte. — Bibliothèque communale de la ville de Lille : *Manuscrit* n° 209, folio 98 r° et *Manuscrit* n° 211, folio 213, v°.

— V. Rigaut, dans « Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques de France. — Départements ». Tome xxvi (Manuscrits de la Bibl. comm. de Lille, pp. 150 et 169).

6. -- 1619 — 20 novembre.

Ordonnances des archiducs Albert et Isabelle (concernant le Tournaisis.)

Texte publié dans les Coutumes, stils et usages de l'échevinage de la ville et cité de Tournay, pouvoir et banlieue d'Icelle, à Tournay, Jouveneau, 1778, pp. 507 à 510.

— Se trouve aussi aux *Archives de l'État*, à Mons : Fonds du baillage et Conseil de Tournai-Tournésis. Registre aux placards, etc., du 14 janvier 1543 au 13 février 1672, f° 401 v° et 402.

7. — 1658 — 26 septembre.

Décision des États de Hollande.

Cité par J. Voet, loc. cit., p. 334.

— Voet donne comme référence « *Placita Hollandiæ, vol. II, pp. 2515 et seq.* »

(1) Une note rencontrée dans un registre, aux Archives de la ville de Lille, vise en même temps une autre ordonnance « touchant l'agriculture et les fermiers » du 22 janvier 1586. — Il m'a été impossible de retrouver ce texte.

8. — **1670** — 25 mars.

Règlement du Conseil provincial d'Artois.

Cité par Lecesne, Exposé de la législation coutumière de l'Artois, p. 293, et par Clément, Etudes sur le droit rural, etc., p. 291.

9. — **1671** — 15 mars.

Arrêt du Conseil d'État et Lettres patentes de Louis XIV (portant approbation du Règlement du Conseil provincial d'Artois du 25 mars 1670).

Cité par Lecesne, loc. cit., p. 302.

10. — **1673** — 26 juillet.

Arrêt du Conseil souverain de Tournai (concernant tout le ressort).

Texte : Recueil des édits, déclarations, etc., du Parlement de Flandres, 12 vol., Douay, Derbaix. Tome XII (paru en 1795), p. 132, n° 1896.

— Biblioth. de la ville de Tournai. Manuscrit Givai, tome II, fol. 61.

— Bib. comm. de la ville de Lille, fonds Godefroy. Catal., jurispr., n° 10.460 (1 feuillet sans nom d'imp.)

— Archives de la ville de Tournai. Collection Desmazières, dossier Agriculture (1 plac. in-folio s. nom d'imp.)

11. — **1677** — 14 juillet.

Arrêt du Conseil souverain de Tournai (concernant les villes de Valenciennes, Bouchain, Cambrai et leurs dépendances).

Texte : Arch. dép. Nord (Hainaut, anc. C-490).

12. — **1679** — 4 novembre.

Ordonnance de Louis XIV (concernant le Santerre.)

Citée par tous les auteurs. — Reproduite partiellement par Lefort, la Condition de la propriété, etc.

13. — **1688** — 6 avril.

Arrêt du Conseil d'État du roi de France.

Cité par Lefort, op. cit., p. 48.

14. — **1707** — 17 juin.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France.

Cité par de Fréminville, La pratique universelle, tome V, p. 387.

— Bouthors, *Usages locaux du dép. de la Somme*, p. 106. — Clément, *op. cit.*, p. 290.

15. — **1708** — 3 août.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France.

Texte publié in-extenso, de Fréminville, op. cit., p. 381 et s.

16. — **1714** — 17 octobre.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France.

Texte. — Bibliothèque de Roye (Somme), manuscrit 6, p. 409.

Cité par la plupart des auteurs.

17. — **1714** — 3 novembre.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France.

Texte: extrait dans Lefort, *op. cit.* pp. 53 et 54.

Cité par la plupart des auteurs.

18. — **1714** — 17 décembre.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France.

Cité par Bouthors, op. cit., p. 106, et par Clément, op. cit., p. 290.

19. — **1718** — 23 août.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France (Artois).

— *Cité par Lecesne, op. cit., p. 303 et Clément, op. cit., p. 290.*

20. — **1718** — 23 août.

Décision du Conseil d'Artois.

Citée par Lecesne, op. cit., p. 294.

21. — **1719** — 27 août.

Lettres patentes du roi de France.

Citées par Lecesne, op. cit., pp. 295 et 303, et Clément, op. cit., p. 290.

V. surtout Isambert, Recueil général des anciennes lois françaises, tome xxvi, p. 94.

Nota. — La date de ce document a donné lieu à des erreurs.

22. — **1722** — 27 avril.

Lettres patentes pour l'exécution de la décision du Conseil d'Artois du 23 août 1718.

Citées, Lecesne, op. cit., p. 294.

23. — **1724** — 25 mars.

Arrêt du Conseil d'État du roi de France.

Texte, dans Code rural ou Maximes et Règlements, etc. (attribué à Boucher d'Argis), 2 vol. in-12. Paris, 1762, t. II, p. 574 à 584.

Cité par tous les auteurs.

24. — **1724** — 25 novembre.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France (spécial au Cambrésis).

Cité par Isambert, loc. cit., xxvi, p. 94.

25. — **1725** — 12 mars.

Lettres-patentes du Roi de France (Cambrésis).

Texte : Arch. Dép. Nord, Intend. du Hainaut, fonds non classé (6 pages, sans nom d'imprimeur).

26. — **1732** — 1^{er} octobre.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France (pour la généralité d'Amiens).

Texte publié, *Code rural* (de Boucher d'Argis), *op. cit.*, t. II, pp. 596 à 601.

27. — **1747** — 21 mars.

Arrêt du Conseil d'État du Roi de France (pour la généralité de Soissons).

Texte publié dans le *Code rural* précité, tome II, pp. 606 à 614.

28. — **1747** — 10 octobre.

Arrêt du Conseil d'État et déclaration du roi de France (Artois).

Cité par Bouthors, *op. cit.*, p. 106, et Clément, *op. cit.*, p. 290.

29. — **1751** — 11 mai.

Arrêt du Conseil provincial d'Artois.

Cité par Lecesne, *op. cit.*, p. 295.

30. — **1752** — 11 août.

Ordonnance de l'Impératrice-Reine Marie-Thérèse (concernant le Tournaisis, le Hainaut adjoint et la banlieue de Tournai).

Texte: Coutumes, etc. de Tournai, 1788, précité pp. 503 et s. — Coll. imp. des Archives de Belgique, in-folio, t. XI.

— Bibliothèque de Mons. 45^e portefeuille, n^o 1752.

— Archives de la ville de Tournai. Collection Desmazières : dossier *Agriculture*.

NOTA. — V. aux Arch. gén. du Roy. de Belgique : Conseil privé. Carton 634, les travaux préparatoires de cette ordonnance.

— V. Liste chronologique des Édits et Ordonnances des Pays-Bas Autrichiens de 1751 à 1794. 1^{re} partie, p. 23.

31. — 1764 — 20 juillet.

Déclaration du roi de France.

Citée par Bouthors, *op., cit.*, p. 106 et Clément, *op. cit.*, p. 290.

NOTA. — De Lavergne. « Assemblées provinciales, etc. », p. 133, donne la date du 29 juillet 1764.

V. encore : Isambert, *op. cit.*, xxvi, p. 94, n° 1115.

32. — 1768 — 20 juillet.

Déclaration du roi de France (publiée dans nombreuses sénéchaussées).

Citée par Lefort, *op. cit.*, p. 66 (M. Lefort donne par erreur la date de 1763) et par Saudbreuil, *loc. cit.*

33. — 1774. — 29 mars.

Ordonnance de l'Impératrice-Reine Marie-Thérèse (pour le Brabant).

Texte : Coll. imp. des Arch., in-8°, t. xviii. — Arch. gén. du Roy. de Belg., Reg. de la Ch. des Comptes, n° 67, f° 302 et n° 77, f° 196; (d'après la Liste chronologique précitée, 1^{re} partie, p. 357).

V. en outre Arch. gén. du Roy. de Belg., Conseil privé, Carton 684, Travaux préparatoires.

34. — 1778. — 29 août (1).

Edit de l'Impératrice-Reine Marie-Thérèse.

Texte : original aux Arch. gén. du Royaume de Belgique. — Coll. imp. des arch., in-fol., t. XIX. — Plac. de Flandres, liv. VI, p. 307. — Rég. du Cons. de Fl. n° 15, f° 101. — Rég. du Cons. de Gueldre n° 13, fol. 302. — Rég. du Cons. de Luxembourg HH, fol. 7. — Rég. du Cons. de Malines, n° 32. — Rég. du Cons. de Namur, n° 8, fol. 103. — Coll. des arch. de

(1) Certaines collections, notamment les « Placards de Flandre » donnent la date du 27 août. L'original porte celle du 29 (V. Liste chronol.. p. 390).

l'Etat à Namur. — Liasses des arch. de Gand.
— Biblioth. de Mons. 50^e portefeuille, n^o 2236;
(d'après la Liste chronologique précitée, 2^e
partie, p. 390).

V. en outre aux Arch. gén. du Roy de Belgique.
Conseil privé, carton n^o 684, les travaux préparatoires de cette ordonnance.

35. — **1779.** — 11 juin.

Déclaration du Roi de France (pour le Barrois).

V. Isambert, *op. cit.*, t. XXVI, p. 94, n^o 1115.

36. — **1781.** — 8 septembre.

Lettres patentes de l'Empereur et Roi Joseph II (concernant le Tournésis).

Arch. gén. Roy de Belg. Conseil privé, cart. 684.

III

Bibliographie du « mauvais gré »

1. Vicomte G. D'AVENEL. — *La propriété foncière, de Philippe-Auguste à Napoléon.* — Revue des Deux-Mondes, N° du 15 février 1893, pp. 785-786.
2. — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800.* Les deux premiers volumes publiés à Paris, Imprimerie Nationale, 1894, — tome I, pp. 241 à 243.
3. — *La fortune privée à travers sept siècles,* 1 vol. in-12. Paris, A. Colin, 1895, pp. 234, 235 et 236.
4. AZCARATE. — *Ensayo sobre la historia del derecho de propiedad y su estado actual en Europa.* — Madrid, 1879, t. II, p. 367.
5. H. de BALZAC. — *Scènes de la vie de campagne; les Paysans,* 1 vol. in-12. Paris, lib. nouv., 1857; *passim*. V. notamment pp. 1, 93, 157, etc.
6. H. BAUDRILLART. — *Rapport sur l'état moral, intellectuel et matériel des populations de la Picardie,* (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques): t. cxiv, 1880, 2^e semestre, pp. 16-19; t. cxv, 1881, 1^{er} semestre, pp. 55-62).

7. H. BAUDRILLART. — *Rapport sur l'état moral, intellectuel et matériel des populations agricoles de l'Artois*, (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques) : t. cxvii, 1882, 1^{er} semestre, p. 10).
8. — *Les populations rurales de la France ; Le Nord et le Nord-Ouest* (Artois, Picardie et Flandre). — *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1882, p. 851.
9. — *Les populations agricoles de la France* (Maine, Anjou, Touraine, Poitou, Flandre, Artois, Picardie, Ile de France), 1 vol. in-8. Paris, 1888, pp. 354, 375, 422 à 427.
10. — *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, publié sous la direction de MM. Léon Say et Joseph Chailley, 2 vol. gr. in-8, Paris, Guillaumin, 1889-92. v^o *Tenure des terres*, t. II, p. 994.
11. BEAUNE. — *Droit coutumier français : La condition des biens*, 1 vol. in-8. — Paris, 1886, pp. 304, etc.
12. E. BÉHAGHEL. — *De l'indemnité au fermier sortant pour les améliorations procurées par lui au fonds loué*. — Thèse pour le doctorat, Caen, 15 juin 1897, — 1 vol. in-8, Lille, Taffin, 1897, — p. 54, note 1.
13. P. BERNARD. — *Compte-rendu du discours de rentrée de M. Sautbreuil, à la cour d'Amiens, le 3 novembre 1864, sur le droit de marché*. — *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, t. xxv, 1864, p. 478.
14. BONNIER. — *Statistique agricole et industrielle de l'arrondissement de Valenciennes*, 1 vol. in-8. — Valenciennes, Henry, 1862, p. 79.

15. A. BOUTHORS. — *Les usages locaux du département de la Somme*, 1 vol. in-8. Amiens, Caron, 1861, pp. xxiv et xxv, 55 et 56, 66 et 67, 104 à 106, (note 1, p. 104.)
16. V. BRANTS. — *Histoire des classes rurales aux Pays-Bas jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*. Mémoires couronnés de l'Académie royale de Belgique, collection in-8, t. xxxii. — Bruxelles, Hayez, 1881, pp. 150 et 164.
17. R. BRIÈRE. — *Du louage des choses, en droit romain. — Des droits du preneur et de leur nature, en droit français*. — Thèse pour le doctorat, Paris, 22 juillet 1876, — 1 vol. in-8, 220 p. Paris, Derenne, 1876.
= Appendice. *Le droit de marché en Sautterre*, pp. 191 à 215.
18. DE CALONNE. — *La vie agricole sous l'ancien régime, en Picardie et en Artois*. — Paris, 1883, pp. 66 et suiv.
19. — *La vie agricole sous l'ancien régime dans le Nord de la France*. — Paris, 1887 (3^e édit. du précédent ouvrage), p. 69 et suiv.
20. CASTIAU. — *Discours à la Chambre des Représentants de Belgique (Séance du 22 décembre 1843)*. V. *Moniteur Belge*, n^o 23 décembre 1843.
21. A. CHARLES. — *Compte-rendu des travaux du Comice agricole de l'arrondissement de Lille pendant l'année 1859-1860*. *Archives de l'Agriculture du Nord de la France*. — Année 1860, t. viii de la coll., 1 vol. in-8. — Lille, 1860, pp. 375 et 376.
22. ÉMILE CHÉNON. — *Les démembrements de la propriété foncière en France avant et après la Révolution*,

- 1 vol. in-8. Paris, Larose et Forcel, 1881, p. 89, note 2.
23. CLÉMENT. — *Études sur le droit rural civil, etc.*, 2^e édit. Arras, 1877, pp. 284, 288 et s.
24. L. CLOQUET. — *Tournai et le Tournaisis* (Collection des Guides Belges), 1 vol. in-12. Bruges, Desclée, 1884, p. 351.
25. CoËT. — *Les éphémérides de l'arrondissement de Péronne*. — Péronne, 1886, *passim*.
26. CONVERT. — *La propriété, constitution, estimation, administration*. — Paris et Montpellier, 1885, p. 34, etc.
27. Abbé J. CORBLET. — *Glossaire étymologique et comparatif du patois picard ancien et moderne*, 1 vol. in-8, 616 p. Paris, Dumoulin, 1857. v^o *Dépointier*, 366. — (Ouvrage couronné par la Société des Antiquaires de Picardie et publié dans les Mémoires de cette Société, t. 1).
28. — Compte-rendu de H. Crinon, *Satires picardes* (V. ci-après, n^o 29). *La Picardie*. revue littéraire et scientifique publiée à Amiens, année 1863, pp. 429 et 430.
29. H. CRINON. — *Satires Picardes*, 2^me édit. Péronne, Trépant, 1876, 1 vol. in-12, 202 pages, — *passim*, et notamment pp. 23 et 24.
30. J. DALLE. — *Histoire de Bousbecque*, 1 vol. in-8^o. Wervicq, 1880, pp. 329 et 330.
31. DALLOZ. — *Jurisprudence générale, Répertoire alphabétique*, v^o commune, n^o 2702, t. x, p. 391.
32. C. DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire des classes agricoles en France*, 2^me édit., 1 vol. in-8^o. Paris, Guillaumin, 1858, p. 272, texte et note 1.

33. DAUSSY. — Discours d'ouverture à la séance publique de l'Académie de la Somme, le 26 août 1856. — (*Mémoires de l'Académie de la Somme*, t. x, 1854-57, pp. 443, etc.).
34. SIDNEY DEAN. — *Le droit de marché* (La Réforme Sociale, 16 décembre 1892, t. xxiv de la collection, pp. 911-918).
35. FR. DEBOUVRY. — *Les coutumes séculaires du mauvais gré dans les campagnes de Flandre* (La Réforme Sociale, 13 juillet 1891, p. 65).
36. — *Le mauvais gré*. (Revue de Lille, n° de septembre 1892, pp. 498-525).
37. Abbé P. DECAGNY. — *Étude historique et justificative du droit coutumier dit droit de marché en Santerre*, restée manuscrite, mentionnée au Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, t. vii de la collection (années 1859, 1860, 1866), 1 vol. in-8°. Paris, Dumoulin, 1861, pp. 383, 385. (Séance extraordinaire du 28 mai 1861) (1).
38. — *Histoire de l'arrondissement de Péronne et de plusieurs localités environnantes*, 2 vol. in-8°. Péronne, Quentin, 2^{me} édit., 1865 et 1867, pp. xviii à xx et 697.
39. — Complément à l'*Histoire de l'arrondissement de Péronne*. — 1 vol., Amiens, 1887, pp. 3, etc.
40. L. DÉFONTAINE. — Rapport de la Commission des baux au Comice agricole de Lille. — *Archives de l'Agriculture du Nord de la France*, année 1855, 1^{re} série, tome III, 1 vol. in-8°, Lille, Lefebvre-Ducrocq, 1855, p. 232.

(1) C'est sans doute cet ouvrage auquel il est fait allusion dans Vion. *Le droit de marché*, pp. 10 et 12.

41. ET. DEMESMAY. — Rapport fait au Comice agricole de Lille sur l'Emigration des campagnes vers les villes. — *Archives de l'Agriculture du Nord de la France*, année 1856, 1^{re} série, tome IV, 1 vol. in-8°, Lefebvre-Ducrocq, 1856, pp. 657 et 658.
42. — *Droit de marché ou chapeau*. — Communication au Comice agricole de Lille (séance du 8 avril 1857), *même collection*, année 1857, 2^e série, tome I, pp. 59 et 60.
43. — *Rapport sur les pots-de-vin*, lu au Comice agricole de Lille (séance du 27 juin 1866), *même collection*, année 1866, pp. 425 et 426.
44. DEVERNEILH. — Observations des Commissions consultatives sur le *projet de Code rural* recueillies, mises en ordre et analysées avec un plan du même projet, etc. — 4 vol. in-4°, Imprimerie Impériale (Tome IV, Royale), 1810-1814. — Tome I, p. 19 (*Commission de Douai*). — Tome I, pp. 260 et 261 (*Commission de Liège*). — Tome IV, p. 723 (Projet revu, art. 905 et 906).
45. DICEY. — *England's Case against Home-Rule*, 2^e édit. — Londres 1886, pp. 93 et suiv.
46. DIEUDONNÉ, préfet. — *Statistique du département du Nord*, 3 vol. in-8°. — Douai, an XII (1804), t. III, pp. 213 à 229.
47. E. DRAMART (1). — *Notice historique sur la Société des Antiquaires de la Morinie et sur ses travaux*, 1 brochure in-8°, p. 230.
48. DUBOST. — *Excursion agricole dans la Picardie et les*

(1) *Bibliographie raisonnée du droit civil*, 1 vol. gr. in-8°. — Paris, Firmin Didot et Coullon, 1879. V. p. 256, n° 2872.

Flandres en 1879 (extrait du *Journal de l'Agriculture*).— Paris, 1879, p. 29.

49. G. FAGNIEZ. — *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, 1 vol. gr. in-8°. Paris, Hachette, 1897, p. 47.

49 bis. FÉNELON (Voir LE PLAY), n° 81 ci-dessus.

50. FOURNEL.— *Les lois rurales de la France, rangées dans leur ordre naturel*, 3 vol. in-8°. Paris, 1819 et 1820, t. I, pp. 401 à 403.

51. Paul FOURNIER. — *Bulletin critique*, t. XIV, année 1893, pp. 129 à 132. — Compte-rendu de l'ouvrage de M. Joseph Lefort : *La condition de la Propriété dans le nord de la France : Le Droit de Marché*.

52. M^e Edme DE LA POIX DE FRÉMINVILLE. — *La pratique universelle pour la rénovation des Terriers et des Droits seigneuriaux*, etc., t. V, 1 vol. in-4°. Paris, Gissez, MDCCLVII, Question XIV, pp. 380 à 387.

53. G***** (1), ancien notaire.— *Le Droit de Marché, son passé, son présent, son avenir ou sa transformation*, 1 broch. in-8°, 48 p. Péronne, Récoupé, 1865.

54. G. GANDY. — *Études religieuses*, etc., publiées par les PP. de la Compagnie de Jésus. Partie bibliographique (ancienne Bibliographie catholique), année 1893, pp. 259 à 261.

55. GARNIER. — *Répertoire de l'enregistrement*, t. 1, art 2960. v° Bail. p. 790.

(1) L'auteur de cette brochure est M. Gillet et non M. Gonnet (communication de l'éditeur). M. Gonnet, ancien notaire, ancien maire, député de Péronne, s'est chargé seulement de faire imprimer la brochure. (Cf. Lefort, *op. cit.*, p. 205, note 1).

56. E. GARSONNET. — *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, 1 vol. in-8. Paris, Larose, 1879, pp. 388, texte et note 3 et 4. — P. 439, note 4. — P. 554, note 2 et p. 574, note 3.
57. GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France*. — Paris, 1891, t. iv, pp. 435 à 437.
58. P. GUÉRIN. — *Dictionnaire des Dictionnaires*, 6 volumes in-4°. — v° *gré*, t. iv, p. 295, 1^{re} colonne.
59. MGR E. HAUTCŒUR. — *Cartulaire de l'abbaye de Flines*, 1 vol. in-8. Lille, Quarré, 1874, *passim* et notamment, art. DCXLVI, p. 665.
60. — *Histoire de l'Eglise collégiale et du chapitre de Saint-Pierre de Lille*, t. i, 1 vol in-8. Lille, Quarré, 1896, 240. note 2.
61. G.-A. HÉCART. — *Dictionnaire rouchi-français*, 3^e édit., 1 vol. in-8. — Valenciennes, Lemaitre, 1834. v° *Maugré*, p. 296.
62. Frédéric HENNEBERT. — *Archives tournaisiennes historiques et littéraires*, etc. — Tournai, Renard-d'Osson, 1842, t. i, 1 vol. in-8, 350 p., *Le mauvais gré*, pp. 335 à 337.
63. Charles D'HÉRICHAULT. — *Le Roman d'un propriétaire*, 1 vol. in-12 VIII-271. Paris, Perrin, 1890.
64. HOVERLANT DE BEAUWELAERE. — *Essai chronologique pour servir à l'histoire de Tournay*, 105 vol. in-12. — Tournay, 1805-1834, t. LXX (paru en 1820), p. 70 ; t. LXXII (paru en 1821), pp. 375 à 380 ; t. CIV (paru en 1834), pp. 338 et 339.
65. — *Mémoire sur l'état de la servitude au royaume des Pays-Bas*, 2 vol. in-8°, Courtrai, 1819. Vol. I, pp. 64 et 65 ; vol. II, pp. 136-137.

66. HUC. — *Commentaire théorique et pratique du code civil*, t. x, 1 vol. in-8°. Paris, Pichon, 1895, n° 272.
- 66 bis. — HUSSON. — Cité par Troplong. — V. Troplong, n° 109 ci-dessus.
67. — HYVER père. — Statistique de l'arrondissement de Péronne. — *Mémoires de l'Académie de la Somme*, t. I, 1830-1835, pp. 174 et suiv.
68. — A. JANVIER. — *Petite Histoire de Picardie*, 2 vol. in-4°. Amiens, 1880. — Simples récits, p. 267. — Dictionnaire Historique, p. 340.
69. — JENKINS. — *Times*, 31 janvier 1882.
70. — DE LADOUCKETTE. — *De l'influence des divers modes de location sur le produit des terres en France*. — Paris, 1844, pp. 60 et 61.
71. Maurice LAMBERT. — *Polybiblion*. Revue bibliographique universelle. Partie littéraire. Année 1892, II^e série, t. xxxvi, 65^e vol. de la collection, pp. 529 et 530. — Compte-rendu de l'ouvrage de M. Joseph Lefort, *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de marché*.
72. P. LAROUSSE. — *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, tome vi, Lettre D, v^o Droit, p. 1211, 4^e col., p. 1267, 4^e col. et p. 1268, 1^{re} col.
73. L. DE LAVERGNE. — *Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande*, 3^e édit., Paris, 1858, p. 405.
74. — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*, 1 vol. in-8°, Paris, Lévy, 1863, pp. 132-134.
75. E. LECESNE. — *Exposé de la législation coutumière de l'Artois*, 1 vol. in-8°, Paris, Durand, 1869, pp. 293, 302 et 303.

76. Joseph LEFORT. — *Etudes sur l'histoire de la propriété : Histoire des contrats de location perpétuelle ou à longue durée*. 1 vol. in-8°, Paris, Thorin, 1875, pp. 254 à 257, 318 et 319.
77. — — *Etudes sur l'histoire de la propriété : Le droit de marché* (Séances et Travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, t. CVII, 1877, pp. 87 à 118 et 498 à 532) et tirage séparé, Paris, 1877.
78. — — *Journal des Economistes*, avril 1877, 3^e série, 12^e année, t. 46^e, pp. 108 et 109. — Revue de l'Académie des Sciences morales et politiques (année 1876).
79. — — *Le droit de marché*, Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence, année 1877, pp. 36-42, tome I.
80. — — *La condition de la propriété dans le nord de la France : Le droit de marché*, 1 vol. in-8, vi-223 p. Paris, Thorin, 1892.
81. Frédéric LE PLAY. — *Les Ouvriers Européens*, 2^e édit., t. V; *Les ouvriers de l'Occident*, 2^e série; *Populations ébranlées*, 1 vol. in-8. Tours, Mame, 1878 (Maître blanchisseur de la banlieue de Paris, pp. 419 et 420). — Le Play rapporte une note de Fénelon relative au *mauvais gré*. V. ci-dessus, n° 48 bis.
82. Aimé LEROY et Arthur DINAUX. — Archives historiques et littéraires du nord de la France et du midi de la Belgique, nouvelle série, t. IV, 1 vol. in-8. Valenciennes, 1842; *Hommes et choses, Le mauvais gré*, pp. 466 et 467.
83. Charles LOUANDRE. — *La France du Nord, La Picardie*. — Revue des Deux-Mondes, n° du 15 août 1873, t. VI de la collection, pp. 828 à 830.

84. P. LOUIS-LUCAS. — *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, année 1892. nouvelle série, t. xvi, pp. 630-634. Compte rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort, *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de marché*.
85. F. MALÉZIEUX. — *Études agricoles sur la Grande-Bretagne*, 1 vol. in-8. Paris, M^{me} Bouchard, 1858, p. 370.
86. J.-B. MARIAGE. — *De la réforme des baux à ferme*, 1 vol. in-8°, vii-120 pp. Valenciennes, Lemaître, 1867, pp. 72 et 73.
87. ANTONII MATTHŒI, j^u, etc. — *De Criminibus ad lib. XLVII et XLVIII Dig. Commentarius*. — Editio quinta, 1 vol. in-4°. Autuerpiœ impensis Francisci Grasset, MDCCLXI. Lib XLVII, tit. V., Caput II, *De scopelismo*, pp. 144 à 148. Notamment quæstio 4, p. 147.
88. A. MOLINIER. — *Revue historique*, septembre-octobre 1892, tome I, pp. 77 et 78. — Compte rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort : *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de marché*.
89. A. NOGUES. — *L'Association catholique*, Revue des questions sociales et ouvrières, publiée à Paris, XVII^e année, tome xxxiv, pp. 736-738, numéro de décembre 1892. — Compte rendu de l'article de M. Debouvry dans la Revue de Lille. (V. ci-dessus, n° 36.)
90. DE NORGUET. — *Rapport sur le droit aux engrais*, lu au Comice agricole de l'arrondissement de Lille (séance du 27 juin 1866). — *Archives agricoles du Nord de la France*, année 1866, pp. 421 et 422.

91. A. O. (1). — *Du mauvais gré ou Haine de cense.* — Belgique judiciaire, n° du 9 juillet 1846, colonnes 1015 à 1019. — V. aussi Réponse à une réclamation, même recueil, n° du 26 juillet 1846, col. 1109 et 1110.
92. H. PASCAUD. — *Revue générale de la législation et de la jurisprudence en France et à l'Etranger*, année 1892, t. XIV, pp. 260 à 263. — Compte-rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort : *La condition de la Propriété dans le nord de la France : Le Droit de Marché.*
93. PINARD. — *Œuvres judiciaires*, par M. Ch. Boulloy. — Paris, 1885, t. II, pp. 6 et suiv.
94. CH. PIOT. — *Le règne de Marie-Thérèse dans les Pays-Bas autrichiens*, 1 vol. in-8°. Louvain, Fonteyn, 1874, p. 251.
95. Auguste POTIÉ. — *Origine du Droit aux engrais et arrière-engrais ; ses conséquences, ses heureux résultats.* — (*Bulletin officiel de la Société des Agriculteurs du Nord*, n° de juillet 1897, pp. 202 à 207).
96. L. PRACHE. — *De la condition juridique et économique du preneur dans le bail à ferme ordinaire et sous ses diverses variétés en droit romain et en droit français*, avec un aperçu historique sur l'origine du droit de marché. — Thèse de doctorat, Paris, 22 juin 1882. 1 vol. in-8°, 214 p. Paris, Larose et Forcel, 1882 — *Droit de Marché*, pp. 157 à 206.

(1) Auguste Orts, avocat. (Indication de Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, tome I, p. 194, note 1, et *Table générale de la Belgique judiciaire*, tome I, col. 1485, vis Destruction et Dommage, n° 27.)

97. PROTHERO. — *Tenant right and agrarian outrage in France* (Extrait de la *Contemporary Review*).
98. J.-J. RAIKEM et autres. — *Recueil des anciennes coutumes de la Belgique ; coutumes du pays de Liège*, t. II, vol. in-4°. — Bruxelles, Gobbaert, 1873. (Voir surtout pp. 5 et 204).
99. H. RIGAUT. — Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Lille ; — *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques de France* : Départements, t. XXVI, 1 vol. in-8°, pp. 150 et 169.
100. ROUXEL. — *Journal des Économistes* (août 1892, 5^e série, t. XI, pp. 301 et 302). — Compte-rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort. *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le Droit de Marché*.
101. SAGNIER. — *Dictionnaire d'agriculture*, par J. A. Barral et H. Sagnier (4 vol. grand in-8°, Paris, Hachette, 1886-1892), t. II, pp. 641 et 642. v^o *Droit de Marché*, — p. 878. v^o *Fermage* (Sig. H. S.), — t. IV, p. 685. v^o *Somme* (Signé H. S.).
102. SAUDBREUIL. — *Du droit de marché*. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Amiens, le 3 novembre 1864. — 1 broch., Amiens, Lemesre, 1864. — Reproduit dans la *Gazette des Tribunaux*, n^{os} des 6 et 7-8 novembre 1864, et dans le *Bulletin des Tribunaux*, n^{os} des 5 et 9 décembre 1864 et 2 janvier 1865.
103. — Article dans le *Mémorial d'Amiens*, n^o du 18 juin 1867.
104. SAVART-MARTEL. — Discours à la Chambre des Représentants de Belgique. (Séances des 22 et

23 décembre 1843). — V. *Moniteur belge*,
nos 23 et 24 décembre 1843.

105. J. SIGART. — *Glossaire étymologique Montois* ou Glossaire du Wallon de Mons et de la plus grande partie du Hainaut. 1 vol. in-8°. — Bruxelles et Leipzig, 1866, v° *Maugré*, p. 249.
106. SIREY. — Recueil général des lois et arrêts, etc., année 1856, p. 695, 1^{re} partie, Cass., ch. crim., 10 juillet 1856, rapport de M. le Conseiller Nouguiet et note 1.
107. — Année 1893. Bulletin bibliographique. Compte-rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort, *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de marché*.
108. TESSIER (le cit.). — Annales de l'Agriculture française, contenant des observations, etc., t. vii de la coll., 1 vol. in-8. Paris, M^{me} Huzard, an ix. — *Fragmens de la statistique de quelques départements : Département de Jemmapes*, pp. 37, 42, 45.
109. TROPLONG. — *De l'échange et du louage*, commentaire des titres vii et viii du livre III du code civil, 2 vol. in-8. Paris, Hingray, 1852, t. I, préface, page xlv, note 4 se poursuivant sous les pages suivantes jusqu'à xlviii.
110. VALETTE. — Observations à la suite du Mémoire de M. J. Lefort sur le *droit de marché*. Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, t. cxii, 1877, p. 533.
111. L. VERMESSE. — *Dictionnaire du Patois de la Flandre Wallonne ou Française*, 1 vol. in-8. Douai, Crépin, 1867. v° *Mau*, p. 330.

112. P. VIOLLET. — Bibliothèque de l'école des Chartes, 1875, p. 159. — Compte-rendu de l'*Histoire des locations perpétuelles*, de M. J. Lefort.
113. — Précis de l'*Histoire du Droit français*, etc., 1 vol. in-8°, Paris, Larose et Forcel, 1884, pp. 623 et 624.
114. — *Histoire du Droit civil français* (2^e édit. du Précis indiqué au n° précédent), 1 vol. in-8°, Paris, Larose et Forcel, 1893, pp. 727, 728 et 729.
115. E. VION, cultivateur à Lœuilly (Somme). — *Le droit de marché*, 1 brochure in-8°, 32 p. Péronne, Recoupé, 1868.
116. JOHANNIS VOËT, j^u, etc. — *Commentarius ad Pandectas in quo...*, etc. 2 vol. in-folio. — Colonisæ Allobrogum, apud fratres de Tournes, MDCCLXXVIII, lib. XLVII, tit. XI. *De extraordinariis criminibus*, t. II, pp. 832 et 834.
117. ALPHONSE WAUTERS. — *Histoire des environs de Bruxelles*, 2 vol. in-8°. Bruxelles, Vanderanwera, 1855. T. I, pp. 192 et 194 (Dilbeek).
118. ANDRÉ WEISS. — *Pandectes françaises*, t. VII, année 1892, Bulletin bibliographique, pp. 51 et 52. — Compte-rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort, *La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de marché*.
119. WYNDHAM. — *Reports of H. M. Representatives on European land Tenuary*, 1869.
-
120. *Agriculture Française* par MM. les Inspecteurs de l'Agriculture. — Département du Nord, 1 vol. in-8°. Paris, imprimerie royale, avril 1843, pp. 57 et 58.

121. *La Belgique judiciaire*, Revue de jurisprudence et de législation, publiée à Bruxelles. Année 1844, n° 11, janv., col. 191 ; 18 janv., col. 223 ; 21 janv., col. 235 ; 15 fév., col. 352 ; 28 mars, col. 542 ; 9 mai, col. 732 ; 12 mai, col. 750. — Année 1845, 19 janv., col. 239. — Année 1846 (V. ci-dessus, n° 91, *adde* : 26 juillet, col. 1103 et 1109 : *Réclamation* signée A. D.). — *Table générale* (1842-1885), par MM. Achille Rollin et Alf. Payen. — Bruxelles, 1889, 3 vol. grand in-4°, t. I, col. 1484. vis Destruction et dommage (*variétés*).
122. *Code Rural* ou Maximes et Règlements concernant les biens de campagne notamment, etc., par M..., avocat au Parlement (1), 2 vol. in-12. Paris, Prault, MDCCLX, t. II, pp. 574-584, 596-601, 606-615.
123. *Conseil général du département du Nord*. — Session de 1839. — Procès-verbaux des délibérations, 1 vol. Lille, 1839 (Séance du 8 septembre 1839), p. 163.
124. — Session de 1842. — Procès-verbaux des délibérations, 1 vol. in-4°. Lille, 1842. (Séance du 22 septembre 1842), p. 186.
125. — Session de 1843. — Procès-verbaux des délibérations, 1 vol. in-4°. Lille, 1843. (Séance du 3 septembre 1843), pp. 199 et 200.
126. — Session de 1844. — Procès-verbaux des délibérations, 1 vol. in-4°. Lille, 1844. (Séance du 3 septembre 1844), p. 67.
127. — Session de 1845. — Procès-verbaux des délibérations, 1 vol. in-4°. Lille, 1845. (Séance du 28 août 1845), p. 27.

(1) Attribué à Boucher d'Argis.

128. *Le Courrier de l'Escaut*, journal de Tournai et du Tournaisis, publié à Tournai. V. notamment années 1843 et 1844.
129. *Les coutumes, stils et usages* de l'Echevinage de la ville et cité de Tournay, pouvoir et banlieue d'icelle, 1 vol. in-4°. Tournay, chez Joveneau, 1778, pp. 503 à 510.
130. *La Dépêche et le Nouvelliste*, journaux quotidiens publiés à Lille *passim* et notamment février et avril 1894.
131. *Bulletin de Statistique et de Législation comparée du Ministère des finances*, Le Droit de marché, n° d'avril 1882, p. 326, etc.
132. *L'Echo de la Frontière*, journal publié à Valenciennes. — V. *passim* et notamment n° 15 février 1848.
133. *L'Economie*, journal publié à Tournai, *passim* et notamment années 1892 et 1893.
134. *Entretien d'une mère avec sa fille sur le bonheur de la campagne*. — Amsterdam et Paris, 1770, p. 4.
135. *La Feuille de Tournai*, journal hebdomadaire publié à Tournai, continué par le *Journal de Tournai*. — V. années 1842, 1849, 1856 et particulièrement n° du 29 février 1844.
136. *La Gazette de Mons*, journal quotidien de la province de Hainaut, publié à Mons depuis 1838, *passim* et notamment année 1842, n°s des lundi 30 et mardi 31 mai, samedi 4 juin ; année 1843 ; année 1844.
137. *La Gazette des Tribunaux*, n°s 13 février 1863, pp. 152, col. 4, et 153, col. 1 et 2, et 15 février 1863, p. 160, col. 1 à 4. (Aff. Potiez et Hoez).
138. — N° 22 mai 1892, p. 545, col. 2 et 3, compte-rendu de l'ouvrage de M. J. Lefort,

La condition de la propriété dans le Nord de la France : Le droit de Marché.

139. *Histoire des villes de France*, t. II, p. 68.
140. *L'intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, n° 10 mars 1867, t. IV, col. 134 (sous la signature Z. A.) ; — n° 10 avril 1867, t. IV, col. 187 et 188 (de la Fons Melicocq) ; — n° juin et juillet 1867, t. IV, col. 278 à 280 (E. G. P.) ; — n° octobre et novembre 1867, t. IV, col. 324, (Fleuret Pamenchoy) col. 344 et 345 (ni fermier ni propriétaire) ; — n° 10 janvier 1869, t. V, col. 13 et 14 (H. de S.)
141. *Jurisprudence de la Cour impériale de Douai*, publiée par un avocat (1), sous les auspices de la magistrature et du barreau, — t. XIV de la collection, année 1856, 1 vol. in-8°, Douai, Céret, — pp. 136 à 144 (surtout p. 141, note 1).
142. *Liste chronologique des édits et ordonnances des Pays-Bas autrichiens*, de 1751 à 1794 (1^{re} partie 1751-1780), 1 vol. in-8°. Bruxelles, Devroye, 1853, (de la Commission royale pour la publication des anciennes ordonnances de la Belgique), pp. 23, 357 et 390.
143. — Règne de Charles-Quint, 1 vol. in-8°, Bruxelles, Gobbaerts, 1885, (de la commission royale pour la publication des anciennes ordonnances de la Belgique). V. p. 18.
144. *Mémorial administratif de la Province de Hainaut*, année 1844. Tome XV de la collection, 1 vol. in-12, Mons, 1844. — 2^e partie : A) Rapport de la Députation permanente au Conseil provincial sur la situation de la province, pp. 224 à 230.
145. — Année 1845. Tome XVI de la collection,

(1) Cet avocat était, en 1856, M. Delebecque, de Douai.

1 vol. in-12, Mons, 1845. — 2^e partie : A) Rapport de la Députation permanente au Conseil provincial sur la situation de la province, pp. 73 et 231.

146. *Le Modérateur*, journal de Mons et du Hainaut, publié à Mons, *passim* et notamment années 1841 et 1842.
147. *Le Moniteur Belge*, journal officiel de la Belgique. — Tome xxv de la collection, Juillet-Décembre 1843. — Numéro du 23 Décembre (Partie non officielle) et numéro du 24 (Supplément).
148. *Recueil des Edits, Déclarations, Lettres patentes, etc., enregistrés au Parlement de Flandres, des arrêts du Conseil d'Etat particuliers à son ressort, ensemble des arrêts de réglemens rendus par cette Cour depuis son érection en Conseil souverain à Tournay*. 12 vol. in-4°. Douay, Derbay, MDCCXCI, t. XII, p. 950.
149. *Reports respecting the tenure of land*. — I, p. 118. — II, p. 6.
150. *Supplément à l'Essai sur l'histoire de la Picardie, les mœurs, les usages, le commerce et l'esprit de ses habitants*. — Londres et Abbeville, 1774, p. 177, etc.
-

Vu par le Président de la Thèse,

le 6 Mai 1899,

Vu, le Doyen de la Faculté,

ÉMILE CHÉNON.

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I ^{er} . — LES PRÉTENTIONS DU « MAUVAIS GRÉ ».....	19
<i>Première section : LE « MAUVAIS GRÉ » DES FERMIERS</i>	20
I. — Droits prétendus par les fermiers de <i>mauvais gré</i>	23
II. — Droits exceptionnels reconnus à leurs bailleurs par les fermiers de <i>mauvais gré</i>	54
III. — Comment se constitue le <i>mauvais gré</i> des fermiers	63
<i>Deuxième section : AUTRES VARIÉTÉS DE « MAUVAIS GRÉ »</i>	89
I. — Le <i>mauvais gré</i> des biens de famille ou droit de famille	95
II. — Le <i>mauvais gré</i> des gens de service.....	105
III. — <i>Mauvais gré</i> contre la concurrence dans les ventes et locations quelconques	109
CHAPITRE II. — LA SANCTION DU « MAUVAIS GRÉ »,	121
I. — Le <i>mauvais gré</i> devant la conscience morale individuelle	122
II. — Le <i>mauvais gré</i> et l'opinion publique	136
III. — La solidarité dans le <i>mauvais gré</i>	145
IV. — L'intimidation.....	160
V. — Les vengeances du <i>mauvais gré</i>	169

CHAPITRE III. — DÉFINITION ET TERMINOLOGIE DU « MAUVAIS GRÉ »	181
<i>Première section</i> : DÉFINITION DU « MAUVAIS GRÉ »	181
<i>Deuxième section</i> : TERMINOLOGIE DU « MAUVAIS GRÉ » ...	186
I. — Le vocabulaire du <i>mauvais gré</i>	186
II. — <i>Mauvais gré</i> et <i>droit de marché</i>	201
CONCLUSION	209
APPENDICE	221
I. — Les pays de <i>mauvais gré</i>	221
II. — Table chronologique des documents législatifs	227
III. — Bibliographie du <i>mauvais gré</i>	235

